

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

La Preuve par Indices

DANS LE PROCÈS PÉNAL

*Evolution de cette preuve au point de vue juridique
et au point de vue technique*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de Lyon

PAR

Pierre GARRAUD

*Avocat à la Cour d'Appel
Lauréat de la Faculté*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arr^d

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

La Preuve par Indices

DANS LE PROCÈS PÉNAL

*Evolution de cette preuve au point de vue juridique
et au point de vue technique*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de Lyon

PAR

Pierre GARRAUD

*Avocat à la Cour d'Appel
Lauréat de la Faculté*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arr^d

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1913

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

- THALLER, *, I. ✂, professeur honoraire.
AUDIBERT, I. ✂, professeur honoraire.
FLURER, *, I. ✂, doyen honoraire, professeur de Droit civil.
JOSSE RAND, I. ✂, doyen, professeur de Droit civil.
GARRAUD, I. ✂, *, professeur de Droit criminel, correspondant de l'Institut.
APPLETON (Charles), I. ✂, professeur de Droit romain.
COHENDY, O. *, I. ✂, *, professeur de Droit commercial.
PIC, I. ✂, professeur de Droit international public.
APPLETON (Jean), I. ✂, professeur de Droit administratif.
LAMBERT, A. ✂, professeur d'Histoire générale du Droit français.
BOUVIER, I. ✂, professeur de Science financière et de Législation française des finances.
LAMEIRE, I. ✂, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.
BROUILHET, I. ✂, professeur d'Economie politique.
HUVELIN, I. ✂, professeur de Droit romain.
LÉVY, I. ✂, professeur de Droit civil.
GONNARD, I. ✂, professeur d'Histoire des Doctrines Economiques et d'Economie politique.
BOUVIER-BANGILLON, I. ✂, professeur de Procédure civile.
NIBOYER, chargé de cours.
BECQ (J.), I. ✂, secrétaire.
-

JURY DE LA THÈSE

- Président MM. COHENDY, professeur.
Assesseurs LACASSAGNE, professeur de médecine légale
LAMEIRE, professeur.
-

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

INTRODUCTION

Indices et présomptions légales en droit pénal

I. La preuve pénale. — Son double rôle : démonstration de l'imputabilité et de la culpabilité. — II. Difficultés de la preuve pénale. — Rôle du flagrant délit et de l'aveu dans les procédures primitives ; la foi qu'on leur accorde repose sur une présomption de véracité particulière. — III. Rôle des présomptions légales en droit pénal. — IV. Nature de la présomption légale : ce n'est pas une preuve, mais une dispense de preuve. — Preuve par indices, elle constitue un véritable mode de preuve. — Néanmoins, elle est en rapports étroits avec les présomptions légales. — V. Rapports historiques : toute présomption légale n'est qu'un indice cristallisé et consacré par la loi. — VI. Rapports sociologiques. — Tendances modernes du droit pénal : la défense sociale ; l'état dangereux. — VII. Divergences doctrinales et législatives sur la question de savoir à qui appartiendra la détermination de l'état dangereux. — VIII. Indications législatives. — La récidive, loi du 27 mai 1885. — Caractère absolu de la présomption légale qu'elle établit. — Loi du 22 juillet 1912. — Evolution probable dans le sens du rôle grandissant des présomptions légales, nées d'indices, dans le droit répressif moderne.

I. — Le but de toute procédure c'est la découverte de la vérité. La vérité, dans le procès pénal, qui a pour base la mise d'un délit à la charge d'un prévenu, consiste dans la démonstration de la culpabilité de celui-ci. Cette démonstration de la culpabilité doit être faite par la partie poursuivante, qu'elle soit, d'ailleurs, suivant les époques

et les systèmes de procédure, un simple particulier ou la puissance sociale représentée par le ministère public. Tout procès pénal commence en effet par un soupçon et c'est le rôle et l'œuvre du poursuivant de transformer ce soupçon en certitude, c'est-à-dire de convaincre le juge de la culpabilité du prévenu.

Mais il faut alors préciser et analyser ce concept de culpabilité : en réalité, trois notions différentes, l'*imputabilité*, la *responsabilité*, la *culpabilité* sont souvent confondues et souvent aussi considérées comme équivalentes. En effet, la condition primordiale, pour que la justice sociale ait le droit de mettre une action ou une inaction sur le compte de l'agent, afin de lui en faire subir les conséquences, c'est que l'agent soit coupable, c'est-à-dire qu'il ait commis une faute : en d'autres termes, imputer un fait à quelqu'un, c'est mettre ce fait à sa charge pour l'en rendre responsable, c'est-à-dire pour le punir, parce qu'il est coupable. Les notions d'imputabilité et de responsabilité sont, par suite, étroitement liées, la responsabilité étant une conséquence de l'imputabilité, sans d'ailleurs que l'agent, à qui le fait est à bon droit imputé, soit nécessairement responsable : pour qu'il le soit, il faut un élément de plus, une faute à sa charge, amenant sa culpabilité. C'est qu'en effet, dans les conceptions du droit pénal moderne il ne suffit pas, après avoir constaté le fait illicite, de le rattacher à son auteur : il faut encore, pour que la répression puisse s'exercer, établir que l'auteur a commis une faute : la faute est aujourd'hui l'élément essentiel et caractéristique de la responsabilité, et le droit pénal est depuis longtemps passé de l'idée de responsabilité *objective*, d'après les résultats du fait, à

l'idée de responsabilité *subjective*, d'après la faute de l'agent. Aussi, à condition que le rapport de l'acte à l'agent, c'est-à-dire l'imputabilité, soit établi, il suffit de démontrer la faute, c'est-à-dire la culpabilité, pour avoir par cela même établi la responsabilité (1).

La preuve pénale a donc deux objets : elle doit démontrer, d'une part, l'imputabilité, c'est-à-dire le rapport de causalité entre l'acte ou ses résultats et l'agent ; elle doit, de plus, démontrer la culpabilité de l'agent en établissant qu'il a commis une faute intentionnelle ou tout au moins une imprudence. De là deux aspects de la preuve pénale : elle revêt un aspect objectif lorsqu'elle démontre l'imputabilité ; imputer, en effet, un délit à telle personne, c'est établir un rapport de fait qui s'affirme ou se nie, sans plus ni moins ; au lieu que l'appréciation de la faute, de la culpabilité, est une opération psychologique, subjective, qui implique, pour le juge, l'obligation non seulement d'examiner l'existence même de la faute, mais encore d'en mesurer le degré. Les difficultés de pareilles investigations font comprendre que primitivement on se soit presque uniquement préoccupé, pour graduer la répression, des résultats objectifs de l'acte délictueux, sans mesurer l'intention malfaisante qui avait guidé l'agent ; de nos jours, d'ailleurs, par une sorte de retour au passé, toute une école de criminalistes demande que le prononcé d'une peine ne dépende plus de la preuve de la faute et surtout que la peine ne soit plus proportionnée à la culpabilité. En tout cas ce n'est jusqu'ici qu'une conception purement théorique et dans tout le droit moderne, la condition

(1) Voir Garraud, *Traité théorique et pratique de Droit pénal français*, tome I, 3^e édition, 1913, pp. 553 et suiv.

de la répression c'est la culpabilité; au surplus, s'il importe distinguer les deux rôles de la preuve pénale, preuve de l'imputabilité, preuve de la culpabilité, il faut remarquer que pratiquement les deux preuves se confondent.

II. — La preuve dans un procès pénal est toujours plus difficile à administrer que dans un procès civil. C'est qu'en matière civile aucun des adversaires n'a généralement d'intérêt à perturber l'administration des preuves; d'autre part la loi civile prend des précautions pour assurer facilement la preuve des contrats; le régime normal des preuves civiles est le régime des preuves préconstituées: aussi les questions que la justice doit trancher proviennent-elles surtout de difficultés d'interprétation. Le procès pénal, au contraire, met en présence deux adversaires qui, par définition, sont inégalement armés: tout l'intérêt du criminel est en effet de cacher, de détourner à son profit, ou de perturber les preuves. Le poursuivant, en présence d'un adversaire qui toujours se déroberait et le tromperait impunément, serait dans une infériorité certaine si la société, pour rétablir l'équilibre, ne mettait à la disposition de la justice pénale des moyens d'investigation et des procédés d'administration de la preuve particulièrement efficaces et sanctionnés par la contrainte sociale.

Il est cependant une hypothèse où, dans le procès pénal, la preuve se fait pour ainsi dire d'elle-même, sans aucun effort de la part du poursuivant. C'est le cas où le criminel est pris en flagrant délit: il n'y a alors aucun doute sur la culpabilité, le juge est sûr de ne pas frapper à faux. De plus, le sentiment de la vengeance qui, primi-

tivement, inspire presque seul la répression, est ici beaucoup plus fort ; aussi plusieurs procédures archaïques, et notamment celle du Moyen Age, font-elles porter le principal effort de la poursuite sur la constatation du flagrant délit ; on en arrive même à conserver au fait le caractère de flagrant délit, pendant un certain temps, par le moyen d'une procédure formaliste, la poursuite avec clameur de haro (1).

Mais le flagrant délit est anormal ; il ne peut pas toujours se constater, et d'ailleurs sa fréquence diminue avec l'habileté plus grande des criminels. Aussi accorde-t-on peu à peu confiance à un autre mode de preuve, l'aveu de l'intéressé. Bien vite l'aveu prend, parmi les modes de preuves, la première place : c'est la *probatio probatissima*, la reine des preuves. L'aveu est, au point de vue de l'administration de la preuve pénale, en étroite relation avec le flagrant délit qui n'est autre, en effet, qu'un aveu indirect : le criminel assez malhabile pour se laisser surprendre en commettant le fait délictueux avoue par cela même son crime. Dans la conscience primitive, et aujourd'hui encore, si l'on s'en tient à une analyse superficielle, flagrant délit et aveu se rattachent l'un et l'autre à ce qu'on appelle les preuves d'évidence ; l'on

(1) Voir Garraud, *Traité théorique et pratique d'Instruction criminelle*, 1907, t. I^{er}, p. 14, et Esmein, *Histoire de la Procédure criminelle en France*, Paris, 1882, p. 50. On sait qu'à Rome, on considère comme voleur manifeste, c'est-à-dire surpris en flagrant délit et par suite puni avec une sévérité particulière, le voleur chez qui l'on retrouve après coup l'objet volé à la suite d'une perquisition *lance licioque*, opérée suivant des formes archaïques dont on rencontre d'ailleurs l'équivalent dans toutes les législations de l'antiquité. (Voir Girard, *Manuel de Droit romain*, 5^e édit., 1911, p. 407.)

entend par là les preuves qui, ou bien proviennent de faits dont on a été soi-même témoin, ou bien sont de nature telle qu'il ne peut s'élever aucun doute sur leur réalité: il semble que la déclaration du principal intéressé au procès pénal, c'est-à-dire l'accusé, affirmant contre son propre intérêt la vérité des faits qui sont allégués contre lui par son adversaire, doit pleinement rassurer la conscience du juge et ne laisser aucune obscurité dans son esprit. En réalité la véracité de l'aveu, même spontané, n'est nullement d'évidence, elle ne repose que sur une présomption de vérité qui, d'abord absolue, puisque l'ancien droit pénal la trouvait fondée, au cas même où l'aveu était obtenu par la torture, fut, comme bien d'autres présomptions légales, battue en brèche par l'évolution des idées et des mœurs. Si de tout temps, en effet, on a eu confusément le sentiment que l'aveu avait un caractère équivoque, inquiétant, qu'exprime l'ancien adage «*Nemo auditur perire volens* » (1), la science moderne confirme ces craintes vagues et les précise en montrant dans l'auto-accusation une manifestation de l'hystérie et de l'alcoolisme (2). Quoi qu'il en soit, il reste établi que la prépondérance d'un mode de preuve, l'aveu, au cours d'une longue période, se basait sur une présomption de véracité particulière, qui avait tous les caractères d'une véritable présomption légale.

III. — Ce rôle important joué par une présomption

(1) Voir Auguste Cuaz, *L'Aveu en matière pénale*, 1908, pp. 12 et 13.

(2) Garraud, *op. cit.*, t. II, pp. 207 et 210 ; Cuaz, *op. cit.*, p. 57 et suiv., et Dupré, *Les auto-accusateurs au point de vue médico-légal*, *Revue neurologique*, 1902, p. 799.

dans le domaine pénal n'a pas à nous étonner. Beaucoup plus qu'en droit civil, l'existence de nombreuses présomptions vient, dans l'administration de la preuve pénale, débayer le terrain et faciliter la tâche du poursuivant et du juge. Aussi faut-il préciser et éclairer ce terme de présomptions.

Il importe d'écarter tout d'abord une difficulté de terminologie : les termes souvent employés, présomptions de fait et présomption de droit, prêtent à l'équivoque. Il vaut mieux, et sauf à indiquer par la suite les raisons d'un tel choix, garder le nom de présomptions légales, mais désigner par le nom d'indices, ce qu'on appelle souvent présomptions de fait (1).

IV. — Les présomptions légales qui, dans le procès pénal, aident à la découverte de la vérité apparaissent au premier examen comme un véritable mode de preuve : en réalité ce n'est pas là la nature intime de la présomption légale qui, loin d'être un mode de preuve, est au contraire une dispense de preuve ; la présomption légale est, en effet, un procédé employé par la loi pour dispenser de la nécessité d'une preuve directe, lorsque les circonstances de fait caractéristiques de la présomption se trouvent établies.

Pour comprendre la différence profonde qui sépare la présomption légale de tous les autres modes de preuve, il faut observer que le juge, pour arriver à une conviction à l'aide d'un mode de preuve quelconque, doit toujours se livrer à un travail intellectuel, à un raisonnement, par lequel il établit un rapport logique entre le fait connu et

(1) Voir *infra*, chap. I.

le fait à prouver. Mais le travail de l'esprit est, selon les cas, plus ou moins rapide et immédiat. Il est parfois si machinal qu'il n'apparaît pour ainsi dire pas. Lorsqu'il s'agit, en effet, du témoignage oral ou écrit le raisonnement est insaisissable, instantané; on conclut immédiatement du fait connu, le témoignage, au fait inconnu, la circonstance révélée par le témoignage: le témoin a vu le meurtrier assassiner la victime, le témoignage se présente dans des conditions qui ne permettent pas de le suspecter, la culpabilité apparaît certaine, évidente. Voici, au contraire, un témoin qui vient déposer qu'il a vu après l'accomplissement du crime tel individu prendre la fuite: là encore le magistrat instructeur va immédiatement admettre l'existence de ce fait constaté par le témoin, la fuite de l'individu; mais cette fois il ira plus loin et dans son esprit va se faire un nouveau raisonnement, celui-ci parfaitement conscient et non plus comme tout à l'heure purement automatique: le juge sait par expérience que la fuite après qu'un crime a été commis indique chez le fuyard une conscience trouble; dans la plupart des cas le fuyard est le coupable; de la fuite, fait connu, le juge va alors conclure à la culpabilité, fait contesté; et la fuite, qui démontre, au moins dans une certaine mesure, la culpabilité est un « indice », c'est-à-dire une preuve de celle-ci. Ainsi donc, toutes les fois qu'il s'agit d'une preuve, qu'elle soit de celles qu'on appelle *directes*, comme le témoignage, ou *indirectes*, comme les indices, il se fait dans l'esprit du juge un raisonnement plus ou moins apparent. Il en est tout différemment lorsque le juge se trouve en présence d'une présomption légale. Celle-ci s'impose à lui, sans qu'il ait à faire aucun

travail de pensée. Quand, par exemple, la loi punit, dans l'article 278 du Code pénal, tout mendiant ou vagabond trouvé porteur d'un ou plusieurs effets d'une valeur supérieure à 100 francs et qui ne justifie pas leur provenance, elle affirme qu'il y a dans ce fait une présomption de culpabilité; elle transforme un fait simplement suspect en un délit; le ministère public n'a pas d'autre preuve à faire que l'existence des conditions de fait nécessaires pour que joue la présomption, c'est-à-dire le vagabondage et le port d'effets de valeur supérieure à 100 francs; il est dispensé de toute autre preuve, il n'a nullement besoin de prouver que ces effets ont bien véritablement une provenance illicite; la condamnation s'impose au juge sans qu'il ait à apprécier le bien fondé de la présomption légale. Toute preuve, au contraire, supposant chez le juge un raisonnement, nous sommes en droit de relever une différence essentielle entre les présomptions légales et tous les modes de preuve et de rejeter les présomptions du cadre des modes de preuve (1). Aussi, ces

(1) En ce sens, Garraud, *op. cit.*, t. II, p. 255. Une classification intéressante des modes de preuve a été donnée par Sabatini, *Teoria delle prove nel diritto giudiziario penale*, parte seconda, Catanzaro, 1911, chap. V, pp. 106 à 130. Pour cet auteur, le fondement de la certitude s'appuie sur deux sortes de données absolument distinctes : 1° Des données reposant sur des constatations de bon sens ou sur les lois naturelles, qu'elles soient d'ailleurs ou non consacrées législativement : ce sont les présomptions ; 2° des données reposant sur des circonstances particulières, ce sont les divers modes de preuve, preuves directes ou indirectes (indices). Mais l'auteur, en somme, s'il ne fait pas des présomptions une dispense de preuve, admet du moins, comme nous, que ces données de bon sens et ces lois naturelles sont dans tous les cas les produits de l'expérience passée, c'est-à-dire en d'autres termes la transformation en présomptions d'in-

premières difficultés de terminologie et de définition écartées, laisserons-nous l'étude des présomptions légales pour nous en tenir à l'examen d'un véritable mode de preuve pénale, la preuve par indices ou preuve circonstancielle.

Mais la ligne de démarcation entre les présomptions légales et les indices, encore que les unes soient des dispenses de preuve, tandis que les autres constituent un mode de preuve, n'est pas toujours nette, et ces deux procédés sont, comme le montrent d'ailleurs les appellations traditionnelles de présomptions de droit et présomptions de fait, en d'étroits rapports, tant historiques que sociologiques.

V. — Et d'abord au point de vue historique ce sont les indices qui donnent naissance aux présomptions. L'indice dont la valeur et l'exactitude ont été vérifiées par des expériences répétées devient présomption. Par là il faut entendre que la loi en donnant à l'indice le caractère de présomption se substitue au juge pour faire le raisonnement que nous avons indiqué, et qui mène du fait connu, l'indice, à l'inconnu, la culpabilité ou l'innocence de tel ou tel individu : c'est qu'en effet, à la vérité, lorsque le juge considère tel fait comme établi par suite d'une présomption légale, c'est qu'il se dispense de raisonner comme il devrait logiquement le faire s'il était en pré-

indices fréquemment vérifiés par l'expérience des générations qui nous ont précédé. Ce qu'il faut remarquer, c'est que, dans un pareil système, où l'on comprend sous le nom de présomptions certaines données qui n'ont pourtant pas la consécration législative, on appelle souvent présomptions des circonstances que nous qualifions simplement d'indices.

sence d'un simple indice : la loi en établissant la présomption a fait le raisonnement une fois pour toutes, simplifiant ainsi la tâche du juge et le déchargeant de toute appréciation personnelle, surtout de toute hésitation.

Ainsi, pour reprendre la présomption indiquée plus haut, celle de l'article 278 du Code pénal qui punit le fait pour un vagabond d'être trouvé porteur d'effets d'une valeur supérieure à cent francs, il est d'évidence que l'expérience constante démontre que les objets d'une certaine valeur, trouvés sur un mendiant ou un vagabond proviennent, presque toujours de rapines et de vols ; ce fait constitue un indice de vol, la loi en a fait une présomption dispensant de toute autre preuve. En somme, l'on peut dire que chacun des principaux indices que l'on relève à chaque instant dans l'instruction du procès pénal est dans un perpétuel devenir de présomption légale.

VI. — Car, et c'est là le côté sociologique des rapports qui unissent les indices et les présomptions légales, le rôle des présomptions légales, comme le rôle des indices, grandit constamment dans la législation pénale moderne. Il est vrai qu'il ne s'agit plus dans le droit pénal moderne de ces présomptions nées des croyances religieuses collectives, les ordalies, le duel judiciaire, sur lesquelles se reposait le juge primitif souvent impuissant à atteindre la certitude par les moyens insuffisants dont il disposait.

Les présomptions d'aujourd'hui ont une autre nature : ce sont les résultats cristallisés de l'expérience collective, ce sont des indices de valeur éprouvée auxquels la loi vient prêter son autorité. Cela seul suffirait à faire comprendre que le développement même de la civilisation

augmente le nombre et l'importance des présomptions légales. Avec l'habileté croissante des criminels et toutes les ressources que les découvertes modernes mettent en leurs mains, la tâche serait singulièrement lourde pour le magistrat si la loi ne rétablissait l'équilibre par la création de présomptions. Mais il y a une autre raison plus puissante qui explique le développement actuel et surtout l'avenir des présomptions légales dans le domaine pénal. La tendance essentielle des législations répressives modernes est, en effet, de prendre pour base et pour mesure de la répression la défense sociale.

« Après avoir mis hors du droit pénal, a-t-on dit pour résumer ces idées nouvelles, ceux qu'on veut relever, les *adolescents*, on rejetterait hors de ses sanctions, comme hors de ses garanties, ceux qu'on ne peut ni intimider ni corriger, les *dangereux*. Il y aurait désormais trois Codes : un Code de pénalité, pour les délinquants d'occasion ; un Code d'éducation, pour les adolescents ; un Code de sûreté pour les incorrigibles » (1). C'est la même idée qu'exprimait le garde des sceaux Cruppi, sous la forme suivante :

« Aujourd'hui, il n'est pas un philosophe, un juriste, il n'est pas un homme pensant qui, dans le fait antisocial, ne veut considérer le délinquant autant que le délit : à nos yeux l'œuvre de la justice pénale devrait être avant tout une œuvre intelligente de classement parmi les délinquants. »

C'est dans cette direction que paraissent s'orienter non

(1) Garraud, *Le Code pénal de 1810 et l'évolution du Droit pénal*, conférence faite au Congrès de la Société générale des Prisons, le 20 juin 1910. Paris, 1910, p. 15.

seulement les tendances doctrinales contemporaines, mais encore les législations positives. Il y a donc parmi les délinquants trois catégories essentielles; d'abord les enfants et les adolescents; puis les délinquants qui ne sont pas dangereux au point de vue social, pour qui l'acte délictueux est un incident sans lendemain dans la vie morale et sociale; d'autres enfin, au contraire, quel que soit le peu de gravité de l'acte qui leur est reproché, ont une manière d'être ou de vivre naturellement dangereuse. Il semble donc qu'avant de donner aucune solution aux autres problèmes du droit pénal, il soit indispensable, comme la base même de tout bon système répressif, d'opérer ce premier classement entre les divers groupes de délinquants et de créer en réalité des codes distincts. Mais alors la première question qui se pose est celle-ci : va-t-on abandonner complètement à l'appréciation des tribunaux le soin d'opérer cette sélection et de décider à quelle catégorie appartiennent les délinquants; ou bien, au contraire, la loi va-t-elle intervenir pour déterminer elle-même les cas où le délinquant doit être considéré comme dangereux et ceux où le juge ne doit voir en lui qu'un délinquant d'occasion ou encore un enfant à rééduquer (1)?

VII. — A cet égard les criminalistes de toutes les écoles et de tous les pays sont très divisés : il en est de même des législations positives; or, de la solution que l'on donne va dépendre le rôle des présomptions légales dans les lois répressives modernes.

(1) Voir André Faure, *L'Etat dangereux au point de vue pénal*, thèse de Lyon, 1913, notamment p. 67 et suiv.

Le bureau central de l'Union internationale de droit pénal a mis, dans sa séance du 21 avril 1912, la question suivante à l'ordre du jour du Congrès de l'Union qui doit se réunir à Copenhague en août 1913: « La loi doit « établir des mesures spéciales de sécurité sociale contre « les délinquants dangereux à raison: soit de leur état « de récidive légale, soit de leurs habitudes de vie qu'elle « définit, soit de leurs antécédents héréditaires et per- « sonnels manifestés par un crime ou un délit qu'elle « détermine (1). »

Par ces expressions, *récidive légale, habitudes de vie que la loi définit, antécédents manifestés par un crime ou un délit qu'elle détermine*, le rôle de la loi semble nettement indiqué; c'est bien à elle qu'il appartient de déterminer les conditions de l'état dangereux et de définir cet état. Mais la question est surtout délicate lorsqu'il s'agit d'une catégorie de délinquants que tous considèrent comme particulièrement dangereux, les individus en état de récidive légale; à leur égard le bureau formule ainsi la proposition qui sera étudiée au Congrès de Copenhague:

« Définition à donner par le législateur des individus « en état de récidive légale. Après avoir examiné les différents systèmes, soit en doctrine, soit en législation et « particulièrement la loi française du 27 mai 1885, le « Bureau considère, d'une part, le système énumératif « auquel se rattachent les lois française et norvégienne, « ainsi que le projet du Code autrichien, d'autre part, la

(1) *Bulletin de l'Union internationale de Droit pénal*, XIX^e vol., 1912, 1^{re} livrais., p. 368.

« système subjectif auquel se rattache le projet suisse,
« système que caractérise l'appréciation souveraine par
« le juge du penchant au crime. On pourra combiner les
« deux systèmes (loi anglaise) (1). »

Ainsi la question se trouve nettement posée et la formule employée marque bien les divergences législatives sur ce point. Les arguments apportés d'un côté comme de l'autre sont nombreux et également puissants. Le professeur Prins, dans son livre *La Défense sociale et les transformations du droit pénal* (2), n'hésite pas à confier aux tribunaux le soin d'apprécier l'état dangereux. Pour M. Prins, laisser à l'arbitraire du magistrat l'appréciation de l'état dangereux n'est pas lui confier une plus lourde tâche que celle qu'il avait et qu'il a encore, avec le système répressif classique, dans lequel la répression est conditionnée par la responsabilité de l'agent ; si l'on accorde aux juges, dans la législation actuelle, « les capacités suffisantes pour évaluer le degré de développement des facultés intellectuelles du délinquant, ou pour doser l'intensité de sa force de jugement, ou pour analyser son état d'âme spécial, son aptitude à comprendre l'illégalité d'un fait, ou le pouvoir de domination sur soi-même, ne leur accordera-t-on pas, dans certains cas, et avec plus de raison encore, qu'ils sont à même d'apprécier l'état dangereux de l'accusé (3)? » D'ailleurs la tâche du juge sera singulièrement facilitée par les nombreux indices de l'état dangereux : les expertises médicales révéleront les tares et les penchants du délin-

(1) *Bulletin de l'Union*, loc. cit., p. 349.

(2) Bruxelles, 1910.

(3) Prins, *op. cit.*, pp. 119 et 120.

quant ; ses antécédents, ses habitudes de vie fourniront encore au juge des indications précieuses. Ces considérations ont leur prix, il n'en reste pas moins que les partisans de l'appréciation par le juge de l'état dangereux admettent eux-mêmes que le magistrat devra se déterminer sur des indices ; ne vaut-il pas mieux que la loi simplifie la tâche du magistrat et transforme en présomptions légales les indices, dont certains, tels que la récidive, sont universellement considérés comme des signes de danger social. Du reste, il faut tenir compte des habitudes d'esprit et de la formation professionnelle du magistrat : le juge moderne est encore, dit Prins, « hypnotisé par l'idée de la responsabilité pénale » ; or cette idée et les théories modernes basées sur la défense sociale sont par bien des côtés antinomiques : alors par exemple que le juge a souvent tendance à considérer logiquement l'individu en état d'ivresse comme irresponsable, donc non coupable, les criminalistes modernes rangent le délinquant alcoolique parmi les délinquants les plus dangereux pour la société. De même encore si le juge abuse des courtes peines, même pour les récidivistes, c'est qu'il découvre chez ces professionnels du crime des tares héréditaires qui ont détruit en eux la liberté morale. Par suite, laisser à l'arbitraire du juge l'appréciation de l'état dangereux serait annihiler pour une grande part l'efficacité des lois de défense sociale. Cela est si vrai que, même lorsque la loi a pris la précaution de rendre absolue la présomption qu'elle établit, le juge ne peut admettre qu'on limite son pouvoir d'appréciation : les magistrats français s'efforcent ainsi de tourner par toute une série de moyens la loi de 1885 sur la relégation.

Encore n'y aurait-il qu'une objection d'une portée restreinte: il suffirait d'une éducation et d'une formation appropriées de la magistrature pour qu'on puisse lui confier, sans crainte pour l'intérêt social, l'appréciation de l'état dangereux des délinquants. Il y a en réalité une raison plus haute et meilleure à préférer la détermination de l'état dangereux par la loi elle-même; l'intervention légale est le seul moyen d'éviter les abus et l'arbitraire, ou tout au moins de les réduire au minimum. La loi en établissant des présomptions d'état dangereux guidera le juge; d'ailleurs le législateur peut concilier parfaitement la définition légale de l'état dangereux avec une certaine liberté d'appréciation laissée au magistrat: il établit une présomption légale, rien ne l'oblige à en faire une présomption absolue, il peut ne lui donner qu'un caractère relatif. Ainsi le Code norvégien du 22 mai 1902 décide, dans son article 65, que quand un criminel s'est rendu coupable de deux ou plusieurs crimes consommés ou tentés, les juges peuvent demander au jury si l'auteur ne doit pas être considéré comme particulièrement dangereux (*besonders gefährlich*) pour la société entière ou pour la vie, la santé ou le bien-être de quelques-uns: si la réponse est affirmative, le condamné peut être retenu en prison aussi longtemps que cela paraîtra nécessaire, au-delà du terme légal fixé, sans que cependant la détention supplémentaire puisse dépasser quinze années (1).

Les conclusions du rapporteur du Congrès de l'Union internationale de droit pénal sur les questions posées relativement à l'état dangereux et à sa détermination sont

(1) Prins, *op. cit.*, p. 77.

d'ailleurs en ce sens : détermination de l'état dangereux par des présomptions légales, mais par des présomptions relatives, les magistrats gardant un certain pouvoir d'appréciation et une certaine liberté d'application selon les espèces : « On peut avoir recours, dans la lutte contre
« le crime, à des mesures de sécurité, indépendantes de
« l'application d'une peine, si ces mesures sont justifiées par l'état dangereux du délinquant. Mais ces
« mesures ne sont recommandables que sous les garanties
« suivantes destinées à protéger le droit individuel de
« celui contre qui elles sont demandées :

« 1° *A la condition que la loi même détermine les
« caractères concrets d'où résulte l'état dangereux et spécifie les conditions et les éléments qui sont la manifestation extérieure du danger social que fait courir tel
« individu ;*

« 2° *A la condition que l'existence de ces caractères
« soient vérifiée et appréciée par le tribunal de droit commun compétent pour statuer sur l'acte ou l'état délictueux qui est l'occasion du prononcé de la mesure de
« sûreté, etc... (1). »*

VIII. — La loi française subit d'ailleurs très nettement l'influence des tendances nouvelles. Elle a déjà, dans les grandes lignes, réalisé ce classement tripartite des délinquants (enfants, adultes, dangereux et non dangereux) qui caractérise assez bien les législations pénales

(1) Garraud, *Congrès de l'Union internationale de Droit pénal de Copenhague. Rapport sur la première question* (Bulletin de l'Union, 1913, XX^e vol., 1^{re} livr., pp. 231 et suiv.)

basées sur l'idée de défense sociale, et elle a opéré ce classement en instituant des présomptions légales. C'est la loi elle-même qui a déterminé les conditions de l'état dangereux, c'est la loi elle-même qui a précisé jusqu'à quel âge elle considère le délinquant comme un enfant, auquel doivent seulement s'appliquer des mesures d'éducation.

Les deux exemples les plus nets donnés par les lois françaises dans cette direction sont ceux de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation et de la loi récente et non encore applicable du 22 juillet 1912 (1).

Le législateur français, par la loi du 27 mai 1885, a déterminé à quelles conditions elle jugeait les délinquants comme des antisociaux, assez dangereux et assez incorrigibles, pour qu'il soit nécessaire de leur appliquer une mesure de répression spéciale les éliminant de la société métropolitaine et consistant en un régime d'internement perpétuel sur le territoire des colonies ou des possessions françaises.

La loi française de 1885 classe comme individus socialement dangereux des délinquants de deux catégories qui, bien avant cette date, avaient toujours paru au législateur mériter une répression particulièrement énergique, ce sont les récidivistes, d'une part, et, d'autre part, ceux qui font leur vie habituelle du vagabondage et de la mendicité.

(1) Loi du 22 juillet 1912 *sur les tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée*, parue au *Journal Officiel* du 25 juillet 1912. Elle ne doit entrer en vigueur que six mois après la promulgation du règlement d'administration publique qu'elle prévoit dans son article 28.

Le point essentiel de la loi de 1885 c'est que le législateur français a fait de la récidive habituelle et du vagabondage ou de la mendicité une présomption légale de danger social absolue ; en d'autres termes, aussitôt que le récidiviste se trouve réunir un certain nombre de condamnations d'une certaine durée et d'une certaine nature, la peine réprimant la récidive, c'est-à-dire la relégation, doit être prononcée par le juge ; celui-ci ne peut, quelles que soient les circonstances de fait et les antécédents du prévenu, les influences qu'il a subies, se refuser d'appliquer la peine ; inversement d'ailleurs, tant que le nombre de condamnations exigé par la loi n'est pas réuni, le juge, si dangereux que lui semble le délinquant, ne saurait prononcer la relégation. Ce qui ajoute au caractère particulièrement remarquable d'une semblable conception, c'est que dans notre droit pénal français, tout imprégné des théories classiques sur la faute et sur la responsabilité, les présomptions légales sont généralement relatives ; le juge peut en principe toujours apprécier la culpabilité individuelle de chaque prévenu. Aussi n'est-ce qu'après de vives et longues discussions dans les deux Chambres qu'on a donné à la relégation ce caractère obligatoire. Si la loi française a ainsi résolu le problème de savoir qui, de la loi ou du juge, appréciera l'état dangereux, en admettant non seulement que c'était à la loi de déterminer les conditions de l'état dangereux, mais encore en refusant au juge la possibilité d'écarter la répression légale quand l'état dangereux ne lui semblerait pas suffisamment prouvé, c'est en réalité par suite d'un sentiment de défiance du législateur à l'égard de la justice. On a voulu que la loi s'appliquât toute seule, automatique-

ment; nulle mauvaise volonté ne doit pouvoir paralyser l'exécution d'une loi de salubrité sociale. Aussi bien l'avenir a montré qu'en effet le juge, toujours influencé par la théorie classique de la responsabilité, n'était que trop porté à écarter la relégation; ne pouvant le faire directement, il est arrivé à son but par des moyens indirects, soit en prononçant une condamnation plus indulgente, lorsque la peine doit atteindre un délai fixe, soit en supprimant les circonstances aggravantes.

Tout récemment le législateur français a introduit dans le droit pénal une nouvelle présomption légale importante et elle aussi absolue. Jusqu'à la loi du 22 juillet 1912, la loi française n'avait pas fixé un âge au-dessous duquel l'irresponsabilité absolue existerait de droit, en vertu d'une présomption absolue, n'admettant pas de preuve contraire: or il est évidemment un âge où l'innocence de l'agent d'un délit est une certitude, la seule question délicate est de délimiter cet âge: le Code pénal, d'ailleurs, en ne fixant pas d'âge au-dessous duquel il n'aurait pu y avoir de poursuite, n'avait certainement pas voulu obliger le ministère public à traduire en justice tout individu âgé de moins de 16 ans et commettant un délit; mais la caractéristique du système était justement de laisser à l'appréciation des magistrats, dans chaque espèce, la question de savoir si l'agent devait être ou non poursuivi. La loi de 1912, au contraire, dans son article 1^{er}, dispose ainsi: « Le mineur de l'un ou l'autre sexe de moins de 13 ans, « auquel est imputée une infraction à la loi pénale qualifiée crime ou délit, n'est pas déféré à la juridiction « répressive. » La loi établit donc une présomption absolue d'irresponsabilité pénale au-dessous de 13 ans.

Ces deux exemples, loi sur la relégation, loi de 1912, semblent bien indiquer que l'avenir est en France à la détermination légale des diverses catégories d'individus soumis ou non à la répression. D'autres pays, tels que la Norvège, suivent la même direction. On comprend, dès lors, l'importance grandissante des présomptions légales dans la législation répressive moderne; et par suite on saisit un des aspects de la preuve par indices qui mettent aujourd'hui cette preuve au premier rang, puisque les présomptions modernes ne sont jamais que des indices adoptés et consacrés par la loi.

PREMIÈRE PARTIE

Définition, importance, histoire et admissibilité de la preuve par indices

CHAPITRE PREMIER

La preuve par indices. Définition et terminologie

I. Preuve par indices. — Difficultés de définition et de terminologie.

— Les différents termes, dont on se sert pour désigner ce mode de preuve, impliquent chacun un des éléments de sa définition.

— II. Indice ou preuve conjecturale. — Caractère hypothétique de cette preuve. — III. Preuve circonstancielle ou présomption de fait. — Interprétation des circonstances de fait. — IV. Présomption de l'homme. — Signification de ce terme par opposition à présomption légale. — Rôle du juge dans l'administration de la preuve par indices. — V. Autres noms donnés à la preuve par indices : présomptions simples, preuve muette. — VI. Adoption du terme : preuve par indices, consacré par le droit romain, l'ancien droit et le Code d'instruction criminelle. — VII. La preuve par indices est une preuve indirecte. — Signification exacte de la distinction entre preuves directes et preuves indirectes. — Toute preuve suppose une opération de raisonnement. — Preuve reposant sur une déclaration de l'homme ; preuve reposant sur tout autre fait.

I. — Dès le début de l'étude de la preuve indiciale, l'on se heurte à des difficultés de définition et de terminologie. La preuve par indices offre des caractères assez difficiles

à analyser complètement et elle est désignée par diverses qualifications. La meilleure méthode pour définir et analyser ce mode de preuve tout en traitant en même temps les questions relatives à la terminologie, consiste à étudier successivement les termes dont on se sert pour désigner la preuve par indices ; chacune de ces expressions rend en effet l'un des traits caractéristiques de cette preuve : il ne reste plus ensuite qu'à indiquer le caractère qui distingue essentiellement la preuve par indices des autres preuves, et qui lui donne une physionomie à part : celui d'être une preuve *indirecte*, alors que les autres modes, tels que le témoignage, constituent des preuves *directes*. Par là, on a déterminé, aussi exactement que possible, ce qu'est la preuve par indices.

Les auteurs désignent la preuve par indices sous ces différents termes, *preuve par indices*, *preuve circonstancielle*, *présomption de l'homme*, *présomption de fait*, *présomption simple* et *preuve muette*. En négligeant les deux dernières expressions moins intéressantes pour la définition de la preuve par indices et en rapprochant les deux termes preuve circonstancielle et présomption de fait qui se rattachent au même caractère, il reste les trois désignations suivantes : 1° preuve par indices ; 2° preuve circonstancielle ou présomption de fait ; 3° présomption de l'homme ; chacune d'elles marque un aspect de ce mode de preuve.

II. — Le terme *indice*, *preuve par indices*, que nos anciens auteurs emploient indifféremment, en même temps que le terme preuve conjecturale et qui est, aujourd'hui encore, le plus généralement usité fait allusion au côté

hypothétique, incertain de la preuve fournie. L'indice, c'est, d'après Littré, un « signe apparent qui indique avec probabilité ». Un vol de billets de banque, dont on a gardé les numéros, a été commis ; un homme vient changer l'un de ces billets : c'est là un indice, il est probable que cet individu est le voleur, mais ce n'est en somme qu'une hypothèse fragile ; les billets ont pu déjà passer en plusieurs mains ; dans le change des billets volés il n'y a qu'un fait qui en lui-même ne prouve rien, sa signification ne se révèle que par un travail de l'esprit, par une interprétation. La preuve par indices est par excellence une preuve de probabilité.

III. — La preuve indiciale est souvent aussi désigné depuis Bentham (1) sous le nom de *preuve circonstancielle* ; terme qui, s'il n'est pas assez compréhensif pour épuiser la définition de ce mode de preuve, met excellemment en lumière l'un des aspects essentiels de la preuve par indices. Cette preuve consiste en effet à recueillir et à interpréter toutes les circonstances de fait qui, par rapport au délit, peuvent conduire à la découverte de la vérité. Entre certains faits, certaines circonstances constatées, et le délit qu'il s'agit d'établir, il existe un rapport logique. Comme le dit Bentham « tout fait « par rapport à un autre, peut être appelé une circonstance ; que le jour où tel meurtre a été commis il ait « tonné ou grêlé, c'est un événement fort indépendant du « fait principal, mais qui peut être une circonstance à « observer et qui peut mener à des preuves (3) ». La cir-

(1) Bentham, *Traité des preuves judiciaires*, 2^e édit., t. I, liv. 5, pp. 313 et suiv.

(2) Bentham, *op. cit.*, t. I, pp. 313 et 314.

constance c'est donc tout simplement un fait, mais choisi en ce qu'il se réfère au fait principal, au délit, et qu'il permet de diminuer (fait infirmatif) ou d'augmenter (fait corroboratif) la probabilité du fait principal. D'ailleurs le champ des circonstances est vaste : « elles embrassent « l'état des choses et la conduite des personnes (1) ». Et l'on réserve particulièrement le nom de preuves réelles à la preuve circonstancielle lorsqu'elle résulte de l'interprétation de l'état des choses, toutes les preuves réelles rentrant d'ailleurs dans la catégorie des preuves circonstancielles.

Il est particulièrement nécessaire d'insister sur cette expression : preuve circonstancielle ; c'est, en effet, le caractère qu'elle désigne, qui a fait naître à l'égard de ce mode de preuve une confiance peut-être exagérée. Les faits ne mentent pas, c'est un axiome de la jurisprudence anglaise ; de plus cette interprétation de faits, de phénomènes, interprétation qui revêt de plus en plus aujourd'hui un aspect scientifique, cadre avec les tendances de l'esprit moderne. Le caractère en quelque sorte objectif de la preuve circonstancielle en a fait le succès actuel : peut-être y a-t-il exagération ; on peut faire mentir les faits, « le mensonge réel est à craindre autant que le mensonge verbal (2) », l'interprétation et le raisonnement qu'exige la preuve circonstancielle, exercés par un esprit maladroit ou imprudent peuvent amener bien des erreurs. Mais il suffit d'indiquer pour le moment ces points ; ils seront à examiner lorsqu'il faudra apprécier la valeur de

(1) Bentham, *op. cit.*, t. I, p. 314.

(2) Garraud, *op. cit.*, t. II, p. 272. Voir *infra*, chap. XVIII.

la preuve par indices et la curieuse évolution d'idées qui s'est produite à son égard.

Le terme, dont on se sert aussi de *présomption de fait* se réfère à la même idée que l'expression preuve circonstancielle; la signification en est même plus riche puisque il fait allusion (présomption: *prae-sumere*) au travail de raisonnement qui se trouve à la base de toute preuve par indices. Mais l'expression de présomption de l'homme, qui désigne souvent et surtout par opposition aux présomptions de la loi, la preuve circonstancielle met mieux encore en lumière cette dernière idée.

IV. — Cette désignation *présomption de l'homme*, appelle quelques éclaircissements. L'homme, c'est celui qui constate et qui interprète la preuve par indices, c'est le juge, et l'on précise présomption *de l'homme* par opposition à la présomption légale, à la présomption *de la loi* (1). Nous avons déjà longuement exposé les différences caractéristiques qui existent entre l'indice et la présomption légale. « Les présomptions sont, dit un texte législatif, l'article 1349 du Code civil, des conséquences que la loi ou le magistrat tire d'un fait connu à un fait inconnu. » L'expression est assez vague car, en somme, présumer pour la loi, c'est conclure d'un fait connu à un fait inconnu. Or toute preuve suppose un pareil raisonnement, c'est là la définition même de la preuve. De ce qu'un témoin a vu l'assassin commettre son crime, fait connu, on conclut à la culpabilité, fait inconnu; et il s'agit pourtant d'un témoignage non d'un indice. Présumer, dit au contraire le dictionnaire de Littré (et

(1) Voir *supra*, Introduction, n° 4.

cette définition se rapproche singulièrement de celle de l'indice citée plus haut), c'est juger d'après certaines probabilités. En tout cas, la loi civile veut indiquer par les expressions de l'article 1349 du Code civil la part essentielle qu'a le raisonnement dans la preuve par présomption, et elle prend soin d'ajouter que ce raisonnement est fait tantôt par la loi, tantôt par le magistrat.

Mais les termes, « présomptions de l'homme », « présomption de la loi » font aussi allusion aux méthodes suivies dans les systèmes de procédure relativement à la constatation de l'indice et à son interprétation ; ces deux méthodes correspondent aux deux systèmes des preuves légales et des preuves de conviction. Dans le système des preuves légales, toutes les preuves sont cataloguées, la loi a attribué à chacune d'elles une valeur particulière, et le juge ne peut s'écarter par son appréciation personnelle des conclusions légales. C'est ainsi que les indices ont selon la loi telle ou telle valeur ; l'histoire de la preuve par indices nous montrera entre autres exemples que l'existence d'indices dits prochains permettait l'application de la torture, alors que les indices éloignés étaient insuffisants ; le juge par suite est réduit à un rôle d'enregistrement et d'application automatique de la loi pénale. Aussi dans le système des preuves légales n'apparaît pas nettement la différence entre les indices et les présomptions légales ; au sens littéral du mot, l'on peut dire que tous les indices, dans un pareil système de preuves, étaient des présomptions légales ; et cette proposition est si vraie que les criminalistes du XVIII^e siècle, dans leurs classifications pourtant si précises des indices, confondent présomptions légales absolues et indices manifestes, et ran-

gent dans la catégorie des indices prochains la plupart des présomptions relatives actuelles (1). A l'opposé de cette conception, dans le système des preuves de conviction, la loi laisse au seul juge le soin de constater et d'interpréter à sa guise les indices. Mais les systèmes sont rarement absolus ; et notamment en ce qui concerne la preuve par indices dans un système de preuve par conviction, le bon sens et la logique imposent au législateur l'obligation de formuler des règles précises pour la recherche et la constatation des indices ; la preuve par indices est une preuve très délicate : il est de l'intérêt de la société, comme du prévenu, que l'indice soit recueilli dans des conditions qui assurent la parfaite authenticité de ce constat. Aussi la loi moderne règle-t-elle les perquisitions, les visites de lieux, la saisie des pièces à conviction, les expertises, opérations destinées à assurer la constatation et le récolement des indices. Mais elle laisse le juge libre de former, sur ces indices, son intime conviction. L'opposition marquée dans les termes « présomptions de l'homme », « présomptions légales » n'est donc pas aussi absolue qu'elle apparaît d'abord et l'intervention des règles législatives est essentielle dans la constatation de la preuve par indices.

V. — La preuve par indices est encore désignée par d'autres noms ; dans les pays anglo-saxons, on l'appelle la *preuve muette*, en l'opposant ainsi à la preuve testimoniale ; souvent aussi on remplace, comme synonyme du terme présomption de l'homme l'expression *présomption simple*, qui cependant est plus particulièrement employée par les civilistes.

(1) Esmein, *op. cit.*, p. 272 et 278 ; *infra*, chap. III.

VI. — Il importe, pour la clarté du langage, dans une étude spécialement consacrée à ce mode de preuve, de faire choix pour sa désignation d'un terme unique. Nous avons déjà indiqué, dans l'introduction (1), que le terme preuve par indices sera le plus généralement employé. Il a en effet ce mérite de rappeler toujours ce caractère essentiel de preuve de probabilité, que présente la preuve circonstancielle, mais il a surtout pour lui la tradition constante et la consécration législative. La dénomination romaine était en effet le mot *indicium* (2). Le mot indice est aussi le terme employé par tous les auteurs du XVIII^e siècle (3). Enfin, si l'article 323 du Code civil parle des « présomptions ou indices », le texte essentiel du droit pénal français en matière de preuves, l'article 342 du Code d'instruction criminelle, en faisant l'énumération des modes de preuve, se sert du mot indices. « La loi ne leur « dit pas non plus : Vous ne regarderez pas comme suffisamment établie toute preuve qui ne sera pas formée « de tel procès-verbal, de telles pièces, de tant de témoins « ou de tant d'indices (4). »

VII. — L'examen de tous les termes, dont on désigne la preuve par indices, permet de formuler cette proposition ; la preuve par indices est un mode de preuve, par

(1) Voir *supra*, Introduction, n^o 3.

(2) Code, de *rei vindicatione*, loi 19, liv. III, tit. XXXII.

(3) Muyart de Vouglans, *Les lois criminelles*, pp. 803 et 804. Merlin, *Répertoire*, v^o *Indices*.

(4) Nous nous servirons plus généralement du terme preuve indiciale : c'est un néologisme à peu près inconnu des auteurs écrivant sur la matière des preuves, mais dont on excusera l'emploi en faveur de sa commodité.

lequel le juge, étant donnée l'existence de certaines circonstances de fait par lui constatées, ou à lui rapportées, dans des conditions déterminées par la loi, pour assurer l'authenticité du constat, conclut, par raisonnement, à une probabilité de culpabilité ou d'innocence du prévenu, telle, qu'elle suffit à déterminer librement sa conviction. Mais il importe de préciser maintenant la différence entre les autres modes de preuve et la preuve par indices, dont jusqu'ici on a plutôt déterminé le caractère *in abstracto*, ou par référence à la présomption légale, qui constitue non un mode de preuve, mais bien une dispense de preuve. Le critère qui est le plus généralement adopté, pour marquer la distinction, est basé sur une constatation simple : la preuve testimoniale, et par conséquent, l'aveu, qui n'est que le témoignage du prévenu, établissent de façon directe l'existence du fait douteux. On a vu tel voleur pénétrer dans un appartement cambriolé ; un assassin avoue son crime ; le vol, l'assassinat sont immédiatement certains. Voici au contraire que l'auteur d'un cambriolage laisse sur certains objets des traces de doigts ; on arrête un individu soupçonné. On va chercher à établir l'identité des empreintes de cet homme et des empreintes recueillies dans la maison cambriolée. Dans les hypothèses plus haut indiquées, en cas de preuve testimoniale, le résultat de l'enquête va amener à formuler immédiatement cette proposition : l'individu qu'on a vu s'introduire dans la maison cambriolée est le voleur ; dans le second cas, la constatation de l'existence d'empreintes ne renferme pas en elle-même de signification immédiate ; elle n'en prend que par référence à l'examen des empreintes de l'individu arrêté : si les deux empreintes coïncident,

l'on conclut à l'identité du prévenu et du cambrioleur, qui a laissé des traces de son passage, et par conséquent à sa culpabilité. Le témoignage et l'aveu produisent une *preuve directe* ; la preuve indiciale n'amène à la conviction que par un détour, par un raisonnement : c'est une *preuve indirecte*. Encore faut-il ne pas se laisser tromper par les mots ; on l'a fait remarquer déjà et il faut le répéter, toute preuve implique une opération de raisonnement ; que ce raisonnement soit automatique, inconscient pour ainsi dire, dans la preuve directe, il n'en existe pas moins (1). On a dit avec raison « qu'il était impossible « de dégager une différence de *nature* entre ces deux procédés de conviction (preuves directes et preuves indirectes). Les uns et les autres reposent sur le raisonnement et les règles de la logique (2) ». Il faut donc n'admettre que, sous ces réserves, les termes « preuves directes, et indirectes », et le critère qu'ils expriment : en réalité la vérité consiste à opposer les preuves qui résultent de la déclaration de l'homme (témoignage, aveu, écrits, preuves préconstituées) à celles qui reposent sur tous les autres faits et qui constituent la preuve par indices (3). C'est là en somme une distinction empirique, elle n'exprime pas de différence de nature entre ces deux modes de preuve, mais elle marque l'opposition que l'homme à toujours faite, au cours des âges, entre ces deux procédés de conviction. De ces deux preuves, preuve directe ou preuve indirecte, quelle est celle dont la valeur l'emporte,

(1) Voir *supra*, Introduction, n° 4.

(2) Garraud, *op. cit.*, t. I, p. 253.

(3) Garraud, *op. cit.*, t. I, pp. 253 et 254.

c'est aujourd'hui une question dont il paraît téméraire de donner une solution précise. Le cadre de cette étude permettra d'ailleurs d'indiquer, chemin faisant, quelles sont les causes qui font la valeur de la preuve par indices et quelles sont par contre les faiblesses qu'elle présente. Du reste, le principe de notre droit pénal moderne, qui veut que la conviction du juge se forme librement, semble exclure, du moins dans l'opinion du législateur, toute hiérarchie parmi les modes de preuve. Il n'en est pas moins vrai que toujours, et sans parler bien entendu des systèmes de preuves légales, les croyances populaires aussi bien que l'opinion raisonnée des savants et des criminalistes ont attribué le premier rang, en valeur et en importance, à tel ou tel mode de preuve. Plus que la question purement théorique et peut-être insoluble de la supériorité scientifique absolue de telle preuve sur toutes les autres, il importe d'examiner les deux questions suivantes : 1° quel a été le rôle réservé dans l'histoire de la procédure à la preuve par indices, et suivant quelles lois a varié l'importance de cette preuve ; 2° comment peut-on expliquer l'évolution d'idées qui s'est faite de nos jours, en ce qui concerne la hiérarchie des preuves, et notamment la valeur scientifique de la preuve par indices.

CHAPITRE II

Evolution des idées sur la hiérarchie des preuves et l'importance de la preuve par indices

I. L'évolution des idées en ce qui concerne la preuve par indices. — II. L'importance de la preuve par indices dépend du système d'organisation judiciaire. — Elle est plus en faveur auprès des jurés qu'auprès de juges professionnels. — Rôle de la preuve par indices à Rome. — Raisons de l'importance de la preuve par indices devant le jury. — III. Evolution d'idées dans la période contemporaine en ce qui concerne la hiérarchie des preuves. — Importance actuelle de la preuve par indices. — Raisons de cette importance. — La phase scientifique de la preuve. — L'école positive italienne. — La preuve par indices et le jury. — Nécessité d'une éducation professionnelle du juge répressif. — IV. Situation actuelle : la preuve n'est pas encore entrée dans sa phase scientifique. — Résultats acquis. — Rôle possible des présomptions légales.

I. — Lorsqu'on examine quelles ont été, au cours de l'histoire du droit pénal, les idées admises en ce qui concerne la valeur de la preuve par indices, on est immédiatement amené à formuler deux propositions essentielles. La première est d'ordre général, vraie, jusqu'à nos jours au moins, pour tous les temps, comme elle est vraie partout : la valeur accordée à la preuve par indices et la place par elle occupée dans la hiérarchie des preuves

dépendent essentiellement du système d'organisation judiciaire : lorsque la justice répressive s'exerce au moyen du jury, le rôle de la preuve par indices est plus important que dans les systèmes où la répression est la tâche exclusive de juges professionnels.

La seconde proposition qu'on peut formuler pour indiquer quelles sont les directions des idées contemporaines, en ce qui concerne la valeur de la preuve par indices, c'est qu'il s'est produit durant le cours du XIX^e siècle et surtout dans ces dernières années, une interversion pour ainsi dire absolue dans la hiérarchie des preuves pénales, interversion qui a fait passer la preuve par indices du dernier au premier plan, aux dépens de la preuve testimoniale.

II. — Le rôle de la preuve par indices est tout d'abord en étroites relations avec le système d'organisation judiciaire. La mission de rendre la justice pénale peut être en effet confiée soit à des juges professionnels, à des magistrats de carrière, soit à des juges occasionnels, à des jurés. Or le rôle de la preuve par indices est beaucoup plus important vis-à-vis de ces derniers : l'on sait, par exemple, que les plaidoiries des orateurs grecs et romains font une large place à la preuve par indices dans la recherche et la démonstration de la culpabilité. La justice pénale à Rome vers la fin de la République était rendue par des *quaestiones*, sortes de jurys présidés par un magistrat et recrutés sur des listes annuelles, dont la composition varia d'ailleurs suivant les époques ; ces *quaestiones* présentaient ce caractère d'avoir chacune une compétence limitée, si bien qu'à la plupart des crimes correspondait

une de ces juridictions. La procédure à la même époque était accusatoire ; aussi le procès pénal n'était-il qu'un véritable duel oratoire entre l'accusateur et l'accusé, tous deux simples particuliers ; aucun interrogatoire de l'accusé et aucun acte d'accusation ne venaient guider les jurés ; de plus, chez les Romains, qui repoussaient tout système de preuves légales, le juge ne devait se prononcer que sur son intime conviction. Enfin, pendant longtemps, les témoignages ne furent produits qu'à la suite des plaidoiries. Dans un pareil système, la preuve par indices avait une importance extrême, dont font foi notamment les œuvres de Cicéron. C'est ainsi qu'on présentait au juge les objets saisis, les pièces suspectes, par exemple les registres publics, falsifiés et raturés par Verrès, que Cicéron fait passer sous les yeux du tribunal (1). Dans sa *Rhétorique à Herennius*, le grand avocat romain a soin d'indiquer qu'il y a lieu dans la plaidoirie de discuter les circonstances de lieu, de temps, la durée, l'occasion, l'espoir de réussir, l'espoir de ne point être vu (2). Et il formule, pour chacun de ces points, des règles qu'un avocat consulterait encore avec profit. D'ailleurs le plaidoyer pour Milon est resté à juste titre un modèle de discussion des indices, par sa logique rigoureuse. La préméditation de Clodius et la justification de Milon, qui aurait agi en état de légitime défense, sont uniquement prouvées par des indices. L'intérêt que Clodius avait à

(1) Cicéron, *Seconde action contre Verres*, II, 42.

(2) « *Signa est, per quod ostenditur idonea perficiendi facultas esse quæsitâ. Id dividitur in partes sex : locum, tempus spatium, occasionem, spem perficiendi, spem celandi.* » (Cicéron, *Rhetoric. ad Herenn.*, II, 4.)

se débarrasser de Milon, cette circonstance que Milon devait nécessairement prendre le chemin où l'attaque eut lieu, alors que Clodius se détournait de sa route habituelle pour le rencontrer, l'insouciance de Milon accompagné d'une escorte encombrante d'esclaves et de serviteurs, en face de Clodius, entouré seulement de quelques hommes bien armés et lui-même à cheval, contrairement à sa constante habitude de n'aller qu'en voiture, l'attitude même de Milon attaqué, qui résiste courageusement mais en homme absolument surpris, ce sont là les indices par lesquels Cicéron justifie son client (1). Et Cicéron va jusqu'à affirmer la supériorité des indices sur le témoignage : « *Plus oportere signis et argumentis credi quam testibus; haec enim eo modo exponi, quo modo re vera suit gesta: testes corrumpi posse vel pretio, vel gratia, vel metu, vel similitate* (2). »

L'importance de la preuve par indices devant le jury moderne est la même et, si nous avons cru devoir nous arrêter sur l'exemple donné par les orateurs romains, c'est que là, comme dans beaucoup de directions, ils ont fourni les modèles dont nous nous inspirons aujourd'hui encore. Comment expliquer cette faveur accordée à l'indice par la justice populaire ? La raison en est toute psychologique. La preuve par indices est purement conjecturale, c'est ce caractère qui fait sa force et qui fait sa faiblesse. Or, la justice populaire est gouvernée par des convictions dues à des impressions d'audience, plutôt qu'amenées par des raisonnements ; et la preuve par

(1) Voir aussi comme un autre modèle de discussion des indices, la plaidoirie de Cicéron pour Marcus Cœlius.

(2) Cicéron, *Rhetoric. ad Herenn.*, II, 7.

indices est essentiellement impressionnante : elle prête d'ailleurs, mieux que toute autre, aux effets oratoires. Par contre, la fragilité de cette preuve ne peut apparaître à la réflexion que par un raisonnement trop délicat pour le jury : au lieu que le juge professionnel, surtout le juge moderne, civiliste par essence et magistrat répressif seulement par occasion, habitué par suite à la dialectique rigoureuse du droit civil, se défiera instinctivement pour ainsi dire de la preuve par indices. Encore y aurait-il lieu de faire certaines réserves, la preuve par indices revêt aujourd'hui un aspect scientifique et, dans certaines hypothèses, un caractère de vérité absolue qui la fera plus facilement accueillir par une juridiction professionnelle plus instruite et plus novatrice que le jury. Au surplus, nous l'avons dit, la preuve par indices est vue aujourd'hui avec une faveur singulière et il s'est produit une évolution complète des idées en ce qui concerne la hiérarchie des preuves.

III. — En effet, si la preuve par indices jouait à Rome le rôle que l'on vient d'indiquer et si, d'autre part, aux origines de notre droit pénal, quand la procédure était accusatoire, les indices, ou plutôt les présomptions légales dominaient le procès pénal avec le système des preuves judiciaires, il n'en reste pas moins que le triomphe de la procédure inquisitoire et du système des preuves légales vint consacrer la déchéance de la preuve par indices ; seule la preuve testimoniale, témoignage et aveu, avait, au gré des criminalistes et des savants, une force probante suffisante pour permettre les condamnations les plus graves. Le droit révolutionnaire, il est vrai, et à son exemple

le Code d'instruction criminelle, en renversant le système des preuves légales, consacrèrent l'égalité théorique des modes de preuve, au regard de la loi pénale. Mais le phénomène essentiel, c'est qu'on a vu, au cours du XIX^e siècle et particulièrement dans le dernier quart de ce siècle, la preuve par indices gagner en importance et passer, dans l'esprit de beaucoup de criminalistes et malgré l'égalité théorique des modes de preuve, au premier rang. Quelles sont donc les causes de cette évolution ?

« Sans doute, a-t-on dit, on a toujours entendu des
« témoins, interrogé les individus soupçonnés, constaté
« l'état des lieux, recueilli des indices de toute sorte ; tou-
« jours on a regardé l'aveu de l'accusé comme une écla-
« tante démonstration de sa faute. Mais, en outre, cha-
« que époque a eu son genre de preuve de prédilection,
« sa méthode caractéristique..... Chaque âge reflète visi-
« blement dans la procédure criminelle qui le caractérise
« la foi fondamentale qui l'anime, c'est-à-dire sa croyance
« la plus universelle et la plus indiscutée ; en sorte que la
« série des transformations législatives et judiciaires sur
« ce point correspond aux transformations mêmes de la
« pensée humaine (1). »

Il est certain que durant tout le cours du XIX^e siècle la
« croyance la plus universelle et la plus indiscutée » a été
la confiance dans la science et dans la méthode scienti-
fique, basée sur l'observation, sur l'analyse et sur l'in-
duction. Or, la foi dans la preuve testimoniale nous appa-
raît comme essentiellement subjective. Le juge croit aux
dires du témoin par suite de circonstances pour ainsi dire
étrangères au débat lui-même ; le témoin est parfaitement

(1) Tarde, *La Philosophie pénale*, 1890, p. 425.

honorable, il n'a aucun intérêt dans l'affaire; tout cela est uniquement une question d'appréciation personnelle. La preuve par indices a pour base au contraire des faits, des phénomènes; elle présente un caractère objectif; de plus, ces faits peuvent et doivent être interprétés par l'analyse, par l'induction, toutes opérations qui constituent les procédés scientifiques de recherche de la certitude. D'autre part, le progrès scientifique nous a montré les dangers du témoignage et de l'aveu lui-même et la nécessité de les confirmer objectivement; là encore les indices sont venus jouer leur rôle et aujourd'hui « nous « pesons les dépositions des témoins, non plus d'après « leurs qualités personnelles et leurs actes, mais en objectivant leurs déclarations, c'est-à-dire en les mettant en « rapport avec les circonstances extérieures du fait qui « les confirment ou les infirment (1) ».

Il est une autre tendance du droit répressif moderne qui augmente encore le rôle des indices, et nous n'avons ici qu'à rappeler les développements que nous avons plus haut consacrés à ce point de vue (2). L'ancienne législation pénale demandait au juge d'établir l'existence même du délit et de rechercher la culpabilité du délinquant en elle-même, pour un fait donné, sous l'angle de l'idée de faute. C'était en somme une œuvre de pure investigation psychologique. Aujourd'hui, au contraire, ce qui importe, au regard de la loi pénale, c'est le danger social qui se manifeste par les antécédents du délinquant, sa vie, sa personnalité entière. Là encore c'est

(1) Garraud, *op. cit.*, t. I, p. 539 ; *infra*, chap. XVIII.

(2) Voir *supra*, Introduction, n° 6.

à la preuve par indices qu'on va recourir, et l'on comprend toute son importance, si l'on réfléchit qu'une des directions où cette preuve a rencontré les meilleurs résultats est précisément l'identification des récidivistes.

D'ailleurs, les faits eux-mêmes ont montré que la preuve par indices cadrerait bien avec les principes et les méthodes de la science moderne. Les découvertes en ce sens et les services rendus par ce mode de preuve au XIX^e siècle sont considérables. Anthropométrie, identification des récidivistes, identification par les empreintes, critique objective du témoignage ne sont que des applications nouvelles de la preuve par indices. Aussi bien tous les criminalistes sont d'accord pour reconnaître à ce mode de preuve une place essentielle aujourd'hui dans le procès pénal (1). Mais toute une école est allée plus loin : s'il est vrai que chaque époque marque par son système de procédure, et plus particulièrement par ses procédés d'administration de la preuve, les croyances dont elle est

(1) Il faut signaler aussi, sans exagérer d'ailleurs l'importance de cette constatation, que ce mouvement s'est traduit avec une force singulière dans les goûts littéraires du public : il suffit d'en donner pour preuves le succès qui a accueilli ou qui accueille encore les romans policiers des Edgar Poë, des Gaboriau et des Conan Doyle, en même temps que l'engouement du public se détourne de la victime d'erreur judiciaire, due souvent à des indices mal interprétés, pour se reporter sur le policier infallible, qui résout toutes les énigmes par le seul pouvoir de l'induction et de la déduction. Certains de ces romans policiers ne sont pas sans valeur scientifique : la littérature policière a été étudiée à ce point de vue par Locard, *Les policiers dans l'œuvre de Gaboriau*, Lyon, 1910 ; *Edgar Poë détective*, Lyon, 1911, et Bercher, *L'œuvre de Conan-Doyle et la police scientifique au XX^e siècle*, thèse de médecine, Lyon, 1906.

animée, ne faut-il pas, comme le demande l'école positive italienne, faire succéder à la phase sentimentale de la preuve par intime conviction la phase scientifique. « C'est à cette phase de la preuve (preuve par intime conviction), a dit Ferri, que nous voulons ajouter une phase scientifique représentée par l'expertise, c'est-à-dire par la réunion et l'évaluation méthodiques de constatations expérimentales sur les circonstances matérielles du délit (preuves physiques, chimiques, mécaniques, calligraphiques, professionnelles, toxicologiques, etc.) et surtout par les preuves individuelles et sociales relatives à la personne du délinquant (preuves anthropologiques, psychiques, psycho-pathologiques) (1). »

Mais si à toute modification dans l'administration de la preuve correspond un système nouveau d'organisation judiciaire, à la phase scientifique de la preuve ne vont plus suffire les cadres actuels établis pour la phase sentimentale (2), pour le régime de preuve par intime conviction. L'école positive italienne, logique avec elle-même, conclut à la nécessité d'un remaniement complet de l'organisation de la justice répressive.

C'est qu'en effet une des institutions essentielles, qui se rattachent au régime de la preuve par intime conviction (3), est le jugement par des juges occasionnels, par un jury, des infractions pénales, au moins pour les

(1) Ferri, *La Sociologie criminelle*, édition française, 1905, p. 516.

(2) Ferri, *op. cit.*, p. 515.

(3) Le jury est une institution si caractéristique du régime de la preuve par intime conviction que Tarde qualifie la phase sentimentale de la preuve, de période de preuve par le jury. Voir Tarde, *op. cit.*, pp. 424 et suiv.

plus graves. Or, si nous avons constaté comme une loi jusqu'ici constante, au cours de l'histoire pénale, la faveur accordée par le jury à la preuve par indices, il est vrai que cette preuve se présente aujourd'hui avec un aspect et des caractères nouveaux qui vont la rendre difficilement compatible avec le fonctionnement du jury. D'une part, la preuve par indices revêt dès aujourd'hui en certaines matières (identification, par exemple) un caractère de vérité assez absolue pour qu'il semble absolument illogique qu'il soit à la merci des jurés, tantôt d'accepter, tantôt de repousser la preuve ainsi apportée dans des circonstances de fait pourtant analogues ; dans presque tous les cas, d'ailleurs, le jury est incapable d'apprécier la valeur de la preuve par indices ; il lui faudrait une instruction technique que, par définition, il n'aura jamais ; il suffit, du reste, de lire les chroniques judiciaires des journaux quotidiens pour constater la confusion et l'illogisme des décisions rendues dans la même session par le même jury, en présence de démonstrations de culpabilité faites au moyen de la preuve par indices (1). Il semble, d'ailleurs, incontestable que dans beaucoup de cas le jury ne s'est pas montré à la hauteur de sa tâche répressive : du reste les défenseurs de cette institution n'ont

(1) Voir par exemple, en ce qui concerne la découverte des criminels par le moyen des empreintes digitales (preuve dactyloscopique), les exemples cités par Locard, *La découverte des criminels par l'unique moyen des empreintes digitales* (Lyon, 1912, extrait des *Archives d'anthropologie criminelle*, t. XXVII, n^{os} 226-227). Le jury du Rhône tantôt accepte, tantôt repousse la preuve dactyloscopique. Voir, d'ailleurs, *infra*, chap. VII, les développements consacrés à cette question.

guère apporté pour sa défense que des arguments d'ordre politique et sentimental ; comme le dit Ferri : « On invoque en faveur du jury les principes de liberté. Mais dans une question de science, c'est-à-dire de justice pénale, ce n'est ni l'idéal démocratique, ni l'idéal aristocratique qu'il faut invoquer, c'est le critérium de la capacité scientifique (1). »

Comment alors remplacer le jury ? Evidemment par des magistrats professionnels ; mais ici les difficultés renaissent ; nous l'avons constaté à plusieurs reprises : de même que le jury, le magistrat actuel n'est pas préparé à sa tâche nouvelle ; c'est par essence un civiliste, rien dans son éducation professionnelle ne lui a donné les lumières nécessaires pour apprécier et pour critiquer toutes les preuves à allure scientifique qui seront produites devant lui (2). Aussi, non seulement l'école italienne, mais la plupart des criminalistes modernes réclament la séparation des juges répressifs et des juges civils, ainsi qu'une éducation professionnelle du juge répressif, éducation commencée dès les études universitaires.

(1) Ferri, *op. cit.*, p. 532.

(2) Tarde a remarquablement analysé toute l'insuffisance de l'éducation professionnelle du magistrat actuel en matière pénale, et tous les dangers de la confusion, chez une même personne, des fonctions de juge civil et de juge répressif (*Philosophie pénale*, pp. 440 à 446). Une intéressante discussion sur la spécialisation des fonctions judiciaires a eu lieu en 1911 au Congrès de la Société des Prisons, à la suite d'un rapport important de M. Roux, professeur à la Faculté de Dijon, sur la Spécialisation de la magistrature criminelle (*Revue pénitentiaire, Bulletin de la Société générale des Prisons*, 1911, pp. 789 à 840). Voir aussi Henri Léale, Les qualités du juge au criminel, *Archives d'anthropologie criminelle*, t. XXVI, année 1911, p. 369 et suivantes.

IV. — C'est ainsi que les transformations scientifiques apportées au cours du dernier siècle dans l'administration de la preuve et l'importance considérable qu'a prise aujourd'hui la preuve par indices font apparaître la nécessité de réformes immédiates et peut-être même la perspective prochaine d'une transformation complète de l'organisation judiciaire répressive. En réalité, à l'heure actuelle, nous sommes dans une période transitoire ; et il est malaisé de prévoir ce qu'il en pourra sortir ; c'est qu'en effet nous ne sommes pas, à vrai dire, entrés dans la phase scientifique de l'administration de la preuve. « Si, comme on l'a dit, l'école positiviste pouvait sérieusement proposer son signalement anthropologique, « comme une présomption grave de criminalité, il serait « vrai d'affirmer qu'un nouvel élément d'information, « plus précis et plus scientifique, a été découvert et que, « désormais, l'expert chargé de diagnostiquer les signes « et stigmates de la criminalité doit remplacer le « juge (1). » Or, il n'en est rien, l'anthropologie, après avoir donné les plus grandes espérances, ne nous a apporté aucun résultat précis et sérieux. Tout ce qu'on peut affirmer seulement c'est que la science moderne a rendu singulièrement plus facile et plus prompte la preuve, et qu'elle a trouvé, dans les applications modernes de la preuve par indices, une série de « puissants instruments de découvertes, et, pour ainsi dire, de juges d'instructions physiques ou mécaniques (2) ». Encore faut-il remarquer que les progrès scientifiques ont servi les cri-

(1) Garraud, *op. cit.*, t. I, pp. 540, 541.

(2) Tarde, *op. cit.*, p. 451.

minels aussi bien que la société. De plus, si même l'on arrive à des résultats scientifiques à ce point précis que certaines preuves semblent devoir s'imposer de façon absolue au juge, il faut remarquer que les écoles, même les plus avancées, et notamment l'école italienne (1), considèrent que le rétablissement d'un système des preuves légales est inacceptable. En somme, la période actuelle présente un caractère anarchique. Peut-être trouvera-t-on la solution des difficultés dans la création de présomptions légales toujours plus nombreuses qui, s'imposant au juge, amèneront sous une autre étiquette une sorte de retour partiel au système des preuves légales (2). Le rôle des indices ne peut alors que se développer encore, puisque l'indice est l'origine de toute présomption. Mais il faut remarquer qu'avec le système de la preuve par intime conviction et l'absence de motifs dans les décisions du jury, les jurés pourront toujours mettre en échec les présomptions légales : un remède empirique fréquemment employé sera la correctionnalisation des affaires criminelles ; ce moyen même sera souvent inutile, le juge professionnel moderne n'est pas préparé à sa tâche de défense sociale et l'échec, par suite de la mauvaise volonté de la magistrature, de la loi sur la relégation indique bien la répugnance qu'ont les magistrats à suivre le législateur dans les présomptions de témébilité sociale qu'il édicte. Sans qu'on soit encore dans la phase scientifique de la

(1) Ferri, *op. cit.*, pp. 538 et suiv.

(2) On pourrait, par exemple, admettre que l'identification par les empreintes digitales constitue une preuve obligatoire de la récidive : et nous verrons (*infra*, chap. XIV) qu'un pareil système existe déjà dans les Etats de l'Amérique du Sud. Voir aussi pour la France la loi du 16 juillet 1912 (*infra*, même chap.).

preuve, le développement de la preuve par indices fait sentir toute l'insuffisance d'un système législatif uniquement adapté à la phase sentimentale de la preuve, et les deux questions de la suppression du jury et surtout de la réforme de la magistrature répressive s'imposent comme préliminaires à toute autre réforme.

Néanmoins, nous vivons aujourd'hui encore, au point de vue législatif, sous le régime de la preuve par intime conviction ; mais avant d'exposer ce qu'il faut entendre au point de vue de la preuve par indices, par ce principe législatif, il n'est pas inutile de faire une esquisse rapide de l'histoire de la preuve par indices, notamment dans le droit répressif français, jusqu'à la législation actuelle, c'est-à-dire jusqu'à la Révolution.

CHAPITRE III

Histoire de la preuve par indices

- I. La preuve par indices à Rome. — Liberté des preuves. — Classification des indices. — Origines romaines de la théorie des preuves légales. — Les présomptions dans le droit du Bas-Empire. — II. La preuve pénale au Moyen-Age est dominée par des présomptions ; rôle des ordalies ; le flagrant délit et l'aveu. — Persistance de certains indices ; leur rôle. — III. Les indices dans la procédure inquisitoire. — Le système des preuves légales. — Rôle et importance des indices dans ce système : la torture, les peines gracieuses, le plus ample informé. — Classification des indices : elle est en rapport avec leur force probante. — IV. Indices manifestes et nécessaires. — Leur rôle. — Exemples. — La force probante de l'aveu. — V. Indices prochains. — Classification ; indices généraux et spéciaux. — Effets des indices prochains : peines gracieuses, plus ample informé. — Preuve par indices prochains dans les crimes atroces. — Addition des indices. — La question avec réserve de preuves, *manentibus indiciis*. — Combinaison des indices prochains et éloignés. — VI. Indices éloignés ou adminicules. — Effets variés. — Exemples. — Indices dans le système des preuves légales et présomptions légales actuelles. — Autres classifications des indices : classification chronologique. — La Caroline. — VII. Les réformes révolutionnaires. — Loi des 16-29 septembre 1791. — Discussions à l'Assemblée Constituante. — Article 342 du Code d'instruction criminelle. — Caractère du principe des preuves morales ; en ce qui concerne le jury. — VIII. Longue persistance des preuves légales dans les pays germaniques. — Le système des preuves morales adopté par les diverses législations européennes.

I. — L'histoire des modes de preuve admis devant les juridictions répressives, lorsqu'on prend pour point de départ le droit romain, constitue un cycle fermé qui débute par un système de preuve par intime conviction, où l'on ne songe pas à hiérarchiser les preuves, pour aboutir à la proclamation du même principe par la législation révolutionnaire et le Code d'instruction criminelle, suivi bientôt par les autres législations de l'Europe. La partie la plus intéressante de cette histoire des preuves, au point de vue de la preuve par indices, est incontestablement l'époque des preuves légales. Par suite, nous insistons surtout sur cette période. A Rome, le principe qui gouvernait l'administration des preuves devant les juridictions répressives était que le juge pouvait déterminer librement sa conviction. On n'avait nullement songé à hiérarchiser les preuves et à enchaîner le juge. Un rescrit de l'empereur Adrien, l'indique en ces termes souvent cités : « *Quæ argumenta et ad quem modum cuique probandæ rei sufficiant nullo datis modo definiri potest. Hoc ego solum tibi rescribere possum summatim, non utique ad unam probationis speciem cognitionem statim allegari deberi; sed ex sententia animi tui te æstimare debere, quid aut credas, aut parum probatum tibi opineris* (1) ». Nous avons indiqué d'autre part pour quelles raisons (procédure accusatoire, jugement par le jury) la preuve par indice fut tenue à Rome en particulière estime. L'esprit méthodique des Romains les amena à donner des classifications scientifiques des indices; encore qu'il y

(1) Digeste, *De testibus*, l. XXII, t. V.

ait, dans Quintilien et dans Cicéron (1), une certaine confusion sur ce point, on distinguait généralement les *signa*, constatations matérielles, se rattachant directement au fait principal, et que nous appelons aujourd'hui les preuves réelles, et les *argumenta*, preuves tirées du raisonnement et de la logique. Certains textes paraissent cependant indiquer qu'il y avait à Rome un système de preuves légales : le principal document, intéressant notamment en ce qu'il s'applique à la preuve par indices est le texte suivant : « *Sciant cuncti accusatores eam se rem deferre in publicam notionem debere, quæ munita sit idoneis testibus, vel instructa apertissimis documentis, vel indiciis ad probationem indubitatis et luce clario-ribus expedita* (2) ». En réalité il ne faut voir là que des conseils adressés aux accusateurs et aux juges par le législateur. Néanmoins, il faut ajouter que, sous l'Empire, et avec l'évolution, qui tendit à rendre la procédure inquisitoire, à confier l'action publique au pouvoir social, et à remplacer le jury par des juges professionnels, les juriconsultes commencèrent à formuler les premiers principes d'une théorie des preuves légales, réglementant par exemple la torture, l'admissibilité de l'aveu et du témoignage. Aussi, et bien que cette théorie des preuves ne soit jamais arrivée à Rome à un complet développement, c'est dans ces textes, renforcés des textes du droit canonique, que les glossateurs et les légistes ont puisé, pour organiser toute une théorie des preuves légales (3). Il

(1) Cicéron, *Rhetoric. ad Herenn*, II, 4. Quintilien, *Just. orat.*, V, 8.

(2) Loi 25, au Code, livre IV, titre XIX.

(3) Esmein, *op. cit.*, p. 265.

faut remarquer aussi qu'à Rome, à l'époque classique, les présomptions légales étaient pour ainsi dire inconnues; sous l'Empire, toujours sous l'influence des changements dans la procédure et les juridictions, elles apparaissent; d'ailleurs, au moins dans le domaine pénal, elles restent en petit nombre et la plus nette fut toujours la présomption d'autorité de la chose jugée.

II. — Durant l'époque mérovingienne et jusqu'au VIII^e siècle, puis pendant le moyen-âge, les preuves pénales sont d'une nature particulière. Ce sont le serment, soit de l'accusé, soit des cojurateurs, et les ordalies qui constituent la preuve pénale. Tous ces modes reposent sur une présomption d'intervention de la divinité considérée comme infaillible: « les ordalies sont, en quelque sorte, « les expertises médico-légales du passé (1) ». Et il s'agit bien de véritables présomptions, puisque ces preuves, produites dans certaines conditions déterminées par la coutume, enchaînent la sentence du juge. D'ailleurs, une des présomptions essentielles de l'ancienne procédure, la présomption de véracité particulière de l'aveu, domina peu à peu toute la matière des preuves. L'importance accordée à la constatation du flagrant délit, cet aveu implicite, et l'introduction de la torture pour arriver à l'obtention de l'aveu, manifestent l'importance accordée à ce mode de preuve. Au reste, même dès le haut moyen âge, on tenait compte de certains indices, mais ils avaient plutôt l'aspect des présomptions légales, dont ils empruntaient la force probante. C'est ainsi que la fuite de l'accusé emprisonné était considérée comme un aveu

(1) Tarde, *op. cit.*, p. 427.

de culpabilité. De même aussi, dans la procédure par contumace du moyen âge, les défauts répétés qui amènent la mise hors ban, sont tenus pour une présomption absolue de culpabilité. A partir au contraire du XII^e siècle, par suite d'une appréciation moins grossière des faits, ces présomptions perdent une partie de leur force, même pour l'aveu, qui est en effet non plus libre et spontané, mais, avec le développement des juridictions royales, amené par des interrogatoires; de même la présomption de culpabilité, résultant de la contumace ou de la fuite de l'accusé, perd son caractère absolu et devient un simple indice. D'autres indices par contre, déjà plus raffinés, apparaissent: c'est ainsi que Beaumanoir cite l'exemple suivant: « Ils virent que Jehan se partit de la
« presse le coutel nu et ensanglanté et virent que cel qui
« mourust dist: « Il m'a mort ». Et en cheste aprise ne
« pot en veir fet notoire, fors par présontion, car nus ne
« vit le coup doner; ne porquant ce dis Jehans fut con-
« damnés et justiciés par cele présontion (1). » On voit par cet exemple qu'on considérait alors un tel indice comme une présomption légale, car pour les simples indices, quel qu'en soit le nombre, ils ne sauraient justifier une condamnation (2). Il importe d'ailleurs de noter que dans le langage juridique de l'époque il n'y a pas de termes distinctifs pour différencier la présomption simple de la présomption légale; c'est qu'en effet le système

(1) Beaumanoir, XXXIX, 12.

(2) « Nus ne doit autrui justicier par présontion se la présontion
« n'est moult aperte si comme noz avons dit dessus, tant soit qu'il
« ait moult de presontions douteuses contre celui qui est tenus. »
XXXIX, 18.

des preuves est déjà un système de preuves légales : chaque indice ayant une force probante bien déterminée est en réalité une véritable présomption légale. Aussi bien cette règle, originaire en somme des ordalies, qui consistait à attribuer à chaque preuve une valeur déterminée, prit, malgré que les ordalies fussent abandonnées, une grande importance et s'appliqua peu à peu à tous les modes de preuve. Aux XIII^e et XIV^e siècles, on trouve des règles de procédure relatives au témoignage (deux témoins font preuve complète), à la valeur probante absolue des écrits, etc... Le développement de la procédure inquisitoire trouva donc un terrain préparé.

III. — La procédure inquisitoire exigeait, d'ailleurs, par sa nature même, un contrepoids nécessaire, qui fut le système des preuves légales. Essentiellement caractérisée par une instruction secrète, où l'accusé se trouve seul et sans aucun appui en face du magistrat instructeur, la procédure inquisitoire devait au moins garantir à l'accusé qu'il n'y aurait de condamnation prononcée que sur un faisceau de preuves tel qu'il ne puisse subsister aucun doute sur la culpabilité.

Du reste, il est constant, qu'un système de preuves légales a toujours fini par se former, toutes les fois que la charge de rendre la justice est restée confiée, pendant une certaine période de temps, uniquement à un corps de magistrats permanents. Déjà à Rome, en même temps que l'administration de la justice criminelle passait aux mains de magistrats professionnels, on voyait se former toute une série de règles relatives aux divers modes de preuve, ébauche d'un système de preuves légales. L'évo-

lution en France et en Europe, à partir du xiv^e siècle se fit dans ce sens ; elle aboutit, sous l'influence de la procédure des juridictions religieuses, se développant parallèlement aux efforts de la royauté et à la renaissance du droit romain, à ce double résultat : justice criminelle rendue par un corps de magistrats permanents, adoption d'un système de preuves légales. Ce fut là une œuvre de longue haleine ; en ce qui concerne la preuve pénale, la réglementation fut l'œuvre presque exclusive de la doctrine ; tandis que le droit canon réglementait la matière des preuves et notamment la preuve par indices (1), la théorie des preuves légales resta, en France, en dehors du mouvement législatif : le grand monument législatif, l'Ordonnance de 1670, qui vint codifier et consacrer définitivement chez nous la procédure inquisitoire, ne contient pas l'exposé de règles relatives aux preuves légales. Les principes sur ce point résultèrent de tout un travail des légistes du xv^e et du xvi^e siècles : ils allèrent chercher les règles qu'ils établirent soit dans le droit romain, soit dans le droit canonique, en développant audacieusement les indications qu'ils y trouvaient, pour arriver à une théorie bien ordonnée, qui eut la force d'une véritable loi, tant que subsista l'Ordonnance de 1670, c'est-à-dire jusqu'à la Révolution.

La théorie des preuves légales définitivement arrêtée dès le xvii^e siècle, a été exposée par les jurisconsultes français du xviii^e siècle, et notamment par Muyart de Vouglans, qui consacre à cet exposé la sixième partie de ses *Institutes au droit criminel*, et, dans la seconde partie

(1) Voir Fournier, *Les Officialités au Moyen-Age*, Paris, 1880, pp. 200 et 201.

de ses *Lois criminelles*, le livre second : Muyart de Vouglans a rassemblé là toutes les opinions doctrinales couramment admises de son temps, devant les juridictions répressives.

Le système des preuves légales consiste en ce que le juge ne peut condamner, que si certaines preuves déterminées d'avance sont réunies ; d'ailleurs si elles le sont, il doit condamner, quelle que soit sa conviction ; comme l'a dit Poullain du Parc « il ne suffit pas que le juge ait « la conviction que peut avoir tout homme raisonnable, « sur un assemblage de présomptions et d'indices. Rien « n'est plus fautif que cette manière de juger, qui dans « la vérité, n'est qu'une opinion plus ou moins fondée (1) ». En effet, et c'est là l'idée très juste qui est à la base du système, il faut, pour condamner, une preuve complète. « Comme il n'y a aucune loi qui puisse autoriser la punition de l'innocent, il faut, sur quelque « crime que ce soit, une preuve complète, pour prononcer « une peine capitale (2), et cette preuve ne peut être faite « que dans les formes prescrites par la loi... Sans cela « tout jugement de condamnation est au moins téméraire ; « et l'on peut dire en quelque sorte qu'il est injuste, « quand même dans la vérité l'accusé seroit coupable (3) ». Le système tout entier fut faussé par cette

(1) Poullain du Parc, *Principes du Droit français*, t. XI, p. 112.

(2) Il importe de remarquer que dans l'ancien droit, le procès capital, c'est-à-dire le procès qui peut aboutir à une condamnation capitale, est le type même du procès pénal, la plupart des crimes étant ou pouvant être punis de la peine de mort. Cette observation était nécessaire pour marquer la portée des expressions de Poullain du Parc.

(3) Poullain du Parc, t. XI, pp. 112 et 113.

idée erronée qu'une des preuves les plus complètes qu'on puisse avoir était l'aveu de l'accusé. Il fallait obtenir cet aveu, et cela par tous les moyens, même la torture, qui paraît un procédé si naturel qu'on l'appelle simplement question. D'un autre côté la nécessité d'une preuve complète, très difficile à faire, amène, dans le cas où la preuve est insuffisante, incomplète, la création d'institutions tenant le milieu entre l'absolution pure et simple et une entière condamnation ; elle amène aussi à la création des peines gracieuses ou extraordinaires. Ce sont ces idées, nécessité d'une preuve complète pour asseoir une condamnation capitale, existence, en cas d'insuffisance de preuve, des peines gracieuses, enfin emploi constant de la torture pour amener l'aveu, qu'il faut toujours avoir à l'esprit pour déterminer et préciser le rôle des indices parmi les preuves légales.

Lorsqu'en effet on étudie la théorie des preuves légales au point de vue des indices, on est frappé de voir la place que prennent dans les écrits des jurisconsultes du XVIII^e siècle et dans la pratique judiciaire tout ce qui est relatif aux indices, alors qu'on sait, par ailleurs, que la preuve circonstancielle est, à l'époque, une preuve secondaire à laquelle on n'accorde pas grande force probante. En réalité, l'existence d'indices a, selon les hypothèses, deux grands effets ; ils permettent soit l'application de la torture, soit le prononcé de peines extraordinaires ou du plus ample informé. De plus, dans le système des preuves légales, les modes de preuve s'enchaînent étroitement, telle preuve insuffisante par elle seule pour amener une condamnation, sera suffisante, dès qu'elle aura l'appui d'une autre preuve. C'est ainsi que les indices jouent fré-

quemment ce rôle de complément vis-à-vis de modes de preuve d'une force probante pourtant plus grande.

La définition même du système des preuves légales implique l'existence d'une classification hiérarchique des preuves, suivant la force probante qui leur est attribuée par la jurisprudence ou la doctrine. Or on classait les preuves dans les trois catégories suivantes : *preuves complètes, indices prochains, indices éloignés* ; les indices constituaient donc à eux seuls deux classes sur trois, les moins importantes à vrai dire, encore qu'il faille compter certains indices au nombre des preuves complètes. Quant à la classification des indices eux-mêmes, elle comprenait les indices manifestes formant preuve complète, puis par ordre de force décroissante les deux classes, indices prochains et indices éloignés, qui formaient en même temps deux catégories dans la classification générale des preuves. Le cadre de l'étude des indices dans le système des preuves légales est déterminé par leur classification même ; toutefois une observation préliminaire s'impose ; on ne trouve nulle part formulée de distinction précise entre la présomption simple, l'indice et la présomption légale ; c'est logique, puisqu'aussi bien tous les indices sont catalogués dans ce système quant à leur valeur et leur force probante : tous sont donc de véritables présomptions légales, plus ou moins absolues. C'est ainsi qu'on relève dans la catégorie des indices prochains plusieurs présomptions légales actuelles. Aussi, et d'ailleurs comme pendant le moyen-âge, le langage juridique emploie comme synonyme les mots présomption et indice.

A. — *Indices manifestes et nécessaires.*

IV. — Cette classe d'indices, à vrai dire peu nombreux,

et qu'on appelait encore les indices indubitables, violents, urgents ou inéluctables rentrent dans la catégorie des preuves complètes, c'est-à-dire que l'existence d'un pareil indice suffisait pour asseoir une condamnation capitale.

Pour que ces indices puissent produire leur effet, il fallait, bien entendu, que l'indice lui-même, c'est-à-dire le fait, dont on allait tirer des conséquences, fut établi de façon suffisamment sûre aux yeux de la loi, par deux témoins oculaires ou par écrit.

Voici, d'après Muyart de Vouglans, quelques exemples d'indices urgents en cas de meurtre « celui où un homme
« seroit vu, ayant à la main une épée ensanglantée, sortir
« avec précipitation d'une maison où il n'y auroit qu'une
« seule porte, et dans laquelle on trouveroit un autre homme qui viendrait d'être tué et dont la plaie seroit telle
« qu'elle n'auroit pu être faite qu'avec des armes semblables à celle dont ce particulier auroit été trouvé
« saisi (1) ». Et encore pour le meurtre commis en une hôtellerie, « si l'on trouvoit un cadavre enterré dans une
« cave de cette hôtellerie et que ce cadavre fut reconnu
« pour être celui d'un homme qui logeoit souvent dans
« la même hôtellerie et que d'un autre côté l'hôtelier,
« après avoir été pris et interrogé, venoit à nier d'avoir
« jamais connu ni logé chez lui le particulier en question (2) ». Pour le cas de recèlement de grossesse l'édit d'Henri II prononçait la peine de mort sur des indices qui, comme le dit Muyard de Vouglans, « n'ont pas néanmoins une liaison aussi nécessaire avec le fait du crime,

(1) Encore comme on l'a observé, cet indice n'est-il pas absolument manifeste, car on pourrait établir qu'il y a eu suicide.

(2) Muyart de Vouglans, *Lois criminelles*, p. 805.

« que ceux dont nous venons de parler (indices urgents de meurtre cités *supra*) (1) » ; il suffisait que la femme ou fille, qui aurait caché sa grossesse et la naissance de son enfant, ne puisse représenter ni certificat de baptême, ni certificat de mort, pour qu'elle soit par la seule réunion de ces circonstances, convaincue d'avoir fait mourir cet enfant, et comme telle, punie de mort.

Pour le vol, lorsque celui-ci était puni de la peine capitale, les circonstances suivantes constituaient un indice urgent : « Lorsque l'accusé a été vu sortant de nuit des « lieux où le vol a été fait portant sur lui la chose qui y « a été dérobée et prenant la fuite, contre le lieu où cette « chose a été trouvée (2) ». Mais comme l'indique Muyart de Vouglans « si les témoins au lieu d'attester qu'ils ont « vu l'accusé portant la chose dérobée, déclarent seule- « ment avoir vu l'accusé portant un paquet, comme il « pourroit se faire que ce paquet contint autre chose que « les effets qu'on prétend avoir été volés, il y auroit seu- « lement lieu d'ordonner la torture (3) » ; il ne s'agirait donc plus que d'un indice prochain.

On voit ainsi que les indices urgents étaient constitués par une série de circonstances très probantes, qui, prises isolément, auraient constitué plutôt des indices simplement prochains, mais qui s'appuyant les unes les autres présentaient une force probatoire presque invincible ; aussi nos anciens auteurs comparaient-ils souvent ces indices manifestes aux présomptions *juris et de jure* du droit civil ; il est vrai que Poullain du Parc (4) observe qu'« il ne

(1) Muyart de Vouglans, *op. cit.*, p. 805.

(2 et 3) Muyart de Vouglans, *op. cit.*, pp. 805 et 806.

(4) T. XI, p. 118.

« paroît pas également juste d'admettre la comparaison
« des indices manifestes avec la présomption *juris et de*
« *jure*... la preuve n'est presque jamais reçue contre la
« présomption *juris et de jure*, au lieu qu'en matière cri-
« minelle la preuve est reçue contre les indices criminels ». Poullain du Parc indique que la preuve contraire dont il parle, est constituée par les faits justificatifs, comme la légitime défense.

Il est une présomption que nous avons souvent rencontrée et dont on discutait, dans le système des preuves légales, la force probante et par suite la place dans le classement des preuves; il s'agit de la présomption de culpabilité résultant de l'aveu. On discutait en effet pour savoir si l'aveu faisait preuve complète (1). Néanmoins Jousse en affirmant que « de toutes les preuves qu'on peut avoir en matière criminelle, la confession de l'accusé est la plus forte et la plus certaine,... une pareille confession est la plus complète des preuves qu'on peut désirer (2) » semble bien avoir émis une opinion restée isolée. On admettait généralement que, pour les crimes graves pouvant entraîner une peine capitale, l'aveu ne suffisait pas: « *Nemo auditur perire volens* »; il fallait qu'il s'y joigne un témoignage ou des indices sérieux, et notamment des indices prochains.

B. — *Indices prochains.*

V. — Les indices prochains qu'on appelait encore demi

(1) Esmein, *op. cit.*, pp. 272 et suiv., rapporte en détail cette discussion.

(2) Jousse, *op. cit.*, p. 434.

ou semi-preuves (1), formaient à la fois la seconde catégorie des indices et la seconde catégorie de la classification générale des preuves. Muyart de Vouglans les définit ainsi « ceux dont le rapport n'est point tellement direct, « et nécessaire avec le fait du crime, qu'il ne puisse avoir « d'autre cause; quoiqu'il en soit l'effet le plus ordinaire (2) ».

Poursuivant sa comparaison des indices avec les présomptions civiles, Muyart de Vouglans compare les indices prochains aux présomptions *juris tantum*, c'est-à-dire admettant la preuve contraire.

Les indices prochains ne suffisaient pas, par eux-mêmes, pour motiver une condamnation capitale. Mais lorsqu'ils s'ajoutaient à l'aveu, que celui-ci soit d'ailleurs *volontaire* ou *forcé*, ils faisaient preuve complète. D'où, leur effet essentiel était de permettre l'application de la question. Ainsi la théorie des preuves légales, d'après laquelle une condamnation capitale ne peut résulter que d'une preuve complète, « cette théorie, en apparence si « favorable à l'accusé, aboutit à rendre la torture presque « qu'inévitable; elle devenait le complément indispensable de ce système de preuves (3) ».

La détermination des indices prochains ne fut jamais

(1) Cette expression semi ou demi-preuve fut ridiculisée par Voltaire. Dans une lettre écrite à Damilaville, à propos du procès Calas, le 3 mai 1763, il disait : « J'ai appris une des raisons du « jugement de Toulouse, qui va bien étonner votre raison : ces « Wisigoths ont pour maxime que $\frac{4}{4}$ de preuve et $\frac{8}{8}$ font deux « preuves complètes, et ils donnent à des oui-dire les noms de $\frac{1}{4}$ « de preuve et de $\frac{1}{8}$. »

(2) Muyart de Vouglans, *op. cit.*, p. 806.

(3) Esmein, *op. cit.*, p. 276.

réglée législativement et toujours laissée à l'arbitraire de la jurisprudence, qui avait d'ailleurs tracé, avec la doctrine, un certain nombre de règles fixes.

On rangeait tout d'abord parmi les indices prochains : les autres preuves lorsqu'elles étaient imparfaites et insuffisantes pour constituer une preuve complète ; par exemple la déposition d'un témoin unique, l'écriture vérifiée par expert, l'aveu extra-judiciaire de l'accusé, qui, dénié par lui, était attesté par deux témoins.

Quant aux autres indices on les classait sous deux chefs, suivant qu'il s'agissait d'indices généraux, c'est-à-dire communs à tous les crimes, ou d'indices spéciaux, c'est-à-dire particuliers à certains crimes.

Ces indices, qui sont énumérés par les auteurs, sont en grand nombre et il ne peut s'agir ici que de donner quelques exemples.

Parmi les indices généraux, on cite l'intérêt particulier de l'accusé à commettre le crime, l'inimitié capitale qu'il avait vis-à-vis de sa victime, la déclaration faite contre lui « à l'article de la mort » par la victime, les menaces de l'accusé avant le crime, le trouble qu'il a marqué après le crime, les variations et les contradictions qu'on aurait remarquées dans ses réponses, les circonstances de temps et de lieu favorables pour commettre le crime (l'accusé par exemple a été vu dans un lieu écarté, pendant la nuit, en un endroit voisin du crime). On cite encore le « bris de prison » et enfin, on tient compte comme d'un indice prochain de « l'habitude où l'accusé est de commettre des crimes du même genre, surtout s'il a déjà été repris de justice pour ce sujet (1) ».

(1) Muyart de Vouglans, *op. cit.*, p. 807.

Quant aux indices spéciaux, ils font l'objet d'un dénombrement soigneux. Constituait des indices spéciaux à l'homicide, la présence chez l'accusé de gouttes de sang ou de quelque blessure que la victime aurait causée par sa défense, la découverte sur lui d'effets de la victime, le port par lui d'une arme qui se rapporte exactement à la nature de la blessure.

Pour l'empoisonnement le fait qu'on a vu l'accusé acheter du poison ; pour l'incendie, la présence chez lui de mèches, torches ou feux d'artifice dont il ne peut justifier la destination sont des indices prochains. Pour le vol enfin, on prévoit comme indices prochains les dépenses considérables faites subitement par l'accusé, sans qu'il puisse justifier la provenance de sa fortune, la vente par lui ou le recel chez lui de la chose volée.

Il est des indices prochains signalés par les auteurs qui présentent un caractère archaïque, et feraient aujourd'hui sourire, si l'on ne savait que l'application de la question pouvait en résulter. Ainsi, pour les crimes de magie et de sortilège, Muyart de Vouglans cite les indices suivants : « Si l'on a trouvé chez l'accusé des livres
« ou instruments qui ont rapport à la magie, comme hos-
« ties, membres humains, images de cire transpercées
« d'aiguilles, écorces d'arbre, os, clous, cheveux, plumes
« entrelacées en forme de cercle ou à peu près, épingles,
« charbons, paquet de charbons trouvé au chevet du lit
« des enfants... Si l'on a vu mettre quelque chose dans
« une étable et que le bétail peu de temps après soit
« péri... Si l'on a trouvé un écrit contenant un pacte
« fait avec le démon... Si l'on a vu changer de demeure
« à ceux qui vivaient en liaison avec l'accusé, aussitôt

« après qu'il a esté arrêté... S'il a continuellement le
« nom du diable dans la bouche et s'il a coutume d'appre-
« ler de ce nom ses enfants ou ceux d'autrui. » D'ailleurs
Muyart de Vouglans s'appuie pour cette énumération sur
l'autorité des auteurs, mais il prend soin de faire cer-
taines réserves : « Tous ces indices, dit-il, peuvent, sui-
« vant les auteurs, donner lieu à la torture, mais nous
« verrons en traitant de ce crime (le sortilège) avec quelle
« circonspection le juge doit se comporter dans une
« matière aussi délicate et que la trop grande crédulité
« des peuples pourrait faire dégénérer en des supersti-
« tions dangereuses (1). »

Certains effets des indices prochains se rattachent à
deux conceptions erronées qui avaient cours dans notre
ancien droit criminel et dont l'influence ne laisse pas de
se faire encore sentir aujourd'hui. D'une part on était
alors tenté de confondre une culpabilité incomplètement
prouvée avec une culpabilité atténuée ; par suite, lorsque
la preuve complète n'étant pas rapportée, la peine capi-
tale ne pouvait être prononcée, et qu'il existait d'autre
part des charges graves contre l'inculpé, on prononçait
une condamnation corporelle ou pécuniaire souvent très
grave (2) ; c'est la peine gracieuse ou extraordinaire (3) ;

(1) Muyart de Vouglans, *Institutes au Droit criminel*, p. 353.

(2) Le juge peut aller jusqu'à une condamnation aux galères per-
pétuelles. Poullain du Parc, t. XI, p. 115. Voir d'ailleurs l'exemple
cité *infra*.

(3) Les peines extraordinaires sont, d'après Jousse, *op. cit.*, t. I,
n° 8, p. 38, « d'autres peines moindres, qui s'infligent pour les
mêmes crimes, par des raisons de tempérament et d'équité, tirées
ou des circonstances particulières qui rendent ces crimes plus excu-
sables, ou du défaut de preuves suffisantes. »

« les juges, dit Papon, n'ayant en mains, pour la preuve
« du maléfice, autre chose que des indices et des présomp-
« tions, ores qu'ils soient indubitables et véhéments si ne
« doivent-ils pas juger à la vraie et dernière heure, tout
« ainsi que s'il y avait des témoins déposant l'avoir vu,
« ainsi doivent incliner à quelque gracieuse condamna-
« tion (1) ». D'ailleurs au XVIII^e siècle il y eut pour faire
disparaître cet usage, une vive campagne, que marquent
notamment les efforts de d'Aguesseau, efforts qui d'ail-
leurs semblent n'avoir donné qu'un résultat médiocre (2);
on a vu d'ailleurs cet abus recommencer de nos jours avec
les circonstances atténuantes; juges professionnels et
surtout jurés usent constamment du procédé, lorsqu'il
reste quelque doute en leur esprit sur la culpabilité.

Pour cette même raison que la complète certitude, soit
de la culpabilité soit de l'innocence, par suite des règles
rigoureuses de la preuve, ne pouvait pas être toujours
facilement établie, l'ancienne jurisprudence avait orga-
nisé une série d'acquittements, ayant une nature et des
effets divers, et aussi une mesure spéciale, qui tenait le
milieu entre l'acquittement et la condamnation. L'absolu-
tion, rejet pur et simple de l'accusation, donnait à
l'accusé le droit d'agir en dommages-intérêts contre la
partie civile. La mise hors de cours et de procès avait un
effet moins absolu : elle ne permettait pas à l'accusé de

(1) Papon, *Recueil d'arrêts*, livre XXIV, titre VII, art. 1.

(2) La lettre de d'Aguesseau, relativement à cette pratique, est
du 4 janvier 1739 et Jousse cite cependant, en 1740, une sentence
du présidial d'Orléans déclarant un individu *violemment soup-
çonné d'assassinat*, et le condamnant, *pour réparation*, aux galères
à perpétuité. (Jousse, *Justice criminelle*, part. III, liv. II, tit. XXV,
n^o 194).

demander de dommages-intérêts. Enfin il existait un moyen terme entre l'acquiescement et la condamnation : on ne statuait pas sur le sort de l'accusé ; c'était le plus ample informé, institution nullement mentionnée dans l'ordonnance de 1670, produit de l'usage judiciaire, et qui consistait soit, lorsqu'il y avait plus ample informé à temps, à obliger l'accusé à garder prison pendant un délai variant ordinairement de trois mois à deux ans, soit, lorsqu'il y avait plus ample informé *usquequo*, à élargir provisoirement l'accusé en laissant indéfiniment subsister l'accusation. Or l'existence d'indices prochains suffisait à faire prononcer soit un plus ample informé, soit la mise hors de cour. Jousse déclare même « qu'on prononce le « plus ample informé usquequo toujours dans les causes « graves pour peu qu'il y ait indices contre l'accusé (1) ».

Certains auteurs avaient parfois soutenu que dans les crimes atroces une preuve complète n'était point nécessaire pour la condamnation ; et que par suite l'existence d'indices prochains suffisaient : *in atrocissimis leviores conjecturæ sufficiunt et licet judici jura transgredi*. Mais « jamais cette proposition barbare et absurde n'a été « admise en France. C'est le caractère de la tyrannie et « d'un cruel despotisme. Plus le crime est atroce, plus « la punition doit être terrible ; et conséquemment les « preuves doivent être d'autant plus évidentes contre « l'accusé, à proportion de l'atrocité du crime qu'on lui « impute (2) ».

Les juges se heurtant toujours à la difficulté d'arriver à une preuve complète, certains auteurs avaient imaginé

(1) Jousse, *op. cit.*, t. II, p. 557.

(2) Poullain du Parc, t. XI, p. 110.

d'additionner les indices : deux indices prochains, deux semi-preuves auraient constitué une preuve complète ; mais la doctrine, dans son ensemble, décidait avec raison, que « par la même raison que deux incertitudes ne peuvent pas opérer une certitude, deux semi-preuves ne peuvent pas non plus opérer une preuve complète (1) ».

Le rôle essentiel des indices prochains était de permettre l'application de la question. Qu'arrivait-il au cas où l'accusé n'avouait pas malgré la question ? En thèse ordinaire, l'accusation était alors entièrement purgée et les indices graves, dont l'existence avait permis la question, effacés définitivement. Mais la jurisprudence connaissait une autre ressource pour frapper l'accusé, encore qu'il n'ait pas avoué à la question. On pouvait en effet ordonner que la question serait donnée *sous réserve de preuves, manentibus indicibus* ; dans ce cas, alors même qu'aucun aveu n'était obtenu par la torture, il pouvait être prononcé une peine gracieuse, pécuniaire ou corporelle, autre que la peine de mort. Cette pratique était d'ailleurs ancienne et Imbert après avoir déclaré qu'il y a des criminels « si « fins et si malicieux que quelque chose qu'ils aient confessé à la torture, quand ils sont le lendemain interrogés, ils nient tout » ; ajoute : « Au moyen de quoy, « quand le juge voit qu'il n'y a preuve suffisante pour « asseoir punition corporelle, mais pécuniaire seulement, « afin qu'en niant tout par la question, il n'évade la peine « pécuniaire qu'il devrait souffrir et qu'à raison de cela, « il ne s'endurcisse plus à souffrir la question, il ordonne « que le délinquant sera mis à la torture, sans que pour « cela les indices résultant du procès soient purgez. Car

(1) Denisart, v^o *Semi-preuve*.

« jaçoit que par indices, voire indubitables, on ne doive
« asseoir punition de mort ou autre corporelle fort griève,
« toutesfois on peut adjuger peine pécuniaire et quelque
« corporelle légère (1). »

Les indices prochains, nous l'avons indiqué notamment en ce qui concerne l'aveu, venaient parfois apporter leur appui aux indices manifestes pour en faire une preuve complète; à l'inverse bien qu'en principe les indices prochains suffisent par eux seuls à justifier la torture, il fallait pour certaines semi-preuves l'appui d'indices éloignés, qu'on appelait d'un nom significatif les *adminicules*. La doctrine était même assez flottante sur le point de savoir s'il ne fallait pas dans tous les cas que les indices prochains fussent appuyés d'*adminicules* pour permettre la torture. De bons esprits, comme Serpillon, évidemment impressionnés par la gravité de la torture, exigent l'existence de toute une série d'indices combinés, pour qu'il puisse y avoir condamnation à la question (2). Ces difficultés s'augmentent encore de la diversité des classifications chez chaque auteur (3). D'autant plus qu'il y avait aussi à tenir compte d'un élément subjectif, de la personnalité même de l'accusé: « La difficulté est de savoir
« quelles sont les preuves qui doivent passer pour consi-

(1) Imbert, *La pratique judiciaire civile et criminelle*, liv. III, ch. XIV, p. 739.

(2) Serpillon, *Code criminel*, p. 912. M. Esmein remarque avec raison que le passage de Serpillon qu'il cite à la page 280 de son *Histoire de la procédure criminelle* contient un classement qui, comparé à celui de Muyart de Vouglans, semble faire descendre les divers indices d'un degré.

(3) Exemple de classification originale dans la *Réponse de Duplessis à Colbert sur le procès de la Voisin*, *Lettres de Colbert*, t. VI, Appendice, p. 429.

« dérables. Celles qui peuvent l'être à l'égard d'un vaga-
« bond ou autre mal famé ne doivent pas être regardées
« de même œil, quand l'accusé est domicilié et bien famé,
« par conséquent rien n'est si arbitraire ni si difficile à
« fixer. Cela dépend du lieu, du temps, de la qualité des
« personnes, et d'une infinité d'autres circonstances (1). »

Quoi qu'il en soit, et en admettant même que l'adjonction d'adminicules aux indices prochains ait été nécessaire pour l'application de la question, cette exigence ne constituait qu'une garantie souvent illusoire, car on comprenait sous le nom d'indices éloignés, à côté de circonstances particulièrement intéressantes à relever, nombre d'autres faits n'offrant vraiment pas grande valeur probante.

C. — *Indices éloignés ou adminicules.*

VI. — On appelait indices éloignés « tous ceux qui
« n'ont aucun rapport au fait du crime, ni même aux
« circonstances dont il est accompagné, mais frappent
« principalement sur la personne de l'accusé, en ce qu'ils
« portent sur des faits qui tendent à le faire réputer capa-
« ble du crime qui lui est imputé (2) ». Le nom d'admini-
cules leur était donné, parce qu'ils ne valaient jamais que
comme soutien, et Muyart de Vouglans les comparait aux
présomptions simples du droit civil. Les effets des indices
éloignés pouvaient être pour certains d'entre eux d'ame-
ner une pleine décharge de l'accusé : ainsi lorsqu'il
n'existe que des charges légères contre lui, les indices
éloignés qu'on tire de sa bonne réputation et de la con-
duite irréprochable qu'il a menée jusqu'au jour du crime.

(1) Serpillon, *Code criminel*, p. 911.

(2) Muyart de Vouglans, *Lois criminelles*, p. 809.

L'effet contraire de l'existence de certains adminicules était d'aboutir à une aggravation de la peine. C'est ainsi que la peine est aggravée à raison de l'indice de témébilite, comme nous dirions aujourd'hui, qui résulte, soit de la quantité de criminels qui commettent le même crime que celui pour lequel l'assassin est poursuivi, soit de la quantité de crimes du même genre, qui se commettent dans le pays où l'accusé a commis le sien. Enfin constitue un indice éloigné de cette nature, la qualité de vagabond ou de mendiant valide de l'accusé, ou encore l'habitude qu'avait le criminel de commettre des crimes d'un autre genre que celui pour lequel il est poursuivi, crimes pour lesquels il aurait été déjà repris de justice (1). La plupart du temps les indices éloignés venaient s'adjoindre soit à des indices manifestes pour faire preuve complète, soit à des indices prochains pour permettre ou la torture ou le prononcé d'un plus ample informé. Muyart de Vouglans comprend parmi ces indices : la mauvaise réputation de l'accusé, le changement qu'il aurait fait de son nom, le déguisement de son sexe, son extrême pauvreté, ses liaisons avec des personnes de mauvaise vie, sa naissance dans un lieu ou domine le vice qu'on lui impute, la fuite depuis l'accusation. Et Muyart de Vouglans ajoute à cette liste, d'accord d'ailleurs sur ce point avec les auteurs contemporains, la possession d'un vilain nom, et, ce qui fait

(1) Muyart de Vouglans (*op. cit.*, p. 810), fait observer à ce propos que s'il s'agissait d'habitude chez l'accusé de commettre des crimes du même genre que celui pour lequel on le poursuit, il faudrait parler non plus d'un indice éloigné, mais d'un indice prochain permettant à lui seul l'application de la question. Voir d'ailleurs *supra*, même chapitre, n° 5.

penser aux anthropologistes modernes, là mauvaise physionomie de l'accusé.

Dans cette classe des indices éloignés, si l'on s'en rapporte aux exemples qui viennent d'être cités, se rencontrent plusieurs circonstances, auxquelles, de nos jours, on attache avec raison une grande importance. Ce sont d'une part, les antécédents judiciaires de l'accusé, d'autre part, ses antécédents de famille (parents criminels, alcooliques, aliénés) et enfin les stigmates physiques (signes de dégénérescence, tares). Il faut donc constater que, durant déjà toute l'époque du système des preuves légales, on a tenu compte de circonstances qui paraissent aujourd'hui essentielles ; l'esprit d'analyse subtil des légistes avait de bonne heure découvert la nécessité de donner un caractère subjectif au procès pénal : la Révolution, avec la rigidité de sa législation conçue pour l'homme-type, l'a fait, pour un temps, oublier et a obligé le XIX^e siècle à tout remettre en œuvre dans cette direction.

Les présomptions légales actuelles, sur lesquelles le droit pénal moderne fonde soit une aggravation, soit une atténuation de peine, ont presque toutes leur origine, et en tous cas leur équivalent, dans des indices du système des preuves légales. C'est ainsi que de l'indice éloigné favorable à l'accusé, qu'on tirait de l'absence de tout antécédent judiciaire, on a fait sortir de nos jours l'institution du sursis à l'exécution de la peine. Par contre l'existence d'antécédents légitime aujourd'hui une aggravation de peine, de même qu'elle était autrefois tenue pour un indice éloigné ou prochain, selon les cas, mais qui amenait toujours une répression plus énergique. Enfin la loi moderne voit une présomption de témébililé, dans

l'adoption de certaines habitudes de vie, comme le vagabondage, qui ne constitue pourtant pas, en lui-même, une atteinte à l'ordre social ; or l'ancien droit, lui aussi, faisait du vagabondage un indice éloigné amenant à une aggravation de peine.

Les auteurs anciens ne s'étaient pas bornés à la classification des indices en indices manifestes, prochains et éloignés ; ils avaient aussi, outre la classification en indices généraux et spéciaux déjà indiquée et plus spécialement réservée aux indices prochains (1), classé les indices, au point de vue chronologique, en indices antécédents (par exemple des menaces faites à la victime avant le crime), concomitants (on a trouvé chez la victime une arme appartenant à l'inculpé), ou subséquents (l'inculpé a pris la fuite). Muyart de Vouglans remarque à ce sujet que les indices urgents sont toujours concomitants (on a vu sortir l'inculpé, une épée ensanglantée à la main, de la maison dans laquelle on découvre immédiatement un cadavre), tandis que les indices seulement prochains sont tirés de circonstances antécédentes ou subséquentes (inimitié capitale de l'accusé à l'égard de la victime, variations et contradictions dans ses réponses).

Il existe un document législatif qui constitue un véritable code de la preuve par indices. C'est le Code criminel de l'empereur Charles-Quint appelé ordinairement la *Caroline* (1532). La *Caroline* réglemeute la preuve par indices de l'article 18 à l'article 49 ; elle eut une grande influence et une grande autorité doctrinale dans toute

(1) La classification en indices généraux et spéciaux est suivie par la *Caroline*.

(2) Muyart de Vouglans, *op. cit.*, p. 806.

l'Europe, notamment, au point de vue de la preuve par indices, en France, où l'Ordonnance de 1670 ne traitait pas la matière: c'est l'autorité essentielle qu'indique Muyart de Vouglans (1).

Le système des preuves légales dura autant que l'ordonnance de 1670, c'est-à-dire jusqu'à la Révolution. Il reste à voir quelle fut au point de vue des preuves pénales, et plus particulièrement au point de vue de la preuve par indices, l'œuvre de la Révolution puisqu'aussi bien la procédure pénale est aujourd'hui encore régie, quant à la preuve, par les principes posés à cette époque.

VII. — La réforme de la procédure criminelle préparée, sous Louis XVI, par l'abolition de la question préalable, et d'ailleurs imposée par les réclamations, sur ce point unanimes, des trois Ordres, dans les cahiers des États généraux, fut une des premières tâches auxquelles se consacra l'Assemblée Constituante. Les lois des 8-9 octobre 1789 et 16-29 septembre 1791 apportèrent, dans notre système législatif, des principes tout nouveaux. Le décret de 1789 sans ruiner complètement l'ancien système admet cette grande nouveauté de garanties réelles données à l'accusé, assurant la liberté de la défense, et entourant le procès pénal d'une large publicité. Mais ce décret passait sous silence la théorie des preuves légales. La question fut portée devant l'Assemblée, lors de la discussion préparatoire de la loi de 1791, par le rapport de Duport, dans la séance du 26 décembre 1790, au nom des comités de constitution et de jurisprudence criminelle. Le projet qui proposait de supprimer devant le jury toute preuve

(1) Muyart de Vouglans, *op. cit.*, p. 804.

écrite en donnant à sa déclaration pour seul fondement la conviction intime résultant du débat oral, fut adopté par l'Assemblée après une longue discussion. Plusieurs membres de l'Assemblée, notamment Robespierre, proposaient un moyen terme : la loi aurait déterminé les preuves, qu'il aurait fallu réunir pour asseoir une condamnation, mais les juges, quelles que fussent les charges, n'auraient jamais été obligés de condamner contre leur intime conviction (1). L'Assemblée ne les suivit pas. Le principe de la preuve morale consacré formellement dans l'article 24 du titre VI de la loi des 16-29 septembre 1791, fut précisé par l'Instruction de 21 octobre 1791 sur la procédure criminelle, dont les termes sont exactement reproduits par l'article 342 du Code d'instruction criminelle :

« La loi ne demande pas compte aux jurés des moyens
« par lesquels ils se sont convaincus ; elle ne leur prescrit
« point de règles, desquelles ils doivent faire particulière-
« ment dépendre la plénitude et la suffisance d'une
« preuve ; elle leur prescrit de s'interroger aux-mêmes
« dans le silence et le recueillement, et de chercher, dans
« la sincérité de leur conscience, quelle impression ont
« faite sur leur raison, les preuves rapportées contre
« l'accusé et les moyens de sa défense. La loi ne leur dit
« point : *Vous tiendrez pour vrai tout fait attesté par tel*
« *ou tel nombre de témoins*, elle ne leur dit pas non plus :
« *Vous ne regarderez pas comme suffisamment établie*
« *toute preuve qui ne sera pas formée de tel procès-ver-*
« *bal, de telles pièces, de tant de témoins ou de tant*

(1) Faustin Hélie a rapporté de nombreux extraits de la discussion qui eût lieu à l'Assemblée. (*Traité de l'Instruction criminelle*, 2^e édit., t. IV, n^o 1768, pp. 336 à 340.)

« *d'indices* ; elle ne leur fait que cette seule question :
« *Avez-vous une intime conviction ?* »

Cette disposition maintenue par les lois pénales successives de l'époque révolutionnaire, notamment par le Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV, fut reproduite par le Code d'instruction criminelle de 1808 dans l'article 342.

Le système des preuves morales remplace donc depuis la Révolution le système des preuves légales. Il faut bien voir quelle est au juste la signification de ce principe au moins lorsqu'il fonctionne devant le jury. Le système des preuves morales est né en France avec le jury, il est apparu comme une suite naturelle de l'adoption de cette institution ; il date d'une époque, où l'on ne doutait pas de la toute puissance de la raison, et il a été traduit, par l'article 342, en une formule toute pleine encore de lyrisme et de phraséologie révolutionnaires : il en résulte que c'est sur une véritable « présomption d'infailibilité oraculaire (1) » qu'on a fondé la confiance accordée à des décisions non motivées. Il en résulte encore, que le juré apparaît comme ayant une sorte de pouvoir arbitraire (2),

(1) Tarde, *op. cit.*, p. 133.

(2) Tarde a démontré sans qu'il puisse rester aucun doute, que la décision du jury était non pas à proprement parler une sentence, mais un moyen de preuve suprême, équivalente de nature à la preuve par les *ordalies* et née d'ailleurs de la preuve par le *pays*. « Dès son origine, du reste, dit-il, le verdict n'a été comme de nos jours encore, qu'un acte suprême d'information, un constat de fait, non un jugement proprement dit ; et s'il prend de plus en plus la couleur d'un arrêt, si le jury se substitue en réalité à la Cour d'assises, c'est par une véritable usurpation de fonctions. » (*Philosophie pénale*, pp. 433 et suiv.)

lui permettant de se déterminer sur une simple impression et cela lorsqu'il s'agit pour lui de se prononcer sur la culpabilité, c'est-à-dire de résoudre un problème redoutable. Il était nécessaire de bien marquer qu'aujourd'hui encore, nous avons, à la base de notre régime de preuves légales, une véritable présomption légale, la présomption d'infailibilité du jury.

VIII. — Le système des preuves légales, manifestée notamment par une stricte réglementation législative de la preuve conjecturale, s'est maintenu longtemps dans les pays germaniques, soumis plus ou moins à l'esprit de la Caroline. Les Codes autrichiens de 1803 et de 1853, le Code bavarois de 1813 contenaient un système de preuves légales. Les Codes autrichiens exigeaient notamment, en ce qui concerne les indices, qu'ils concourussent en général au nombre de trois pour former une preuve admissible ; quant au Code bavarois, il voulait qu'on ne tienne compte des indices, qu'au cas seulement où il existait à la fois des indices antécédents, concomitants et subséquents (1).

Les Codes de procédure pénale autrichien de 1873 et allemand de 1877, ont établi dans ces pays un régime de

(1) Il faut d'ailleurs remarquer que, dans les pays où a existé au XIX^e siècle un système de preuves légales, ce système n'a jamais été admis qu'en faveur de l'accusé : ainsi, l'article 279 du Code de procédure pénal autrichien de 1853 déclarait : « L'inculpé qui nie le fait *peut* être tenu pour légalement convaincu par le concours des indices, etc... » Peut et non doit, c'est la différence essentielle avec le système de notre ancien Droit et c'est la réforme même, que proposaient à l'Assemblée Constituante Robespierre et d'autres Constituants. Voir *supra*, même chapitre, n^o 7.

preuve d'intime conviction ; aussi ne contiennent-ils aucune règle spéciale aux indices.

D'ailleurs, le système des preuves légales a complètement disparu aujourd'hui des législations européennes ; à peine peut-on citer comme une survivance curieuse le Code de procédure pénale du canton du Valais du 29 novembre 1848, qui consacre encore le système des preuves légales et contient toute une réglementation rigoureuse de la preuve (1).

Il faut noter aussi que les législations des pays anglo-saxons ont gardé dans leur système de procédure pénale quelques traits un peu archaïques, qui, au point de vue notamment des preuves, leur donnent certains caractères des régimes de preuves légales. C'est ainsi que l'admissibilité des témoignages y est réglementée, et qu'y persiste la règle traditionnelle de l'inadmissibilité, pour certaines infractions, d'un témoin unique. En ce qui concerne plus spécialement la preuve par indices, on peut relever que la preuve du corps du délit doit résulter de la preuve directe seulement : de plus la pratique criminelle veut que, lorsqu'il n'existe que des présomptions et des indices, les juges professionnels fassent remarquer aux jurés le caractère conjectural de cette preuve, et leur soumettent l'interprétation favorable à l'inculpé, qu'on pourrait tirer de ces mêmes circonstances ; il faut enfin noter l'absence presque complète de présomptions légales (2).

(1) Voir à ce sujet A. Gautier, Le débat criminel et les essais actuels de réforme (*Revue pénale suisse*, 1899, p. 316, note 3). L'auteur traite d'ailleurs ce Code de « législation fossile ».

(2) Mittermaier, *Traité de la procédure criminelle en Angleterre, en Ecosse et dans l'Amérique du Nord*, traduction Chauffard, pp. 367 à 390.

Encore que le principe posé par l'article 342 du Code d'instruction criminelle soit fort large, il est resté dans la législation française un certain nombre d'hypothèses, où l'admissibilité de la preuve par indices devant la juridiction pénale se trouve restreinte. Il faut donc déterminer la portée du texte de l'article 342 et les exceptions qu'il reçoit.

CHAPITRE IV

Admissibilité de la preuve par indices devant les juridictions répressives

I. Principe : Article 342 du Code d'instruction criminelle. — L'admissibilité devant les juridictions pénales de la preuve indiciale est régie par les mêmes règles que l'admissibilité de la preuve testimoniale. — II. Première exception : Article 154 du Code d'instruction criminelle ; la preuve par indices n'est pas admise dans l'administration de la preuve contraire aux procès-verbaux ne faisant pas foi jusqu'à inscription de faux. — III. Deuxième exception : Article 338 du Code pénal : inadmissibilité de la preuve indiciale dans la preuve de l'adultère. — Interprétation de cette disposition. — Rôle joué par la preuve par indices dans l'établissement du flagrant délit.

I. — L'article 342 du Code d'instruction criminelle met sur la même ligne la preuve testimoniale et la preuve indiciale. Il n'établit pas entre elles de hiérarchie ; aussi ces deux modes de preuve suivent-ils en principe dans notre procédure pénale le même sort : les mêmes règles leur sont appliquées. La loi n'apporte pas les mêmes exigences qu'en droit civil ; pour être admissibles devant les juridictions répressives, les présomptions de l'homme n'ont nullement besoin d'être graves, précises et concordantes (article 1353 du Code civil). De la mise sur un

même plan par la loi pénale de la preuve testimoniale et de la preuve par indices dans l'article 342 du Code d'instruction criminelle, il résulte que la preuve par indices sera admissible devant les juridictions répressives toutes les fois que le sera la preuve testimoniale.

L'étude de l'admissibilité de la preuve testimoniale ne rentre évidemment pas dans le cadre de cette étude (1). Ce qu'il suffit de noter c'est que la preuve testimoniale constitue la preuve de droit commun en matière pénale. Le législateur la fait seulement céder devant l'autorité de certains actes dressés par des agents auxquels la loi accorde le caractère de témoins privilégiés : la loi la prohibe aussi dans la preuve de l'adultère ; bien entendu, dans ces hypothèses la preuve par indices suit le sort de la preuve testimoniale. Il est au contraire un cas, celui de preuve contraire à un procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve contraire, où la preuve testimoniale est admise tandis que la preuve par indices est repoussée par le législateur. C'est l'étude de ces divers points qu'il faut faire pour déterminer les limites de l'admissibilité de la preuve par indices devant les juridictions répressives.

II. — La loi a donné au témoignage de certains agents officiels chargés de rechercher et de constater les infractions à la loi pénale un caractère privilégié. Les actes que dressent ces agents pour relater soit les faits dont ils ont été eux-mêmes témoins, soit les déclarations relatives à ces faits, actes appelés procès-verbaux, prouvent légalement les faits matériels se rapportant aux infractions à la loi pénale qu'ils constatent. La loi a attaché à ces pro-

(1) Voir Garraud, *op. cit.*, t. II, pp. 12 et suiv.

cès-verbaux une présomption légale de véracité, mais elle fait varier la force de cette présomption. Il faut, d'ailleurs, observer tout d'abord, qu'en matière de crimes et de délits de droit commun, et il faut entendre par là les infractions prévues par le Code pénal, les procès-verbaux, quel que soit d'ailleurs l'agent qui les a dressés, n'ont d'autre valeur que celle de documents de la cause, au même titre que tout autre témoignage ou que tel indice ; la loi a pris soin de le rappeler aux jurés dans l'article 342 du Code d'instruction criminelle : « Vous ne regarderez pas comme « suffisamment établie toute preuve qui ne sera pas formée de *tel procès-verbal*, de telles pièces, de tant de « témoins ou de tant d'indices..... ».

Par contre, tout procès-verbal dressé par un officier public ayant reçu de la loi une délégation spéciale pour constater certaines infractions aux lois pénales, a une force probante particulière. Ces procès-verbaux font, en effet, foi en justice, en principe jusqu'à preuve contraire seulement : mais la loi apporte des restrictions graves dans l'administration de cette preuve contraire ; bien plus, elle accorde à toute une catégorie de procès-verbaux la force d'une présomption légale pour ainsi dire absolue, puisque la preuve apportée par ces procès-verbaux ne peut être combattue qu'au moyen d'une procédure compliquée et périlleuse, l'inscription de faux. La loi établit nettement la distinction entre ces divers procès-verbaux dans l'article 154 du Code d'instruction criminelle, paragraphe 2 : « Nul ne sera admis, à peine de nullité, à faire « preuve par témoins outre et contre le contenu aux procès-verbaux ou rapports des officiers de police ayant « reçu de la loi le pouvoir de constater les délits ou les

« contraventions jusqu'à inscription de faux. Quant aux
« procès-verbaux et rapports faits par des agents, pré-
« posés ou officiers auxquels la loi n'a pas accordé le
« droit d'en être crus jusqu'à inscription de faux, ils
« pourront être débattus par des preuves contraires, soit
« écrites, soit testimoniales, si le tribunal juge à propos
« de les admettre. » Lorsqu'il s'agit de procès-verbaux
faisant foi jusqu'à inscription de faux, le principe gé-
néral qui veut que la preuve par indices soit toujours admise
dans les mêmes conditions que la preuve testimoniale ne
reçoit pas d'atteinte, puisque ces deux modes de preuve
sont ici l'un et l'autre rejetés par la loi pénale. Lorsqu'il
s'agit, au contraire, de ces procès-verbaux qui ne sont
crus que jusqu'à preuve contraire, l'article 154 du Code
d'instruction criminelle et l'interprétation constante qu'en
donne la jurisprudence ont introduit une différence essen-
tielle entre la preuve testimoniale et la preuve par indi-
ces, aux dépens de la dernière.

Habituellement, lorsqu'un témoignage ou un docu-
ment admettent la preuve contraire, cette preuve con-
traire, par suite du principe que la conviction du juge
se forme librement, peut s'administrer par tous moyens.
Sans doute, tous s'accordent à admettre que le juge ne
pourrait se décider sur une simple dénégation du pré-
venu, ce n'est pas là une preuve ; de même encore, le juge,
en présence d'une preuve qui lui est fournie, ne saurait
baser une conviction contraire sur des éléments pris en
dehors du débat qui lui est soumis. Mais, à part ces res-
trictions d'évidence, il semble qu'on devrait permettre à
une preuve quelconque, notamment à une preuve tirée
des circonstances de fait, à un indice, de détruire dans

l'esprit du juge la conviction résultant du procès-verbal. Il n'en est pas ainsi et le procès-verbal ne peut être combattu que par des modes de preuve strictement déterminés par la loi pénale : c'est la disposition finale déjà citée de l'article 154 du Code d'instruction criminelle : « Quant
« aux procès verbaux et rapports faits par des agents,
« préposés ou officiers auxquels la loi n'a pas accordé le
« droit d'en être crus jusqu'à inscription de faux, ils
« pourront être débattus par des preuves contraires, soit
« écrites, soit testimoniales, si le tribunal juge à propos
« de les admettre ». Cette disposition est assez peu précise et l'on pourrait être tenté de l'interpréter largement : les termes employés ne seraient pas limitatifs, l'on admettrait, par suite, à l'encontre d'un procès-verbal la preuve indiciale aussi bien que la preuve écrite ou la preuve testimoniale. L'article 46 du Code civil déclare bien que
« lorsque il n'aura pas existé de registres (de l'état civil)
« ou qu'ils seront perdus, la preuve en sera reçue tant
« par titre que par témoins ; et dans ce cas les mariages,
« naissances et décès pourront être prouvés tant par les
« registres et papiers émanés des pères et mères décédés
que par témoins » ; les civilistes et la jurisprudence n'hésitent pourtant pas à donner une interprétation extensive à la formule de cet article et considèrent que la preuve par présomptions est admissible pour établir le fait de la naissance, du mariage, etc... (1). L'interprétation extensive de l'article 154 du Code d'instruction criminelle n'a pas rencontré la même faveur. Malgré l'opinion de cer-

(1) En ce sens : Demolombe, *Cours de Code civil*, t. I, nos 326 et 327 ; Aubry et Rau, *Cours de Droit civil français*, 5^e édit., t. I, § 64, p. 325, et Tribunal de la Seine, 25 juillet 1896 (D., 97, 2, 84).

tains auteurs, notamment de Bonnier, dans les premières éditions de son *Traité des preuves* (1), opinion d'après laquelle les termes restrictifs de l'article 154 n'auraient pas de signification particulière et n'empêcheraient pas l'admissibilité de la preuve indiciale, à l'encontre d'un procès-verbal, la doctrine tout entière et la jurisprudence de façon constante ont interprété restrictivement l'article 154 : la loi spécifie bien que les procès-verbaux pourront être débattus par la preuve écrite ou testimoniale ; par *a contrario*, il faut en conclure qu'elle exclut l'emploi de la preuve indiciale. La jurisprudence notamment n'a jamais varié et a toujours persisté dans cette interprétation limitative (2).

Les raisons d'une pareille solution sont, en effet, parfaitement légitimes ; outre qu'on se trouve avec la disposition de l'article 154 en présence d'une de ces dispositions exceptionnelles qu'en vertu d'un des principes les plus sûrs de l'interprétation des lois, on doit entendre restrictivement, il est certain que cette interprétation répond parfaitement à la conception que le législateur s'est faite de la force probante des procès-verbaux. En effet, quand la loi a établi les règles relatives à la force probante des procès-verbaux, elle a créé dans notre droit

(1) Bonnier, *Traité théorique et pratique des preuves en Droit civil et en Droit criminel*, 5^e édit., p. 513.

(2) Doctrine : Bonnier, *op. cit.*, 5^e édit., p. 513 ; Garraud, *op. cit.*, t. II, p. 180 ; Mangin, *Traité des procès-verbaux en matière de délits et de contraventions*, n^o 39 ; Faustin Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, t. III, n^o 1.461, p. 426 ; Adde, Le Poittevin, *Théorie des procès-verbaux* (*Journal des Parquets*, 1913, pp. 5 et suiv.). — Jurisprudence : Cassation, 17 nov. 1881 (S., 84, 1, 95), 1^{er} juillet 1893 et 28 juin 1894 (S., 95, 1, 374), 3 mars 1900 (S., 1902, 1, 425) ; Paris, 4 février 1911 (S., 1911, 2, 253) ; Lyon, 9 avril 1903 (D., 1906, 2, 178).

répressif une preuve légale, une présomption légale de véracité, à laquelle elle a donné, selon les hypothèses, une force plus ou moins énergique ; lorsqu'il s'agit des procès-verbaux ne faisant pas foi jusqu'à inscription de faux, la présomption n'a qu'un caractère relatif, mais elle ne peut être combattue que par des moyens déterminés par la loi, la preuve testimoniale ou écrite. Il est certain que la conception de la loi prête à bien des critiques et la pratique journalière des tribunaux répressifs fournit de nombreux exemples de procès-verbaux, sur la foi desquels le juge doit condamner, alors qu'il existe des circonstances de fait établissant soit l'alibi du prévenu, soit l'impossibilité où il était de se trouver présent à l'endroit et au moment indiqués par le verbalisateur. Comme le dit Faustin Hélie : « Peut-être le juge peut trouver des présomptions qui peuvent jeter quelque incertitude sur les faits, mais la présomption de droit qui protège le procès-verbal ne peut être renversée par une simple présomption de l'homme que la loi n'a pas reconnue (1) ».

C'est qu'en réalité la loi entre deux maux a voulu choisir le moindre, « elle a pensé, sans doute, qu'il serait plus périlleux de laisser au juge la faculté d'écarter un procès-verbal en se basant sur des conjectures, qu'il ne le serait de lui permettre d'écarter la foi due au procès-verbal par une simple appréciation personnelle (2) ».

Comment, dans la pratique, s'applique la prohibition de la preuve indiciale à l'encontre d'un procès-verbal ne faisant pas foi jusqu'à inscription de faux, quelles sont

(1) Faustin Hélie, *op. cit.*, t. III, n° 1.461, p. 416.

(2) Garraud, *op. cit.*, t. II, p. 274.

les limites de cette prohibition, et quels sont d'autre part les procès-verbaux pour lesquels elle s'applique ? Ce sont là les principales questions soulevées par l'article 154.

Faustin Hélie a résumé ainsi la signification de l'article 154 : « Il suit de cette règle que ni les dénégations que
« le prévenu oppose aux faits constatés, ni les explica-
« tions par lesquelles il tenterait d'affaiblir ou de modi-
« fier ces faits, ni le serment qui lui serait déféré à l'au-
« dience, ni la notoriété publique que constaterait le juge-
« ment, ni enfin les notions personnelles que le juge pré-
« tendrait avoir, ne peuvent détruire la foi due au procès-
« verbal ; car aucune de ces circonstances ne constitue
« l'une ou l'autre de ces deux preuves qui sont seules
« admises pour combattre l'autorité de ces actes (1). »
Mais il faut tenir compte de cette circonstance que la jurisprudence admet, comme preuve contraire aux renseignements fournis par un procès-verbal, le rapport d'experts, lorsque l'expert a prêté serment conformément à l'article 44 du Code d'instruction criminelle (2), et la visite des lieux lorsqu'elle a été opérée régulièrement par le juge (3) ; la jurisprudence considère, en effet, qu'il y a là de véritables preuves écrites ou testimoniales ; il n'en est pas moins vrai que, dans de pareilles circonstances, la conviction du juge se sera faite au moyen des indices, révélés par l'expertise ou la visite des lieux.

Il faut en outre remarquer, au point de vue pratique, que dans le jugement, le tribunal devra indiquer avec

(1) Faustin Hélie, *op. cit.*, t. III, n° 1.461, p. 426. Pour la jurisprudence, voir *supra*, l'indication des principales décisions.

(2) Conf. Cassation, 9 oct. 1834 (S., 35, 1, 236).

(3) Conf. Cassation, 16 février 1878 (D., 79, 1, 234), Cassation, 27 juillet 1872 (S., 73, 1, 48), et Cassation, 9 décembre 1830 (P. Chr.).

précision en quoi consiste la preuve administrée devant lui, et comment elle semble détruire la foi due au procès-verbal, de façon que la Cour de cassation puisse exercer son contrôle et faire respecter la disposition de l'article 154.

L'article 154 rapproché de l'article 189 du Code d'instruction criminelle (loi du 13 juin 1856) donne lui-même les deux éléments qui permettent de déterminer les procès-verbaux, à l'encontre desquels la preuve indicielle n'est pas admise. Article 189 : « La preuve des délits correctionnels se fera de la manière prescrite aux articles 154, 155 et 156 ci-dessus, concernant les contraventions de police, etc... ». Article 154 : « Les contraventions seront prouvées, soit par procès-verbaux, etc... », et plus loin : « Quant aux procès-verbaux et rapports faits par des agents préposés ou officiers auxquels la loi n'a pas accordé le droit d'en être crus jusqu'à inscription de faux, ils pourront être débattus par des preuves contraires, soit écrites, soit testimoniales, etc... ». On a indiqué déjà que pour les crimes et délits de droit commun, c'est-à-dire prévus par le Code pénal, les procès-verbaux n'avaient que la valeur de tout autre renseignement : il ne peut donc s'agir que des procès-verbaux dressés pour constater les contraventions et les délits correctionnels, spécialement prévus; et pour lesquels la loi n'a pas donné, aux agents qui les dressent, le droit d'être crus jusqu'à inscription de faux. Il faut un texte formel pour qu'un procès-verbal fasse foi jusqu'à inscription de faux et la loi n'accorde que rarement ce privilège (1).

(1) Pour la liste des agents dont les procès-verbaux font foi jusqu'à inscription de faux, voir Garraud, *op. cit.*, t. II, pp. 171 et 172.

La règle de droit commun est donc que les procès-verbaux ne font foi que jusqu'à preuve contraire. Aussi ne peut-on donner une liste complète des agents qui dressent de tels procès-verbaux : rentrent notamment dans cette liste les commissaires de police, maires et adjoints, les gendarmes, les gardes champêtres et gardes-chasse, pour les contraventions et les délits qu'ils doivent surveiller (Code d'instruction criminelle, articles 154 et 189) (1), les agents des postes, les inspecteurs du travail (2), et enfin, depuis la loi du 30 décembre 1903, les agents de l'administration des contributions indirectes. Il faut remarquer de plus, que lorsqu'un procès-verbal faisant, aux termes de la loi, foi jusqu'à inscription de faux est irrégulier, sans que l'irrégularité suffise à le rendre nul, ce procès-verbal ne vaut plus que jusqu'à preuve contraire dans les conditions de l'article 154 ; c'est notamment ce qui arrive quand la loi prescrit pour certains procès-verbaux l'intervention de deux agents et qu'un seul a dressé le procès-verbal. Rentrent par suite dans la catégorie des procès-verbaux susceptibles d'être combattus par la preuve contraire, les procès-verbaux dressés par un seul garde forestier, lorsque la condamnation prononcée est supérieure à 100 francs (Code forestier, art. 176 et 177), par un seul garde du génie dans les mêmes conditions (loi du 29 mars 1806, art. 2) ; par un seul garde

(1) Pour les gardes champêtres, voir Cassation, 13 juin 1902 (S., 1906, I, 366).

(2) Pour les inspecteurs du travail, voir Pic, *Traité de législation industrielle*, 6^e édit., n^o 832, p. 675, et Cassation, 30 janvier 1902 (D., 1903, I, 334).

pêche si la peine est supérieure à 50 francs (loi du 15 avril 1829, art. 53, 54 à 56); il en est de même enfin pour les contraventions aux lois concernant les tabacs (article 3 de la loi du 9 février 1872).

Il faut ajouter à cette liste, et malgré certaines hésitations doctrinales, les procès-verbaux dressés aux termes de l'article 506 du Code d'instruction criminelle, qui dispose ainsi : « S'il s'agit d'un crime commis à l'audience d'un « juge seul ou d'un tribunal sujet à appel, le juge ou le « tribunal, après avoir fait arrêter le délinquant et dressé « procès-verbal des faits, enverra les pièces et le prévenu « devant les juges compétents. » L'acte dont il s'agit présente évidemment toutes les garanties d'authenticité désirables, c'est l'œuvre même du président : pourquoi, au titre du moins d'acte authentique, et il a incontestablement ce caractère, ne serait-il pas cru jusqu'à inscription de faux : il y a cependant pour qu'on considère ce procès-verbal comme un simple procès-verbal, susceptible de preuve contraire et soumis par conséquent aux règles de l'article 154, deux bonnes raisons : il faut d'abord ne pas compromettre les droits de la défense, la juridiction qui juge le délit d'audience le juge bien sur-le-champ sans désespérer, mais elle ne le fait qu'après discussion après la défense du prévenu ; or cette défense n'existerait pas si le procès-verbal, rédigé sans que l'intéressé, c'est-à-dire le prévenu, puisse le contrôler, était cru jusqu'à inscription de faux. Enfin, l'article 154 décide formellement que, pour qu'un procès-verbal soit cru jusqu'à inscription de faux, il faut un texte, qui manque ici ; il faut donc en revenir au droit commun et décider que le procès-verbal dressé pour constater le délit d'audience

est susceptible de preuve contraire sous les réserves de l'article 154 du Code d'instruction criminelle (1).

III. — Il résulte de l'article 338 du Code pénal une seconde restriction à l'admissibilité de la preuve indiciale. Cet article déclare que « le complice de la femme
« adultère sera puni de l'emprisonnement pendant le
« même espace de temps (c'est-à-dire trois mois à deux
« ans d'après l'article 337) et en outre d'une amende de
« 100 francs à 2.000 francs », et il ajoute que « les seules
« preuves qui pourront être admises contre le prévenu de
« complicité seront, outre le flagrant délit, celles résultant
« tant de lettres ou autres pièces écrites par le prévenu ». Il résulte de ce texte que la loi prohibe toute preuve indirecte de la culpabilité du prévenu tirée d'indices : il faut une preuve directe résultant du flagrant délit ou d'écrits émanés du prévenu. Encore faut-il bien comprendre l'exigence de la loi ; ce qu'elle a entendu, par la disposition de l'article 338 du Code pénal, c'est que le flagrant délit ou les écrits du prévenu fussent les seules preuves admises de culpabilité. Mais la loi, quant à la preuve du flagrant délit lui-même, s'en est référée au droit commun, et il n'est pas nécessaire notamment que le flagrant délit soit constaté comme le veut l'article 41 du Code d'instruction criminelle (2). Aussi la preuve indiciale joue-t-elle un grand rôle dans la preuve du flagrant délit d'adultère. Déjà, dans l'ancien droit, le chapitre XII du titre *De presumptionibus* au *Decretales* considérait le délit d'adultère comme clairement établi, si l'accusé était trouvé *solus*

(1) Voir en ce sens Garraud, *op. cit.*, t. II, pp. 172 et 173.

(2) Cassation, 31 mai 1889 (S., 91, 1, 425).

cum sola, nudus cum nuda, in eodem lecto, et faisait de cette circonstance un de ces indices urgents ou manifestes, dont la gravité était exceptionnelle dans le système des preuves légales, puisqu'ils suffisaient pour la condamnation et n'admettaient pas la preuve contraire. De même aujourd'hui, la jurisprudence considère le flagrant délit comme établi lorsqu'il a été prouvé, par des moyens quelconques, témoignages ou procès-verbaux, par exemple, que les prévenus ont été surpris dans une attitude ne laissant aucun doute sur le délit qui se commettait ou qui venait de se commettre (1). Peut-on assimiler aux indices constitutifs du flagrant délit un indice considéré de tout temps comme particulièrement probant, encore qu'il ne soit pas formellement prévu par l'article 338, l'aveu spontané, l'aveu extrajudiciaire, consigné par exemple dans un procès-verbal signé librement par le complice? La jurisprudence, après hésitation, l'a admis en se fondant justement sur l'esprit de la loi qui a voulu seulement écarter une preuve conjecturale tirée d'indices incertains (2) et qui, par ailleurs, n'a admis la preuve par les lettres ou écrits du complice que parce que généralement ces pièces contiennent un aveu tacite de culpabilité (3). Encore faut-il que

(1) Voir comme exemple de circonstances de fait constitutives du flagrant délit, un arrêt d'Agen du 18 juillet 1902 (S., 1904, 2, 81), avec note et référence à la jurisprudence antérieure. *Adde* Grenoble, 15 juillet 1909 (S., 1911, 2, 67).

(2) Il serait évidemment dangereux d'appliquer ici le vieil adage *quando scholaris loquitur cum puella, non præsumitur dicere pater noster* (Mascardus, concl. 1.062, n° 23).

(3) Paris, 13 mars 1847 (S., 47, 2, 178). Lyon, 24 mai 1868 (D., 71, 5, 16), Alger, 19 juin 1877 (S., 77, 2, 292).

l'aveu soit parfaitement libre (1). Quant aux indices constituant le flagrant délit, la Cour de cassation se réserve le droit de contrôler l'appréciation des juges sur le point de savoir si les circonstances de fait relevées par eux sont ou non suffisamment caractéristiques pour avoir le caractère de flagrant délit. C'est qu'en effet, si les tribunaux admettaient d'autres preuves que celles autorisées expressément par l'article 338 ils violeraient manifestement les dispositions légales (2).

(1) Rouen, 18 juin 1852. *Recueil des arrêts de la Cour de Rouen*, t. XVII, p., 258.

(2) Cassation, 27 février 1879 (S., 79, 1, 333), 17 janvier 1900 (S., 1902, 1, 109).

CHAPITRE V

Classification des indices

I. Nécessité, dans une étude des indices, d'une classification rationnelle. — Cette classification doit grouper logiquement les indices de même nature et se rapportant aux mêmes questions. — D'où inutilité actuelle des anciennes classifications, en rapport uniquement avec le système des preuves légales. — II. Classification des indices basée sur la preuve apportée aux diverses questions, que soulève le procès pénal. — III. Identité. — Nombreuses questions relatives à l'identité. — Rôle des indices. — IV. Matérialité de l'infraction. — Intérêts de la question. — Epoque de l'infraction. — Intérêt relatif à la prescription. — V. Imputabilité et culpabilité. — Rôle considérable, mais très conjectural des indices. — VI. Opérations tendant à la recherche et à la constatation des indices : double point de vue : a) réglementation légale ; b) organisation pratique et procédés techniques. — VII. Plan de l'étude de la preuve indiciale.

I. — L'étude détaillée de la preuve par indices exige une méthode et un plan dont la base doit être une classification logique des indices. Il ne s'agit plus ici, comme dans le système des preuves légales, d'une classification nécessaire à l'appréciation de la force probante plus ou moins grande des principaux indices : le but unique à atteindre est de classer ensemble les indices se rapportant à un même chef du procès pénal, de façon à en faire une étude rationnelle. Aussi les classifications des anciens

criminalistes écrivant au temps des preuves légales sont-elles à rejeter aujourd'hui : uniquement faites pour le fonctionnement même de ce système, elles classent les indices au seul point de vue de la foi que doivent leur accorder les juges. Les classifications accessoires autres que la classification essentielle en indices manifestes, prochains et éloignés, et qui avaient cours à la même époque, classification relative à l'étendue des indices (indices généraux et spéciaux), et surtout classification chronologique en indices antécédents, concomitants, subséquents, sont souvent commodes, mais elles ne présentent pas non plus la précision désirable.

II. — Il faut, en réalité, pour classer aujourd'hui logiquement les indices en catégories où se trouveront rassemblés des indices de pareille nature, auxquels on pourra appliquer la même méthode et les mêmes observations, s'en référer aux diverses questions que soulève tout procès pénal et à la preuve à fournir pour chacune de ces questions.

Il faut préciser cette idée par un exemple, quelconque d'ailleurs, car on peut faire le même raisonnement pour chaque infraction.

On trouve un homme tué d'une balle d'arme à feu : il s'agit croit-on d'un meurtre et on arrête un individu soupçonné d'en être l'auteur. Quelles vont être les questions se posant, et au sujet desquelles les divers modes de preuve pénale vont fonctionner ? Identité, matérialité et époque du crime, imputabilité et culpabilité de l'accusé, voilà les points qu'auront successivement à examiner magistrat instructeur et juges.

III. *Rôle de la preuve par indices dans les questions d'identité.* — La question d'identité est fort complexe dans le procès pénal, et les indices jouent à ce point de vue un rôle considérable.

Il faut, en effet, pour chaque meurtre ou assassinat, identifier la victime ; il faut, pour toute infraction, identifier l'inculpé. Il y a notamment des hypothèses nombreuses où l'on possède des indices, des données sur le physique du coupable, par exemple des empreintes de pas, des empreintes digitales, des mèches de cheveux, des fragments de peau ou des débris de vêtements laissés dans une lutte avec la victime ; il va s'agir au moyen de ces indications, souvent bien fragmentaires, d'identifier le coupable. Il peut y avoir aussi des hypothèses où des relations de parenté existant entre l'auteur et la victime amènent une sévérité plus grande de la loi ; parfois, au contraire, ces rapports seront tels que le meurtrier, par exemple le meurtrier de l'adultère surpris en flagrant délit, sera excusable : l'exact établissement de l'identité de la victime comme celle de l'inculpé est indispensable. La connaissance exacte de l'identité de l'inculpé va rendre encore possible la vérification de l'alibi qu'il invoque sans qu'on risque d'être trompé par quelque ressemblance apparente. Enfin la question d'identité se pose aussi de façon intéressante dans le cas d'un délit d'habitude ; lorsque la loi pénale exige comme condition d'une condamnation que le même fait ait été répété plusieurs fois, il faut tout d'abord établir que c'est bien une seule et même personne qui est l'auteur de tous les actes dont la répétition est réprimée par la loi. Mais il est surtout une matière où, de nos jours, la question d'identité a pris un

développement considérable, il s'agit de la récidive : en effet, la loi aujourd'hui punit beaucoup plus sévèrement les professionnels du crime, les récidivistes. Il est donc nécessaire pour chaque inculpé de savoir si, en cas de condamnation, il va être ou non condamné pour la première fois ; et comme l'intérêt même de l'inculpé est, pour éviter les rigueurs de la loi, de dissimuler sa personnalité, la question de l'identification des récidivistes est aujourd'hui une des questions primordiales du procès pénal (1).

Il est bon d'ajouter ici, sauf à revenir plus amplement sur la question, que certains problèmes d'identité revêtent une grande importance par ce fait que, dans des hypothèses déterminées, la preuve de l'identité constitue en même temps la preuve de l'imputabilité et de la culpabilité. Si l'on retrouve, par exemple, l'individu qui a laissé ses empreintes dans une maison cambriolée, il est bien évident que, dans la majorité des cas, on aura du même coup identifié cet individu et démontré que le cambriolage lui est imputable et qu'il en est coupable (2).

L'importance des questions d'identité est donc essentielle dans le procès pénal. Or tous ces problèmes sont aujourd'hui pour une grande part résolus grâce à la preuve par indices. L'identification des criminels et des récidivistes par le signalement anthropométrique, les marques particulières et la dactyloscopie, la découverte des coupables par les empreintes et notamment par les empreintes digitales, toutes ces découvertes et ces méthodes

(1) Voir Durand, *L'identité au point de vue judiciaire, son histoire*, thèse de doctorat, Lyon, 1911.

(2) Voir *infra*, chap. VI.

contemporaines sont venues apporter un progrès considérable dans les questions d'identité. Dans ce domaine particulièrement la preuve a pris cette précision et cette rigueur scientifiques, que nous avons notées comme des caractères essentiels de la preuve pénale moderne ; c'est en cette matière aussi que se développe l'expertise, ce mode de preuve adaptée par essence, au dire des écoles modernes, à la phase scientifique de la preuve, et basée surtout sur des indices. Les progrès sur tous ces points ont été d'ailleurs tels qu'aujourd'hui les difficultés et les erreurs relatives à l'identité donnent lieu à peu d'affaires retentissantes ; autrefois, au contraire, et jusqu'à une époque relativement récente, les procès où ces questions jouaient le premier rôle étaient nombreux et passionnèrent tout particulièrement l'opinion ; les annales judiciaires de l'ancien régime sont remplies de longs récits de procès de ce genre (1).

L'importance de la question d'identité et de la preuve par indices s'éclairerait encore singulièrement si l'école positiviste pouvait apporter son signalement anthropologique comme une exacte présomption de criminalité. Mais nous avons déjà constaté que l'anthropologie n'a pas atteint ce but. Bien plus, les résultats des études des anthropologistes sont si contestables qu'on ne saurait sans danger considérer même comme de simples indices, dont il faudrait tenir compte, les tares et les déformations qu'ils nous signalent comme particulièrement propres aux criminels.

(1) Durand, *op. cit.*, Introduction ; Garçon, *Code pénal annoté*, art. 345, n° 7.

IV. *La preuve par indices dans les questions relatives à la matérialité et à l'époque de l'infraction.* — Les questions relatives à la matérialité elle-même de l'infraction sont essentielles dans le procès pénal. Il faut, en effet, résoudre une question primordiale : y a-t-il véritablement une infraction à la loi pénale, il faut aussi et en admettant que l'existence d'une infraction soit démontrée, savoir quel en est le caractère exact, de quel nom il faut l'appeler, pour savoir quelles peines devront être appliquées. Reprenons notre hypothèse initiale : un homme est trouvé tué d'une balle d'arme à feu : est-ce un suicide, a-t-il au contraire été tué ; et dans cette dernière hypothèse s'agit-il d'un meurtre, d'un assassinat ou peut-être simplement d'un homicide involontaire ? Dans d'autres cas ce sera la cause même de telle blessure, blessure d'arme à feu ou blessure d'arme blanche, qu'il faudra déterminer. Pour un vol, des questions analogues se posent, ce peut être un vol simple ou bien au contraire un vol entouré de circonstances aggravantes.

A ces points de vue encore la preuve par indices rendra de grands services. Tout d'abord pour les meurtres et les blessures l'autopsie du cadavre ou l'examen du blessé vont permettre de démontrer scientifiquement la nature du décès, suicide, accident ou crime, le caractère et la cause des blessures ; la visite des lieux par le magistrat instructeur lui permettront de relever tels indices, traces d'effraction, traces d'escalade qui lui permettront de préciser la qualification du vol commis. L'expertise médicale, l'inspection des lieux et la saisie des pièces à conviction vont être ici encore les procédés de récolement

des indices qui permettront de solutionner les questions qui se posent.

Il est notamment deux hypothèses, où la charge de la preuve de la matérialité du délit incombera uniquement à la preuve indiciale : d'une part, toutes les infractions de fausse monnaie, d'autre part, toutes les infractions concernant l'écriture, altération, faux, etc... Mais si, dans ces deux cas, l'on ne peut normalement recourir qu'à la seule preuve indiciale, recueillie et administrée par le moyen de l'expertise, il faut établir une différence essentielle dans les résultats obtenus. Si sur le premier point (fausse monnaie) la preuve indiciale est arrivée à une précision et une rigueur remarquables, il n'en est pas de même de l'expertise en écritures ; de cette opération, sauf quelques points définitivement acquis, ne peuvent, au témoignage des spécialistes eux-mêmes, résulter que des solutions qu'on doit accueillir toujours sous certaines réserves ; c'est bien aujourd'hui dans cette matière, que la preuve indiciale présente au plus haut degré ce caractère conjectural, qui constitue le point faible de ce mode de preuve.

Il ne suffit pas de déterminer le caractère et la dénomination de l'infraction ; à côté de la matérialité du délit, il importe souvent aussi d'en déterminer la date exacte ; il y a à le faire un premier intérêt, il faut déterminer si l'infraction est toujours punissable, si en d'autres termes le délai de la prescription n'est pas écoulé. Mais à un autre point de vue la détermination tout à fait exacte de l'époque même et de l'heure, où l'infraction est commise, importe encore : c'est au cas où l'inculpé invoque un alibi ; celui-ci ne peut être tenu pour concluant que

s'il existe une concordance parfaite entre l'époque de l'infraction et celle où l'inculpé prétend s'être trouvé en d'autres lieux.

Des indices très sûrs vont permettre, pour un crime, de déterminer le moment de la mort que l'autopsie révélera. La détermination plus délicate de l'heure d'un vol sera éclairée souvent par des faits et des circonstances en apparence insignifiantes que viendront par ailleurs corroborer des témoignages.

V. *La preuve par indices dans les questions d'imputabilité et de culpabilité.* — Lorsqu'il va s'agir, l'infraction une fois constatée et déterminée quant à sa nature et à sa qualification, d'imputer cette infraction à tel individu et ensuite de l'en déclarer coupable, la preuve à apporter, surtout si l'on manque de l'aveu de l'intéressé ou même de témoignages d'une certaine valeur et qu'on se heurte à des dénégations, va devenir singulièrement difficile à administrer. C'est le domaine alors de la preuve par indices, mais c'est ici qu'elle offre le caractère le plus dangereux et qu'elle exige dans son emploi le doigté le plus sûr. Tout est conjectural ici, or, comme l'a dit un ancien auteur : « Le pays des conjectures est entre-
« coupé de mille routes obscures, dans lesquelles on se
« perd et on s'égare sans cesse. L'un est touché d'une
« circonstance à laquelle l'autre se trouve insensible. Sou-
« vent ces circonstances se combattent les unes les autres :
« l'une paraît favoriser un parti, l'autre semble lui être
« contraire. On s'épuise en raisonnements pour les faire
« valoir et tout le fruit de ces recherches hasardées est
« d'avoir enveloppé la vérité de tant de nuages qu'elle

« devient inaccessible à la justice (1) ». C'est qu'en effet, en dépit de l'apparence un peu paradoxale, la preuve par indices devient ici, quoiqu'ayant toujours sa base unique dans les faits, essentiellement subjective. Le risque est que chacun ait sa méthode d'interprétation propre. Le remède est à côté du mal, il consiste pour le juge à se soumettre aux règles de la logique, et sur ce point, les auteurs du XVIII^e siècle ont formulé, sur l'interprétation des indices, des principes qu'il est encore essentiel de consulter aujourd'hui (2). Le juge devra d'abord examiner si les faits circonstanciels eux-mêmes sont établis. Les faits circonstanciels résultent soit de témoignages étrangers, soit des déclarations et de l'attitude du prévenu, soit encore de constatations faites par le magistrat instructeur ou le juge lui-même; on pourra tenir le fait circonstanciel pour prouvé dans la mesure de la foi due à ces divers modes de récolement des indices et cette confiance sera déterminée par les règles posées dans cette science nouvelle, qui a pour but de systématiser les connaissances scientifiques nécessaires, pour rassembler et apprécier les preuves, la criminalistique.

La réalité du fait circonstanciel établie, il faudra déterminer le rapport logique qui doit exister entre ce fait circonstanciel et le fait principal, le fait qu'il faut établir. Et notamment, lorsque les faits circonstanciels s'enchaînent entre eux, et que la preuve du fait principal résulte de cet enchaînement même, il est nécessaire qu'aucun anneau de la chaîne ne faiblisse ou ne manque.

(1) Citation de Cochin dans Jousse, *Traité de la justice criminelle*, t. I, p. 811, note a.

(2) Voir notamment : Jousse, *op. cit.*, t. I, pp. 804 à 808.

Enfin il importe de contrôler la preuve circonstancielle par les autres modes de preuve, aveu ou témoignages. Il ne faudrait d'ailleurs pas conclure du désaccord entre la preuve circonstancielle et les preuves directes, en faveur de ces dernières; mais c'est dans une pareille hypothèse que le juge devra faire montre d'une extrême prudence. Dans tous les cas aujourd'hui un moyen qui paraît des plus sûrs pour arriver à une grande certitude consiste à objectiver le témoignage par les indices. Et par là il faut entendre qu'on ne prétend pas contrôler la bonne foi du déposant, ce sera là toujours une affaire d'appréciation personnelle; et d'ailleurs la science du témoignage a révélé qu'il était pour ainsi dire impossible de rencontrer une déposition absolument fidèle: ce qu'on peut faire, c'est comparer les dires du témoin avec les faits circonstanciels.

On voit combien, à ce double point de vue de la preuve de l'imputabilité et de la culpabilité, la tâche est lourde pour le magistrat instructeur et le juge, lorsqu'il leur faut déterminer leur conviction sur des indices. Cette tâche est d'ailleurs de nos jours singulièrement facilitée par l'organisation d'une technique policière scientifique et l'existence de sciences qui, nées depuis peu, ont pris un développement merveilleux, la criminalistique et la psychologie judiciaire expérimentale, qui comprend notamment l'étude du témoignage. D'ailleurs, en ce qui concerne les indices, il ne faut pas oublier les travaux des anciens jurisconsultes qui ont étudié particulièrement les indices, ainsi que les auteurs postérieurs, surtout Bentham.

VI. — Nous avons déjà indiqué chemin faisant (1) que la théorie de la liberté de la preuve n'était pas chez nous tout à fait absolue, puisque le législateur, s'il laisse en principe le juge libre de déterminer sa conviction sur toutes sortes de preuves, prend soin, au contraire, de déterminer strictement le récollement et la production de ces preuves. Cette réglementation était d'autant plus nécessaire en ce qui concerne les indices qu'ici, tout dépendant d'une interprétation des faits, il faut au préalable constater et fixer correctement ces faits pour éviter une cause initiale d'erreur. On sait ce qu'il faut penser de l'axiome « les faits ne mentent pas » ; la simulation et le mensonge jouent peut-être un rôle plus grand encore dans les faits circonstanciels, que pour le témoignage. Il est d'ailleurs d'expérience que la plupart des erreurs judiciaires viennent non pas tant de l'interprétation des indices, que de leur constatation défectueuse. Aussi la loi a-t-elle réglementé la saisie, la conservation des pièces à conviction pour garantir la réalité des indices. Elle a réglementé aussi les constatations judiciaires et les perquisitions domiciliaires, par lesquelles se fait ordinairement la recherche des indices, ainsi que l'expertise, qui est employée fréquemment pour constater et vérifier les indices, et tirer scientifiquement des faits circonstanciels la preuve qu'ils renferment.

A côté d'ailleurs de cette organisation légale du récollement des indices, il importe d'étudier aussi sur ce point les progrès pratiques et les nombreux procédés techni-

(1) Voir *supra*, Introduction.

ques (photographie métrique, par exemple) qui permettent aujourd'hui de se servir d'indices auxquels on n'attachait autrefois pas d'importance, faute de pouvoir les recueillir.

VII. — Le plan à suivre dans l'étude détaillée du rôle de la preuve indiciale dans le procès pénal moderne est déterminé par ces explications.

Les deuxième, troisième et quatrième parties seront consacrées à l'étude de la preuve indiciale sous les trois rubriques : 1° indices se rapportant aux questions d'identité ; 2° indices servant à déterminer la matérialité, la qualification et l'époque du délit ; 3° indices d'imputabilité et de culpabilité et leurs rapports avec les autres modes de preuve.

Enfin, une cinquième partie traitera des opérations consistant à recueillir et à conserver les indices, au double point de vue de la réglementation légale et des procédés pratiques mis en œuvre pour arriver à ce but.

DEUXIÈME PARTIE

La preuve circonstancielle de l'identité

CHAPITRE VI

L'identité dans le procès criminel et la preuve circonstancielle

I. Les questions d'identité résolues, jusqu'à nos jours, à l'aide du témoignage. — Inconvénients particuliers du témoignage en ces matières. — II. Rôle des circonstances de fait. — Aspect scientifique de la preuve par indices dans les questions d'identité. — Rôle de l'expertise : elle n'est pas un mode de preuve proprement dit, mais une méthode d'interprétation des indices. — III. La preuve circonstancielle dans l'établissement de l'identité des récidivistes : la marque ; renaissance de la question. — IV. Les divers problèmes qui se posent dans la pratique judiciaire et qui ressortent soit de l'instruction criminelle, soit de la police judiciaire. — V. Découverte et identification des criminels au moyen d'indices laissés par eux. — Le problème d'identité et celui d'imputabilité se confondent ici. — VI. Identification des criminels arrêtés et particulièrement des récidivistes. — Le problème se présente ici, surtout, comme un problème de classement pratique des indices

d'identité. — VII. Filature des criminels en liberté. — VIII. Direction suivant laquelle se sont effectués les progrès de la preuve circonstancielle : Appliquée d'abord essentiellement à l'identification des récidivistes, la preuve par indices devient de plus en plus un instrument de filature et de découverte des criminels. — IX. Plan : 1° La preuve indiciale appliquée à la découverte et à l'identification des coupables ; 2° La preuve indiciale appliquée à l'identification des criminels arrêtés et notamment des récidivistes ; 3° La preuve indiciale appliquée à la recherche et à la filature des criminels.

I. — Les questions d'identité, fort importantes, nous l'avons vu, dans le procès pénal, se heurtèrent longtemps à des difficultés de preuve presque insurmontables ; elles tenaient en effet, d'une part, à l'organisation défectueuse de l'état civil, et, surtout au point de vue pénal, à la nécessité, de recourir, pour la preuve de l'identité, au seul témoignage. Or, il est certain qu'en outre des inconvénients habituels de ce mode de preuve, inconvénients mis en lumière par la science moderne, le témoignage se présente, lorsqu'il s'agit de résoudre des questions d'identité, dans des conditions particulièrement défavorables. D'un côté, en effet, les témoins, qui sont interrogés lorsqu'il faut établir l'identité d'un individu, sont dans la plupart des hypothèses, ou bien des parents et des amis, ou bien, au contraire, des victimes ; comment pourrait-on empêcher ces témoins de faire abstraction de leurs intérêts, de leurs affections, de leurs craintes ou de leur légitime ressentiment. Enfin l'on sait que lorsqu'il s'agit de donner une appréciation sur une question d'identité, il faut tenir compte des cas innombrables de ressemblance trompeuse entre deux êtres humains. Les annales judi-

ciaires, et les historiens ont relevé de tout temps des anecdotes intéressantes sur ces ressemblances, auxquelles Pline l'Ancien consacre déjà tout un chapitre de son *Histoire naturelle* (1).

Si l'on peut imputer nombre d'erreurs au témoignage dans la reconnaissance d'un individu vivant, il faut ajouter, que le témoignage est plus encore suspect, lorsqu'il s'agit d'identifier un cadavre. C'est qu'en effet dans ce cas, des circonstances physiques ou physiologiques (facies spécial du cadavre, position couchée) viennent troubler les souvenirs du témoin. Enfin, dans cette hypothèse, il faut compter, comme des facteurs essentiels de perturbation du témoignage, la suggestion, l'auto-suggestion et la crédulité populaire (2).

On s'explique, devant les difficultés et l'incertitude de la preuve de l'identité par le témoignage, le nombre considérable des procès d'identité, qui occupèrent, sous l'ancien Régime, les juridictions aussi bien civiles que répressives. Durant encore tout le cours du XIX^e siècle, de grands procès d'identité passionnèrent l'opinion publique notamment en Angleterre. Tous ces procès montrent à l'envi la fragilité et l'insuffisance du témoignage (3).

II. — On doit remarquer d'ailleurs, que, de tout temps, on a tenu compte dans l'établissement de l'identité d'un

(1) Pline l'Ancien, *Histoire naturelle*, liv. VII, chap. 12.

(2) Reiss, Fausse ou non-reconnaissance par les témoins d'individus morts ou vivants, *Archives d'anthropologie criminelle*, t. XXIII, 1908, pp. 473 et suiv.

(3) Voir *apud* Durand, *op. cit.*, l'étude et l'analyse des grandes affaires d'identité.

certain nombre de circonstances de fait, d'indices. Ainsi on a toujours relevé les traces laissées sur le lieu du délit, traces de pas par exemple, pour établir un rapport d'identité avec le pied ou la chaussure du prévenu ; on s'est aussi toujours servi des objets inanimés, tels que les vêtements, pour identifier les cadavres ; plus ou moins distinctement on a de tout temps senti l'importance de certains signes physiologiques, tatouages, cicatrices, qui permettent d'identifier toujours l'individu qui les porte ; mais les procédés de constatation de ces indices étaient insuffisants, aucune méthode générale ne venait jusqu'à nos jours, coordonner ces données précieuses, dans le but d'arriver à une identification plus facile ; enfin certaines circonstances qui, jusqu'à notre époque, n'avaient paru que d'une médiocre importance, se sont révélées comme des indices particulièrement intéressants. Aussi, dans les questions d'identité, le témoignage est aujourd'hui délaissé, toutes les fois que les circonstances le permettent, pour la preuve par indices. Ces deux éléments, constatation rigoureuse et scientifique des circonstances de fait et notamment de certains indices, négligés jusqu'à nos jours, interprétation scientifique de ces indices, ont donné à la preuve circonstancielle de l'identité un aspect tout à fait spécial. Elle rentre en effet par excellence dans le domaine de l'expertise. Le juge s'adresse ici à l'homme de l'art, au savant pour constater et interpréter les indices ; mais il ne faut d'ailleurs pas s'y tromper : l'expertise n'est pas par elle-même un mode de preuve ; ce n'est qu'un témoignage autorisé, interprétant des circonstances de fait. Il fallait le rappeler, car il semble au langage de certains ouvrages, que leurs auteurs

considèrent dans les questions d'identité l'expertise, comme un véritable mode de preuve. Nous nous réservons de montrer ailleurs pour l'expertise médico-légale l'inexactitude de ce point de vue ; pour l'identité elle ressortira suffisamment des explications qui vont suivre ; au surplus l'expertise est ici caractéristique et nécessaire en ce sens seulement qu'il faut pour administrer la preuve circonstancielle de l'identité des connaissances techniques spéciales ; mais celles-ci ne sont pas telles qu'elles exigent une spécialisation extrême et elles peuvent être acquises assez facilement par les magistrats ou même par des auxiliaires de la justice, qui arrivent ainsi à user directement de ces procédés scientifiques de preuve, sans passer par l'intermédiaire d'un spécialiste.

III. — Parmi les questions d'identité, il en est une qui a particulièrement préoccupé de tout temps le législateur et le juge répressif, et qu'on a souvent résolue, en créant par la contrainte, sur la personne des condamnés, des signes, des indices, qui puissent toujours permettre la reconnaissance exacte de l'identité. On a de tout temps, en effet, considéré comme particulièrement dangereux les professionnels du crime, les récidivistes ; on a, par suite, cherché le moyen soit de les désigner par des signes apparents à l'attention publique, soit, et c'est le seul problème qui se pose de nos jours, à imposer au condamné une marque de sa condamnation, qui permette, pour le cas d'un nouveau délit, de le reconnaître infailliblement, en empêchant, par conséquent, qu'il puisse dissimuler sa personnalité, et surtout sa qualité de récidiviste. Notre ancien droit et beaucoup d'autres législations avaient

résolu la question par la marque des criminels (1). Après l'ancien procédé d'identification des récidivistes par une entaille aux oreilles, on adopta au XVIII^e siècle une marque qui, dissimulée par les vêtements ne puisse pas empêcher le condamné de trouver des moyens d'existence ; ce fut la marque au fer chaud. D'abord primitive, consistant dans tous les cas dans l'apposition, sur l'épaule du patient, d'une fleur de lys, la marque, avec la déclaration du 4 mars 1724, dont le but essentiel était la répression du vol, devint un instrument plus souple d'identification ; les lettres G ou GAL (galères), TF (travaux forcés), F (faussaire), R (récidiviste), V (vol), W (récidive de vol), désignaient avec précision, ceux qui avaient été frappés par une première condamnation. Abolie le 6 octobre 1791, la marque, rétablie le 23 floréal, an X, fut maintenue par le Code pénal de 1810, pour être définitivement supprimée lors de la revision du 28 avril 1832. Comment dès lors identifier les récidivistes ? On songea à remplacer la marque par un tatouage de petite dimension et portant sur une région cachée. En 1901 un projet analogue a été exposé en Allemagne par Liersch (2).

La question préoccupe toujours certains esprits : tout récemment, en 1911, on a proposé de marquer les criminels par une injection sous la peau d'une certaine quantité de paraffine, de manière à déterminer une petite

(1) Voir au sujet de la marque, considérée comme procédé d'identification des récidivistes, Locard, *Identification des récidivistes*, 1909, p. 28 ; Laurent, *Les Châtiments corporels*, 1912, pp. 56 et suiv., et surtout Le Poittevin, *Le casier judiciaire*, Paris, 1907, pp. 9 à 20.

(2) Liersch, *Zwangstätowirung zur Wiedererkennung von Verbrechern* (Viertelj. für gerichtliche Medicin., 1901, p. 73).

nodosité. Le procédé, en variant les points de la peau choisis pour l'injection, permettrait de marquer d'un signe spécial les professionnels de chaque délit ; on n'aurait pas en outre à adresser à une telle méthode le reproche qu'on fait à la fois à la marque et au tatouage, celui d'être trop évident et perpétuel, puisque la signification de la nodosité résultant de l'injection n'apparaîtrait qu'aux seuls initiés (1). Il est peu probable néanmoins que jamais le législateur suive cette voie : les procédés d'identification qu'on connaît aujourd'hui offrent de grands mérites et peut-être qu'avec la persistance d'une marque, les savants ne seraient pas arrivés à des découvertes qui n'ont pas eu seulement pour résultat l'identification facile des récidivistes, mais encore l'établissement de moyens nouveaux et perfectionnés de recherche des criminels.

IV. — Le problème qui consiste à déterminer l'identité, au moyen de la preuve indiciale, se pose dans le procès répressif dans des conditions bien différentes, selon les cas.

Il peut en effet se produire une de ces trois hypothèses : ou bien, problème qui ressort de l'instruction criminelle, il faut étant donnés certains indices, et à l'aide de ces indices, retrouver le coupable et l'identifier ; ou bien, et ce sont là deux problèmes qui ressortent de la police judiciaire, il faut soit identifier un individu arrêté, qui dissimule sa véritable personnalité, et cela, dans le but notamment de déterminer s'il n'a pas déjà été atteint par la

(1) Dr Icard, Procédé pour marquer d'un signe indélébile et non infamant les professionnels du crime (*Archives d'anthropologie criminelle*, année 1911, p. 30 et suiv.).

répression pénale, s'il n'est pas un récidiviste ; soit, pour un agent de la police judiciaire, rechercher et arrêter, ou simplement surveiller un criminel en liberté, que l'agent ne connaît pas et sur la personnalité duquel il possède seulement certains indices (1).

Enfin au cours du procès répressif, il peut s'agir d'identifier non plus un individu vivant, mais un cadavre.

Il faut préciser d'abord les différents aspects sous lesquels se présente le problème de l'identification par les indices.

V. — Le premier aspect de l'identification est celui-ci : il reste d'un crime ou d'un délit certaines traces ; ce sont des indices ; la loi les désigne sous le nom très expressif de pièces à conviction : il s'agit pour le juge d'instruction, généralement aidé dans cette besogne par un expert, d'utiliser ces indices pour retrouver le coupable et pour l'identifier. Voilà par exemple un cambrioleur, qui laisse des traces de doigts sur une vitre ; si l'on découvre un individu dont les traces digitales coïncident avec les traces trouvées dans le lieu où s'est commis le délit, on sera assuré, au moins, de la présence du prévenu sur le lieu du délit ; cette présence s'explique, dans la plupart des hypothèses, par cette raison, que l'individu arrêté est bien l'agent du délit, et par suite est bien le coupable.

Ce premier aspect du problème de l'identification au moyen de la preuve circonstancielle appelle une double observation.

La plupart du temps la preuve par indices ne se pré-

(2) Voir le rapport de Dastre à l'Académie des Sciences, *Des empreintes digitales comme procédé d'identification* (*Comptes rendus de l'Académie des Sciences*, t. CXLV, p. 28).

sentra pas seule : elle viendra souvent appuyer la preuve testimoniale ; souvent aussi, l'existence d'indices d'identité déterminera chez l'intéressé des aveux ; enfin, les indices d'identité pourront se combiner avec d'autres circonstances, avec d'autres indices, qui constituent plus spécialement des indices de culpabilité ; on rapprochera par exemple de cette circonstance que les chaussures du prévenu s'adaptent à des traces trouvées sur le lieu du crime, sa fuite, ou encore ses aveux extrajudiciaires ; pour un voleur, ce seront des dépenses soudaines et exagérées faites après l'époque du vol, qui pourront, à l'occasion, confirmer la preuve indiciale, tirée d'empreintes par lui laissées.

Il faut observer aussi que, dans une pareille hypothèse, ce n'est pas seulement la question d'identité qui sera résolue, c'est aussi la plupart du temps la question de culpabilité. Il y aura même des cas où l'on arrivera à la découverte du coupable, mais non à son identification. En effet que prouve au juste, pour reprendre l'hypothèse indiquée plus haut, la coïncidence entre les empreintes digitales trouvées sur le lieu d'un cambriolage et les empreintes du prévenu ? Une seule chose, la présence de cet individu sur le lieu du cambriolage ; mais, si le prévenu ne vient pas apporter de cette présence une autre explication, on peut légitimement conjecturer qu'elle avait pour seule cause l'accomplissement de l'acte délictueux ; par suite on impute le délit au prévenu ; et s'il n'est pas dans un de ces états (jeune âge, folie, etc...) que la loi juge exclusif de toute responsabilité pénale, le prévenu est légitimement considéré comme coupable du fait qui lui est imputé. Ici pratiquement, comme toujours au cours du procès

répressif, la preuve de la culpabilité se confond avec celle de l'imputabilité (1). Il peut même arriver que le coupable découvert au moyen de traces ou d'empreintes puisse parvenir à dissimuler sa personnalité réelle. Les indices ici n'auront donc servi que comme indices de culpabilité, sans résoudre le problème de l'identité. Pratiquement néanmoins, l'hypothèse normale sera celle où l'établissement de l'identité par la preuve circonstancielle entraînera, *ipso facto*, la preuve de la culpabilité.

VI. — La preuve indiciale sert aussi à résoudre un problème qui ressort de la police judiciaire, l'identification des individus arrêtés. En effet, lorsqu'un malfaiteur tombe entre les mains de la justice, et qu'il dissimule son état civil, il faut l'identifier et cela surtout, dans le but de découvrir s'il en est à son premier délit ou s'il est récidiviste. On résout aujourd'hui ce problème, en notant, au moment d'une première arrestation ou condamnation, sur le corps de l'individu incarcéré, des signes et des indices caractéristiques de sa personnalité; lors d'une arrestation nouvelle, il suffira, pour que soit démontrée par cela même l'identité, que les indices analogues recueillis sur la personne de l'individu arrêté coïncident exactement avec les signes précédemment notés.

Nous verrons qu'ici la difficulté n'est pas à vrai dire de découvrir des indices corporels d'identité propres à chaque individu: la science actuelle a prouvé qu'il existe, dans le corps humain, toute une série de pareilles caractéristiques présentant ce double trait d'être immuables, et

(1) Voir *supra*, Introduction, n° 1.

dissemblables pour chacun. Mais le choix doit s'exercer parmi ces indices d'identité suivent deux critères ; il faut d'une part retenir parmi ces indices, ceux qui permettent l'identification de toutes les catégories de délinquants, particulièrement des femmes et des mineurs ; il faut surtout choisir des indices tels, que l'on puisse procéder à un classement facile des caractéristiques notées sur les individus condamnés ou arrêtés, de façon qu'en cas de nouvelle arrestation ou de nouveau délit, les recherches ne se compliquent pas outre mesure, et de façon en outre à restreindre le plus possible les chances d'erreur.

VII. — Il peut enfin se faire qu'un agent de la police judiciaire ait à rechercher pour l'arrêter, ou simplement à surveiller, un individu en liberté, de lui inconnu, et qui par ailleurs cherche à dissimuler son identité. L'agent de la police judiciaire a seulement pour lui permettre d'accomplir sa tâche la connaissance de certains indices caractéristiques de l'individu recherché : dans l'hypothèse la plus simple l'agent aura sa photographie ; plus généralement les renseignements possédés consisteront, comme dans le cas d'identification d'un criminel arrêté, dans des caractéristiques physiques antérieurement notées ; l'individu recherché peut en effet selon les cas avoir été déjà condamné ; on aura alors pu noter sur lui ces indices d'identité ; il peut se faire aussi qu'il appartienne à une catégorie d'individus, pour lesquels on ait pris le même soin, soit à la suite d'une arrestation, non suivie de condamnation, soit aussi par simple précaution en raison d'habitudes de vie particulièrement suspectes.

VIII. — L'application de la preuve indicielle à la résolution de ces divers problèmes est loin de s'être faite de manière homogène. On constate en effet qu'en dehors de certains indices recueillis de tout temps dans le but de découvrir le coupable (empreintes de pas, par exemple), indices qu'on interprétait d'ailleurs empiriquement et sans arriver à en faire sortir toujours une preuve éclatante, l'effort s'est principalement porté sur l'identification des récidivistes par le moyen d'une preuve matérielle indéniable. Cela s'explique parce qu'il y avait là un des problèmes essentiels de la répression moderne, posé de manière particulièrement pressante par la suppression de la marque : c'est de là qu'on est parti, pour appliquer soit à la découverte et à l'identification du coupable, soit à la filature et à la surveillance des malfaiteurs, des méthodes qui avaient donné des résultats favorables en ce qui concerne l'identification des récidivistes.

Il fallait noter cette direction prise dans son évolution par la preuve indicielle de l'identité à un double point de vue : il permet en effet d'expliquer que les ouvrages théoriques qui se sont occupés jusqu'à ces dernières années des applications nouvelles de la preuve indicielle, en matière d'identité, paraissent s'attacher surtout à l'identification des récidivistes (1). Mais c'est là une tendance disparue et les ouvrages les plus récents envisagent également les divers aspects du problème.

(1) C'est ainsi que l'excellent ouvrage de Locard, cité *supra*, malgré l'apparence de son titre, examine tous les aspects du problème de l'identification. La thèse de Durand, également citée, quoiqu'assez récente (1910), est caractéristique de cette tendance à s'attacher surtout à l'identification des criminels arrêtés et des récidivistes.

C'est à un autre point de vue, qu'à notre avis cette tendance a produit des résultats fort contestables : si en effet l'on s'est habitué depuis un certain temps déjà, à considérer que l'identification des récidivistes par la preuve indiciale présentait aujourd'hui un caractère de certitude absolue, la pratique judiciaire s'est montrée plus rebelle à l'admission de cette nouveauté : la preuve indiciale appelée avec un aspect scientifique à résoudre simultanément la double question de la découverte et de l'identification du coupable. On n'est évidemment pas encore familiarisé avec ce point de vue, et il faut voir là une des causes nombreuses qui expliquent la résistance qu'ont marquée les tribunaux répressifs à l'admission de certains modes de preuve nouveaux de l'identité, tels que la dactyloscopie (1).

IX. — Des explications précédentes, il résulte que l'étude des applications modernes de la preuve indiciale aux questions d'identité comporte la division suivante :

Un premier paragraphe comportera l'étude de la preuve indiciale appliquée à la découverte et à l'identification des coupables.

Un deuxième paragraphe comprendra l'étude de la preuve indiciale appliquée à l'identification des criminels arrêtés et particulièrement des récidivistes.

Dans un troisième paragraphe, on examinera l'emploi actuel des indices dans la recherche et dans la filature des criminels.

Il semblerait qu'une dernière partie devrait être prévue,

(1) Voir *infra*, chap. VII.

dans laquelle serait examinée la question de l'identification des cadavres : mais quand on trouve un cadavre inconnu, et que la mort semble due à une cause suspecte, ce n'est pas seulement d'identification qu'il s'agit, mais de preuve de la matérialité et de l'époque de l'infraction que l'on suppose avoir déterminé la mort : aussi examinons-nous l'aspect spécial du problème de l'identité des cadavres, dans le chapitre consacré à la preuve indiciale de la matérialité et de l'époque des infractions contre les personnes.

PREMIÈRE SECTION

Découverte et identification du coupable au moyen de la preuve indicielle

CHAPITRE VII

Les traces laissées par les malfaiteurs. — Les empreintes digitales.

I. Les traces laissées par les malfaiteurs ; leur variété. Importance essentielle des empreintes digitales. — II. Les empreintes digitales, leur double emploi dans les problèmes d'identité : découverte des criminels ; identification des récidivistes. — III. Caractères des empreintes digitales : pérennité, immutabilité, variété. — IV. Types ethniques et hérédité des dessins digitaux. — V. Renseignements fournis par les empreintes : âge, profession, état morbide. — VI. L'identification par les empreintes se résout dans tous les cas par une comparaison entre deux empreintes : technique de cette comparaison. — VII. Emploi des empreintes digitales pour la découverte et l'identification des coupables ; empreintes visibles et invisibles. — VIII. Les diverses hypothèses d'emploi des empreintes. — IX. Conclusions à tirer de la constatation de l'identité de deux empreintes : date des empreintes ; élimination des empreintes étrangères. — X. Les fausses empreintes ; possibilité théorique ; difficultés pratiques ; les procédés employés pour empêcher la formation des empreintes. — XI. Valeur de la preuve dactyloscopique : variations possibles de sa force probante. — XII. La preuve dactyloscopique devant les tribunaux répressifs. — Exemples concrets. — Attitude prise par

les jurys et les tribunaux correctionnels. — La preuve dactyloscopique à l'étranger.

I. — L'objet de cette section est d'examiner le premier aspect que peut présenter le problème de l'identité dans le procès répressif. Le malfaiteur a laissé sur le lieu du délit certaines traces de son passage, de son acte. Au chapitre précédent nous avons indiqué les observations qu'il y avait lieu de faire avant d'aborder l'étude de la question d'identité ainsi posée : notamment, nous avons vu que la preuve indiciale se présentait, en thèse normale ici, avec ce double effet, de résoudre du même coup la question de culpabilité et celle d'identité.

Les traces utilisées par le juge d'instruction et l'expert sont extrêmement variées ; il faut même affirmer qu'un être humain ne saurait agir sans laisser aucune trace de son acte ; encore faut-il évidemment que ces traces puissent être recueillies et puissent servir à la solution du problème criminel ; en réalité, le plus généralement, les indices employés consisteront soit en des traces de doigts ou empreintes digitales, soit en des traces de pas, ces deux catégories présentant d'ailleurs une importance bien différente ; les traces de pas, depuis longtemps utilisées empiriquement dans la recherche des coupables, ne jouent plus qu'un rôle relativement réduit en présence de l'emploi aujourd'hui généralisé et d'ailleurs bien plus souvent possible des empreintes digitales. On peut également recueillir sur le lieu de l'infraction toute une série d'autres traces utilisables, mais ces hypothèses très intéressantes par leur rareté même et l'ingéniosité qu'ont déployée en pratique les experts dans l'utilisation de la preuve indiciale restent tout à fait exceptionnelles. Nous

examinerons par suite dans un premier chapitre l'emploi comme moyen de preuve des empreintes digitales et dans un second l'emploi des traces de pas et autres traces.

II. — Les extrémités des membres supérieurs et inférieurs présentent sur leurs faces palmaires une série de crêtes plus ou moins parallèles et plus ou moins recourbées, dont l'ensemble constitue un dessin de forme extrêmement variable.

Les criminels laissent souvent sur le lieu du délit, comme marque de leur passage, comme signature, l'empreinte sur quelque objet de leurs doigts. C'est cette circonstance, l'existence d'empreintes digitales, qui va permettre de les retrouver et de les identifier.

L'examen des empreintes digitales et leur emploi constituent un des chapitres essentiels de la technique policière moderne. Il importe tout d'abord d'en déterminer l'importance.

L'emploi des empreintes digitales sert en effet à résoudre deux problèmes d'identité bien différents : ces dessins digitaux peuvent soit assurer la découverte des coupables, soit assurer l'identification des criminels arrêtés et des récidivistes. C'est le premier problème qu'il faut examiner ici ; mais pour éviter toute répétition, on donnera dès maintenant les notions générales sur les empreintes, qui définissent leur valeur identificatrice, soit comme procédé de découverte des coupables, soit comme méthode d'identification des récidivistes (1).

(1) Pour l'historique de l'emploi des empreintes, voir : Locard, *op. cit.*, pp. 159 et suiv., et notamment la note de la page 160 sur l'emploi des empreintes en Chine depuis une époque reculée.

III. — Les dessins papillaires, particulièrement les dessins digitaux présentent trois caractères essentiels : ils sont immuables pendant toute la vie humaine, inaltérables, extrêmement variés suivant les individus.

La pérennité des empreintes digitales est absolument certaine depuis le sixième mois de la vie intra-utérine jusqu'à la putréfaction du cadavre. De nombreuses expériences ont été faites, dans lesquelles on a comparé des empreintes prises sur la même personne à vingt-huit, trente, et jusqu'à quarante et un ans d'intervalle, les comparaisons portant pour un sujet, tantôt sur ses empreintes d'enfant et ses empreintes d'adulte, tantôt sur les empreintes d'adulte et les empreintes de la soixantième année. Les résultats ont été toujours les mêmes : aucun dessin ne se modifie ni dans l'ensemble, ni dans l'immense majorité des plus petits détails : notamment on n'a jamais constaté qu'aucune crête nouvelle soit née, ni qu'aucune crête ancienne ait disparu.

Les dessins papillaires non seulement restent identiques, mais encore ils ne sauraient être modifiés, ni par l'intervention volontaire de l'homme, ni par un accident pathologique. En effet, ni l'incision ni la brûlure ne modifient le dessin ; les expériences sont ici nombreuses et concluantes, et seule l'ablation volontaire des doigts pourrait empêcher l'utilisation de la méthode dactyloscopique : encore faut-il observer que la destruction d'un ou deux doigts seulement n'empêche pas l'identification par les empreintes, elle la rend seulement plus longue et plus compliquée ; au reste, lorsqu'il faut arriver à la découverte du coupable par le moyen des empreintes on a, la plupart du temps, seulement comme empreintes

utilisables celles d'un seul ou de quelques doigts, et l'on n'en arrive pas moins à des résultats certains. Quant aux accidents, déterminant notamment une cicatrice à l'extrémité des doigts, non seulement ils ne gênent pas l'identification, mais ils peuvent faciliter la besogne, car le rapport entre les lignes papillaires et la cicatrice reste mathématiquement constant, lors même qu'il s'agit d'un sujet en pleine période de croissance. Du moins, si l'empreinte ne peut être modifiée, peut-elle être imitée? Oui, mais la comparaison minutieuse avec l'empreinte imitée surtout en usant d'agrandissements photographiques, fera toujours apparaître des différences nombreuses et caractéristiques. Nous reviendrons d'ailleurs sur cette question, en examinant la valeur de la preuve dactyloscopique (1).

Les empreintes digitales ne peuvent avoir une utilité au point de vue de l'identification, que si elles sont tout à fait différentes suivant les sujets. Il n'y aurait, en effet, aucun bénéfice à retirer au point de vue de l'administration de la preuve, de la constatation que les empreintes recueillies sur les lieux d'un délit coïncident avec celles d'un individu soupçonné, si le même dessin pouvait se retrouver reproduit, en quelque sorte, à plusieurs exemplaires sur d'autres individus. Les empreintes digitales ont précisément ce caractère d'être extrêmement variées selon les individus. Théoriquement, on peut concevoir qu'il existe certainement des dessins digitaux identiques et la détermination du nombre de dessins possible sans qu'on retrouve deux individus ayant des empreintes semblables, peut être comptée, comme on l'a dit, au nombre

(1) *Infra*, même chap., n° 10.

des « charmes distrayants de la statistique ». Pratiquement, on peut affirmer que le nombre des dessins possibles est illimité: si l'on peut, en effet, rencontrer des types présentant la même disposition générale des lignes papillaires, il existera toujours des différences dans la combinaison des points caractéristiques, c'est-à-dire des interruptions et des bifurcations des lignes papillaires (1). N'y a-t-il pas cependant des hypothèses où les empreintes appartenant à des sujets différents pourront présenter une ressemblance relative, mais au moins suffisante pour gêner ou même fausser l'administration de la preuve? A ce sujet se posent des problèmes encore obscurs, relatifs soit à l'hérédité des dessins digitaux, soit à l'existence de types ethniques de ces dessins.

IV. — L'existence de types ethniques de dessins digitaux est loin d'être démontrée. Les recherches sur ce point sont assez contradictoires et notamment les recherches effectuées par le Docteur Locard, sur un grand nombre de fiches égyptiennes provenant pourtant de races extrêmement variées, n'ont pas donné de résultats intéressants. Il faut d'ailleurs remarquer que loin de venir perturber la preuve, l'existence de types ethniques de dessins digitaux permettrait à la seule inspection des empreintes un diagnostic de la race, ce qui ne ferait qu'aider dans beaucoup d'hypothèses à l'identification.

L'hérédité des dessins digitaux est une question tout aussi obscure, mais beaucoup plus grave au point de vue des résultats à attendre de la preuve dactyloscopique. Il

(1) Voir *infra*, même chap., n° 6.

faut bien préciser comment la question se pose : la preuve dactyloscopique se tire, nous le verrons plus loin, de la comparaison de deux empreintes, comparaison qui permet d'affirmer que les deux empreintes proviennent d'une seule et même personne, parce qu'elles présentent un certain nombre de points caractéristiques communs. S'il est vrai que deux empreintes identiques appartenant à deux personnes différentes ne puissent se rencontrer, encore peut-il exister des empreintes présentant certaines ressemblances, et un nombre plus ou moins élevé de points caractéristiques communs ; d'ailleurs, la comparaison des deux empreintes peut se trouver limitée par l'état plus ou moins net des dessins digitaux ; existe-t-il une hérédité des lignes papillaires, telles que les dessins d'empreintes d'une mère et d'un fils, ou de deux frères puissent, sur une certaine étendue, présenter une ressemblance assez grande pour que les deux dessins offrent, quoiqu'appartenant à des individus différents, un nombre de points caractéristiques semblables plus grand, ou du moins aussi grand, que le nombre habituellement considéré comme suffisant pour affirmer l'identité des empreintes ? Les expériences sont assez contradictoires, et il semble que l'on se heurte ici à certaines affirmations personnelles à tel ou tel spécialiste de la dactyloscopie. M^r Bertillon, notamment, dans tous ses rapports, tient compte de l'hérédité possible des dessins digitaux et affirme qu'entre frères et surtout frères jumeaux, on peut rencontrer des empreintes présentant sur une certaine étendue des particularités communes dépassant le chiffre de dix ou même quinze. Sans avoir ici à prendre parti sur le terrain scientifique, et en ce qui concerne le point de vue strictement

juridique de l'administration de la preuve, il nous paraît nécessaire de tenir compte de ces conclusions et de formuler par conséquent le principe suivant : dans toute affaire où la preuve d'identité et de culpabilité résultera de la preuve dactyloscopique et où la question pourra présenter le moindre danger de fausser l'administration de la preuve, il faudra s'efforcer d'établir que les empreintes attribuées à l'inculpé ne peuvent pas l'être également à d'autres membres de sa famille, ceci par comparaison des empreintes de l'inculpé avec celles de ses parents et avec les empreintes recueillies sur le lieu de l'infraction ; si l'on ne peut pratiquer cette élimination, on devra ne considérer l'identité des empreintes comme établies entièrement qu'au cas où l'on aura repéré un nombre de points caractéristiques communs supérieurs à la moyenne habituellement exigée (1).

(1) En sens inverse, l'hérédité des dessins digitaux pourrait, si elle était vraiment établie, donner des résultats précieux dans les recherches d'état. Voici d'ailleurs le fait divers rapporté par la chronique judiciaire des quotidiens de Paris, en décembre 1912, sous le titre bien caractéristique de l'ignorance du grand public (et il s'agit cependant ici de chroniqueurs judiciaires) et de la confusion qui se fait entre toutes les méthodes d'identification : « Le service *anthropométrique* peut-il faire retrouver un enfant à sa mère ? »

« En mars 1909, le tribunal de police correctionnelle de la Seine condamnait deux Américains, le mari et la femme, M. et Mme Sargent, habitant Asnières, pour violences sur des fillettes qu'ils prenaient plaisir à martyriser.

« Lors de l'instruction de l'affaire Sargent, les journaux ayant reproduit la photographie d'une des fillettes portant le prénom de Stéphanie, deux femmes se présentèrent un jour au cabinet de M. le juge Bourgueil et déclarèrent avoir, en la jeune Stéphanie, reconnu leur enfant.

« L'enfant fut remise à l'Assistance publique en attendant que

V. — Les divers renseignements intéressants, soit au point de vue de l'identification, soit au point de vue de l'enquête judiciaire, qu'on peut tirer de l'examen des empreintes digitales sont relatifs au diagnostic de l'âge ou à la profession ; de plus les empreintes fournissent des signes pathologiques et des signes de dégénérescence.

Nous avons indiqué que le nombre des lignes papillaires ne variait pas avec la croissance : comme la surface des extrémités digitales croît avec l'âge, il résulte de cette double circonstance que l'écartement des crêtes papillaires augmente en proportion des années ; et on est arrivé sur ce point de départ à une évaluation assez précise de l'âge, étant donné l'écartement des lignes. Il faut dans ce calcul

la juridiction civile ait statué. Devant la première Chambre supplémentaire du Tribunal de la Seine, l'un des avocats a demandé au tribunal « de désigner trois experts qui se feront représenter l'enfant « confié à l'Assistance publique, par ordre de M. Bourgueil, juge « d'instruction, en date du 17 avril 1909, et inscrite à l'hospice des « Enfants-Assistés, 74, rue Denfert-Rochereau, sous le nom de Stéphanie, qui procéderont à son examen anthropométrique ainsi « qu'à celui de Mme Maréchal et de Mme Gilbert, et qui feront toute « comparaison susceptible de fixer l'identité de Stéphanie et de « déterminer si elle est la fille de Mme Maréchal ou la fille de « Mme Gilbert ».

A citer ce passage de la plaidoirie :

« M. Bertillon, chef du service anthropométrique, m'a dit, dans « une conversation, que les seules empreintes des doigts qui se « transmettent héréditairement, constituent déjà un élément d'ap- « préciation très important pour fixer la filiation. Il y a une quinzaine « d'années, avec l'empreinte des doigts, M. Bertillon a pu identi- « fier une fillette, à laquelle il a ainsi retrouvé scientifiquement sa « mère... »

Le jugement du Tribunal fut renvoyé à huitaine : il n'en a pas été donné de compte rendu. Il m'a semblé néanmoins que le fait valait d'être signalé.

tenir compte que, d'une part, certaines mains présentent une grosseur spéciale, et que, d'autre part, chez les femmes les crêtes papillaires sont toujours plus serrées. Enfin les empreintes de vieillards présentent un aspect assez caractéristique du fait que les rides y sont nombreuses et que les crêtes papillaires y apparaissent comme usées.

L'exercice de certaines professions amène dans le corps humain des déformations qui constituent un des signes les plus précieux de l'identité. Ces déformations peuvent porter sur les mains et notamment sur les extrémités digitales. Elles donnent alors à l'empreinte dactyloscopique un aspect spécial; en général, elles se traduisent par des blancs sur l'empreinte, blancs résultant de la destruction des papilles. L'examen des empreintes fournit donc des renseignements sur la profession; il faut surtout noter que le travail manuel a pour effet normal, et cela pour toutes les catégories de travailleurs, d'épaissir, à partir d'un certain âge, l'épiderme; les crêtes papillaires tendent alors à s'effacer: c'est ce qu'on a appelé le *durillon en surface*; ce phénomène pourrait être grave s'il avait pour résultat d'empêcher l'identification en fournissant des empreintes illisibles; en réalité, l'expérience a démontré que les crêtes papillaires restent presque toujours discernables, même dans les mains les plus calleuses (1). Par contre, cette considération va avoir un résultat tout à fait pratique; on peut, à première vue, distinguer les empreintes d'ouvriers de celles d'individus vivant sans travail manuel. Or, les catégories de récidivistes les plus dangereuses au point de vue international sont précisément

(1) Voir le résumé des observations faites à ce sujet dans Locard, *op cit.*, pp. 169 et 170.

constituées par des individus, voleurs et escrocs cosmopolites; tricheurs et grecs, auxquels une vie oisive, ou les soins mêmes qu'ils donnent à leurs mains, instrument nécessaire à l'exercice de leur activité criminelle, ont pour effet de donner des empreintes digitales tout à fait nettes; il faut faire la même observation pour les souteneurs; en sorte que la seule inspection des empreintes permettra souvent de classer assez exactement leurs auteurs soit dans le milieu des professionnels du crime, soit dans le milieu des criminels d'occasion.

L'influence sur les empreintes de certaines affections est une question trop technique pour être traitée ici (1). Mais, par contre, les signes de dégénérescence fournis par les dessins digitaux doivent être relevés. Tout d'abord, d'après les théories lombrosiennes, de nombreuses déformations de la main elle-même (syndactylie: main palmée; échodactylie: nombre de doigts inférieur au chiffre normal; polydactylie: nombre supérieur) caractérisent les dégénérés (2); il en serait de même de certaines formes spéciales de la main (larges et courtes chez les criminels de sang; longues et étroites chez les voleurs, pouce en bille des assassins). Ce sont là des affirmations peut-être audacieuses. Au contraire, l'existence de types spéciaux de dessins papillaires chez les dégénérés semblent démontrée; notamment, il existe chez les singes des dispositions tout à fait particulières qu'on a retrouvées, parfois abso-

(1) Voir le compte rendu par Romme d'un travail de Victor Hecht, dans *La Presse médicale* du 5 octobre 1907.

(2) Quelle que soit la valeur de ces idées, de pareilles circonstances constituent du moins, par leur anormalité même, des signes d'identité tout à fait précieux.

lument identiques, chez des épileptiques; on rencontre, d'autre part, toute une série de types primaires de dessins digitaux, très rares chez les individus normaux, abondants au contraire chez les dégénérés, idiots ou épileptiques; enfin les empreintes fournies par les divers doigts des idiots sont caractérisées par l'uniformité, il n'y a parfois qu'un seul et même dessin répété pour les dix doigts.

VI. — Quelle que soit l'hypothèse où l'on se place, qu'il s'agisse de retrouver l'auteur d'un délit par les empreintes qu'il a laissées ou d'identifier un récidiviste, l'opération d'identification à l'aide des empreintes digitales consiste toujours dans la comparaison de deux dessins digitaux, dans le but de déterminer si ces deux dessins sont semblables et si, par suite, ils appartiennent à un seul et même individu.

La comparaison de deux empreintes digitales porte sur les éléments suivants :

- 1° La forme générale du dessin de l'empreinte ;
- 2° Les lignes directrices ;
- 3° Le nombre des sillons ;
- 4° Les particularités accidentelles et les anomalies ;
- 5° Les points caractéristiques (1).

Le dessin des empreintes digitales se présente sous l'aspect d'une série de lignes parallèles. L'agencement général de ces lignes revêt toujours un aspect caractéristique et à ce point de vue on a groupé les divers types possibles d'empreintes dans des classifications variées. Dans la classification la plus simple, tout à fait suffi-

(1) Sur ce point, voir Niceforo, *La police et l'enquête judiciaire scientifique*, Paris, 1907, pp. 140 et suiv.

sante au point de vue pratique, celle de Vucetich, les grandes catégories des formes générales que peuvent prendre les lignes papillaires sont au nombre de quatre. Dans une première catégorie, les lignes se disposent en courbes, la pointe en haut et la base en bas. Ce sont les *arcs*. Dans une deuxième catégorie, il existe une circonvolution des lignes dont l'ouverture se trouve à la gauche de l'observateur, tandis qu'à sa droite les lignes forment un petit angle appelé *delta*. C'est la disposition appelée *boucle interne*. Dans une troisième catégorie, la circonvolution des lignes s'ouvre à droite de l'observateur, tandis que le delta est placé à gauche : c'est la *boucle externe*. Enfin, une dernière catégorie comporte les dessins présentant deux deltas, l'un à droite, l'autre à gauche, et les lignes papillaires qui en partent présentent une forme de circonférence ou de spirale : c'est la forme en *verticille*. On entend par *lignes directrices* les lignes qui partent des deltas, ceux-ci constituant des triangles d'intersection de lignes, excellents points de repère pour l'examen et la classification des empreintes. Il faut remarquer que les empreintes en *arcs*, ne comportant point de deltas, ne comportent pas par suite de lignes directrices. La comparaison de deux empreintes portera d'abord sur la catégorie à laquelle elles appartiennent. Si elles appartiennent à la même catégorie on comparera ensuite la forme de leurs lignes directrices.

La comparaison doit porter ensuite sur le *nombre des sillons* existant entre les crêtes papillaires. Pour procéder à cette comparaison on trace sur les deux empreintes une ligne partant du point central du dessin (fond de la circonvolution dans les formes en boucles ; point initial de

la spirale au centre de la circonférence dans les formes en verticilles) et allant au triangle d'intersection. On compte alors le nombre de lignes papillaires traversées par le trait, nombre qui doit se trouver le même sur deux empreintes semblables.

La comparaison des empreintes peut ensuite porter sur les *particularités accidentelles* résultant, par exemple, de cicatrices, et les *anomalies*, telles que la polydactilie.

Mais l'élément le plus important sur lequel doit porter l'examen comparatif est constitué par les *points caractéristiques*. On entend par points caractéristiques « les « détails présentés par les lignes papillaires, détails tellement variables qu'il est impossible de supposer deux « empreintes (à deux individus différents) présentant tous « ces points identiques (1) ». Ces points ont été l'objet de classifications très variées : on tient compte principalement : 1° des modes de *naissance* des crêtes papillaires ; 2° des *bifurcations* de ces lignes ; 3° des *dédouplements de lignes en anneaux* ; 4° des *points* intercalaires entre les lignes.

Ces points caractéristiques sont en très grand nombre : on en compte facilement plus d'une centaine sur une seule phalange ; ce sont ces points qui permettent en somme l'identification ; en effet, l'expérience a démontré que le fait de trouver un certain nombre de points homologues correspondants sur deux empreintes prouve incontestablement l'identité de leur origine ; ceci posé, le calcul et la pratique indiquent que deux traces offrant douze à quinze points caractéristiques placés dans la même posi-

(1) Locard, *op. cit.*, pp. 186, et 187.

tion exactement et sans aucun point différent, provient à coup sûr d'un même sujet.

On conçoit qu'il y ait là un procédé de preuve absolument précis : pratiquement, quand la preuve dactyloscopique fonctionne comme preuve de culpabilité devant les tribunaux répressifs, l'identité des points caractéristiques doit autant que possible être démontrée directement ; l'expert ne se bornera pas à son rapport oral, il mettra sous les yeux du tribunal ou des jurés les agrandissements photographiques accouplés des empreintes à comparer (empreintes trouvées sur le lieu de l'infraction, d'une part, et empreintes dactyloscopiques correspondantes de l'inculpé, d'autre part) ; les points caractéristiques seront soulignés et cotés en marge d'un numéro correspondant sur les deux épreuves. Un excellent procédé de démonstration, dont l'emploi est malheureusement difficile, consiste dans la projection photographique à très fort agrandissement des empreintes (1).

Mais parfois les circonstances sont telles (traces réduites, traces manquant de netteté) que le nombre de points communs relevés est trop minime pour entraîner la conviction formelle de l'identité des empreintes : alors peut intervenir une méthode complémentaire assez récente mais qui tend à se généraliser. Les orifices par lesquels s'écoule la sueur forment, en effet, sur les crêtes de l'empreinte toute une série de petites solutions de continuité de forme, de nombre et de disposition absolument invariables pour un sujet donné et en même temps extrême-

(1) Exemple de l'application de ce procédé devant la Cour d'assises de Christiania, dans les *Archives d'anthropologie criminelle*, 1911, pp. 185 et suiv.

ment variables d'un sujet à l'autre. Ce sont précisément des qualités semblables qui donnent aux crêtes papillaires leur valeur identificatrice; mais les orifices sudoripares présentent en outre cette particularité d'être en nombre extrêmement élevé, on peut en repérer un *millier* dans une bonne empreinte de phalange. De plus, ces orifices sont également faciles à relever dans les empreintes palmaires qui sont par ailleurs moins utilisables que les dessins digitaux. Cette méthode n'a pas encore un très long passé, mais elle a déjà fonctionné avec succès (1), et on peut y voir un procédé non seulement complémentaire, mais parallèle à celui du relevé des points caractéristiques des lignes papillaires: dans tous les cas l'identification par les orifices sudoripares présente un très grand intérêt au point de vue pratique, lorsqu'il s'agit pour l'expert d'administrer la preuve dactyloscopique de la culpabilité devant les juridictions répressives et surtout devant le jury: par les quantités tout à fait considérables d'orifices, de forme et de position identiques, qu'on peut relever sur deux empreintes semblables cette méthode est tout à fait impressionnante (2).

En somme, l'identité de deux empreintes peut sûrement s'affirmer et, sauf la réserve résultant de l'hérédité des dessins digitaux, par l'existence de quinze points caractéristiques connus; au-dessous de ce chiffre et lorsque, par exemple, les empreintes comparées sont fragmentaires ou manquent de netteté, on pourra souvent compléter

(1) Voir *infra*, même chap., n° 12.

(2) Voir Locard, *L'identification des criminels par les orifices sudoripares*, 1912, et *Les Pores et la découverte des criminels* (*Biologica*, 15 déc. 1912).

l'identification et la rendre aussi nette par le relevé des points de repère constitués par les orifices sudoripares.

VII. — Les dernières explications données au précédent paragraphe s'appliquaient déjà essentiellement à l'emploi des empreintes comme méthode de découverte et d'identification des coupables : c'est désormais le seul point de vue qui nous occupera, l'étude de l'identification dactyloscopique étant réservée à un chapitre subséquent (1).

Le point de départ de la découverte des criminels par les empreintes digitales c'est la découverte de traces qu' laissées sur le lieu de l'infraction le délinquant (2). La première opération consiste donc à recueillir les empreintes et à les disposer pour l'identification (3).

Les empreintes digitales peuvent être visibles ou invisibles.

Les empreintes visibles peuvent d'abord se rencontrer sur le corps de la victime (empreintes sanglantes), sur les

(1) C'est l'objet du chap. XII.

(2) Il faut toujours avoir, en ces matières, présente à l'esprit, la distinction faite par la médecine légale entre les taches et les traces.
« Examiner une tache consiste seulement à en rechercher la nature
« ou la substance, à distinguer ce qui est produit par du sperme,
« de ce qui est fait par du sang... Etudier une trace, consiste à en
« déterminer le dessin, quelle que soit la matière qui l'ait formée.
« Qu'elle soit faite de boue, de sang, de sueur ou de neige, la trace
« d'un index est toujours identique à elle-même ; tandis que, dans
« la même tache, les traces d'un médius et d'un pouce dissembleront
« par leurs contours. On considère la tache au point de vue maté-
« riel, substantiel, chimique, la trace au point de vue formel, linéaire,
« physique. » (Locard, *L'identification des récidivistes*, p. 175.)

(3) Voir aussi *infra*, chap. XXI.

vêtements ou sur le linge : dans ces deux cas les empreintes sont difficiles à fixer, peu lisibles et d'ailleurs la plupart du temps fragmentaires. L'empreinte visible sur du papier est la plus intéressante. Sur des meubles, sur le sol, les murs, l'empreinte peut d'autant mieux s'utiliser que la surface est plus lisse. Sur le verre, vitres, verres ou bouteilles, se déposent des empreintes sanglantes ou crasseuses tout à fait lisibles. Les empreintes visibles sont recueillies si l'objet qui les porte peut s'emporter, ou photographiées.

Il se produit des empreintes invisibles toutes les fois que la face palmaire d'une main repose sur une surface plane, cela par suite de l'existence sur cette partie de la main d'un très grand nombre de glandes sudoripares. Celles-ci déposent de la sueur qui se réduit lorsque l'eau qu'elle comprend est évaporée en un mélange de sels et de particules grasses constituant un dessin invisible.

La révélation de ce dessin est obtenue à l'aide de divers procédés qu'on peut grouper en deux catégories suivant qu'il s'agit d'empreintes invisibles sur papiers ou sur verres (1).

Quant aux empreintes servant de terme de comparaison, c'est-à-dire les empreintes fournies par le prévenu, on les obtient par l'impression successive et roulée des doigts préalablement enduits d'encre d'imprimerie.

Aujourd'hui l'on ne compare généralement pas les empreintes directement ; on compare entre eux des agran-

(1) Les procédés sont très nombreux et on en propose souvent de nouveaux. Voir notamment Locard, *op. cit.*, pp. 177 et suiv.

dissements photographiques qu'on a fait de ces empreintes (1).

Les empreintes recueillies, comment découvrir grâce à elles l'auteur de l'infraction ?

Il faut distinguer suivant les hypothèses diverses qui peuvent se produire (2) :

1° *Il y a un individu soupçonné.* — Des témoins peuvent, en effet, avoir fourni un signalement du criminel, tantôt c'est la rumeur publique qui désigne un coupable, tantôt enfin quelque autre indice fait naître des soupçons, par exemple les dépenses subites et inexplicables d'un individu jusqu'ici sans ressource ; d'autres fois encore, ce pourra être une lettre anonyme qui vienne apporter une dénonciation, ou bien enfin l'instruction aura inculpé un individu en se basant sur l'axiome *is fecit cui prodest*. Il est enfin un cas où la dactyloscopie rendra des services particulièrement signalés : c'est l'hypothèse où le nom du coupable est révélé par l'intermédiaire d'un de ces indicateurs, auxquels la police doit constamment avoir recours, mais dont on ne saurait dévoiler le nom, en le citant comme témoin, sans désormais lui enlever tout emploi. Dans toutes ces hypothèses il suffira, s'il existe des empreintes recueillies sur le lieu de l'infraction, de les comparer avec celles de l'individu soupçonné : pour ce faire, le plus simple consiste à demander à l'inculpé de laisser prendre ses empreintes ; si l'instruction juge nécessaire de ne pas faire connaître à l'inculpé les charges qui

(1) Photographie des empreintes *apud* Locard, *op. cit.*, pp. 182 et suiv.

(2) Voir Locard, *Laboratoires de police et instruction criminelle*, Lyon, 1913.

pèsent sur lui, il faut alors se procurer les empreintes par surprise ; mais ici, soit qu'on fasse toucher une bouteille soigneusement nettoyée à l'avance, soit qu'on use d'une sorte de piège spécial qui a été imaginé pour arriver à ce but, les résultats seront presque toujours moins satisfaisants et par là nécessairement moins probants.

2° *Plusieurs individus sont arrêtés ; il faut, grâce aux empreintes, répartir entre eux les responsabilités.* — C'est là une hypothèse qui se présente fréquemment : c'est une bande de malfaiteurs qui a cambriolé une villa ; les co-inculpés se chargent réciproquement et s'accusent mutuellement. Il s'agit de savoir si l'un seulement est l'auteur principal, tandis que les autres se sont bornés à des actes de complicité, guet ou recel, ou si tous, au contraire, ont également pris part au délit : la seule comparaison des empreintes des inculpés et des empreintes recueillies sur tel ou tel point du lieu de l'infraction permettra souvent de déterminer exactement les responsabilités.

Il faut rapprocher de cette hypothèse la situation inverse : pendant longtemps on a considéré comme le type même du *mensonge réel*, de la manière employée par les criminels, pour induire en erreur et égarer l'instruction à sa naissance même, la mise en scène consistant, lorsqu'un criminel agissait seul, lors d'un assassinat ou d'un cambriolage, à disposer un certain nombre de verres ou de bouteilles, de façon à faire croire à la présence de plusieurs acteurs (1). Un précédé aussi grossier ne peut plus causer d'erreur avec la dactyloscopie, l'examen des empreintes permettant de les attribuer dans ce cas, mal-

(1) Une mise en scène de ce genre est à la base de plusieurs romans de Gaboriau, *Le crime d'Orcival*, par exemple.

gré la présence de verres nombreux, à un seul et même individu.

3° *Il n'y a aucun renseignement sur le coupable.* — Ici encore les empreintes vont peut-être permettre de retrouver le criminel. Il peut se faire, en effet, et il est même probable dans beaucoup de cas, que le coupable n'en est pas à son coup d'essai, qu'il est un récidiviste, ou du moins qu'il a déjà été arrêté et incarcéré; on recherche alors si les traces recueillies sur le lieu de l'infraction ne s'identifient pas avec le dessin digital d'un criminel déjà arrêté antérieurement pour un autre fait.

Mais l'emploi de ce procédé, par lequel, comme on l'a dit, s'opère « *la découverte des criminels par l'unique moyen des empreintes digitales* », appelle quelques observations, pour lesquelles il faut anticiper sur les explications qui seront fournies au chapitre XII sur la dactyloscopie considérée comme méthode d'identification des récidivistes, et au chapitre XIV sur l'organisation des services d'identification.

Ce procédé n'est, en effet, possible que si la méthode d'identification des individus arrêtés et des récidivistes est basée sur l'emploi et surtout sur le classement des empreintes digitales; il est impossible qu'on procède à cette recherche spontanée dans les fiches d'identification des récidivistes, s'il faut les suivre une à une, et si le classement même de ces fiches empêche des éliminations immédiates, qui permettraient seules d'aboutir rapidement à un résultat: or c'est précisément le caractère des services d'identification français d'être basés non sur la dactyloscopie, mais sur l'anthropométrie, c'est-à-dire sur les mensurations des dimensions osseuses, aussi bien au

point de vue de la rédaction de la fiche d'identité qu'au point de vue de son classement; les empreintes digitales ne sont employées que comme moyen de contrôle, mais ne peuvent servir de point de départ pour une recherche; cette circonstance explique que cet emploi des empreintes soit récent en France, et que d'ailleurs il ne se soit presque jamais effectué dans le service d'identité central à Paris, où cependant, avec une autre organisation, il devrait être courant. On cite, en effet, une seule des expertises de M. Bertillon, celle de l'affaire Scheffer (1), qui se soit présentée dans de pareilles conditions; mais il s'agissait de quatre empreintes sanglantes de doigts successifs, pouce, index, médius et annulaire droits; le dessin était d'une netteté parfaite; de plus un tel chiffre d'empreintes, surtout provenant de doigts successifs, est absolument anormal; M. Bertillon eut la patience de rechercher, fiche par fiche, de façon purement empirique, dans les collections de fiches anthropométriques, portant comme procédé de contrôle les empreintes digitales: il identifia les empreintes recueillies avec celles d'un récidiviste nommé Scheffer. On conçoit qu'une telle recherche eût été impossible s'il s'était agi d'une seule empreinte; aussi cette opération est-elle restée unique à Paris, au lieu qu'elle se pratique fréquemment partout où il existe un classement dactyloscopique des fiches d'identité de récidivistes (2). Il y a là un inconvénient à l'adoption de l'anthropométrie comme méthode d'identification s'ajoutant d'ailleurs à d'autres qui seront examinés au chapitre X.

(1) Voir Locard, *L'identification des récidivistes*, p. 209.

(2) Notamment à Lyon, où le laboratoire de police contient un classement dactyloscopique qui sert essentiellement à cet usage.

On a soutenu, d'autre part, que cet emploi de la dactyloscopie voyait, dans tous les cas, son champ d'application limité, puisque les recherches spontanées dans les collections de fiches ne pourraient jamais aboutir que si le coupable était un récidiviste. C'est déjà essentiel aujourd'hui, puisque la criminalité est surtout professionnelle; encore peut-on introduire dans les services d'identification et surtout dans les laboratoires de police, certaines pratiques policières, qui permettent de recueillir les empreintes de gens suspects avant toute activité criminelle: c'est ainsi qu'à Lyon les brigades d'agents spécialement chargées de la surveillance des rues sont organisées pour prendre, sur place, les empreintes digitales des jeunes vagabonds qui sont rencontrés errants, alors même qu'il n'y a pas contre eux de charge suffisante pour les incarcérer; ces fiches sont transmises et classées au laboratoire de police qui peut ainsi à l'occasion identifier par leurs traces des délinquants primaires.

IX. — Quelle conclusion tirer au point de vue de la preuve pénale de l'identité reconnue entre les empreintes recueillies sur le lieu de l'infraction et les empreintes du prévenu ou du récidiviste?

Il faut rappeler que strictement la preuve réalisée ne permettra jamais qu'une affirmation: c'est que l'individu identifié s'est trouvé à un moment donné sur le lieu du délit. Pour que cette conclusion puisse également valoir comme preuve d'imputabilité et de culpabilité, il faut que la présence de l'identifié ne puisse pas s'expliquer sur le lieu de l'infraction par une autre raison que l'accomplissement de l'acte délictueux ou bien encore que l'identifié

ne soit pas dans une situation exclusive de toute responsabilité pénale. Ce sont là des points déjà indiqués (1), mais il faut noter la particulière importance que pourra présenter, dans certaines hypothèses, la date des empreintes. Peu importe que l'individu soupçonné se soit trouvé sur le lieu de l'infraction si ce n'est pas au moment même où elle a été commise et si les empreintes recueillies s'appliquent à une présence sur les lieux antérieure à l'acte délictueux. Or il n'existe pas de critérium sûr pour déterminer si telle empreinte est ou non contemporaine de tel événement. Il y a là évidemment un inconvénient très grave et une lacune assez impressionnante qu'ont soin souvent de faire ressortir par des questions posées à l'expert les avocats, dans les procès criminels, où la preuve dactyloscopique est en jeu.

D'autre part, de cette circonstance que le moindre attouchement, si léger soit-il, détermine une empreinte, résulte qu'une précaution nécessaire consiste à éliminer, parmi les empreintes recueillies sur le lieu de l'infraction, toutes celles qui n'appartiennent pas à l'auteur de l'infraction : la pratique a montré, en effet, que dans la plupart des cas on recueille sur le lieu de l'infraction une grande quantité d'empreintes provenant d'individus qui se sont trouvés présents, à un moment donné, sur le lieu de l'infraction, sans être cependant des coupables. Ces empreintes résultent de la présence normale des membres de la famille de la victime, des habitants de la maison cambriolée ; au cas où rien ne vient arrêter les soupçons de l'enquête sur une de ces personnes, on doit, comme opération préa-

(1) *Supra*, chap. VI.

lable, éliminer toutes ces empreintes ; il en est de même pour les empreintes des magistrats et des agents de la force publique, qui auront procédé aux constatations et à la saisie, celles surtout du vitrier qui aura détaché les carreaux porteurs d'empreintes ou du menuisier qui aura emballé les pièces à conviction ; pour procéder à l'élimination nécessaire il faut prendre les empreintes de toutes ces personnes ; ces empreintes comparées aux empreintes recueillies permettent de ne plus laisser, comme base de recherche, que les empreintes étrangères appartenant à des inconnus (1).

X. — La valeur de la preuve dactyloscopique et dans tous les cas son emploi habituel peuvent être gravement compromis si, d'une part, il est possible aux criminels de ne pas laisser d'empreintes sur le lieu de l'infraction, ou simplement de rendre les empreintes inutilisables pour les recherches d'identification, et si, d'autre part, il peut y avoir simulation d'empreintes, fabrication de fausses empreintes. La première question seule est réellement pratique.

Deux procédés peuvent être employés par les criminels pour annihiler la valeur identificatrice de leurs empreintes : ils peuvent ou bien s'envelopper les mains, et en particulier de gants, ou bien user la peau des extrémités digitales, de façon à effacer les dessins ou du moins à les rendre beaucoup moins nets, obtenant ainsi volontairement le résultat que produit, comme nous l'avons indiqué, l'exercice de certaines professions manuelles.

L'emploi des gants, dont on semble s'être exagéré les

(1) Voir d'ailleurs *infra*, chap. XXI.

effets, est en réalité illusoire : les gants, ni les linges enveloppant les doigts ne sont un obstacle absolu, en cas notamment de sudation abondante, à la formation de dessins papillaires ; les traces recueillies peuvent être fragmentaires et manquer de netteté, elles sont utilisables. D'ailleurs, pratiquement, l'emploi des gants est peu à redouter ; tout à fait gênants pour des opérations de cambriolage notamment, les gants s'usent au courant même de l'acte criminel, laissant apparaître le bout des doigts, qui immédiatement produisent des empreintes (1). Quant à l'effacement volontaire des dessins par frottement, il a évidemment pour résultat de rendre les épreuves moins nettes, mais pour un temps très court, la couche épidermique se reformant très rapidement avec un dessin absolument identique.

Un article paru dans les *Archives d'anthropologie criminelle* du 15 mars 1913 (2), signé Goddefroy, officier de police à Ostende, indique, avec photographies à l'appui, que l'auteur aurait inventé un moyen de fabriquer de fausses empreintes ; mais ces dessins ne sauraient imiter la disposition des glandes sudoripares, en sorte que l'agrandissement photographique et l'examen à la loupe suffiraient à dénoncer l'imposture. D'ailleurs l'auteur fait remarquer avec raison que le criminel qui voudrait provoquer de fausses empreintes devrait connaître le procédé

(1) Locard, *La découverte des empreintes par l'unique moyen des empreintes digitales* : « A diverses reprises, j'ai reproduit, sur « le terrain d'un vol, les gestes du criminel, et j'ai pu me convaincre « qu'une escalade ou une effraction un peu compliquées se com-
« mettent avec des gants et s'achèvent avec des mitaines. »

(2) Pp. 207 et suiv.

et savoir l'appliquer, posséder l'empreinte à imiter, ne pas laisser ses propres empreintes sur les lieux de l'infraction, prouver un alibi pour lui-même et empêcher l'innocent dont il aurait imité les empreintes d'en fournir un de son côté : il y a là un ensemble de conditions propre à ne faire jamais redouter en pratique l'éventualité des fausses empreintes, qui resteraient toujours discernables d'ailleurs par une expertise consciencieuse.

XI. — La valeur de la preuve de culpabilité fournie par les empreintes varie. Elle peut, en effet, se présenter seule ou combinée avec d'autres preuves (témoignage ou indices); en elle-même elle peut varier, soit parce que l'identité des empreintes est plus ou moins accentuée, soit parce que les empreintes recueillies sont plus ou moins nombreuses et nettes.

Généralement on n'a pas la chance de recueillir des empreintes de tous les doigts, ni parfaitement nettes; l'empreinte dans tous les cas la plus utile est celle du pouce, véritable signature, dont l'emploi comme tel commence d'ailleurs à se généraliser dans certains pays (1).

D'autre part, la valeur de la preuve dactyloscopique de la culpabilité dépend aussi de sa combinaison avec les autres preuves. Dans une première hypothèse, comparaison de l'empreinte avec celles d'un individu qu'on arrête, il y aura toujours à côté de la preuve dactyloscopique quelque indice (on a vu l'assassin rôder auteur de la maison du crime, il a cherché à fuir depuis le crime) ou quelque témoignage. Lorsqu'au contraire la preuve résulte

(1) Locard, *op. cit.*, pp. 188 et suiv.

de la découverte spontanée d'une fiche de récidiviste contenant des empreintes analogues aux empreintes recueillies, la preuve dactyloscopique peut rester isolée, si, ultérieurement, on ne découvre pas d'autres charges contre l'individu reconnu et arrêté, et s'il ne fait aucun aveu. Il est vrai qu'on peut à bon droit soutenir que le fait d'être récidiviste est déjà un indice, que nos anciens auteurs n'hésitaient pas à classer, dans certains cas, parmi les indices prochains (1). Dans l'hypothèse où la preuve dactyloscopique se présente seule, nous avons vu que sa valeur probante variait selon le nombre de points caractéristiques identiques relevés sur les empreintes comparées.

Dans tous les cas, lorsqu'on examine la preuve dactyloscopique en elle-même, et dans le cas où elle a pour objet la découverte du coupable, on remarque que les variations mêmes de la force probante de cette preuve la rendent tout à fait apte à rentrer dans les cadres d'un système de preuves légales. La valeur de la preuve dépend en effet du nombre de points identiques relevés entre les deux empreintes. Si le nombre de points équivalents (vingt, par exemple) est tel, qu'il dépasse notablement le nombre minimum exigé d'après les données expérimentales pour qu'on puisse affirmer l'identité d'origine des deux empreintes, on sera en droit d'être entièrement affirmatif, et de faire, de l'existence de ce grand nombre de points caractéristiques identiques, une présomption absolue d'identité des deux empreintes, un indice manifeste et nécessaire de la présence de l'individu identifié sur le

(1) *Supra*, chap. III.

lieu de l'infraction. Si, par contre, le nombre de points caractéristiques relevés est plus faible que le minimum habituellement exigé (dix, par exemple) et tel notamment que, si l'hypothèse de l'hérédité des empreintes est exacte, deux empreintes de frères puissent présenter un pareil nombre de points identiques, il n'y aura plus qu'une preuve moins complète demandant pour déterminer la conviction de la culpabilité l'appui d'autres indices ou du témoignage; selon les cas il ne s'agira plus que d'indice prochain ou même d'indice éloigné. Il est curieux de noter que toutes ces gradations dans la force probante sont relevées en termes caractéristiques dans les expertises d'empreintes. « Si nous considérons comme éli-
« minée par l'enquête l'hypothèse d'un père, d'une mère
« ou d'un frère ayant des empreintes plus ou moins con-
« fondables, nous dirons qu'il y a *présomption grande*
« (mais non une *certitude matérielle se suffisant à elle-*
« *même*), que les traces apostillées des lettres B (douze
« points homologues), C (dix points homologues), D
« (douze points homologues), soient le fait du nommé
« X... », ce sont là les termes d'un rapport de M. Bertillon. Voici encore la conclusion d'un autre rapport du même expert: « Toutes réserves faites pour le cas où
« l'un des inculpés aurait un frère, nous estimons avec
« *une certitude absolue et qui se suffit à elle-même* que
« les traces A, B, etc., sont le fait du nommé X... En ce
« qui regarde Y..., notre avis réfléchi est que les em-
« preintes E, F, G et L sont bien les siennes; toutefois
« cet avis (qui ne repose que sur une communauté de
« particularités voisine du minimum que nous nous som-
« mes fixé) *demande à être corroboré par un ensemble*

« d'autres faits ou de présomptions à recueillir par l'information. » Et l'on trouverait des expressions analogues chez les divers experts, soit en ce qui concerne les empreintes digitales (1), soit en ce qui concerne d'autres applications de la preuve indiciale, notamment l'expertise en écritures (2). Il se marque ainsi dans les ouvrages et dans les rapports des techniciens et des experts un souci constant, sinon toujours très apparent, de donner aux procédés modernes de la preuve indiciale une allure toujours purement objective, exclusive de toute appréciation personnelle du juge, par l'établissement d'une sorte de catalogue hiérarchique de la force probante qu'on doit accorder, selon les cas, à ces divers procédés ; or c'est précisément ce caractère que les preuves puissent figurer dans une hiérarchie basée sur leur valeur probante, qui apparaît comme l'essentiel d'un système de preuves légales (3).

XII. — Pourtant, malgré cette sorte d'échelle dans la valeur probante, qui devrait amener les tribunaux répressifs à des solutions harmoniques, on se trouve, pour la France du moins, en présence de décisions contradictoires, dans des hypothèse où la preuve dactyloscopique se présente pourtant avec un aspect identique.

Avant de préciser l'attitude soit du jury, soit des juges professionnels devant la preuve dactyloscopique et de déterminer les raisons de cette attitude, il nous semble utile de montrer par le récit d'affaires récentes comment fonctionne en fait ce nouveau procédé de preuves. Nous

(1) *Infra*, même chap., n° 12.

(2) *Infra*, chap. XVIII, n° 4.

(3) *Supra*, chap. III.

empruntons ces exemples, pour la plupart à la région lyonnaise : l'existence à Lyon d'un laboratoire de police qui, sous la direction du docteur Locard, rend les plus grands services, fait que le jury du Rhône et le Tribunal correctionnel de Lyon sont parmi les tribunaux répressifs de France ceux qui ont le plus souvent à se prononcer sur la preuve dactyloscopique (1).

Les exemples ont été choisis autant que possible de façon à illustrer les diverses hypothèses possibles d'emploi des empreintes digitales, telles qu'elles sont indiquées *supra*, même chapitre, n° 7.

1° *Découverte d'un criminel, par l'initiative des services d'identification, au moyen de recherches dans les catalogues d'identification dactyloscopique des récidivistes. Aveux provoqués par la preuve dactyloscopique.* — A la suite d'un vol commis avec effraction à la Société des Carburateurs Zénith, à Lyon, on constate la disparition de 17 carburateurs. L'enquête reste infructueuse, mais quatre empreintes digitales ont été retrouvées sur les fragments d'une vitre dépolie brisée par l'effracteur.

(1) La plupart des exposés qui suivent sont empruntés à la brochure du Dr Locard, *Laboratoires de police et instruction criminelle*. Voir aussi du même, *La découverte des criminels par l'unique moyen des empreintes digitales*. Dans la collection des *Archives d'anthropologie criminelle*, se trouvent rapportées de nombreuses applications de la présence dactyloscopique : Voir par exemple les expertises de Stokis en 1908, de Daae, 1911, de Bertillon, 1909, pp. 753 et suiv., 1912, pp. 36 et suiv. ; voir également Locard, *L'identification des récidivistes*, pp. 205 et suiv. ; Yvert, *L'identification par les empreintes digitales palmaires*, thèse de médecine ; Stockis, *La recherche et l'identification des empreintes digitales*, in *Rivista di Polizia giudiziaria scientifica*.

Ces empreintes, grâce aux recherches dans les collections de fiches du laboratoire, sont identifiées avec celles d'un nommé Legouez Louis-Désiré, dit le Grand-Blond ou le Lyonnais, déjà dix fois condamné pour vol, désertion, coups et blessures, port d'arme prohibée et vagabondage. Les empreintes sont belles ; les trois premières offrent respectivement 20, 22 et 21 points de repère ; la quatrième est un arc. Legouez, arrêté, avoue. On retrouve les carburateurs à son domicile. Le 23 janvier 1912, le Tribunal correctionnel condamne Legouez à deux ans de prison.

2° *Les empreintes établissent l'ordre des responsabilités.* — Dans le courant d'août 1909 une villa située dans la banlieue de Genève, boulevard d'Aire, fut dévalisée : de nombreux bijoux et des vêtements avaient été soustraits. Le signalement des objets dérobés fut transmis à la Sûreté de Lyon. Une enquête fut faite et aboutit à la découverte de plusieurs objets volés boulevard d'Aire et engagés au Mont-de-Piété de Lyon par un nommé V... et par la fille de Landau. On arrêta même le frère de cette dernière au moment où il engageait des vêtements qui avaient appartenu à l'une des personnes volées. Enfin, l'enquête établit que V... avait fait plusieurs fois le voyage de Genève à Lyon en compagnie d'un autre malfaiteur d'habitude appelé Frédéric Mattan. Ce dernier, arrêté, prétendit, après avoir présenté de nombreuses versions contradictoires, qu'il avait trouvé les objets en question dans un paquet abandonné aux environs de Lausanne.

L'enquête de la Sûreté de Lyon établissait donc les plus graves présomptions de culpabilité contre V... et les deux de Landau et faisait considérer Mattan comme sim-

plement suspect. Mais des empreintes digitales extrêmement nettes avaient été trouvées sur une vitre brisée d'une des portes-fenêtres de la villa du boulevard d'Aïre. Des photographies de ces empreintes furent faites sur place par le docteur Edouard Mallet, chef du laboratoire de photographie judiciaire, à Genève, envoyées à Lyon et comparées avec les dessins digitaux des prévenus. Or, toutes ces empreintes provenaient de Frédéric Mattan : il y avait quatre fois son index droit, quatre fois son médius droit, quatre fois son annulaire droit, trois fois son auriculaire droit, deux fois son index gauche, deux fois son médius gauche et une fois son annulaire gauche : soit, au total, vingt empreintes identifiables, dont un certain nombre d'une netteté extraordinaire. Le total des points caractéristiques homologues qui se retrouvaient sur les débris de verre et sur les fiches de l'inculpé dépassait le chiffre de 500.

Aux Assises du Rhône, Mattan et V... nièrent tous deux avec la dernière énergie. Malgré les charges que l'enquête policière accumulait contre lui, V... fut acquitté. Mattan, au contraire, fut condamné à cinq ans de réclusion et à la relégation perpétuelle.

3° *Condamnation sur la preuve unique des empreintes.*

— Le 1^{er} juin 1910, à 6 h. 1/4 du soir, la veuve André rentrant à son domicile, 31, rue Ravat, à Lyon, constate que la porte de son appartement a été fracturée. Dans l'unique chambre qu'elle occupe tout a été jeté pêle-mêle sur le sol ; une somme de 105 francs a été soustraite. Le commissaire de police du quartier de Perrache, M. Honoré Giraud, prévenu, se rend aussitôt sur les lieux. Il constate que l'effraction a été pratiquée à l'aide de deux mor-

ceaux d'échalas provenant d'une palissade et que parmi les objets déplacés par les malfaiteurs plusieurs présentent des surfaces lisses où des empreintes digitales seraient faciles à constater; il avertit aussitôt le laboratoire de police. En effet, arrivé quelques minutes plus tard avec deux de ses préparateurs le docteur Locard trouve des empreintes très nettes sur un vase à fleurs en verre bleu, sur deux bouteilles de vin mousseux et sur deux pots de grès, contenant, l'un du sel, l'autre de la farine. Ces différents objets sont placés dans des isolateurs et rapportés au laboratoire.

L'enquête fait soupçonner deux individus nommés Fabry et Rollin, mais aucune preuve ne peut être fournie de leur culpabilité: l'un des deux n'avait jamais été condamné pour vol et fournissait en outre un alibi. Mais la comparaison de leurs empreintes avec celles trouvées rue Ravat permet de les inculper et de mettre l'affaire à l'instruction.

Sur le vase à fleurs en verre bleu un même dessin digital se répète deux fois côte à côte. Il offre la particularité remarquable d'une cicatrice en angle droit, particularité qui se retrouve sur le pouce droit de l'inculpé Fabry. Cette empreinte, colorée au noir de fumée et photographiée à un fort agrandissement, présente toute une série de points caractéristiques que l'on retrouve avec la plus extrême évidence sur le pouce droit de Fabry. D'un côté comme de l'autre il s'agit d'une boucle droite avec un centre de figure formé de deux lignes réunies à angle aigu; des deux côtés même nombre de lignes, dix-neuf; des deux côtés, enfin, on trouve à droite du centre de figure une cicatrice formée de deux lignes réunies en

équerre; une seconde cicatrice en zigzag au-dessus du centre de figure et en prolongation de l'axe de celui-ci; une troisième cicatrice verticale coupant les lignes de l'espace delto-central. Ces trois cicatrices suffiraient amplement à établir l'identité irréfutable de l'empreinte; néanmoins, il est procédé au repérage d'un certain nombre de points, bifurcations, îlots, naissances de lignes, qui se retrouvent également sur le pot bleu et sur la fiche de Fabry.

Sur une des bouteilles on trouve les empreintes juxtaposées de quatre doigts, empreintes dont les phalanges et phalangettes sont diversement lisibles. Ces empreintes correspondent à celles des index, médius, annulaire et auriculaire droits de Fabry, dont le pouce droit était déjà fourni par le vase bleu. Ici encore le repérage des points caractéristiques permet d'être affirmatif.

L'autre bouteille est littéralement couverte d'empreintes. La coloration au blanc de céruse et l'agrandissement photographique permettent de reconnaître les dessins digitaux du médius gauche plusieurs fois répété, de l'annulaire gauche et de l'auriculaire gauche de l'inculpé Fabry.

Un pot de grès blanc avec l'inscription « farine » porte trois empreintes de phalangettes qui, révélées au noir animal et agrandies photographiquement, sont identifiées avec les index, médius et annulaire gauches du second inculpé Rollin. Le dessin de l'index est d'une forme en arc assez rare, avec un centre de figure présentant des bifurcations et des îlots caractéristiques. Sur le côté opposé du vase on trouve, mais peu nette, l'empreinte du pouce gauche du même individu.

En résumé, l'identification porte sur huit doigts de l'inculpé Fabry et quatre de l'inculpé Rollin. En admettant comme démontré que l'identification est formelle lorsqu'il y a douze à quinze points caractéristiques homologues et aucun point différent sur l'empreinte étudiée et le dessin digital correspondant du prévenu, la preuve serait ici *surabondante* avec le seul pouce droit pour l'un des inculpés, et *suffisante* pour le second avec l'un quelconque des trois doigts autres que le pouce (1).

Aux Assises du Rhône, le 10 novembre 1910, le jury rendit un verdict affirmatif sur cette preuve unique. La Cour prononça en conséquence les peines suivantes : six ans de réclusion pour Fabry, cinq ans pour Rollin, et pour tous deux dix ans d'interdiction de séjour.

Les deux condamnés se sont pourvus en cassation parce que les jurés avaient eu à leur disposition pendant une suspension d'audience les photographies d'empreintes portant le repérage à l'encre des points caractéristiques, pièces qui ne figuraient pas au dossier. Le pourvoi fut rejeté. L'arrêt du 10 novembre 1910 constitue la première condamnation prononcée par une juridiction répressive française *sur l'unique preuve des empreintes digitales* (2).

4° *Les empreintes digitales et les autres indices* (3). —

(1) Ces expressions du Dr Locard sont extrêmement caractéristiques et doivent être rapprochées de celles relevées dans les rapports de M. Bertillon (*Supra*, même chap., n° 11).

(2) L'importance de cet arrêt n'a pas échappé à la magistrature : Voir à ce sujet Bryon, substitut du Procureur général à Lyon, Identification des criminels par les empreintes digitales, *Journal des Parquets*, 1910, pp. 256 et suiv.

(3) Expertise de M. Bertillon.

Mme M..., 80 ans, demeurant à Asnières, 2, rue du Potager, est impotente et ne sort jamais. Le dimanche 19 février 1910, vers 2 heures du soir, sa femme de chambre la quittait. Elle revint vers 5 heures 1/4, trouva dans la cuisine sur la table un litre de vin rouge presque vide et un verre, dans la chambre à coucher sa maîtresse était étendue sur le parquet au milieu d'une mare de sang.

Prévenu aussitôt, le commissaire de police fit une rapide enquête, ses soupçons se portèrent immédiatement sur un nommé René Gale; une perquisition opérée à son domicile, où on trouva des effets tachés de sang sur lesquels il ne put fournir aucune explication, amena son arrestation.

La bouteille et le verre trouvés sur la table furent saisis par le magistrat instructeur qui donna mission à M. Bertillon, directeur du service anthropométrique, de relever les empreintes qui pouvaient se trouver sur ces objets et de les comparer avec celles des doigts de la victime, de la femme de ménage et de Gale, imprimées au préalable sur une plaque de verre.

Or l'expert a retrouvé, en sus des empreintes de la femme de ménage, celles très nettes des doigts de l'accusé, médius, index et auriculaire. C'est pour lui une certitude absolue que la bouteille a été soulevée par Gale *à une époque quelconque* (2).

On est, conclut-il, en présence d'une preuve matérielle qui entraîne la conviction sans restriction.

Les renseignements recueillis sur l'inculpé ne sont pas défavorables. La moralité a cependant donné lieu à quel-

(2) On remarquera la réserve faite quant à la date des empreintes.

ques critiques. Il a été condamné en 1896 par le Tribunal de Nantes à quinze jours de prison avec sursis pour vagabondage.

Aux Assises de la Seine, Gale fut condamné le 29 octobre 1905.

5° *Identification complémentaire par les pores.* — L'appartement du sieur Chardonnet, 6, rue Centrale, est cambriolé dans la nuit du 9 au 10 juin 1912 : les malfaiteurs s'emparent de 400 francs environ en argent et de nombreux bijoux. Aucun renseignement ne peut être obtenu des plaignants ; aucune indication n'est fournie à la Sûreté. Mais un meuble en bois de rose où se trouvaient les bijoux est littéralement couvert d'empreintes palmaires et digitales. Ce meuble est apporté au laboratoire de police où les empreintes sont colorées à la céruse et agrandies photographiquement. Des recherches sont faites dans les collections de fiches du laboratoire et permettent de découvrir que plusieurs des empreintes sont identiques à celles d'un nommé Boudet, déjà plusieurs fois condamné pour vol et qui avait tenté de donner un faux état civil et de se faire passer pour un de ses anciens complices nommé Rome. En consultant aux archives de la Sûreté le dossier de Boudet on voit que celui-ci a l'habitude de voler avec un camarade nommé Simonin. On les arrête l'un et l'autre et l'on découvre que toutes les empreintes du meuble en bois de rose qui ne sont pas de Boudet sont de Simonin.

L'instruction ne fit découvrir rien de nouveau contre les deux inculpés, mais il y avait pour le premier treize empreintes, dont une, celle du médius gauche, offrait 80 points de repère ; pour le second, il n'y avait que deux

empreintes, mais la seconde était une boucle gauche avec 94 points de comparaison. En outre, et pour la première fois, on fit intervenir la méthode nouvelle d'identification par les pores. Celle-ci qui consiste à repérer sur de forts agrandissements les orifices de glandes sudoripares fournissait 901 points comparables pour une seule empreinte de Boudet et plus de 2.000 pour la paume de Simonin.

Aux Assises, l'expert démontra au jury l'impossibilité d'une erreur avec des empreintes aussi nettes et surtout avec la preuve complémentaire de l'examen des pores. Le jury admit cette thèse, refusa les circonstances atténuantes, et la Cour prononça contre les deux coupables la peine de cinq années de travaux forcés.

Ces exemples suffisent à montrer les services que peut rendre la preuve dactyloscopique, quel appui elle peut apporter aux autres preuves et comment aussi elle fonctionne seule.

La preuve dactyloscopique peut apporter un élément de conviction en fonctionnant concurremment aux autres modes de preuve : la question intéressante à résoudre est celle de savoir quel crédit lui ont accordé les tribunaux répressifs lorsqu'elle s'est présentée comme unique preuve de la responsabilité ; à ce sujet il faut préciser successivement l'attitude du jury et l'attitude des tribunaux correctionnels.

Les décisions du jury sont contradictoires : devant le jury du Rhône, sur sept affaires où la preuve unique consistait dans la preuve dactyloscopique, quatre condamnations et trois acquittements ont été prononcés. Encore qu'on ne puisse guère établir les raisons qui ont pu amener le jury à se déterminer de telle ou telle façon, on peut

du moins noter quelques points certains. La façon dont est présentée l'expertise est pour beaucoup dans la décision du jury ; il importe le plus possible d'apporter au jury une preuve directe (surtout par la photographie) plutôt que de simples explications orales. D'autre part, il semble que les renseignements sur les empreintes digitales commencent à se répandre dans certains milieux ; à l'étonnement et au silence des premiers jurys devant l'emploi de ce procédé succèdent, dans les jurys plus récents, des questions nombreuses posées par les jurés sur la preuve dactyloscopique. Enfin, il faut tenir compte que certaines affaires d'empreintes, terminées par des acquittements, offraient assez peu de gravité et avaient été précédées d'une longue instruction : la durée de l'emprisonnement préventif a pu suffire à déterminer la décision du jury.

Il semble, en somme, à certains symptômes, qu'on puisse considérer la dactyloscopie comme devant être admise assez couramment désormais par le jury, lors même qu'elle se présentera comme seule preuve de culpabilité.

Les tribunaux correctionnels ont présenté longtemps à l'égard du nouveau mode de preuve une attitude de défiance assez singulière, car elle semblait partir d'un véritable malentendu sur la portée que pourrait prendre l'admission de cette preuve nouvelle scientifique et objective (1) ; pendant longtemps, en effet, à Lyon, le tribunal

(1) Autant du moins qu'on peut en juger en se basant sur les motifs des jugements correctionnels ; ceux-ci présentent, en effet, souvent le caractère de formules de style, qui ne renseignent guère sur la pensée de leurs auteurs.

correctionnel s'était systématiquement refusé à admettre la preuve dactyloscopique : il semblait voir dans les affirmations catégoriques des experts une sorte d'atteinte au principe de la liberté des preuves et de la formation, en toute liberté, de la conviction du juge ; on considérait, selon les termes d'un des jugements rendus, « la dactyloscopie comme un moyen d'investigation qui ne doit entraîner la décision des juges que si des faits précis confirment ses conclusions ». Notamment, le 25 novembre 1912, le tribunal, dans une affaire de vol où la dactyloscopie se présentait, dans un rapport du docteur Locard, comme seule preuve de la culpabilité, le tribunal demanda à M. Bertillon un rapport supplémentaire qui, assez peu concluant, le 12 janvier 1913, détermina un acquittement (ce rapport relevait seulement 12 particularités communes et déclarait qu'il y avait « présomption grande d'identité des deux dessins, mais non certitude matérielle se suffisant à elle-même »).

Cette attitude a changé : le 16 mai 1913, le tribunal correctionnel de Lyon a, pour la première fois, prononcé une condamnation sur la seule preuve des empreintes ; voici d'ailleurs le rapport du docteur Locard relatif à cette affaire, la preuve dactyloscopique s'y présentait dans des conditions permettant à l'expert d'être tout à fait affirmatif :

« A la suite du vol commis chez le sieur A..., la vitre brisée à la fenêtre par laquelle les malfaiteurs étaient entrés fut saisie. Cette vitre présentait plusieurs empreintes digitales. Aucune indication n'ayant été fournie sur l'auteur présumé du vol l'indication ne put être faite aussitôt. Mais, plusieurs mois après, au cours des

« recherches d'initiative faites dans les collections du
« laboratoire, les empreintes trouvées rue de la Bourse
« furent identifiées avec celles du nommé Genin Julien-
« Bernard. Cet individu fut signalé au chef de la Sûreté
et arrêté.

« Parmi les traces figurant sur les débris de verre, trois
« empreintes très nettes sont aisément identifiables, une
« quatrième, fragmentaire et floue, n'est identifiée que par
« sa position.

« On trouvera joints au rapport des agrandissements
« photographiques de ces empreintes ; on a accouplé une
« épreuve représentant l'empreinte trouvée sur le terrain
« avec une épreuve représentant le doigt de l'inculpé ; les
« points caractéristiques sont soulignés d'un trait rouge
« et cotés en marge d'un numéro correspondant sur les
« deux épreuves.

« *Description des empreintes.* — 1° Empreinte I. Trace
« très étendue comprenant une phalangette et la plus
« grande partie de la phalangine : c'est une boucle gau-
« che très redressée, offrant presque l'aspect d'un arc
« en pente. On a repéré 41 points choisis parmi les plus
« nets, mais il eût été possible en réalité d'en coter une
« trentaine d'autres. En outre, de très nombreux pores
« parfaitement nets se remarquent à la base de la pha-
« langette et à la partie supérieure de la phalangine.
« L'identification est ici formellement positive et hors de
« toute discussion entre l'index droit de Genin et cette
« empreinte.

« 2° Empreinte II. Partie supérieure d'une boucle gau-
« che correspondant au pouce gauche de Genin. L'em-
« preinte n'est pas très étendue, mais elle est parfaite-

« ment nette et offre 21 points de repère indiscutable-
« ment évidents.

« 3° Empreinte III. Trace assez étendue d'une boucle
« droite très haute correspondant au médius droit de
« Genin. La partie supérieure présente une zone d'effa-
« cement, mais la partie deltique et toute la base sont
« très nettes. On a coté 21 points homologues choisis
« parmi les plus évidents.

« 4° Empreinte IV. Mauvais fragment que sa position
« fait identifier avec le pouce droit de Genin. Quelques
« points de repère apportent ici une certaine présomp-
« tion.

« En résumé, on trouve ici trois empreintes parfaite-
« ment belles offrant respectivement 41, 21 et 21 points
« de repère; en ne cotant que les plus apparentes, et en
« outre un grand nombre de pores. Mais on admet en
« doctrine que l'identification de deux empreintes est
« indiscutablement établie toutes les fois qu'on a pu y
« repérer 10 à 15 points bien nets et qu'il n'y a aucun
« point différent. La conclusion pourra donc être ici tout
« à fait *positive et assurée*. — Conclusions: 1° Les traces
« digitales relevées à la suite du vol A... proviennent en
« toute certitude de l'inculpé Genin; 2° nul autre que lui
« n'aurait pu laisser ces empreintes. »

On peut penser que ce jugement de condamnation fera jurisprudence: les motifs indiquent en effet nettement que le tribunal admet comme un principe certain la force probante absolue de la preuve dactyloscopique toutes les fois que les points caractéristiques arrivent à un certain nombre.

Il ressort de l'attitude des tribunaux répressifs que cer-

taines solutions résultent surtout de l'ignorance des procédés nouveaux de preuve et aussi d'une sorte de *miso-néisme* à l'égard de méthodes, qui semblent devoir substituer à la libre conviction du juge la nécessité d'une décision rigoureusement conforme aux affirmations scientifiques. Du moins ces hésitations étaient-elles inévitables avec le fonctionnement du jury, avec le principe des preuves de conviction et aussi avec l'existence d'un corps de magistrats rendant à la fois la justice civile et pénale et qu'aucun enseignement technique ne prépare spécialement à la tâche répressive. Néanmoins, la preuve dactyloscopique semble entrée désormais dans la pratique courante des juridictions pénales.

Ce qui est peut-être plus remarquable encore que l'attitude indécise des tribunaux répressifs devant la preuve dactyloscopique, c'est l'ignorance du grand public à ce sujet, et les erreurs grossières que tendent à répandre sur la dactyloscopie les comptes rendus plus ou moins spirituels des journaux quotidiens, dans les affaires où se présente ce mode de preuve (1). D'ailleurs les avocats ont souvent le grand tort de ne pas se contenter, dans la défense de leurs clients accusés par la dactyloscopie, de discuter scientifiquement cette méthode; ils mêlent au débat les préoccupations et les passions les plus étrangères à la question posée. Aux Assises de la Seine, dans l'affaire des complices de Bonnot et Garnier, un défenseur n'a pas manqué, à propos d'empreintes, de rappeler à M. Bertillon son expertise en écritures dans l'affaire Dreyfus: c'était évidemment marquer un médiocre souci des règles de la plus élémentaire logique.

(1) Voir à ce sujet, *supra*, même chap., une note du n° 4.

A l'étranger, notamment en Belgique, Allemagne, Norvège, Autriche, Suisse, Angleterre, Espagne (1), la preuve dactyloscopique est d'un usage courant : elle est d'ailleurs facilitée par l'adoption de la dactyloscopie, comme méthode d'identification des récidivistes et de classement des fiches, et aussi par l'existence de laboratoires de police nombreux et bien organisés. Dans l'Amérique du Sud, par suite de l'organisation légale de l'identification, dont nous aurons à indiquer les bases (2), le jury est seulement appelé à résoudre la question de savoir si les empreintes présentées par l'accusation comme provenant, l'une du lieu du crime, et l'autre de l'accusé, sont oui ou non identiques, sans qu'il ait à apprécier la valeur de la preuve dactyloscopique.

(1) Il a paru à ce sujet d'assez nombreux exposés d'expertises étrangères dans les *Archives*.

(2) *Infra*, chap. XIV.

CHAPITRE VIII

Traces de pas et autres traces. — Les taches

I. Traces de pieds chaussés ou non. — Emploi et renseignements fournis. — II. Autres traces : les dents comme signe d'identité ; les vêtements. — III. Les taches : leur étude ressort de la médecine légale, mais leur emploi est essentiel et ressort directement de la preuve indiciale.

I. — Les traces qui sont aujourd'hui le plus habituellement employées dans la recherche et l'identification des coupables, sont les empreintes digitales. De leur fréquence, telle que normalement on doit presque toujours les rencontrer, ressort l'intérêt avec lequel elles doivent être étudiées par le magistrat : il y a là une nouvelle application des indices, comme mode de preuve de l'identité et de la culpabilité qui tend à devenir d'une utilisation courante, à ce point que les affaires où l'on ne rencontrerait pas de traces digitales, pourraient avec une police habituée à une méthode rigoureuse de récolement de cette preuve, devenir l'exception.

Au contraire, les autres traces qui peuvent éventuellement être employées, sont anormales : on ne peut compter d'ordinaire les rencontrer ; leur emploi, par ce caractère même de rareté, est plus délicat peut-être au point de

vue technique que l'utilisation des empreintes digitales, mais, il peut aussi, bien conduit, amener des résultats essentiels.

Les traces de pas se rencontrent fréquemment (1). Ce peuvent être des empreintes de crêtes papillaires laissées par le pied nu sur le sol, sur du verre : elles ont alors la même valeur probante et s'emploient de la même façon que les dessins digitaux. L'empreinte du pied nu peut fournir des données intéressantes, soit en ce qui concerne le sexe et l'âge (dimensions moindres chez la femme et l'enfant), soit en ce qui concerne les habitudes professionnelles et ethniques (déformation par le port habituel de chaussures); enfin la forme de l'empreinte permet de se faire une idée assez précise de l'allure de l'être humain qui l'a produite. A côté des empreintes humaines on peut relever les empreintes laissées par les fers des animaux domestiques; chacune de ces empreintes présente des caractères distinctifs (2).

Les traces de pieds chaussés sont plus fréquentes, et la manière dont elles sont produites varie à l'infini; selon qu'elles sont marquées dans la poussière, la neige, la terre molle, on en prend un moulage par des procédés divers (plâtre fin, paraffine); sur la terre dure on peut employer la photographie. A ce sujet il faut remarquer l'importance

(1) Voir Gross, *op. cit.*, t. II, chap. XIV, *De l'empreinte des pieds et des autres empreintes*, pp. 36 et suiv. ; Locard, *Laboratoires de police et instruction criminelle* ; Lacassagne, *op. cit.*, pp. 207 et suiv. ; Coutagne et Florence, *Les empreintes dans les expertises judiciaires*, *Archives d'anthropologie criminelles*, 1889, pp. 25 et suiv.

(2) Mandrin mettait à son cheval des *hipposandales* ferrées à l'envers, de sorte que les empreintes sur le sol étaient au rebours.

exceptionnelle et grandissante des traces laissées par les semelles en caoutchouc, et surtout par les talonnettes de même substance, dont l'emploi, dans certaines classes sociales, se répand de plus en plus : ces talonnettes, qui donnent des traces très nettes (sur les parquets et les vitres par exemple) présentent, après un certain usage, des déformations tout à fait caractéristiques de la personne qui les porte.

II. — L'identification du délinquant peut encore s'obtenir par les traces dentaires : dans des affaires d'agression ou de meurtre l'examen des morsures peut concourir à ce but, soit que le coupable ait été mordu, soit qu'il ait été au contraire blessé par les dents de la victime ; dans les affaires de vol, il arrive assez souvent que les malfaiteurs abandonnent des aliments où ils ont mordu. L'identification dans tous ces cas, si on soupçonne un individu est facile, car la dentition se présente avec des caractéristiques bien déterminées chez chaque individu qui en font un signe précieux d'identité (1). La dentition permet d'abord la détermination de l'âge apparent, surtout elle donne des indications particulièrement précises, soit par ses caractères anormaux qu'elle présente, soit par ses déformations physiologiques notamment l'usure masticatoire, amenée par exemple par l'usage de la pipe, ou du fume cigarettes, ou encore par l'absorption constante de pains durs ou de biscuits de soldats ; les dents présentent d'autre part toute une série de déformations professionnelles ; c'est ainsi que chez les pâtisseries, les plombiers, les

(1) Maurice Merciolle, *Applications de l'examen médico-légal de la dentition dans les questions d'identité*, thèse de Lyon, 1891.

ouvriers manipulant le mercure la chute des dents est très rapide. Des maladies et des affections générales (diabète, syphilis, morphinomanie par exemple) amènent aussi des déformations pathologiques de la dentition.

Enfin il arrive très fréquemment que la dentition soit modifiée par une série d'opérations médicales (aurification, plombage, etc...).

Tous ces éléments ont notamment une très grande importance pour l'identification des cadavres ; les particularités de la dentition sont alors révélées soit par des proches, soit encore par un dentiste.

Il faut ajouter qu'au témoignage des médecins et des physiologistes qui ont spécialement étudié cette question, les anomalies dentaires sont particulièrement fréquentes chez les criminels et les prostituées (1).

Les traces de vêtements peuvent également se trouver sous deux formes : ou bien de petits débris d'étoffe sont laissés par le délinquant, ou bien au contraire le contact de l'étoffe a produit dans la poussière des empreintes qui vont permettre de déterminer quelle sorte de vêtements portait le malfaiteur. De plus, l'examen des vêtements joue encore dans l'identification des cadavres. Enfin, il existe une méthode scientifique, qui permet, étant données

(1) Dumur, *Des dents, leur importance et leur signification dans les questions médico-légales*, thèse de Lyon, 1882. Il faut ajouter que les ongles et les cheveux peuvent aussi constituer des signes d'identité précieux ; d'autre part, les lésions produites par les ongles permettent souvent de déterminer les circonstances d'actes de l'infraction dans les affaires de coups et blessures et d'agressions, et d'arriver à la preuve de la matérialité du délit dans les affaires de mort par strangulation ou suffocation, ou d'attentats à la pudeur. Voir Lacassagne, *Précis*, pp. 173 et suiv.

les pièces d'habillement d'un sujet, de reconstituer les principales longueurs osseuses du signalement anthropométrique du porteur (1).

Nous ne ferons qu'indiquer ici les traces d'effraction : il s'agit là d'indices qui servent en effet pour établir la preuve de la matérialité du délit et qui peuvent en outre servir comme preuve d'identité et de culpabilité. Nous en réservons l'étude pour le chapitre consacré à la preuve indiciale de la matérialité des infractions aux règles de la législation pénale protectrices de la propriété (2).

Il ne saurait être question de limiter par une énumération, si complète soit-elle, le nombre des indices qui peuvent être employés pour résoudre le double problème de l'identité et de l'imputabilité. C'est le rôle d'un expert savant et consciencieux de ne rien laisser échapper qui puisse servir à ce double rôle : c'est ainsi que des expertises, qu'on peut considérer comme des modèles des résultats, auxquels peut aboutir l'expertise médico-légale, ont démontré l'emploi essentiel que l'on peut faire pour l'identification, des microbes et des parasites, que le coupable a laissés sur son passage.

III. — A côté des traces, les taches constituent des indices tout à fait remarquables. Au point de vue médico-légal la tache est selon la définition du Dr Lacassagne : toute modification de coloration, toute souillure, toute addition de matière étrangère, visible ou non à la surface

(1) Dr Georges Bertillon, *De la reconstitution du signalement anthropométrique au moyen des vêtements*.

(2) *Infra*, chap. XVII.

du corps, d'un instrument, d'une étoffe, etc..., déterminée par le dépôt d'un produit solide, mou, ou le plus souvent liquide, et dont la nature ou l'ancienneté peuvent servir à établir l'identité d'une personne, les relations ou l'intervention d'un objet quelconque dans une affaire criminelle (1). L'étude et l'emploi des taches constituent un des chapitres les plus essentiels de la médecine légale, qui ne saurait par suite être examiné ici : ces indices concourent tantôt à la preuve de l'identité, tantôt à la preuve de la matérialité de l'infraction. Examinées et interprétées par l'expertise médico-légale, les taches sont en tout cas des faits circonstanciels, qui ressortent du domaine de la preuve indiciale : or leur importance est considérable puisqu'elles constituent une preuve essentielle dans les affaires de mœurs et qu'elles interviennent très fréquemment aussi dans les affaires de meurtre et de coups et blessures (2).

(1) Lacassagne, article Taches du *Dictionnaire* Dechambre, et *Précis*, pp. 338 et suiv.

(2) Voir aussi *infra*, chap. XVI.

DEUXIÈME SECTION

Identification des criminels arrêtés et notamment des récidivistes par la preuve indicielle

CHAPITRE IX

Les divers procédés employés pour l'identification. — Caractères qu'ils doivent présenter.

I. Le problème de l'identification des criminels arrêtés et notamment des récidivistes, consiste essentiellement à découvrir et à recueillir des indices corporels, caractéristiques de l'identité. — Qualités que doivent présenter les indices adoptés pour l'identification. — II. La pérennité, ce qu'il faut entendre par là ; il s'agit toujours d'une pérennité relative. — III. La diversité chez chaque individu. — IV. La méthode d'identification doit s'appliquer à toutes les catégories de délinquants, notamment aux mineurs. — V. Les indices recueillis doivent se prêter à des classements et sous-classements commodes. — VI. La méthode doit être d'une compréhension assez facile et d'une technique assez élémentaire pour pouvoir être mise en œuvre par les agents ordinaires de la police judiciaire. — De plus, ces indices doivent être susceptibles d'une description précise, et pouvoir être recueillis par des instruments simples. — VII. Plan : 1° Etude des divers procédés d'identification ; 2° organisation légale ou administrative de l'identification des récidivistes en France et à l'étranger. — VIII. Divers classements possibles des indices d'identité ; classement scientifique,

classement pratique : 1° Les mensurations anthropométriques ; 2° les marques particulières ; 3° la dactyloscopie ; 4° la photographie signalétique et le portrait parlé ; méthodes accessoires et procédés de laboratoire inutilisables pratiquement.

I. — Nous avons indiqué déjà le second rôle réservé aujourd'hui à la preuve indiciale, dans la question d'identité : il s'agit d'un problème de police judiciaire, d'une question appelée à se répéter normalement à chaque instant et ne résultant plus, comme dans l'hypothèse précédente (découverte d'empreintes, de traces) d'un concours de circonstances resté jusqu'ici tout au moins, plutôt exceptionnel. (

C'est qu'en effet il arrive souvent que les individus arrêtés dissimulent leur nom et leur personnalité : il le font surtout quand ils sont récidivistes et quand, par suite, la détermination de leur véritable identité a pour résultat soit une aggravation de peine, soit même la relégation. Il importe donc à une bonne organisation répressive de déjouer immédiatement de pareilles ruses et de ne pas se laisser tromper sur la personnalité des délinquants arrêtés : pour cela, on va conserver de tout individu incarcéré une description caractérisant son identité ; lors d'une arrestation nouvelle, en cas de doute sur l'identité, il suffira de rechercher si l'on possède déjà un signalement de l'individu à identifier, pour savoir par là même s'il dissimule sa personnalité et s'il est récidiviste (1).

(1) Il est bien entendu que, dans toute cette partie de notre étude, nous entendons par identification des récidivistes l'identification des individus arrêtés, par référence au signalement relevé sur eux lors d'une première incarcération, que cette incarcération ait été ou non suivie de condamnation.

Il s'agit là du schéma théorique de l'opération, qui constitue bien une mise en œuvre de la preuve indiciale, puisque de la coïncidence entre le signalement recueilli, et le physique de l'individu arrêté on conclut à affirmer que la véritable identité est révélée par le signalement, et non par les déclarations contraires de l'intéressé (1).

Mais pratiquement la question est fort délicate : quels indices caractéristiques de l'identité recueillir à la première arrestation qui puissent plus tard, en cas d'infraction nouvelle, permettre par comparaison, une identification certaine ? Il est certain que chacun de nous a le sentiment d'avoir une personnalité physique tout à fait particulière, telle qu'il ne puisse exister d'autre être humain absolument semblable ; mais il sait aussi que les ressemblances apparentes sont fréquentes, enfin, il lui semble que tout son être physique subit des modifications constantes, qu'il est dans une perpétuelle évolution. N'y a-t-il pas pourtant des signes absolument caractéristiques de la personnalité physique de chaque individu, et tels qu'ils ne se modifient pour ainsi dire pas ? Si oui, on pourra parler de véritables indices d'identité.

Mais ce n'est pas tout ; ces indices doivent encore pour être utilisés présenter d'autres qualités ; ils doivent être tels qu'ils se prêtent à un classement facile, qu'ils puissent être recueillis sur tous les délinquants, et que leur récolement et leur conservation ne présentent pas des difficultés trop grande pour les agents de la police judiciaire. Il faut reprendre successivement ces données.

(1) La question de l'identification des récidivistes a été traitée de façon tout à fait complète dans l'ouvrage de Locard, *L'identification des récidivistes*, Paris, Maloine, 1909.

II. — Les indices d'identité adoptés pour identifier les récidivistes doivent présenter d'abord un certain caractère de stabilité.

Il faut entendre par là que ces signes ne puissent pas disparaître entièrement ou se modifier avec le temps ou les circonstances, de manière à compromettre l'identification. Or certaines caractéristiques d'identité peuvent se modifier, soit par le seul effet du temps (couleur des cheveux, variation des dimensions osseuses avant un certain âge), soit par l'intervention de l'identifié lui-même (teinture des cheveux, coupe nouvelle de barbe, surcharge d'un tatouage), soit enfin par la maladie. Mais il ne faut pas néanmoins exagérer, et l'on peut considérer certaines variations comme négligeables; c'est ainsi que les variations sensibles de la taille chez les adultes n'ont pas faussé le fonctionnement de l'identification anthropométrique.

III. — La deuxième condition qui doit faire adopter un signe d'identité, c'est qu'il soit susceptible d'un grand nombre de variétés et d'une grande diversité d'aspects, pour qu'il aide à distinguer les sujets de façon certaine; et à ce point de vue l'on ne saurait avoir de certitude au sujet de l'identité qu'en adoptant des signes d'identité, tels qu'ils ne puissent pratiquement, sinon théoriquement se rencontrer semblables chez deux individus.

IV. — Stabilité et variété ce sont là les deux conditions essentielles de la valeur réognitive des indices d'identité. Mais il faut encore qu'ils réunissent une série d'autres qualités.

Tout d'abord, le caractère choisi doit pouvoir être

recueilli sur toutes les catégories de délinquants. Il existe notamment certains signes de l'identité qui présentent, chez l'homme fait, un caractère remarquable de stabilité, alors que durant toute la jeunesse, ils sont au contraire susceptibles de grandes variations. De tels indices ne peuvent donc s'appliquer à l'identification des mineurs. Or les délinquants mineurs constituent, au point de vue de l'identification des récidivistes, la catégorie criminelle de beaucoup la plus intéressante. Le développement de la criminalité juvénile est un des phénomènes essentiels de la criminalité contemporaine, et parmi les professionnels du crime, les récidivistes notamment, il n'en est pour ainsi dire aucun dont la condamnation initiale ne remonte pas à la minorité. L'une des conditions nécessaires aujourd'hui d'un bon système d'identification des récidivistes c'est donc qu'il s'applique aux jeunes délinquants.

Il est aussi certains signes d'identité qu'on peut moins facilement noter chez les femmes et qui, pour cette raison, doivent être également éliminés.

V. — Mais le gros problème pratique qui se pose pour l'identification des récidivistes, c'est qu'on choisisse des signes d'identité tels qu'ils se prêtent à un classement commode et propre à un nombre de fiches signalétiques important. Il s'agit en effet, quand on détermine quels indices d'identité il faut retenir, de trouver une solide « base du catalogue d'identification judiciaire (1) ». Tout catalogue suppose évidemment un classement méthodi-

(1) Deastre, article cité, *Archives d'anthropologie criminelle*, t. XXII, 1907, pp. 842 et suiv.

que, qui permettent la recherche. Par exemple, il ne suffit pas de recueillir indéfiniment les photographies des malfaiteurs arrêtés ou condamnés, pour pouvoir par cela même reconnaître leur identité en cas de nouvelle arrestation ; on ne saurait en effet utiliser une collection de photographies qu'autant qu'on n'aura pas, pour retrouver la photographie de l'individu à identifier, à feuilleter une série de plusieurs milliers d'épreuves.

Non seulement les signes d'identité doivent pouvoir se classer, mais encore faut-il qu'ils se prêtent à une sériation mathématique, qui puisse se traduire en chiffres ; le classement devra en outre éviter le plus possible les cas-limites, c'est-à-dire ceux où l'on a à hésiter entre deux catégories.

Enfin le classement ne peut se faire que s'il porte sur un signe d'identité commun à toute une catégorie de criminels (femmes, mineurs, criminels adultes) ou mieux encore à tous les criminels : et cette considération suffit à empêcher un classement basé sur les marques particulières (tatouages, signes professionnels), indices pourtant précieux d'identité.

Le classement doit être prévu de façon à permettre une série de sous-classement éventuels. Il faut en effet considérer qu'on arrive vite à un nombre de fiches signalétiques très considérables.

VI. — Il existe enfin un double écueil que doit éviter pratiquement tout bon procédé d'identification : il ne faut pas qu'on ait à faire appel à des instruments trop compliqués et trop coûteux et la description des indices d'identité doit pouvoir être très précise ; il faut surtout, que la compréhension et l'application de la méthode n'exigent

pas des connaissances particulières et toute une éducation technique longue et compliquée : il est nécessaire en effet que les agents inférieurs de la police judiciaire (agents de la sûreté, gardiens de prison), pour lesquels on ne saurait exiger qu'une intelligence moyenne et une instruction élémentaire, soient facilement aptes à user des procédés d'identification des récidivistes.

VII. — Les diverses qualités que doit réunir toute méthode d'identification des récidivistes ainsi déterminées, la question doit être étudiée sous deux aspects très différents.

Dans une première partie, il faut étudier théoriquement les divers indices d'identité proposés, et montrer leurs avantages et leurs inconvénients respectifs.

Dans une seconde partie, on pourra alors examiner la mise en œuvre de ces principes théoriques, c'est-à-dire l'organisation légale et administrative (ou même purement empirique) de l'identification des récidivistes en France et à l'étranger. Nous verrons à ce propos que si notre pays et presque tous les pays d'Europe offrent encore le spectacle d'un régime fragmentaire, et parfois même anarchique, les pays jeunes de l'Amérique latine ont organisé par contre un système modèle d'identification des récidivistes, et qu'ils ont même, élargi singulièrement le problème : ils sont en effet parvenus à donner une solution complète aux questions d'identité, aussi bien au point de vue civil qu'au point de vue pénal, non seulement au sein de chaque État, mais même dans leurs relations internationales, par le moyen d'accords conclus entre les divers gouvernements.

VIII. — Quel ordre suivre dans l'étude des divers signes d'identité dont on peut se servir pour l'identification des récidivistes ?

Les indices d'identité peuvent se classer dans un ordre logique : tantôt en effet ce sont des signes physiologiques, tantôt des signes psychologiques, tantôt au contraire des signes pathologiques ou accidentels (1). Mais il vaut mieux énumérer pratiquement les procédés ordinairement employés et les étudier dans l'ordre suivant : 1° mensurations anthropométriques ; 2° marques particulières ; 3° dactyloscopie ; 4° photographie signalétique et portrait parlé ; nous joindrons à ce dernier chapitre l'étude de procédés d'identification moins importants, qui, ou bien sont utiles comme moyens accessoires de classement ou de sous-classement des autres indices d'identité, ou bien constituent de simples méthodes de laboratoire parfois fort intéressantes au point de vue scientifique, mais absolument inapplicables dans la pratique judiciaire.

(1) Voir Lacassagne, *op. cit.*, pp. 162 et suiv.

CHAPITRE X

Les mensurations anthropométriques

I. Principes, mensurations adoptées. — II. Le classement des fiches ; système bertillonien du classement tripartiste. — III. Rôle et portée des mensurations anthropométriques, diverses hypothèses dans le fonctionnement du système. — IV. Valeur du système comme méthode d'identification des récidivistes. Inconvénients pratiques : non applicabilité aux mineurs ; difficultés du classement. — V. Conclusion : Un tel système a eu le grand mérite d'être le premier à résoudre l'identification des criminels adultes. — Son abandon actuel.

I. — L'emploi systématique des mensurations osseuses dans le but d'établir l'identité constitue la science relativement récente qu'on appelle l'anthropométrie. Cette science est l'œuvre personnelle de M. A. Bertillon.

L'anthropométrie repose sur trois principes (1) :

1° Fixité à peu près absolue de l'ossature humaine à partir de la vingtième année.

2° Diversité extrême des dimensions du squelette humain comparées d'un sujet à un autre.

3° Facilité et précision relative avec lesquelles certaines

(1) Bertillon, *Identification anthropométrique. Instructions signalétiques*, Melun, 1893 ; Locard, *op. cit.*, pp. 147 et suiv.

dimensions du squelette sont susceptibles d'être mesurées sur le vivant au moyen de compas de construction très simple.

Ces principes posés, il fallait résoudre un double problème : trouver les mensurations prêtant le moins à l'erreur, et présentant à la fois le plus de facilité à évaluer, et le maximum de valeur signalétique ; trouver, d'autre part, une méthode de classement des fiches signalétiques telle, qu'une fiche établie sur un individu, on puisse immédiatement déterminer s'il existe déjà une fiche semblable dans les collections.

Quant aux mensurations adoptées, elles sont au nombre de 11 :

1° Sur l'ensemble du corps :

Taille (hauteur de l'homme debout).

Envergure des bras.

Buste (hauteur de l'homme assis).

2° Sur la tête :

Longueur de la tête.

Largeur de la tête.

Longueur de l'oreille droite.

Diamètre bizygomatique (primitivement largeur de l'oreille droite).

3° Sur les membres :

Longueur du pied gauche.

Longueur du médius gauche.

Longueur de l'auriculaire gauche.

Longueur de la coudée gauche.

Les mensurations adoptées peuvent être obtenues avec un minimum d'erreur : néanmoins on ne saurait prétendre à une exactitude rigoureuse ; aussi M. Bertillon a-t-il

pris soin d'établir des tables de tolérance, où il indique les chiffres que l'approximation peut atteindre. Cela était d'autant plus nécessaire qu'en fait il n'est jamais possible d'obtenir, sur le même sujet, dans deux mensurations différentes, des chiffres millimétriques de taille, de buste et de largeur d'oreille absolument identiques (1).

II. — Les mensurations les plus utiles et les plus faciles déterminées, restait à classer commodément toute la collection des fiches indiquant pour chaque individu les mensurations opérées. M. Bertillon, fidèle à une méthode qu'il emploie constamment et que nous retrouverons par ailleurs pour d'autres procédés d'identification, a adopté une classification tripartite, dont on ne peut ici que donner les grandes lignes : la masse des fiches est classée en trois groupes suivant les longueurs de tête (grandes, moyennes, petites) ; viennent ensuite dans chaque groupe, trois sous-groupes déterminés par la largeur de la tête ; chaque sous-groupe se répartit ensuite en trois classes selon la longueur du médius, chaque classe de médius, se divisant à son tour en trois catégories, suivant les longueurs d'auriculaire. La base de ce système c'est de déterminer d'abord les premières répartitions sur les mesures les plus fixes pour n'arriver qu'en fin de compte aux plus approximatives. Si l'on s'en réfère aux explications qui viennent d'être données, chaque division tripartite étant répétée quatre fois, on arrivera à classer toutes les fiches dans un nombre de tiroirs assez restreint, soit $3 \times 3 \times 3 \times 3 = 81$ tiroirs.

(1) Le tableau des tolérances est donné dans Locard, *op. cit.*, p. 150.

III. — Ces notions essentielles sur les mensurations, et sur la classification des fiches, indiquées, il faut examiner quel est le rôle du signalement anthropométrique, dans l'établissement de l'identité, quelle est la valeur récongnitive de ce système, et quels en sont aussi les inconvénients.

Le fonctionnement du signalement anthropométrique a pour utilité essentielle de résoudre le problème d'identité, qui se pose lorsqu'un individu arrêté dissimule son identité; mais la question peut se poser dans des termes différents qui influent sur la valeur récongnitive de la méthode.

La découverte du signalement peut être en effet amenée par une enquête judiciaire. Un individu est arrêté: il dissimule son identité; néanmoins par suite de circonstances établies par l'instruction, on retrouve un dossier ancien, contenant un signalement anthropométrique. On prend sur l'inculpé les mesures prescrites, qui se trouvent coïncider (de façon absolue ou relative dans la limite des tolérances signalées) avec les mensurations du signalement découvert. De cette circonstance, fait établi, la coïncidence entre les deux signalements, on va conclure au fait inconnu, l'identité entre l'inculpé et le sujet décrit sur la fiche, et par conséquent on va connaître la véritable personnalité de l'inculpé, ou du moins celle, sous laquelle il a été poursuivi une première fois déjà par la justice. Dans de pareilles conditions, la preuve par indices, telle qu'elle a fonctionné fournit une certitude à vrai dire complète (1). Il s'agit en effet de comparer seulement deux signalements déterminés; pour que la preuve puisse être faussée, c'est-à-dire pour qu'en fait les deux signalements semblables appartiennent à deux individus différents, il

faudrait admettre un concours de circonstances invraisemblables ; l'individu mesuré sur la première fiche serait allé fouiller dans le répertoire central des fiches signalétiques, et il y aurait découvert un autre individu, ayant les mêmes mesures que lui, dont il aurait substitué, dans son dossier, la fiche à la sienne propre.

En réalité, la découverte du signalement la plupart du temps sera amenée par une recherche spontanée dans la collection des fiches. Un individu arrêté refuse de faire connaître son état civil ou bien encore il dissimule sa véritable personnalité. On va prendre sur lui les mensurations anthropométriques, et une recherche dans les armoires à fiches, va amener la découverte d'une fiche, ayant, dans la limite des tolérances permises, les mêmes mesures. De cette circonstance que les deux fiches coïncident, va-t-on pouvoir légitimement conclure à la véritable identité de l'inculpé, et de plus, dans la majorité des cas, tout au moins, à sa qualité de récidiviste, l'existence d'une fiche signalétique pouvant s'appliquer à un individu simplement incarcéré sans que condamnation s'en soit suivie ? Il est certain qu'ici la comparaison ne porte pas précisément sur deux fiches isolées : il peut se trouver dans la collection des fiches semblables ; théoriquement d'abord, les combinaisons possibles de chiffres étant en nombre limité, il arrivera forcément que dans un très

(1) Locard emploie la formule suivante : « Dans ces conditions, la preuve fournie peut être considérée comme présomption » pour indiquer le caractère complet et absolu de la preuve (Locard, *op. cit.*, p. 152). On peut rapprocher ces expressions, destinées à graduer la force probante du procédé, des termes employés par les experts pour la preuve dactyloscopique : *Supra*, chap. VII.

grand nombre de fiches il s'en trouvera quelques-unes de semblables ; d'ailleurs l'existence des tolérances vient ajouter un nouvel élément perturbateur ; le danger se présentera en effet pour les individus à dimensions moyennes qui sont d'ailleurs les plus nombreux : encore ne faut-il pas exagérer sur ce point le danger : M. Bertillon a prouvé expérimentalement que sur une collection de 90.000 fiches, il n'y avait pas, en prenant l'hypothèse la moins favorable, celle de mensurations toutes moyennes, deux fiches ayant tout leur relevé anthropométrique semblable, soit de façon absolue, soit du moins dans la limite des tolérances prévues par lui comme ne pouvant pas vicier les résultats de l'anthropométrie et qu'il indique dans la colonne A de son tableau des tolérances (1). Néanmoins cette expérience n'a été faite que sur une collection de fiches assez pauvre, et les chances d'erreur se multiplient avec le nombre de fiches.

IV. — Ces constatations et ces dernières réserves vont permettre de déterminer avec précision le rôle de cette application de la preuve par indices, les mensurations anthropométriques, au problème de l'identification.

Signalons d'abord que la méthode anthropométrique ne peut résoudre qu'un seul des aspects de la question d'identité dans le procès pénal ; elle permet de résoudre cette opération de police judiciaire qui consiste à identifier un individu arrêté : par contre la méthode anthropométrique ne peut en rien servir à résoudre la question de la découverte même des criminels ; ceux-ci ne laissant

(1) Voir Locard, *op. cit.*, p. 150.

évidemment pas comme trace de leurs méfaits leur signallement anthropométrique; elle ne peut non plus servir comme méthode de recherche des coupables connus, mais en liberté; pour la filature et l'arrestation on ne voit guère en effet que la taille qui puisse être utilisable; encore faudrait-il que l'agent puisse l'apprécier à distance et sans instruments.

Quelle est donc la valeur des mensurations anthropométriques, envisagées comme procédé d'identification des récidivistes? Il suffit de reprendre les conditions indiquées comme nécessaires à toute bonne méthode d'identification, et d'examiner si le système de Bertillon remplit ces conditions.

Les indices caractéristiques d'identité adoptés par la méthode anthropométrique comportent bien le premier élément de stabilité, mais sous deux réserves. En premier lieu en effet, la fixité de l'ossature humaine à partir de la vingtième année n'est pas rigoureusement absolue et la taille notamment, est, chez les adultes, susceptible de variations relativement considérables. Bertillon a évidemment tenu compte de cet élément perturbateur et son tableau de tolérances a cet unique objet. Mais il faut néanmoins considérer que le classement se trouve compliqué par la fréquence des cas limites, fréquence nécessairement aggravée par l'existence des tolérances (1), et qu'aussi la possibilité de variations exige une rigueur particulière des mensurations, qu'il ne sera peut-être pas toujours facile d'exiger chez les agents des services d'identification.

Les mensurations surtout n'offrent ce résultat de stabi-

(1) Voir d'ailleurs *supra*, même chap., nos 1 et 2.

lité relative qu'à partir d'un certain âge seulement. L'anthropométrie est donc inapplicable aux mineurs ; et nous avons indiqué pour quelles raisons ce défaut doit faire aujourd'hui rejeter dès l'abord toute méthode d'identification qui en est entachée. Il faut encore ajouter que l'anthropométrie peut difficilement s'appliquer aux femmes, les cheveux gênant la mensuration du diamètre crânien.

En ce qui concerne la variabilité des mensurations chez chaque sujet, il semble bien qu'en pratique, il ne soit guère à craindre qu'on rencontre des fiches semblables chez deux individus. Mais, avec les tolérances, il n'en est pas moins vrai que souvent des fiches présentent les mêmes chiffres pour les dimensions, sur lesquelles justement se base le classement ; de là complication dans les recherches et perte de temps.

Au point de vue de l'organisation pratique, on a reproché, dans certains pays pauvres, à l'anthropométrie d'être une méthode coûteuse ; les appareils de mensuration sont nombreux et coûteux, il faut de plus pour le fonctionnement de la méthode des locaux relativement considérables.

Par contre, la méthode anthropométrique présente pratiquement ce grand avantage d'être en somme assez facile à apprendre ; des agents d'intelligence moyenne, parviennent en peu de temps à en user correctement. Encore est-il nécessaire d'exiger des agents une attention extrême dans la façon dont ils opèrent les mensurations (1).

(1) On a vu des gardiens de prison ne pas savoir lire correctement la réglette graduée servant aux mensurations, et fausser ainsi par une erreur de plusieurs centimètres, sur chaque fiche, des séries entières.

V. — En résumé l'anthropométrie apparaît aujourd'hui comme un système d'identification des récidivistes manifestement insuffisant, puisqu'il ne s'applique pas aux mineurs. Néanmoins il a eu ce mérite de permettre la première organisation méthodique d'identification des récidivistes, et dans son application aux criminels adultes on a pu lui rendre ce témoignage, que « la méthode, jusqu'ici, en France tout au moins, ne s'est jamais trouvée en défaut (1) ».

La méthode est aujourd'hui de plus en plus abandonnée ; partout où elle est encore employée, elle ne l'est qu'en concurrence avec d'autres procédés, mais ce sont là des questions sur lesquelles nous reviendrons dans le chapitre consacré à l'organisation pratique de l'identification.

(1) Locard, *op. cit.*, p. 155.

CHAPITRE XI

Les marques particulières

I. Définition ; indication de quelques déformations moins importantes utiles à l'identification. — II. Les cicatrices ; les conditions de leur valeur identificatrice. — III. Les tatouages ; l'indélébilité du tatouage ; renseignements fournis par le tatouage sur la race, la profession, la criminalité. — Valeur de cette marque particulière. — IV. Les signes professionnels ; définition, valeur identificatrice ; renseignements fournis. — V. Inconvénient commun à toutes les marques particulières : elle ne peuvent servir de base à un catalogue d'identification pour un double motif : elles ne s'appliquent qu'à certains criminels ; elle ne peuvent se prêter à un classement.

I. — Sous le nom de marques particulières, on désigne des signes pathologiques ou accidentels dont on se sert comme indices d'identité.

Si, comme l'a établi la science moderne, il n'existe pas deux êtres humains dont les traits du visage et les dimensions osseuses soient identiques, la différence s'accroît encore si l'on tient compte d'une quantité considérable de marques spéciales qui donnent à chacun une physionomie propre. Ces signes sont pour ainsi dire innombrables, et l'on ne peut songer, pour affirmer l'identité d'un sujet, à tous les utiliser : par suite, le choix doit porter sur ceux de ces signes qui présentent le double caractère, constitutif de

tout bon indice d'identité, la pérennité et la variété (variété d'aspects, variété de localisations). A ce point de vue, ce sont les cicatrices, les tatouages et les signes professionnels qui constituent les marques particulières les plus précieuses pour la solution des questions d'identité. Il est toutefois d'autres anomalies qui doivent être au moins signalées, à cause de leur valeur identificatrice.

Il existe notamment toute une série de déformations, qui atteignent soit les dents, soit les ongles ; ces organes sont souvent altérés par l'exercice de certaines professions, ou encore certaines habitudes (absorption de certains aliments, abus de l'usage de fumer) (1).

Les lésions pathologiques ne peuvent constituer des marques particulières d'identité qu'à condition de présenter un caractère suffisamment durable et de ne pas exiger pour leur notation des connaissances spéciales. On tiendra compte pour l'établissement de l'identité des nævi, des kystes, verrues, loupes, des hernies, de la gibbosité, des boïteries, de l'albinisme ; il importe d'ailleurs de relever surtout les lésions atteignant une région du corps habituellement découverte, car les marques particulières de ces régions peuvent jouer un grand rôle non plus dans l'identification après arrestation, mais dans la recherche et la filature des criminels.

(1) Les ongles et les dents ont une grande importance en médecine légale, notamment pour la solution des questions d'identité (surtout pour les cadavres). On trouvera des détails à ce sujet dans Lacasagne, *op. cit.*, pp. 199 et suiv. ; Locard, *op. cit.*, pp. 118 à 123, et Dumur, *Des dents, leur importance et leur signification dans les questions médico-légales*, thèse de Lyon, 1882. Voir d'ailleurs *supra*, chap. VIII.

Quant aux déformations proprement tératologiques, elles ne constituent qu'un élément signalétique de médiocre importance par suite même de leur rareté; mais la présence constatée d'une pareille anomalie chez un individu est évidemment essentielle, car elle rend bien difficile la méconnaissance de l'identité.

II. — *Les cicatrices.* — Les cicatrices ne sauraient avoir de valeur identificatrice que si elles sont indélébiles; on ne devra tenir compte en aucun cas des cicatrices qui sont appelées à disparaître: pour comprendre la portée d'une pareille observation il faut remarquer qu'« on « entend par cicatrisation, tantôt et à tort, la *restitutio in* « *integrum* des tissus, sans qu'il reste de trace de la « lésion traumatique ou inflammatoire, tantôt la forma- « tion à la suite de certains désordres d'un tissu scléreux « spécial, rétractile, blanchâtre, obstruteur de vaisseaux, « et généralement insensible. Les cicatrices du second « genre, c'est-à-dire persistantes et visibles sont seules « prises en considération au point de vue signaléti- « que (1) ».

Les cicatrices d'ailleurs ne présentent pas seulement un intérêt signalétique; elles sont souvent l'objet de nombreuses questions posées au médecin-expert notamment en ce qui concerne leur origine: c'est le cas notamment des cicatrices d'origine traumatique, lorsqu'il s'agit de cicatrices dues à une tentative criminelle, c'est-à-dire de plaies de défense (2).

(1) Locard, *op. cit.*, p. 109.

(2) Vialette, *Les cicatrices au point de vue médico-légal*, Lyon, 1886.

Les cicatrices sont plus ou moins apparentes suivant leur date, et varient également de couleur suivant leur cause.

Au point de vue de l'identification les cicatrices les plus intéressantes sont tout d'abord les cicatrices de brûlures : il n'est en effet pas un corps humain qui n'ait subi, au moins une fois une brûlure : mais il n'y aura lieu de ne retenir que les brûlures laissant une cicatrice indélébile (ce sont celles qui ont atteint le derme). Les cicatrices inflammatoires nées d'une lésion suppurative sont très précieuses pour l'identification, notamment celles qui résultent de la syphilis, de la variole et de la vaccine. Quant aux cicatrices opératoires, elles ont lorsqu'il s'agit d'opérations de grande chirurgie, la valeur de marques rares, assurant pleinement l'identification dans les quelques cas où on les rencontre.

Une observation générale à faire aussi bien pour les déformations pathologiques que pour les cicatrices, c'est que dans la notation de ces marques, le départ doit être fait entre le rôle de l'agent identificateur et du médecin-expert, celui-ci seul compétent pour en établir l'origine et la cause. Au point de vue de la personnalité même de l'individu examiné, l'expert pourra par exemple déterminer à la seule inspection de certaines cicatrices opératoires à quelle école chirurgicale appartenait l'opérateur. On conçoit l'intérêt que peuvent en certains cas présenter de pareilles observations, mais en général l'on peut dire que seule la notation des cicatrices courantes (furoncle, acné, vaccin, variole, brûlure, panaris) est utile ; il est vrai qu'elle constitue, avec le tatouage, l'élément fondamental de la fiche signalétique actuelle.

III. — *Les tatouages.* — Le tatouage considéré aujourd'hui comme un signe tout à fait caractéristique de l'identité a précisément joué ce même rôle dans les sociétés primitives ; marque d'identité à caractère soit ethnique, servant chez les Peaux-Rouges, les Polynésiens et les Sémites, aux membres d'un même clan pour se reconnaître entre eux, soit religieuse et politique, indiquant l'affiliation à des sectes politiques ou à une confession religieuse (1), le tatouage, encore que son nom même soit relativement moderne (ce serait probablement un mot polynésien rapporté par Cook et déformé par l'orthographe anglaise) joue depuis longtemps déjà le rôle de signe d'identité judiciaire. Un signalement grec d'esclave fugitif (2) indique comme marque particulière la présence de caractères barbares tatoués sur le poignet droit. Beaumarchais dans le *Mariage de Figaro*, nous fait assister à la découverte de l'identité réelle de son héros par le moyen d'un tatouage (3), et l'affaire d'identité qui eût au XIX^e siècle le privilège de passionner au plus haut point

(1) Lacassagne, *La signification des tatouages chez les peuples primitifs*, Paris, 1912.

(2) Ce signalement, dont l'original a été exposé par la police de Hambourg à l'exposition de Dresde en 1903, est traduit dans Locard, *op. cit.*, p. 50.

(3) *Le Mariage de Figaro*, acte III, scène XVI : « FIGARO : Monseigneur, quand les langes à dentelles, tapis brodés et bijoux d'or trouvés sur moi par les brigands n'indiqueraient pas ma haute naissance, la précaution qu'on avait prise de me faire des marques distinctives témoignerait assez combien j'étais un fils précieux ; et cet hiéroglyphe à mon bras... — MARCELINE : Une spatule à ton bras droit ? — FIGARO : D'où savez-vous que je dois l'avoir ? — MARCELINE : Dieux ! C'est lui ! »

l'opinion, l'affaire Tichborne (1) roule essentiellement sur une erreur d'identification amené par l'existence chez un imposteur d'un tatouage effectué pour la cause. Néanmoins ce n'est guère qu'à la fin du XIX^e siècle qu'on a systématisé l'emploi de cet indice d'identité notamment dans le but pratique d'aider à l'identification des récidivistes (2).

On entend par tatouage l'opération qui consiste à introduire sous l'épiderme des matières colorantes à l'effet de produire une coloration ou des dessins apparents de longue durée quoique non absolument indélébiles.

L'étude du tatouage au point de vue de l'identité comporte essentiellement la détermination des tatouages à caractère assez persistant pour constituer des indices pour ainsi dire perpétuels, et aussi l'indication des divers renseignements relatifs à l'identité fournis par le tatouage.

Les tatouages ne peuvent être, de même que tous les autres signes physiologiques examinés jusqu'ici, de véritables marques identificatrices que s'ils présentent un caractère de pérennité. Il faut affirmer immédiatement que la pérennité du tatouage ne peut jamais être considérée comme absolue. Le tatouage peut en effet disparaître par quatre procédés. L'*effacement spontané* (3) se pro-

(1) Voir, sur l'affaire Tichborne, Locard, *op. cit.*, pp. 7 et suiv., et Durand, *op. cit.*, p. 155 et suiv., ainsi que le *Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse*, à l'article Tichborne.

(2) On sait que la démonstration de la valeur du tatouage comme signe d'identité est l'œuvre du professeur Lacassagne qui a traité complètement la question dans deux ouvrages : *Les tatouages, étude anthropologique et médico-légale*, Paris, 1881, et l'article Tatouage du *Dictionnaire Dechambre*, 1886.

(3) Voir des statistiques dans Locard, *op. cit.*, pp. 105 et 106.

duit surtout lorsque le tatouage a été effectué à l'aide d'une seule couleur, particulièrement le vermillon : l'encre de Chine au contraire qui est le plus généralement employée peut pâlir mais ne s'efface presque jamais. Le tatouage peut aussi disparaître par *excision* (cautérisation au fer rouge) : mais cette opération a seulement pour résultat de substituer au tatouage un autre signe d'identité, pareillement indélébile, une cicatrice. Il arrive souvent, dans le milieu des professionnels du crime, qu'on fasse disparaître les tatouages par *surcharge* ; on recouvre l'image ancienne par un dessin nouveau, ou une masse opaque de couleur ; évidemment la valeur signalétique de la marque particulière persiste, mais une telle opération complique la besogne d'identification. Il existe enfin un procédé scientifique de destruction du tatouage ; c'est le *détatouage*, qui consiste à repiquer le dessin pour introduire dans chaque piqûre du tatouage une substance destructive de la première, mais, outre que ce procédé d'après les spécialistes n'agirait de façon complète, qu'appliqué à des tatouages très superficiels, il s'agit là d'un procédé scientifique, qui n'est évidemment pas d'un emploi courant dans le milieu des tatoués.

En résumé le tatouage présente un caractère de pérennité tout à fait accentué ; l'effacement spontané complet est en effet tout à fait rare ; quant aux procédés d'ablation volontaire, ils donnent qu'un résultat contraire à leur but, puisqu'au tatouage disparu se substitue une autre marque identificatrice aussi indélébile.

Le tatouage fournit des renseignements plus ou moins sûrs sur la race, la profession et même la criminalité du tatoué.

Les indications fournies par le tatouage ont évidemment surtout de la valeur en ce qui concerne les races primitives et exotiques, dans lesquelles le tatouage indique le clan ou la tribu. Mais le policier pratiquant de façon constante l'identification par le tatouage peut arriver à trouver dans la seule inspection du tatouage, des renseignements précieux sur le milieu criminel, d'où sort le tatoué : il existe en effet des tatouages propres à chaque maison centrale, aux compagnies de discipline, comme à chacune des colonies pénitenciaires (1).

Les tatouages donnent aussi des indications précises pour la profession ; il est resté en effet dans l'usage des ouvriers d'une série de professions manuelles, de désigner en quelque sorte leurs professions par des tatouages emblématiques, qui sont d'ailleurs en d'étroits rapports avec les enseignes et les sceaux des anciennes corporations. Ces indications professionnelles sont extrêmement variées, et présentent ce caractère précieux pour l'identification de se retrouver pour chaque profession à peu près conformes dans tous les Etats européens (2).

Les tatouages peuvent aussi fournir dans une certaine mesure des indications sur la criminalité même du tatoué (3). Mais la question est fort délicate. Voici les points certains : d'une part, quelques criminels portent tatouées des inscriptions très nettes qui ne laissent aucun doute sur leur criminalité (« le bagne m'attend », par

(1) Mais il peut intervenir à ce point de vue une série de circonstances perturbatrices. Voir Locard, *op. cit.*, p. 100.

(2) Il a paru sur le tatouage envisagé à ce point de vue une série d'articles dans les *Archives d'anthropologie criminelle*.

(3) Exemples cités dans Locard, *op. cit.*, p. 101.

exemple); d'autre part, les souteneurs ont en général des tatouages particuliers, généralement obscènes; de plus les prostituées sont la seule catégorie de femmes portant habituellement des tatouages. Enfin, les associations de criminels se servent des tatouages pour permettre à leurs affiliés de se reconnaître entre eux. Mais aller plus loin et généraliser serait purement arbitraire, et l'on ne saurait voir avec Lombroso et l'école italienne, dans le tatouage un indice caractéristique de criminalité. Il est plus exact de constater avec un praticien, avec Hans Gross (1), que c'est surtout chez les natures énergiques et frustes, par une sorte de gloriole, qu'on rencontre des tatouages: cette explication fait comprendre pourquoi l'usage du tatouage professionnel se maintient parmi les ouvriers attachés à des professions manuelles actives et pénibles; et pourquoi par contre on ne rencontre presque jamais de tatouage chez certains criminels, tels que les voleurs, les tricheurs et les escrocs. On s'explique également par là cette coïncidence de l'habitude du tatouage chez le sauvage, et chez certains civilisés; le tatouage en fin de compte étant non pas tant un indice de criminalité, que la marque des primitifs (criminels ou non) égarés dans les sociétés civilisées (2).

Le tatouage peut dans des cas exceptionnels établir l'identité même du tatoué, son état civil. L'on rencontre en effet des criminels portant tatouée soit la date de leurs

(1) Hans Gross, *op. cit.*, t. I^{er}, pp. 194 et 195.

(2) Consulter à ce point de vue un article de Locard : Criminalité et tatouage, *Archives*, t. XXIV, 1909, p. 392. Cette réponse à un article du Dr Léale, en précisant la position du Dr Lacassagne, sur la question et sa divergence avec Lombroso, marque nettement les indications qu'on peut attendre du tatouage sur la criminalité.

condamnations (1), soit la date de leur naissance. Des initiales ou des noms de femmes peuvent aussi mettre sur la voie de l'identification (2).

Le tatouage a une valeur essentielle comme marque signalétique, pour l'identification des récidivistes, il peut assez rarement servir à la filature des criminels : habituellement il occupe en effet des régions corporelles cachées par les vêtements. Sa variété de dessins et de localisations en fait le prototype des marques particulières : il n'en reste pas moins ce grave inconvénient sur lequel nous aurons à revenir et qu'il partage d'ailleurs avec les cicatrices et les signes professionnels, de ne pouvoir servir à un classement des fiches signalétiques.

IV. — *Les signes professionnels.* — On entend par là les déformations et les modifications que produisent sur certains organes, les attitudes professionnelles (certains mouvements, maniement des outils, contact avec certaines substances), lorsqu'on les considère comme des signes d'identité.

La bibliographie des signes professionnels est extrêmement abondante ; d'ailleurs l'étude de cette sorte de marques particulières est trop vaste, pour qu'il soit possible de donner ici d'autres indications que celles qui sont stric-

(1) Niceforo, dans son livre sur *La police et l'enquête judiciaire scientifiques*, rapporte, p. 281, l'exemple d'un tatouage formé de figures et d'inscriptions qui résumait en hiéroglyphes tout le casier judiciaire d'un criminel.

(2) Gross a relevé une série de ces tatouages biographiques de criminels : *Die Gannerzinken der Freistädter Handschrift* in *Arch. f. Kriminal. Anthropologie*, II, 1899.

tement nécessaires à la résolution des questions d'identité dans le procès pénal.

Les déformations professionnelles considérées quant aux organes qu'elles touchent, affectent surtout la main et les ongles, les pieds, les dents, les bras et les jambes. Ces signes sont plus ou moins précieux selon qu'ils sont plus ou moins visibles et plus ou moins permanents; il existe en effet des signes certains et constants, des signes certains, mais inconstants et enfin des signes incertains.

De par sa définition même, le signe professionnel va fournir des renseignements importants sur la profession et le milieu auquel appartient l'individu examiné. Nous avons noté déjà, à propos des empreintes digitales, que le travail manuel en général avait pour effet de constituer un signe professionnel, consistant dans l'épaississement de l'épiderme des extrémités digitales, amenant un demi effacement des empreintes; comme la déformation professionnelle porte le plus généralement sur la main, on peut généraliser l'observation que nous aurions faite à ce sujet, en constatant qu'on pourra reconnaître facilement les professionnels de certaines formes redoutables du vol et de l'escroquerie (notamment, les tricheurs aux cartes, dont les mains, instruments de travail, sont particulièrement soignées) à l'absence de toute marque particulière portant sur cet organe.

Pour faciliter pratiquement l'identification par les signes professionnels, une série de tableaux ont été dressés par M. Bertillon qui représentent les différentes déformations professionnelles les plus courantes (1).

(1) L'ouvrage cité de Niceforo contient toute une série d'intéressantes photographies des diverses déformations professionnelles.

V. — Les marques particulières présentent des caractères, des avantages et surtout un défaut communs, qu'il importe de résumer et de préciser maintenant.

Les marques particulières inutilisables en général pour la filature et l'arrestation des criminels constituent non seulement de précieux signes d'identité, mais elles fournissent encore nombre de renseignements sur la race, la profession, la criminalité et la vie même de l'individu qui les porte ; parfois même tout le procès pénal, notamment lorsqu'il s'agit de cicatrices et de tatouages, roule sur elles, les questions d'imputabilité et de culpabilité se liant alors à la question d'identité ; mais dans tous les cas on ne saurait résoudre par le seul emploi des marques particulières le problème de l'identification des récidivistes.

Si les marques particulières présentent, en effet, au plus haut degré, les deux caractères de pérennité et de variété, elles manquent par contre aux deux autres conditions nécessaires pour un système solide d'identification des récidivistes : elles ne se rencontrent pas chez tous les délinquants et elles ne peuvent pas servir de base à un classement des fiches signalétiques.

Quant au premier point, il est d'évidence : la valeur signalétique des marques particulières résulte justement de ce qu'elles constituent un accident : et d'ailleurs la principale d'entre elles, le tatouage, n'existe presque jamais chez la femme.

Surtout les marques particulières ne se prêtent pas à un classement. L'on ne saurait guère arriver à un classement systématique de ces signes, classement pouvant être traduit par des chiffres : les divisions dont on se sert pra-

tiquement pour l'étude des tatouages, des cicatrices ou des signes professionnels sont en effet de simples classifications empiriques et commodes. Quand bien même on arriverait à résoudre cette première difficulté, il suffirait d'un tatouage nouveau ou surchargé d'une nouvelle cicatrice pour tout brouiller et rendre impossible toute recherche dans un système reposant sur la répartition ou la nature de marques particulières.

Par contre, en ce qui concerne l'identification proprement dite, la marque particulière la plus petite a une importance extraordinaire et c'est le seul élément qui permette, avec l'empreinte digitale, de résoudre en pleine sécurité l'opération même de l'identification.

CHAPITRE XII

La Dactyloscopie

I. Les difficultés de la dactyloscopie comme méthode d'identification des récidivistes. — II. Le problème du classement et des sous-classements. — III. Choix des méthodes : considérations qui doivent guider ce choix. — IV. Les procédés de sous-classements. — V. Situation anarchique de l'identification dactyloscopique : Emploi des empreintes sans classement. — VI. Procédés employés pour recueillir les empreintes.

I. — Les explications précédemment données ont montré que les empreintes digitales devaient constituer un signe d'identité particulièrement propre à servir de base à un catalogue d'identification des criminels arrêtés et notamment des récidivistes (1).

Les dessins digitaux sont en effet extrêmement variés, pratiquement immuables, et se rencontrent chez tous les criminels. Nous avons indiqué aussi qu'ils se prêtaient facilement à des classifications. C'est précisément ce point de vue de la classification des empreintes digitales qu'il faut examiner, pour compléter les renseignements donnés au chapitre VII : c'est d'ailleurs à ce sujet que se présentent toutes les difficultés de la dactyloscopie,

(1) Chap. VII.

employée comme méthode d'identification des récidivistes.

Les difficultés d'établissement d'une classification rationnelle et pratique des empreintes résultent de diverses causes, que nous avons indiquées déjà, mais sans y insister, dans le chapitre VII.

D'une part le péril vient de la multiplicité des classements proposés : les ouvrages techniques en font foi (1) ; et chaque année vient ici apporter son contingent de recherches et de systèmes nouveaux : il existe actuellement plus de dix procédés de classements distincts, complets, qui ont tous leurs qualités non seulement encore théoriques, mais pratiques, comme le montre l'application qu'on en fait dans tel ou tel pays ; or il faut de toute nécessité, s'efforcer d'internationaliser l'identification des récidivistes : ce but semble ne devoir être atteint que par la généralisation de la dactyloscopie, méthode d'identification simple et applicable à tous les délinquants, nécessaire d'ailleurs pour permettre d'un autre côté l'utilisation des traces digitales à la découverte des criminels ; il faut alors, lorsqu'on examine les raisons d'adopter tel ou tel classement dactyloscopique, tenir compte de sa diffusion plus ou moins grande dans les divers pays qui emploient l'identification dactyloscopique.

II. — La seconde difficulté provient non plus du classement proprement dit, mais du sous-classement des dessins digitaux. Du moment en effet qu'un système d'iden-

(1) L'ouvrage de Locard (1909), contient l'examen détaillé de dix méthodes.

tification des récidivistes fonctionne normalement, on arrive rapidement à avoir un très grand nombre de fiches, et le classement primitif ne servirait à rien, s'il se bornait à une élimination telle, qu'il faille effectuer les recherches dans une masse de fiches considérable; le danger est particulièrement grave lorsque le classement adopté a pour effet de déterminer dans l'ensemble des fiches une très inégale répartition, une des catégories de la classification par exemple, comprenant sur un ensemble de cent fiches, cinquante de celles-ci, tandis que les autres n'en contiennent respectivement que dix, vingt-cinq et quinze. Cette circonstance, de nature à rendre absolument inutilisable pratiquement certains classements, existe en ce qui concerne les mensurations anthropométriques classées suivant le système de Bertillon : avec certaines classifications des dessins digitaux, celles notamment que les auteurs se sont efforcés de baser sur un petit nombre de catégories de dessins digitaux types, le danger est beaucoup plus accentué. Dans les considérations générales sur les dessins digitaux, qui composent la première partie du chapitre VII, nous avons pris pour base des explications donnés sur la comparaison de deux dessins digitaux, opération en laquelle se résout toujours l'identification par les empreintes, la classification de Vucetich. Elle se résume dans le classement primaire suivant : tous les dessins digitaux peuvent rentrer dans l'un de ces quatre types : type arc, type boucle gauche, type boucle droite, type verticille. La base est très simple et « on peut « répartir les fiches signalétiques en un nombre con- « sidérable de séries. Il suffit de représenter le dessin « de chaque doigt par un chiffre qui sera 1 pour l'arc,

« 2 pour la boucle gauche, 3 pour la boucle droite, 4 pour
« le verticille. Et on obtient une formule de dix chiffres.
« Pratiquement, les formules de dix chiffres étant malai-
« sées à lire et à prononcer on remplace le chiffre par
« une lettre équivalente (l'initiale du nom donné au type)
« pour un doigt de chaque main (1)..... On a donc, en
« définitive, une formule comme celle-ci : D 4311 V 2222
« où D marque un index droit muni d'une boucle
« droite (2), 4 un pouce droit avec un verticille, 3 un mé-
« dius droit avec une boucle droite, 11 un annulaire et un
« auriculaire droits en arcs ; V un index gauche en verti-
« cille, et 2222, les pouces, médius, annulaire et auricu-
« laire gauches en boucles gauches. Rien de plus abso-
« lument simple qu'un tel système : aucune difficulté,
« aucune chance d'erreur, et *théoriquement du moins*, un
« nombre de subdivisions énorme, 4 à la dixième puis-
« sance (4 dessins et 10 doigts), soit 1.048.376 formules
« possibles (3) ».

C'est une possibilité théorique, mais pratiquement la situation est autre, et le classement primaire de Vucetich est loin d'assurer une péréquation suffisante des fiches. Il existe en effet une série de types communs de dessins digitaux d'aspect général identique et se traduisant par la même formule chiffrée : d'où « un grand nombre (de formules) n'ont qu'une existence théorique, beaucoup

(1) Le pouce ou l'index selon les divers sous-systèmes dérivant du « vucétichisme ».

(2) Dans les systèmes où c'est l'index qui est désigné par une lettre. D=boucle droite, G=boucle gauche, V=verticille, A=arc.)

(3) Locard, Note sur un procédé nouveau de classement des empreintes digitales, Lyon, 1912. (Extrait du *Bulletin de la Société d'anthropologie de Lyon*, t. XXX, 1911, p. 131.)

« sont très rares, tandis que certaines autres prolifèrent
« surabondamment. Ainsi les formules V4444 V4444,
« représentant les mains où tous les dessins papillaires
« sont des verticilles, et surtout le type D3333 G2222, où
« il n'y a que des boucles droites à la main droite et des
« boucles gauches à la main gauche, et qui semble être
« la formule normale des empreintes digitales de l'espèce
« humaine. Dans une collection de 1.000 fiches (les mille
« premières qui ont été rédigées au Laboratoire de police
« de Lyon), on trouve ainsi 420 formules qui ne se pré-
« sentent qu'une fois, et, par contre, 40 fiches avec la
« formule D3333 G2222, puis 22 fiches avec V4444
« V4444, et 15 fiches avec chacune des formules G3333,
« D2222 et D3333 D2222. Or, cette proportion, que véri-
« fient les statistiques de Tömellini, de Giribaldi, d'Olo-
« riz, de Spirlet, et que faisaient prévoir les travaux anté-
« rieurs de Féré et de Galton, se maintient quand le nom-
« bre des fiches s'élève : pour 10.000 fiches, on aura donc
« des paquets de 400 et 220 fiches de même formule ; pour
« 10.000 fiches, chiffre d'un service signalétique de second
« ordre et peu ancien (la prison Saint-Paul à Lyon par
« exemple) on aura des paquets de 4.000 et 2.200 non divi-
« sés avec des collections comme celle de Paris, on arri-
« verait à 40.000 fiches en un tas non classé, sous l'uni-
« que rubrique D3333 G2222. C'est inadmissible (1) ».

Ces longues citations étaient nécessaires pour faire com-
prendre l'importance du problème, si l'on songe qu'une
organisation simplement nationale d'identification des
récidivistes peut réunir assez vite plusieurs centaines de
milliers de fiches.

(1) Locard, *op. cit.*, p. 132.

III. — Il ne peut être question d'examiner ici tous les modes de classement et de sous-classements proposés. De l'examen approfondi, qu'en fait le D^r Locard, dans son ouvrage sur *L'Identification des récidivistes*, il semble résulter que le système le plus simple et le meilleur est constitué par la méthode Vucetich, dont nous avons indiqué les bases, sauf modalités possibles en ce qui concerne les sous-classements. Cette méthode offre l'avantage notable d'être d'un emploi généralisé dans les pays qui précisément ont les premiers établi un système légal d'identification des récidivistes, c'est-à-dire dans l'Amérique du Sud. La méthode Galton-Henry qui, elle aussi, en se basant sur la définition de certains *points fixes* des dessins digitaux (1), admet une sériation des empreintes en quatre catégories, semble présenter de grands avantages à deux points de vue : son emploi dans plusieurs grands états européens (Angleterre et ses colonies, Autriche, Allemagne); la possibilité d'opérer l'identification soit que l'on ne possède que des empreintes difficilement lisibles, soit que l'individu à identifier ait subi depuis l'établissement de la première fiche l'amputation de certains doigts (2); seulement la formule représentative de chaque dessin, dans ce système est d'un établissement compliqué, qui résulte d'une longue série d'opérations, au lieu que dans le système de Vucetich la formule s'écrit, à la seule inspection des empreintes : or c'est précisément une des qualités essentielles d'un bon système d'identification des récidivistes, qu'il puisse être appliqué sans difficulté par les agents inférieurs de police judiciaire.

(1) Voir ce qu'il faut entendre par points fixes, le chap. VII.

(2) Locard, *L'identification des récidivistes*, pp. 226 et suiv.

IV. — Quant aux procédés de sous-classements adoptés, ils sont généralement empruntés, même lorsqu'il s'agit d'une méthode basée sur le vucetichisme, au système anglais de Galton Henry : ces procédés se ramènent essentiellement à deux, la *ridge counting* et la *ridge tracing* : le premier consiste à compter les crêtes papillaires coupées par une ligne idéale allant du sommet de la boucle au centre du triangle dans les figures en boucle ; le second répartit les figures en verticilles en trois catégories, selon que la ligne de base du triangle gauche, passe sous la ligne de base du triangle droit, ou passe au-dessus, ou y aboutit (1).

Cette méthode a un inconvénient essentiel : c'est le compte des crêtes, opération toujours très fatigante, et souvent inexacte ; enfin il faut remarquer que ces procédés de sous-classement basés sur l'examen à la fois des centres de figure et des triangles, risquera d'empêcher l'emploi de la méthode, lorsqu'il s'agit par une recherche spontanée dans les collections de fiches dactyloscopiques de retrouver un criminel à l'aide de traces laissées sur le lieu de l'infraction : si ces traces, qui généralement ne figurent pas une empreinte entière, présentent habituellement le centre de figure, elles contiennent plus rarement à la fois celui-ci et les triangles. Cette considération a amené le D^r Locard à proposer une méthode basée sur la considération des centres de figure : cette méthode de sous-classement employée au Laboratoire de police de Lyon y facilite les recherches dans les collections, lors-

(1) Se reporter *supra*, chap. VII, aux explications données sur la comparaison des empreintes.

qu'il s'agit d'identifier les traces recueillies sur le terrain, -besogne essentielle dans un service appelé à fonctionner plus spécialement de cette façon, que comme service d'identification proprement dit (1).

Il faut signaler enfin qu'un dernier moyen de sous-classement, propre à assurer une assez bonne péréquation des fiches, a été récemment proposé qui consiste à mesurer en millimètres ce qu'on appelle la ligne de Galton, c'est-à-dire la distance qui sépare le sommet de la boucle du centre du triangle (2). Les fiches, selon la distance, sont réparties en trois sous-groupes, grandes, moyennes et petites. Le sous-classement pouvant s'appliquer à tous les doigts permet la répartition des fiches en une série considérable de sous-formules (3).

V. — La multiplicité des classements et sous-classements a amené une sorte de situation anarchique au point de vue des méthodes de classement dactyloscopique, soit entre les États (sauf ceux dans lesquels existe une organisation légale de l'identification basée sur cette méthode), soit, dans chaque pays, entre les divers organes qui assu-

(1) Voir à ce sujet le chap. XV. Le sous-classement du Dr Locard présente toutefois l'inconvénient d'exiger un examen assez minutieux à la loupe et de comporter un assez grand nombre de cas-limites.

(2) *Supra*, chap. VII.

(3) Ce procédé, qui fonctionne au Laboratoire de Lyon, a été imaginé par un des agents identificateurs du laboratoire. Sa description a fait l'objet de la brochure de Locard, citée *supra*, même chapitre, n° 2.

rent l'identification des récidivistes. On a pu dire que la dactyloscopie était devenue « une Babel inquiétante ». La situation est déplorable, car c'est la seule méthode dactyloscopique, qui, par sa simplicité et la possibilité d'une application à tous les criminels, pourra résoudre le problème de l'identification internationale des récidivistes. La France est à ce point de vue très mal partagée : l'anthropométrie empêche tout réel progrès dans le sens de la dactyloscopie, qui n'est employée que comme méthode de contrôle : il est vrai que M. Bertillon emploie la dactyloscopie comme méthode de sous-classement de l'anthropométrie, et avec un procédé de classement se référant au vucetichisme (1); et comme procédé de classement des empreintes des non-adultes et des femmes, auxquelles ne s'applique pas l'anthropométrie. La classification de M. Bertillon est d'ailleurs purement empirique et ne saurait s'appliquer comme méthode principale à un grand nombre de fiches. Un des inconvénients les plus certains de l'absence d'une classification dactyloscopique des fiches signalétiques au service central d'identification de Paris, c'est l'impossibilité d'employer la dactyloscopie à la découverte des criminels par recherche dans les collections de fiches, pour les traces recueillies sur le terrain. Un seul classement dactyloscopique complet existe en France, c'est celui du Laboratoire de police de Lyon : nous avons indiqué les services qu'il rend dans ce sens (2). D'ailleurs les empreintes digitales fonctionnent souvent, comme procédé d'identification,

(1) Les formules sont exprimées par des lettres et non par des chiffres.

(2) *Supra*, chap. VII.

sans qu'il soit besoin de classement : c'est l'hypothèse de l'empreinte du pouce appliquée aux passeports et aux signatures de chèques dans l'Amérique du Sud, c'est en France, et dans des buts qui ressortent de l'identification minelle, l'emploi des empreintes à la reconnaissance des exclus de la légion étrangère, et aussi l'emploi des empreintes, parallèlement à l'emploi des mensurations anthropométriques pour l'identification des nomades (1).

VI. — Une question pratiquement importante est celle de savoir comment recueillir l'empreinte dactyloscopique, non pas en ce qui concerne les substances employées dans ce but, on use aujourd'hui universellement de l'encre d'imprimerie, mais en ce qui concerne la position des doigts pendant l'opération : faut-il recueillir des empreintes roulées ou des empreintes posées ? Les empreintes posées obtenues en posant simplement la face palmaire sur la fiche, seront incomplètes, on n'aura pas en effet les côtés du dessin, dont la visibilité est cependant nécessaire avec les systèmes actuels de classification, où l'on tient un compte essentiel de ou des triangles latéraux des dessins digitaux. Aussi prend-on généralement des empreintes roulées, c'est-à-dire obtenues en faisant rouler le doigt immobilisé dans les mains de l'agent, chargé de recueillir l'empreinte. Le procédé de l'empreinte roulée, généralement adopté, en France notamment, présente toutefois cet inconvénient de permettre (ce qui s'est vu en pratique) à un détenu habile d'induire en erreur l'agent, en lui donnant deux fois de suite le même doigt, au lieu de deux doigts consécutifs : dans une pareille circonstance, la

(1) Voir le chap. XIV, *infra*.

fiche se trouve alors porter deux médius par exemple, au lieu d'un médus et d'un annulaire, et lorsqu'on traduit les empreintes en formule dactyloscopique, le chiffrage est erronée, la fiche fausse, et inutilisable, parce que classée dans une catégorie, de laquelle elle ne ressortit pas (1).

(1) Voir dans Locard, *op. cit.*, pp. 214 et suiv., d'autres procédés de récolement des empreintes (notamment le moule à cannelures de Vucetich), plus précis, mais compliqués.

CHAPITRE XIII

La photographie signalétique et le portrait parlé. Autres méthodes

I. Ancienneté de l'emploi de la description des traits du visage pour l'identification. — II. La photographie ordinaire, ses inconvénients. — III. Photographie signalétique : principe, emploi, inconvénients, impossibilité de classement, difficultés pratiques. — IV. Le portrait parlé, principes de son fonctionnement. — V. Le portrait parlé, comme méthode d'identification des récidivistes. — VI. Les autres méthodes : notations chromatiques, identification par les veines dorsales de la main. — VII. L'identification psychologique : le signalement psychique, le signalement anamnétique, l'identification spécifique ; critique de cette méthode, ce qu'on en peut retenir.

I. — L'idée de permettre soit la filature et l'arrestation des criminels, soit leur identification, après arrestation, en comparant ces criminels avec la description que l'on possède des traits de leur physionomie, est extrêmement ancienne, puisqu'elle est à la base du signalement traditionnel. Mais les procédés employés pour mettre en œuvre cette idée juste et la transformer en méthode pratique d'identification sont restés bien longtemps grossiers et peu scientifiques ; aussi, si l'on est arrivé aujourd'hui à des résultats remarquables pour l'identification crimi-

nelle, l'identification civile s'en tient encore, au moins en France, aux anciens errements : l'on possède un signallement grec de l'année 106 déjà signalé, chapitre XI, qui par la précision de sa description, et la notation scrupuleuse des marques particulières, est bien supérieur aux signalements employés jusqu'à une époque assez récente par la police française, et qui aujourd'hui encore sont seuls en usage, pour les signalements des livrets militaires et des permis de chasse (1).

II. — La photographie dès ses débuts parut un excellent moyen de remédier à l'insuffisance du signallement traditionnel. Dès 1854, le *Journal des Tribunaux* signale l'emploi à Lausanne du daguerréotype pour arriver à identifier un prévenu qui dissimulait obstinément sa personnalité (2).

La photographie ordinaire se montre néanmoins dans les recherches d'identité tout à fait insuffisante. En effet la photographie commerciale est généralement retouchée et les retouches portent surtout sur les signes particuliers qui offrent le plus d'intérêt dans les recherches d'identité. De plus ces photographies commerciales se font généralement de face : or dans l'identification il importe surtout d'avoir un cliché de profil, qui révèle les véritables éléments de la physionomie, profil, forme du front, du menton, éléments qui apparaissent beaucoup moins caractéristiques dans le cliché de face. L'utilité la plus

(1) Voir dans Locard, *op. cit.*, la reproduction d'une ancienne fiche signalétique française.

(2) Voir Bertillon, *La photographie judiciaire*, et Reiss, *La photographie judiciaire*.

certaine de l'existence d'une photographie ordinaire du criminel recherché ou arrêté, c'est qu'elle pourra permettre à des témoins de reconnaître le malfaiteur qu'ils auront aperçu.

III. — La photographie ordinaire a été notablement perfectionnée par l'emploi de la photographie signalétique, créée par M. Bertillon. La photographie signalétique consiste essentiellement en deux épreuves, l'une de face, l'autre de profil; ces deux épreuves sont faites à l'aide d'un appareil spécial; pris à une distance constante du sujet, les clichés sont tous réduits dans la même proportion, ce qui permet une comparaison directe entre les épreuves. De plus contre le visage du sujet se trouve placée une règle graduée de sorte qu'à la seule inspection de l'épreuve, on a les diverses mensurations utilisables, qui permettent notamment ce qu'on appelle l'analyse du profil.

L'utilité du portrait signalétique est double : il peut servir dans une filature, à condition bien entendu que l'individu recherché ait déjà passé entre les mains de la police, de façon qu'on possède son portrait signalétique; nous retrouverons plus tard cet emploi dans lequel d'ailleurs la photographie signalétique est étroitement liée au portrait parlé (1). Le portrait signalétique peut aussi fonctionner pour l'identification des criminels arrêtés; dans ce cas trois hypothèses sont possibles : 1° on aura déjà du détenu une photographie signalétique; et l'on fera de lui un nouveau cliché signalétique: l'analyse du

(1) *Infra*, chap. XV.

profil révélera alors immédiatement si les deux épreuves sont bien la représentation d'un même individu, quels que soient d'ailleurs les changements causés par l'âge, la corpulence ou l'amaigrissement, ou une coupe différente de barbe et de cheveux; 2° on peut aussi posséder du détenu une simple photographie commerciale et avoir à la comparer avec le portrait signalétique qu'on fait du détenu : l'identification est ici plus délicate, surtout si l'épreuve commerciale est un cliché de face; elle devra se faire si possible par les particularités; 3° enfin l'on pourra comparer une photographie signalétique prise lors d'une précédente arrestation, avec le détenu lui-même (1).

L'emploi de la photographie signalétique présente néanmoins de notables inconvénients. D'abord tout procédé d'identification qui aurait sa seule base dans la photographie se trouverait condamné par l'impossibilité pratique de classement et de conservation des clichés. De plus la photographie signalétique exige un matériel extrêmement coûteux et un personnel expérimenté. Aussi c'est un service presque de luxe « réservé, comme on l'a dit, « aux services principaux et aux villes capitales ». La photographie signalétique est en somme assez peu employée: elle a d'ailleurs ce vice grave de n'avoir d'utilité que si les clichés sont aux mains d'agents assez instruits et assez expérimentés pour rechercher dans la physionomie qu'ils observent, non l'ensemble révélé par l'épreuve,

(1) Voir sur la manière dont il faudra procéder dans cette hypothèse, Locard, *op. cit.*, p. 43. Sur toutes les hypothèses où l'on peut avoir à se servir de la photographie pour l'identification, consulter les excellentes pages d'Hans Gross, *op. cit.*, t. I, pp. 304 et suiv.

qu'une coupe de cheveux ou de barbe peut modifier entièrement en quelques instants, mais certaines caractéristiques constantes des traits du visage, que rien ne saurait changer ; c'est ainsi que l'identité du sujet de deux portraits signalétiques en apparence différents est révélée par l'analyse du profil ; mais cette manière de procéder ne peut s'employer lorsqu'il s'agit de comparer une photographie signalétique avec un individu ; or il existe un autre procédé qui permet de le faire, et qui par conséquent peut sans inconvénient se substituer à l'emploi de la photographie. Il s'agit du portrait parlé, qui est aussi l'œuvre de M. Bertillon.

V. — On entend par portrait parlé une description en langage convenu des traits du visage. C'est en somme une sorte de résurrection du signalement : d'une description banale et sans valeur au point de vue de l'identification, on est parvenu à une notation à la fois complète et parfaitement simple, en dégageant du signalement proprement dit, l'analyse raisonnée des traits du visage ; il faut remarquer que le langage vulgaire a toujours eu des expressions précises pour désigner les traits physiologiques, marqués d'un caractère excessif (nez camard) ; par contre la difficulté est toujours venue de l'impossibilité de déterminer les types intermédiaires avec une précision suffisante ; c'est alors l'éternel, bouche moyenne, front moyen, nez ordinaire, des livrets militaires et des permis de chasse. Il fallait donc arriver à des notations suffisamment simples pour faire du portrait parlé un instrument commode de recherches policières, mais néanmoins suffi-

samment précises, pour que chaque physionomie fut absolument caractérisée et entièrement analysée.

Comme la photographie signalétique, le portrait parlé constitue en même temps un procédé de filature et une méthode d'identification des récidivistes. Nous donnerons dès maintenant les notions nécessaires pour comprendre ces deux rôles qui d'ailleurs s'entremêlent étroitement. La simplicité de la description du portrait parlé a pour base l'usage de termes constants réduits en abréviations connues. Toujours fidèle à la méthode de division tripartite, M. Bertillon est parti de cette idée, que chaque organe est susceptible de trois sortes de qualités qui se définissent par les termes mêmes dont elles sont désignées, ces qualités en effet peuvent être *mensuratives*, *formelles*, ou *chromatiques*. Chacune de ces qualités est, bien entendu, susceptible de plus ou de moins; les degrés seront exprimés par les trois termes petit, moyen, grand pour les qualités mensuratives, les qualités formelles ou chromatiques devant être exprimées nécessairement par des mots (forme : cave, rectiligne, vexe, horizontal, etc...; couleur : blond, châtain, clair foncé, etc...). Cette division est elle-même susceptible de subdivisions qui sont pratiquement nécessaires pour déterminer avec précision chaque physionomie; on exprime ces subdivisions par des soulignements ou des parenthèses : les mots soulignés doublent de valeur, tandis que la parenthèse atténue la signification de l'expression qu'elle entoure; ainsi on aura en ordre croissant :

Petit — c'est-à-dire très petit, — petit, (petit) c'est-à-dire moins petit, (grand), c'est-à-dire pas très grand, grand, *grand*, c'est-à-dire très grand.

On comprend dès lors facilement qu'on puisse décrire d'une façon absolument précise et en quelques mots les traits du visage. Dans cette description on tient essentiellement compte du front, du nez, de l'oreille droite (1). L'oreille surtout est la partie capitale à décrire; c'est qu'en effet, si, dans la vie courante, l'oreille est peut-être la partie du visage la moins utilisée pour caractériser la personnalité, c'est pourtant cet organe qui possède la plus grande valeur signalétique. D'une part, l'oreille est toujours invariable dans sa forme et dans ses proportions, depuis la naissance jusqu'à la mort, sans que les maladies, ou l'amaigrissement y puissent rien modifier, et d'autre part les formes d'oreilles sont à ce point variées qu'il n'est pas possible de trouver deux oreilles rigoureusement identiques (2).

Toutes les notations sont transcrites sur une fiche signalétique aux moyens d'abréviations extrêmement ingénieuses.

V. — Comme système d'identification des récidivistes, le portrait parlé fonctionne essentiellement comme un auxiliaire, absolument nécessaire d'ailleurs de la photographie signalétique : c'est en effet grâce au portrait parlé que M. Bertillon est arrivé à classer les photographies signalétiques.

(1) Pour les détails, consulter : Bertillon, *op. cit.* ; Reiss, *Le portrait parlé*, 1905, et Locard, *op. cit.*, pp. 49 et suiv., et Lacassagne, *op. cit.*, pp. 177 et suiv. (avec des illustrations).

(2) Dans le corps humain, il n'y a que les crêtes papillaires des extrémités digitales qui présentent, avec autant d'intensité que l'oreille, ces caractères de pérennité et de variété.

Cette classification a été résolue par M. Bertillon dans un album dénommé l'album DKV (1) et qui peut fonctionner, soit lorsqu'il s'agit de filature, soit lorsqu'il s'agit d'identifier un criminel arrêté. Les photographies signalétiques sont classées dans cet album en trois groupes à peu près égaux (nez concaves, nez rectilignes, nez convexes). Ces indications sont portées au bord supérieur de l'album, sur trois entailles, qui forment ainsi une sorte d'escalier analogue à celui formé par les diverses lettres de l'alphabet dans les registres alphabétiques. Les caractères qui déterminent les autres sous-divisions de l'album sont portés sur des encoches situées sur le côté de celui-ci. Chaque classe de nez se subdivise ensuite par les caractères de l'oreille droite; les éliminations successives nécessaires pour arriver à l'identification sont ensuite déterminées par la taille, la pigmentation de l'iris gauche et éventuellement (album de plus de 2.000 photographies) par la longueur de l'oreille.

L'individu à identifier sera examiné comme s'il s'agissait de le reconnaître avec une fiche de portrait parlé; l'identificateur examinera s'il se trouve en présence des caractères portés sur l'album en suivant pour cela un ordre déterminé (forme du nez, oreille, taille, etc...). Il éliminera alors les feuilles du carnet se référant à des caractères ne cadrant pas avec ceux qu'il a constatés, en sorte qu'il finira par limiter sa recherche à une seule page; il déterminera alors quelle est l'identité réelle de l'individu à identifier, par les éliminations successives portant sur la coloration de l'iris et l'âge.

(1) Ce nom vient des initiales des termes qui désignent les caractères distinctifs de l'oreille.

Le classement des photographies signalétiques par le portrait parlé est la seule méthode pratiquement employée pour le classement des photographies. Mais elle ne peut pas porter sur un grand nombre de fiches, sans multiplier des chances d'erreur et surtout sans amener une longueur assez grande dans les recherches et des tâtonnements : c'est une méthode d'identification qui présente le défaut redoutable pour tout catalogue d'identification judiciaire (1), de présenter un très grand nombre de cas limites. On comprend en effet qu'il n'y a pas dans beaucoup d'hypothèses une démarcation nettement tranchée entre les diverses formes du nez ni entre les diverses formes de l'oreille. Certains caractères douteux vont amener alors à des recherches à diverses pages de l'album : ces inconvénients qui se font déjà sentir avec le D. K. V., comme il est actuellement compris, c'est-à-dire borné à une collection d'environ 2.000 photographies se multiplieraient rapidement avec une collection nombreuse. Du moment d'ailleurs que l'on ne peut traduire un classement par une sériation mathématique, sa portée est limitée. Mais le classement des photographies signalétiques par le portrait parlé a le mérite excellent de résoudre tout ensemble, de façon très commode, le double problème de la filature et de l'identification, ce que ne permet aucune autre méthode. Ainsi appliqué à certaines catégories de professionnels du crime, que la police doit s'efforcer de ne jamais perdre de vue, il peut rendre de précieux services.

L'enseignement du portrait parlé, soit en ce qui con-

(1) Voir *supra*, chap. IX.

cerne sa rédaction, soit en ce qui concerne le fonctionnement de la méthode est évidemment assez difficile : mais la pratique a montré que sur ce point la difficulté était loin d'être insurmontable. D'ailleurs il n'est pas mauvais, que la méthode identificatrice soit d'une difficulté assez grande, pour forcer l'attention et permettre l'élimination de certains agents par trop insuffisants.

VI. — Il nous reste à signaler ici comme une sorte d'appendice à cette rapide revue des indices d'identité le plus généralement employés pour assurer l'identification des criminels arrêtés et des récidivistes, certaines méthodes identificatrices, qui, intéressantes au point de vue scientifique, ont, à l'application, montré des inconvénients nombreux (1).

Parmi les nombreuses méthodes proposées, nous examinerons les notations chromatiques, l'identification par les veines dorsales de la main, et l'identification psychique.

Les notations chromatiques, c'est-à-dire les notations de la couleur, s'appliquent essentiellement à une partie de l'œil, l'iris, remarquable par la variété de ses teintes. M. Bertillon a établi une méthode systématique de description des couleurs de l'iris, se traduisant par une sériation chiffrée. L'inconvénient des notations chromatiques consiste surtout en ce que toute perception colorée varie et suivant la nature de l'éclairage, et suivant l'angle d'incidence du rayon lumineux et surtout, suivant l'observateur (particulièrement les daltoniens, très nombreux, sont hors d'état d'apprécier certains degrés dans la gamme

(1) Sur tous ces points, consulter l'ouvrage de Locard.

des teintes). On comprend par suite que si la notation chromatique iridienne constitue un complément utile de la fiche signalétique, on ne saurait s'en servir comme base de classement des fiches, ainsi qu'on a essayé de le faire pour les mineurs : non seulement en effet le chiffre de cas limites est innombrable, mais encore il existe certains pays où la couleur de l'œil ne présente aucune variété : aux Indes anglaises, tous les iris présentent le même aspect et se rangent dans la même classe : ils sont tous impigmentés (1).

L'identification par les veines dorsales de la main, proposée par M. Tamassia, professeur à Padoue, consiste à photographier les veines dorsales de la main, après les avoir gonflées par la chaleur et par l'effort musculaire. Les traces de veines constituent bien des signes d'identité tout à fait remarquables par leur variété et leur inimitabilité, mais la méthode a contre elle au point de vue pratique sa coûteuse complication, sans qu'on saisisse quels avantages particuliers elle pourrait présenter (2).

VII. — Les méthodes d'identification examinées jusqu'ici retenaient comme indices d'identité des circonstances d'ordre physiologique ; dans la méthode qui nous reste à examiner, par une analyse extrêmement poussée de la notion d'identité, on joint à ces notations physiologiques, et en la faisant passer au premier plan, la nota-

(1) Locard, *op. cit.*, p. 81 et suiv.

(2) Tamassia, Les veines dorsales de la main comme moyen d'identification. (*Archives d'anthropologie criminelle*, 1908, pp. 833 et suiv.)

tion de l'état psychologique de l'individu à identifier. Cette identification psychologique, en étroits rapports avec les théories lombrosiennes a été systématisée par Ottolenghi (1). Cet « examen moral du criminel » comprend trois ordres de notations différentes : 1° le signalement psychologique ; 2° le signalement anamnestique ; 3° l'identification psychologique.

Le signalement psychologique doit poursuivre, d'après Ottolenghi (2), un quadruple but : 1° fournir à l'identification des éléments nouveaux et des signes particuliers ; 2° permettre de se rendre compte de l'efficacité qu'auront la surveillance et les recherches, et de l'exactitude des informations ; 3° permettre de dire si un sujet a pu prendre part à un crime donné, suivant sa capacité criminelle et sa témébilité ; 4° enfin assurer la valeur des dépositions et des témoignages.

Quant aux notations psychiques envisagées comme signes d'identité, « le procédé suivi par l'école romaine « pour l'identification psychique est des plus simples et « des plus logiques. On série les fonctions de l'âme, comme Bertillon a sérié les traits du visage : puis, toujours « comme dans le portrait parlé, on considère une fonction donnée sous un certain nombre d'aspects, et pour « chacun d'eux, le signalement répond par une des épithètes prises sur une série graduée, préfixée, prévue et « invariable. On considère dans le bertillonage le nez « successivement au point de vue de la profondeur de sa

(1) *Rivista penale*, 1905, *La nuova cartella biografica dei pregiudicati*.

(2) Ottolenghi, *Polizia scientifica*, pp. 83 et suiv.

« racine, de la forme du dos, de l'inclinaison de la base, « de sa hauteur, de sa saillie et de sa largeur ; la racine « pouvait être petite, moyenne ou grande, le dos cave « rectiligne, vexe ou busqué. De même, dans le signalement psychique, l'association des idées sera étudiée : « 1° au point de vue de la quantité des idées qui seront « surabondantes, abondantes ou éparses ; 2° au point de « vue de la concordance des idées qui seront cohérentes, « incohérentes entre elles, incohérentes par rapport à la « personnalité ; 3° au point de vue de l'égalité de force « des idées, qui seront uniformes, disproportionnées, pré- « dominantes, fixes. Et ainsi de suite (1) ».

Cette méthode adoptée, Ottolenghi admet quatre grands processus psychiques : l'intelligence, la conscience, la volonté et le sentiment ; puis deux synthèses, le tempérament et le caractère (2). Tous ces éléments sont successivement décrits.

La seconde partie de l'identification psychologique comporte le signalement anamnétique c'est-à-dire le relevé des antécédents, habitudes de vie, éducation, instruction, profession, etc... (3).

Quant à l'identification spécifique elle forme la partie la plus originale du système : c'est la pure application des théories lombrosiennes, elle consiste en effet à déterminer la catégorie de délinquants, à laquelle appartient l'individu examiné (criminel-né, criminel d'occasion, criminaloïde, criminel d'habitude, criminel par passion). Enfin on indique également la témébilité du criminel.

(1) Locard, *op. cit.*, p. 276.

(2 et 3) Locard, *op. cit.*, p. 277 à 282.

L'identification psychologique dépasse les limites du problème proprement dit de l'identité ; il marque un effort intéressant de l'école lombrosienne pour traduire dans la pratique ses théories ; mais au point de vue restreint de l'identification des récidivistes, on ne peut voir dans cette méthode, qu'un procédé d'une valeur très douteuse, et en tous cas inutilisable en pratique.

D'une part en effet si le critère essentiel qui doit guider le choix d'un procédé signalétique consiste dans la pérennité, les éléments psychologiques n'ont aucune valeur ; les états d'âme sont essentiellement divers et variables.

D'autre part leur notation exacte, qui pourrait rendre évidemment tant de services au magistrat instructeur et au juge est une œuvre qui ne saurait être réalisée, si même elle est possible, que par d'habiles psychologues, et non évidemment par des gendarmes et des agents de police : « Avec de tels liseurs d'âme dans son personnel, la police deviendrait un service public un peu bien onéreux, et une lourde charge publique ; et encore ses agents psychistes risqueraient-ils d'être rudement surmenés : on ne sonde pas les cœurs comme on prend l'empreinte d'un pouce. S'en tiendra-t-on alors, aux fonctionnaires actuels : on frémit à la pensée d'un gendarme aux prises avec ces subtilités ténues, et l'idée de voir la brigade des mœurs rédiger le procès-verbal d'un état d'âme est une terrifiante imagination (1). »

Du moins peut-on retenir deux idées utiles et pratiques : d'une part les fiches gagneraient à la notation des antécédents (état civil, liste des condamnations, analpha-

(1) Locard, *op. cit.*, p. 286.

bétisme, séjour dans les maisons de correction, etc...) ; d'autre part la fiche italienne dans la détermination spécifique note les caractères particuliers qui indiquent que l'individu identifié se rattache à ces catégories spéciales de criminels italiens comme les camorristes et les mafiosi : la notation analogue des relations du criminel français avec tel milieu déterminé de malfaiteurs (bandes d'apaches parisiens, nervis marseillais) serait une indication utile à l'identification.

CHAPITRE XIV

Organisation des services d'identification

I. Caractères généraux du système français : historique et statut administratif. — II. Les différentes fiches et les diverses classifications, à Paris et en province ; fonctionnement du service. — III. Procédés accessoires d'identification, l'album D. K. V. — VI. Individus soumis à l'identification. — V. Applications de l'identification par la preuve indiciale à certaines catégories sociales suspectes. — La dactyloscopie dans l'Indo-Chine. — VI. La loi du 16 juillet 1912 sur les nomades ; consécration législative de l'identification anthropométrique. — VII. L'identification des récidivistes à l'étranger ; prédominance de la dactyloscopie. — L'organisation légale et internationale de l'identification dans l'Amérique du Sud : le *Convenio* de 1905. — VIII. La question de la fiche internationale.

I. — L'organisation des services d'identification en France présente certains caractères généraux : il s'agit d'une organisation administrative, nettement centralisée, et basée sur l'application, comme base du catalogue d'identification, de l'anthropométrie.

M. Bertillon proposa dès 1879 son invention à la Préfecture de police : le procédé ne fut pratiquement inauguré qu'en 1882. Depuis, l'identification a été réglementée par une série de circulaires du ministère de l'Intérieur, de sorte que le statut administratif de ce service est aujour-

d'hui déterminée par les circulaires du 13 décembre 1885, du 7 mars 1887, du 28 août 1888, du 27 août 1893 (1); ces circulaires organisent la nouvelle méthode d'identification, l'étendent à toutes les prisons de France et organisent la centralisation à Paris des renseignements recueillis. Une circulaire du 23 mars 1897 intervenue à la suite d'un incident ayant donné lieu à un débat à la Chambre, acheva de déterminer à quelles personnes devait s'appliquer l'identification, tandis que le décret du 11 août 1893 opérait la fusion des services de l'identification anthropométrique, avec ceux des sommiers et de la photographie judiciaire, en créant à la Préfecture de police un service spécial dit de « l'Identité judiciaire ».

Nous examinerons successivement comment fonctionne le service et à quels individus s'applique l'identification.

II. — Il existe pour l'identification proprement dite deux sortes de fiches portant des indications différentes; dans chaque catégorie même certaines mentions varient suivant que la fiche est dressée en province ou à Paris.

Les fiches *alphabétiques* comprennent les renseignements suivants : nom, prénom, pseudonymes et surnoms, lieu et date de naissance, noms du père et de la mère, antécédents et motifs de la détention, — marques particulières et cicatrices ; — empreintes digitales ; — âge apparent et âge déclaré ; — anthropométrie complète (hommes) ou réduite (femmes) ; — coloration iridienne ; — couleur des cheveux, de la barbe et du teint ; — portrait parlé. Ce sont là les indications communes à la province et à

(1) Ces circulaires sont rapportées au *Code pénitentiaire* et au *Bulletin du Ministère de l'Intérieur*.

Paris : à Paris, en outre, on y joint la photographie de face et de profil et la formule dactyloscopique de classement de Bertillon (1).

Une seconde série de fiches est constituée par les fiches *anthropométriques*, portant les mêmes indications, sauf le portrait parlé. Cette fiche est d'ailleurs une copie de la fiche alphabétique, qui constitue la fiche originale. Des copies des fiches anthropométriques et alphabétiques sont envoyées à Paris, au ministère de l'Intérieur, qui les centralise au service central. Les fiches en province sont, dans toutes les maisons centrales et dans toutes les prisons importantes (maisons d'arrêt et prisons de courtes peines), classées alphabétiquement et anthropométriquement (2).

À Paris le système comporte, en outre, un classement phonétique, où les fiches sont classées, non d'après l'orthographe réelle, mais d'après la phonation du nom patronymique déclaré.

La classification alphabétique fonctionne lorsqu'on connaît le nom d'un individu, pour retrouver son signalement et ses antécédents ; c'est l'hypothèse habituelle, la plupart des récidivistes ne dissimulant ni leur identité ni leurs antécédents. Dans ce cas là il n'est pas nécessaire de reprendre le signalement entier, pour contrôler si l'on est véritablement en présence de l'individu déclaré. On se borne à retrouver identiques (dans la mesure des tolérances permises) deux des principales mesures anthropométriques, une ou plusieurs marques particulières. Toutefois, à Paris, s'il s'agit d'un jeune homme, dont la

(1) *Supra*, chap. XII.

(2) Sur le classement anthropométrique, voir *supra*, chap. X.

croissance a pu altérer certaines mensurations, on procède à une vérification complète de la première fiche. La classification anthropométrique, basée sur les principes indiqués au chapitre X, permet au contraire de retrouver un individu qui dissimule son identité ; on dresse alors sa fiche signalétique et les recherches permettent d'établir si l'on a une fiche semblable, si l'individu est par conséquent un récidiviste.

III. — Accessoirement, peut fonctionner aussi, comme procédé d'identification, l'album D K V, dont nous avons indiqué le fonctionnement. Il existe deux albums D K V, l'un contenant un catalogue d'étrangers expulsés de France (depuis 1904), l'autre concernant soit des individus atteints par la loi du 27 mai 1885, sur l'interdiction de séjour, soit des évadés des colonies pénales, Guyane et Nouvelle-Calédonie, soit des individus sous le coup de mandats d'arrêt ou d'amener, ou condamnés par contumace. Le fonctionnement du D K V n'est d'ailleurs pas aussi développé en pratique qu'il devrait l'être : son emploi (1) sera toujours limité par la fréquence des cas limites et le petit nombre de fiches contenues dans chaque album : ces circonstances rendent difficile la généralisation de ce procédé, pour l'identification et la surveillance de toutes les catégories d'individus socialement dangereux, dont le D K V actuel contient seulement quelques individus : c'est ainsi que le D K V parisien ne renferme, en ce qui concerne les étrangers expulsés, presque uniquement que des étrangers des pays du Nord : son efficacité

(1) Voir *supra*, chap. XIII.

est nulle lorsqu'il s'agit de surveiller des étrangers expulsés du Midi, et généralement originaires des pays méridionaux.

Le service central se complète par des répertoires consacrés à l'étude des noms et prénoms (noms qu'on peut confondre, suivant l'origine verbale ou scripturale du renseignement); d'autre part il existe des fiches signalétiques portatives, mais qui celles-là servent à la filature des criminels en liberté (1).

On a déjà signalé qu'à Lyon il existe, à côté des services d'identification de la prison départementale, organisés sur les bases habituelles, des collections de fiches réunies au laboratoire de police et qui présentent ce caractère unique d'être classées non seulement par les méthodes françaises ordinaires, mais aussi dactyloscopiquement (2). Mais le service d'identité, bien qu'il fonctionne comme tel et pratique notamment des échanges de fiches nombreux avec Paris, est surtout utile en ce qu'il permet d'arriver à la découverte des coupables au moyen des empreintes digitales.

Les résultats obtenus en ce sens sont nombreux et importants, tandis que l'impossibilité d'un pareil emploi est une des lacunes les plus graves du service anthropométrique parisien.

IV. — Quels sont les individus soumis à l'identification? Il résulte des diverses circulaires énumérées plus

(1) Aux détails très complets des ouvrages de Locard et du Dr Lacassagne, sur les services d'identification, on peut ajouter : Tixier, *De la preuve de la récidive*, thèse de doctorat, Paris, 1912, pp. 87 et suiv.

(2) *Supra*, chap. VII et XII.

haut, que l'identification doit s'appliquer en principe à tous les individus incarcérés. Néanmoins, dès 1893, la circulaire du 25 août admettait la possibilité d'exceptions : « En général, la formalité anthropométrique devra être « appliquée à tous les prévenus écroués pour lesquels on « se contentait antérieurement d'un signalement descriptif. Néanmoins, il pourra se présenter telles circonstances où le gardien-chef, après en avoir référé au « directeur de la circonscription pénitentiaire, devra surseoir à l'application de cette mesure. Je signale, en particulier, les cas d'arrestations pour motifs exclusivement politiques et délits connexes, les incarcérations effectuées à la demande des familles et en général tous les cas où le sujet arrêté, *originnaire de la localité*, ne saurait, de toute évidence, être soupçonné en quoi que ce soit, ni de cacher son nom, ni d'appartenir à une « catégorie de malfaiteurs professionnels. » A la suite d'une interpellation à la Chambre des députés, pour abus de mensuration sur la personne d'un député, la circulaire du 23 mars 1897 vint excepter de la mensuration les personnes arrêtées pour motifs politiques, celles incarcérées à la requête des familles, celles dont la notoriété publique est incontestable, les condamnés de simple police, pour délits de presse ou politiques. En cas de doute, le gardien-chef doit en référer au préfet, sous-préfet et procureur de la République. Enfin, depuis 1901, la mensuration est appliquée aux militaires condamnés pour crime de droit commun.

Des difficultés se présentent lorsqu'il s'agit de déterminer si le signalement anthropométrique est obligatoire pour les détenus. La thèse de l'administration péniten-

tiaire semble bien être en faveur de l'obligation pour tout individu écroué de se soumettre à cette formalité : les termes de la circulaire du 25 août 1893, plus haut cités, assimilent en effet le signalement anthropométrique à l'ancien signalement descriptif, dont les principales indications devaient figurer sur le registre d'écrou. Aucun texte ne vient donner de solution formelle, et c'est là une des lacunes les plus regrettables de l'organisation purement administrative de notre système d'identification. Il faut d'ailleurs remarquer qu'un projet de loi sur le casier judiciaire déposé en 1891 prévoyait précisément l'inscription, sur le casier, du signalement anthropométrique ; le Sénat, estimant qu'il s'agissait là d'une mesure d'ordre administratif, qui aurait pour résultat de compliquer singulièrement le bulletin n° 1, fut d'avis de supprimer cette disposition. En l'absence de texte il semble qu'il faille distinguer trois situations : si le détenu n'est qu'en détention préventive, on ne peut le contraindre à se prêter à l'identification, car il bénéficie alors de la présomption d'innocence qui domine toute la marche du procès pénal ; s'il s'agit au contraire d'un condamné, celui-ci doit se soumettre au règlement de la prison et la mensuration s'impose ; enfin dans tous les cas, et comme les instructions données par l'administration pénitentiaire à ses agents n'ont vis-à-vis du juge d'instruction que la valeur d'un conseil, celui-ci peut toujours, si par ce moyen il prétend arriver à établir la culpabilité d'un prévenu, ordonner de recourir à ce moyen de preuve : encore faut-il ajouter que la mensuration anthropométrique fonctionnant toujours comme preuve de l'identité, le juge d'instruction excéderait certainement ses pouvoirs et ses droits

s'il faisait procéder à une mensuration, alors que cette mesure présenterait, soit par suite de la notoriété de l'individu qui y serait soumis, soit par suite de la nature du délit imputé, un caractère uniquement vexatoire (1).

Certaines législations ont des textes qui précisent le point de savoir à qui s'appliquent les mesures d'identification : en Espagne, le décret du 10 septembre 1896 prescrit de soumettre à l'immatriculation tous les individus qui entrent en prison en vertu d'un mandat judiciaire ou d'un ordre du gouvernement ; en Suisse, le décret du 10 juin 1891 considère comme coupable du délit de rébellion le détenu qui cherche à se soustraire à la mensuration à laquelle il est soumis. Des dispositions de même nature sanctionnent aussi dans ce sens l'organisation de l'identification dans le Sud-Amérique (2).

Il a été fait, en France, d'autres applications de l'identification par la preuve indiciale, qui, bien que ne ressortant plus de l'identification des criminels arrêtés et des récidivistes, doivent trouver place ici : elles s'appliquent, en effet, à assurer une facile identification d'individus qui peuvent être socialement dangereux et dont les conditions d'existence peuvent précisément faire redouter une dissimulation souvent facile de la véritable identité (3).

(1) En ce sens : Garraud, *Instruction criminelle*, t. III, p. 200. Adde, Tixier, *op. cit.*, pp. 121 et 122.

(2) Voir Tixier, *op. cit.*, p. 122.

(3) D'ailleurs, il arrive parfois que les pratiques policières rendent, en dehors de toute organisation officielle, le précieux service d'assurer l'identification de certaines catégories sociales dangereuses. C'est ainsi qu'à Lyon on a l'habitude, à la suite des rafles d'apaches

A la suite de plusieurs évasions opérées par substitutions de prisonniers au début de cette année, le système suivant fut, à partir du 9 mars 1913, appliqué dans les prisons de la Seine : les empreintes digitales des quatre premiers doigts de la main droite sont recueillies à l'entrée sur le mandat de dépôt : à la sortie les empreintes sont prises à nouveau, comparées aux premières, et la vérification de l'identification se trouve ainsi facilement opérée.

Une circulaire du ministère de la guerre du 14 août 1906, relative « aux mesures à prendre pour reconnaître
« les militaires renvoyés pour inconduite des troupes
« coloniales et de la Légion étrangère, qui tenteraient de
« contracter un nouvel engagement », prescrit la mesure suivante : « Lorsqu'un militaire sera expulsé pour incon-
« duite, soit des troupes coloniales, soit de l'un des régi-
« ments étrangers, il fera l'objet d'un signalement très
« détaillé établi par les soins du médecin-chef de ser-
« vice. Indépendamment des renseignements portés au
« livret, ce signalement indiquera les marques particu-
« lières existant sur les différentes parties du corps de
« l'homme, les déformations, tatouages, cicatrices, etc...
« Au verso de ce document le médecin du corps fera
« prendre l'empreinte du pouce et des doigts des deux
« mains. »

Les services d'identification de l'Indo-Chine présentent

et de souteneurs sur la voie publique, de recueillir, en dehors de toute prévention, les empreintes digitales des individus arrêtés ; ces empreintes, grâce à la classification dactyloscopique employée à Lyon, permettent souvent ensuite de découvrir les auteurs de certaines infractions.

une physionomie tout à fait originale : ils sont, en effet, assurés non par l'anthropométrie, mais par la dactyloscopie. Ce service fonctionnant à Saïgon a surtout pour but d'assurer une facile surveillance des éléments étrangers, toujours nombreux et mobiles par suite des mouvements d'immigration et d'émigration intenses dans nos colonies indo-chinoises. On tenta d'acclimater, pour assurer cette fonction, l'anthropométrie ; mais l'on se heurta à des répugnances et à des protestations de la part surtout des immigrants chinois. Aussi, depuis 1902, use-t-on d'un système dactyloscopique original nommé, du nom de son auteur, la méthode Pottecher. Cette méthode repose sur des principes théoriques tout à fait particuliers : division des empreintes en huit types et un sous-type, assez poussée pour qu'aucun sous-classement soit nécessaire ; malheureusement la comparaison des empreintes exige une technique compliquée : il faut suivre à l'encre chaque dessin d'empreinte et employer un gabarit pour en déterminer le type ; de plus, le classement des fiches se fait d'une façon différente pour les adultes et les non adultes, en sorte qu'il y a lieu à tout un remaniement quand le sujet atteint sa majorité. Dans tous les cas, quelles que soient les critiques possibles, pratiquement le système fonctionne avec un nombre de fiches dépassant depuis plusieurs années déjà 100.000, avec de rares erreurs (1).

VI. — La loi du 16 juillet 1912, complétée par le décret portant règlement d'administration publique pour l'exé-

(1) Voir Locard, *op. cit.*, p. 233 et suiv.

cution de cette loi du 16 février 1913 (1) a établi un système légal d'identification par la méthode anthropométrique pour une catégorie d'individus, les nomades, dangereux au point de vue social, soit par leur propension à éviter, par leur mobilité, compliquée d'identité souvent douteuse, les charges qui peuvent peser sur les citoyens établis dans des résidences fixes, soit parce que le monde des nomades constitue un centre de recrutement pour un grand nombre de délinquants.

Aux termes de l'article 3 de la loi du 16 juillet 1912, « sont réputés nomades, pour l'application de la présente « loi, quelle que soit leur nationalité, tous individus circulant en France sans domicile ni résidences fixes et ne « rentrant dans aucune des catégories ci-dessus spécifiées, même s'ils ont des ressources ou prétendent exercer une profession. Ces nomades doivent être munis « d'un carnet anthropométrique d'identité.

« Ceux qui se trouveront en France lors de la mise à « exécution de la loi devront, dans un délai d'un mois, « demander le carnet prévu au paragraphe précédent, « soit au préfet dans l'arrondissement chef-lieu du département, soit au sous-préfet dans les autres arrondissements.

« Les nomades venant de l'étranger ne seront admis à « circuler en France qu'à la condition de justifier d'une « identité certaine, constatée par la production de pièces « authentiques, tant pour eux-mêmes que pour toutes personnes voyageant avec eux. Ils adresseront leur de-

(1) *J. officiel*, 19 juillet 1912 et 9 février 1913. Voir l'étude consacrée à cette loi et au décret précité dans *Les lois nouvelles*, 1^{er} mars 1913, pp. 73 et suiv.

« mande de carnet à la préfecture ou à la sous-préfecture
« du département ou de l'arrondissement frontière.

« La délivrance du carnet anthropométrique d'identité
« ne sera jamais obligatoire pour l'administration. Elle
« ne fera pas obstacle à l'application des dispositions de
« la loi du 3 décembre 1849, sur le séjour des étrangers
« en France, non plus qu'à l'exercice des droits reconnus
« aux maires sur le territoire de leurs communes, par les
« lois et règlements relatifs au stationnement des no-
« mades.

« Tous nomades séjournant dans une commune de-
« vront, à leur arrivée et à leur départ, présenter leur
« carnet à fin de visa, au commissaire de police, s'il s'en
« trouve un dans la commune, sinon au commandant de
« la gendarmerie et, à défaut de brigade de gendarmerie,
« au maire.

« Le carnet anthropométrique d'identité devra être pré-
« senté par son titulaire à toute réquisition des officiers
« de police judiciaire ou des agents de la force ou de
« l'autorité publique.

« Toute infraction aux dispositions du présent article
« sera punie des peines édictées contre le vagabondage.

« Art. 4. — Le carnet anthropométrique d'identité est
« individuel. Toutefois, le chef de famille devra se munir
« d'un carnet collectif comprenant tous les membres de
« la famille, etc... »

Aux termes du décret du 16 février 1913, titre III, arti-
cle 7 :

« Tout individu réputé nomade dans les conditions pré-
« vues à l'article 3 de la loi du 16 juillet 1912 doit dépo-
« ser à la préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondis-

« sement dans lequel il se trouve une demande à l'effet
« d'obtenir un carnet anthropométrique d'identité.

« Il est tenu de justifier de son identité.

« Il doit, pour le département de la Seine, adresser sa
« demande à la préfecture de police.

« Art. 8. — Le carnet anthropométrique porte les nom
« et prénoms, ainsi que les surnoms sous lesquels le
« nomade est connu, l'indication du pays d'origine, la
« date et le lieu de naissance, ainsi que toutes les men-
« tions de nature à établir l'identité.

« Il doit, en outre, recevoir le signalement anthropo-
« métrique qui indique notamment la hauteur de la taille,
« celle du buste, l'envergure, la longueur et la largeur
« de la tête, le diamètre bizygomatique, la longueur de
« l'oreille droite, la longueur des doigts médius et auri-
« culaire gauches, celle de la coudée gauche, celle du
« pied gauche, la couleur des yeux : des cases sont réser-
« vées pour les empreintes digitales et pour les deux pho-
« tographies (profil et face) du porteur du carnet.

« Tout carnet anthropométrique porte un numéro
« d'ordre et la date de la délivrance.

« Il n'est pas établi de carnet d'identité pour les enfants
« qui n'ont pas treize ans révolus. »

Ces dispositions constituent bien l'organisation légale de l'identification puisque la loi attache à l'absence de carnet d'identité ou à sa non présentation une sanction : Art. 3 *in fine* : « Toute infraction aux dispositions du
« présent article sera punie des peines édictées contre le
« vagabondage. »

La loi de 1912 est remarquable non seulement par cette organisation légale de l'identification de certains

individus, mais aussi parce qu'on peut y voir le premier pas dans le sens d'une réorganisation générale sur des principes modernes et scientifiques de toute l'identification individuelle, de tous les signalements (armée, permis de chasse, passeports, etc.) (1). On peut, à ce propos, regretter que le respect traditionnel en France du bertillonage l'ait fait préférer une fois de plus ici à l'identification dactyloscopique : plus simple, de résultats au moins aussi certains, la dactyloscopie est une méthode qui peut se généraliser pour résoudre toutes les questions de signalements, sans soulever les répugnances que pourrait entraîner l'emploi de l'anthropométrie, comme cela s'est déjà produit dans l'Indo-Chine.

VII. — Il ne peut s'agir de déterminer ici, même dans ses lignes générales, l'organisation de l'identification des récidivistes à l'étranger (2). Encore peut-on très facilement dégager plusieurs constatations intéressantes :

1° Anarchie des méthodes. — Les systèmes les plus divers ont cours ; à côté de l'anthropométrie et de la dactyloscopie on trouve la méthode de signalement italienne ; le portrait parlé, les tatouages et marques particulières tantôt font partie de la fiche, tantôt n'y rentrent pas.

2° Prédominance de la dactyloscopie en suite d'une évolution : On a presque partout commencé par faire fonctionner d'abord parallèlement l'anthropométrie et la dactyloscopie, pour aboutir à une élimination complète en beaucoup de pays de l'anthropométrie.

(1) Consulter sur toute cette question la thèse citée de Durand sur *L'Identité*, notamment sa conclusion.

(2) Voir Locard, *op. cit.*, et, du même, *Les services actuels d'identification et la fiche internationale*, 1906.

3° Organisation administrative de l'identification très poussée dans certains pays (Italie, Espagne, Indes anglaises), et généralement centralisée (Allemagne, par exemple).

L'Amérique du Sud présente une physionomie à part par son organisation de l'identification. L'identification dactyloscopique (méthode Vucetich) s'y trouve, en effet, assurée de façon internationale, par une entente datant de 1905 : à la suite d'une conférence internationale de police réunie à Buenos-Ayres, les services de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de l'Uruguay emploient et échangent une fiche dactyloscopique identique du système Vucetich. Depuis le *Convenio* de 1905, l'organisation a été étendue à l'Equateur ; des pourparlers sont en ce moment engagés pour amener Cuba à adhérer au *Convenio*. Dans chacun de ces Etats, l'identification dactyloscopique a été consacrée législativement : c'est ainsi que le Code de procédure criminelle de la province de Buenos-Ayres, en vigueur depuis le 1^{er} mai 1906, ordonne que l'identification se fera désormais par le système Vucetich.

L'emploi de la dactyloscopie est d'ailleurs dans ces mêmes pays généralisé ; elle s'applique aux passeports, signalements, chèques, etc..... C'est une tendance générale : nous avons vu la dactyloscopie s'appliquer en Indo-Chine aux services de l'immigration ; en Egypte, on emploie pour assurer l'exactitude des livrets d'identité délivrés à certaines catégories sociales (domestiques, portefaix, prostituées), les mensurations anthropométriques et la notation des marques particulières.

VIII. — L'identification des récidivistes ne pourra

produire son plein effet que si elle est internationalisée, comme en Amérique : il faut arriver à un modèle de fiche internationale et à une méthode de classement unique. Il semble bien qu'on ne soit pas près d'y parvenir : la solution ne pourrait provenir que d'une conférence internationale provoquée par l'un des gouvernements intéressés. Le plus grand danger, dans cette hypothèse, serait qu'on en arrivât, pour satisfaire tout le monde, à l'établissement d'une fiche mélangeant toutes les notations et les méthodes employées partout, alors qu'il semble bien que l'essentiel de la future fiche internationale doive être constitué par la dactyloscopie et le portrait parlé.

TROISIÈME SECTION

La recherche de la filature des criminels en liberté

CHAPITRE XV

La photographie signalétique et le portrait parlé

I. La photographie signalétique et le portrait parlé sont les seuls procédés ressortant de la preuve indiciale, qui puissent s'appliquer à la filature des criminels. — Insuffisance pour cette tâche des autres indices d'identité : leur emploi dans des circonstances exceptionnelles. — II. La photographie ordinaire et la photographie signalétique. — III. Le portrait parlé : son emploi. — Le D. K. V. comme instrument de filature. — La transmission du portrait parlé.

I. — Nous avons indiqué que la preuve indiciale servait aujourd'hui en outre de son rôle dans l'identification de l'auteur d'une infraction, ou dans l'identification des récidivistes, à résoudre un troisième aspect du problème d'identité ; il s'agit cette fois pour les agents de la police judiciaire d'identifier et d'arriver à la suite de cette iden-

tification à arrêter un individu en liberté, recherché par la justice, qu'ils ne connaissent pas, mais sur qui ils possèdent certains renseignements, certains indices. C'est, on le conçoit, un problème essentiel à résoudre, l'arrestation rapide et sûre du coupable présumé étant à la base de la répression : d'autre part, une des conditions primordiales de la répression aujourd'hui plus encore qu'autrefois est que certains individus puissent être toujours surveillés par la police : certaines peines accessoires et certaines mesures administratives d'ordre pénal, interdiction de séjour, expulsion d'étrangers ne peuvent produire tout leur effet, que si les infractions à l'interdiction de séjour, à l'arrêté d'expulsion sont rapidement découvertes grâce à l'identification du contrevenant ; il est enfin nécessaire de rechercher et de retrouver les condamnés échappés et particulièrement les forçats en fuite. Il est à remarquer que dans la plupart des hypothèses, il s'agira de filer un individu ayant subi déjà une condamnation : on aura par suite pu noter les indices caractéristiques de son identité.

Il est tout à fait remarquable, que parmi les divers procédés examinés au sujet de l'identification des récidivistes, il n'en soit qu'un qui puisse pratiquement résoudre le problème de la surveillance et de la filature des malfaiteurs ; seule s'applique ici en effet la méthode basée sur la description des traits du visage, si l'on entend par là à la fois la reproduction photographique de ces traits, ou leur description par le langage (photographie signalétique et portrait parlé). Empreintes, marques particulières, mensurations anthropométriques sont également incapables de résoudre le problème de la filature des malfaiteurs ; c'est qu'en effet « on ne peut pas plus

« demander à un individu, sur la voie publique, de laisser mesurer son crâne, ou de fournir ses empreintes digitales à l'encre grasse, qu'on ne peut le prier de se dévêtir, pour laisser voir s'il a le thorax tatoué (1) ». Par contre les deux procédés de la photographie signalétique et du portrait parlé même combinés comme dans le D. K. V. restent impuissants à assurer, au moins pour la généralité des cas, l'identification des récidivistes : ainsi la notation des traits du visage, par la photographie et le portrait parlé est donc essentiellement le moyen de réaliser par l'emploi de la preuve circonstancielle, cette besogne de police judiciaire qui consiste à rechercher, à arrêter ou à surveiller un individu en liberté, dissimulant son identité.

Néanmoins la formule du D^r Locard, qui résume de façon pittoresque les raisons qui rendent impossible l'emploi des autres indices d'identité, détermine par sa rédaction même, la véritable portée qu'il faut lui accorder ; si la photographie signalétique et le portrait parlé conviennent seuls à la filature, c'est que seuls ils mettent en œuvre uniquement des indices caractéristiques de l'identité visibles, puisque par définition ils appartiennent à une partie du corps, non habituellement dissimulée, la figure. Toutes les fois donc que les autres méthodes d'identification tiendront compte d'indices d'identité visibles, soit parce qu'ils se trouvent sur la figure, soit parce que les vêtements ne suffisent pas à les dissimuler, les indices d'identité pourront utilement concourir à la filature des malfaiteurs. Il en est fréquemment ainsi des marques par-

(1) Locard, *op. cit.*, p. 67.

ticulières et chemin faisant, nous l'avons signalé. En tout cas si les déformations portant sur l'habitus général du sujet (gibbosité, amputation d'un membre, claudication) qui se cachent malaisément, passent pour la filature, avant les éléments essentiels du portrait parlé, et si les déformations, les tatouages et les cicatrices des régions visibles sont d'une utilité essentielle pour l'arrestation, les simples cicatrices de furoncles, les nœvi légers n'ont au point de vue signalétique qu'une valeur bien inférieure à celle des éléments principaux du portrait parlé (nez, oreille, etc...).

II. — Nous avons déjà signalé les inconvénients de la photographie ordinaire, pour les recherches d'identité. La photographie signalétique est beaucoup plus commode, surtout par son épreuve de profil, pour les agents expérimentés, l'épreuve de face permettant la contre-épreuve d'une reconnaissance par les profanes ou d'une comparaison avec une photographie ordinaire. Il n'en reste pas moins que la photographie signalétique est une méthode extrêmement coûteuse utilisée par suite encore assez peu ; d'ailleurs les changements d'aspect physiionomique (teinte de cheveux, etc...) peuvent assez facilement amener des difficultés et des hésitations, si bien que pour la filature on devra comme opération essentielle procéder à l'analyse du profil par le portrait parlé : c'est ainsi qu'on déterminera les caractères essentiels de l'oreille, qui doit toujours apparaître avec une parfaite netteté dans la photographie signalétique. Aussi peut-on considérer que l'instrument essentiel aujourd'hui, pour la filature, consiste dans le portrait parlé.

III. — On sait en quoi consiste le portrait parlé. Comment fonctionne-t-il comme procédé de filature ? L'agent porteur d'un signalement, rédigé en portrait parlé, devra étudier par avance sur sa fiche, les caractères essentiels, qu'il aura à apprendre par cœur (ces caractères essentiels lui seront notamment révélés à la seule inspection de sa fiche, par ce fait que les indications les désignant seront soulignées ; les mots soulignés, nous l'avons dit, doublant la valeur). D'ailleurs c'est la seule habitude policière qui peut donner à l'agent la connaissance des signes particulièrement essentiels et rares : dans tous les cas, l'agent devra s'abstenir de consulter fréquemment sa fiche, de façon à ne pas éveiller la défiance de l'individu poursuivi. L'agent doit d'ailleurs dans son examen, s'attacher non pas à l'ensemble de la physionomie, mais uniquement aux traits typiques. Dans cette circonstance de fait, la présence, sur la physionomie de l'individu examiné par l'agent, des traits caractéristiques signalés dans le portrait parlé on trouve la preuve de la véritable identité de l'individu recherché, identité révélée par la description bertillonienne. Il faut ajouter que l'emploi du portrait parlé, comme méthode d'identification des individus arrêtés est en général plus facile, car souvent l'examen de l'individu à identifier, lorsqu'il est en liberté, est gêné par des circonstances diverses (nuit, éclairage artificiel).

Le portrait parlé peut s'employer aussi, en liaison avec la photographie signalétique, pour la filature, par l'emploi du D. K. V. L'agent procèdera alors comme s'il avait une fiche signalétique de portrait parlé, mais en ne tenant compte que des seuls éléments qui servent dans

l'album au classement des clichés (1), et il arrivera par des éliminations successives à déterminer si l'individu qu'il examine, est bien l'individu inscrit au D. K. V. qu'il a mission de rechercher.

Le portrait parlé ne peut rendre tous les services dont il est susceptible, qu'à la condition qu'il puisse être transmis télégraphiquement, soit au sein d'un même pays, soit d'un Etat à l'autre. Or cette transmission du portrait parlé se heurte à deux objections d'une portée considérable : le prix et le polyglottisme. Aussi s'est-on ingénié à supprimer ou à atténuer ces inconvénients. Le système le plus pratique semble jusqu'ici celui de Reiss (2), qui se base sur la traduction des indications du portrait parlé en chiffres, par l'application du système décimal. Cette méthode est trop complexe pour être exposée ici : mais il suffira de constater, pour en faire ressortir l'intérêt, que non seulement il fait disparaître l'obstacle du polyglottisme, mais que les frais de transmission sont notablement réduits (de plus de moitié parfois). Cette méthode même a été perfectionnée de façon à aboutir à une formule plus courte encore, et par une opération moins compliquée, et de façon à pouvoir s'appliquer à la description localisée des marques particulières, par le Dr Icard (3).

(1) Voir *supra*, chap. XIII.

(2) Reiss, *Un Code télégraphique du portrait parlé*, Paris, Maloine, 1907.

(3) Icard, Nouvelle méthode pour obtenir la formule chiffrée du portrait parlé ; le nombre signalétique international. — La formule chiffrée du portrait parlé ; application aux marques particulières. (*Archives*, vol. XXIV, 1909, pp. 123 et suiv., et pp. 783 et suiv.).

TROISIÈME PARTIE

La preuve indiciale dans les questions relatives à l'époque et à la matérialité de l'infraction.

CHAPITRE XVI

Les délits contre les personnes. — Rôle essentiel et caractère de l'expertise médico-légale

I. Importance de la preuve de la matérialité de l'infraction ; aspect différent suivant qu'il s'agit d'infractions contre la personne ou contre la propriété. — II. La preuve de la matérialité des infractions contre la personne humaine ; rôle de l'expertise médico-légale ; son interprétation des faits circonstanciels. — III. Valeur probante de l'expertise ; éléments qui la déterminent. — L'expertise et le principe des preuves morales. — Les limites du domaine de l'expertise médico-légale. — IV. L'identification des cadavres.

I. — Dans tout procès pénal se posent des questions relatives à l'époque et à la matérialité de l'infraction. Le fait constaté est-il véritablement réprimé par la loi pénale, sous quel nom l'est-il ? On saisit qu'il y a là une question essentielle à résoudre, soit en ce qui concerne la pénalité,

soit en ce qui concerne la compétence. De plus, en fait, il faut, pour qu'on puisse ensuite faire la preuve de la culpabilité, déterminer d'abord toutes les circonstances et les particularités du fait délictueux. Quant à l'époque de l'infraction, il est essentiel de la fixer, soit au point de vue de la prescription, et de l'application des lois répressives, soit pour arriver indirectement à la preuve de la culpabilité même, en empêchant tout alibi trompeur.

Quel est, dans la résolution des questions relatives à l'époque et à la matérialité du délit, le rôle de la preuve circonstancielle? Il est presque aussi essentiel ici que dans les questions d'identité: mais la preuve circonstancielle s'y présente avec des caractères assez différents suivant qu'il s'agit d'infractions aux règles de la loi pénale, qui protègent les personnes, ou d'infractions aux règles protégeant la propriété. Nous étudierons donc successivement le rôle de la preuve indiciale, pour ces deux catégories d'infractions.

II. — La première catégorie d'infractions pénales, dans laquelle la preuve indiciale joue comme preuve pour les questions relatives à l'époque et à la matérialité du délit, est constituée par toutes les infractions à la loi pénale qui portent atteinte à la personne humaine; la preuve indiciale fonctionnant ici sous la forme tout à fait spéciale de l'expertise médico-légale. L'importance d'une exacte détermination de l'époque et surtout de la matérialité du délit résulte d'une double circonstance: d'une part le fait qui a porté atteinte à la personne humaine, peut constituer soit une infraction à la loi pénale, soit un simple accident, en dehors du champ de la répression; de là la

nécessité de résoudre toujours cette question préalable : y a-t-il oui ou non infraction à la loi pénale, l'apparence des faits, étant généralement telle, que la réponse ne puisse être donnée, qu'après l'examen d'un spécialiste, d'un expert; d'autre part, s'il est prouvé même que le fait constaté présente bien les conditions nécessaires pour tomber sous l'application de la répression, encore faut-il déterminer en présence de quelle infraction l'on se trouve, donner à cette infraction son véritable nom dans le langage répressif, la *qualifier*: c'est qu'en effet la loi fait varier la répression suivant la gravité de l'acte, et la responsabilité de l'agent; cette responsabilité doit évidemment augmenter ou diminuer selon les conséquences que l'agent a entendu faire produire à son acte, rapprochées des conséquences que cet acte a effectivement produites; la responsabilité variant, la qualification varie, et la pénalité par suite se relève et s'abaisse; il arrive aussi qu'en ce qui concerne certains délits contre les personnes, la preuve même de la matérialité de l'infraction comporte la preuve chez la victime de ce délit d'une volonté contraire à celle de l'auteur de l'acte incriminé. Ces deux questions: le fait relevé à la charge d'un inculpé constitue-t-il une atteinte à la loi pénale; quelle qualification donner à ce fait, se mêlent étroitement en beaucoup d'hypothèses à la preuve de l'époque de l'infraction, nécessaire dans tous les cas pour éviter les faux alibis particulièrement à redouter dans une catégorie d'infractions, dont beaucoup s'accomplissent souvent, sans qu'aucun témoin y assiste. Enfin il importe d'ajouter que fréquemment la preuve de la matérialité de l'infraction entraîne la constatation de circonstances propres à amener la découverte et l'identi-

fication du coupable. En réalité les preuves de la matérialité, de l'identité et de la culpabilité, qu'on peut dissocier pour la commodité d'une étude théorique, se lient toujours étroitement dans le procès criminel.

La preuve de la matérialité des infractions à la loi pénale portant atteinte à la personne humaine, ainsi déterminée dans son aspect général, est faite par le moyen d'indices recueillis et interprétés par l'expertise médico-légale (1). Les questions qui se posent à ce sujet ressortent donc essentiellement de la médecine légale, et nous ne saurions par suite les examiner en détail ; notre étude portera seulement sur les points suivants : 1° l'expertise médico-légale est ici une application constante de la preuve circonstancielle ; nous le montrerons par des exemples relatifs à chacune des questions qui se posent habituellement, exemples qui nous permettront aussi de déterminer le champ d'application de l'expertise ; 2° valeur et force probante de l'expertise médico-légale.

L'expertise médico-légale appliquée aux recherches relatives à la matérialité et à l'époque de l'infraction ne constitue pas un mode de preuve spécial, mais une application sous une forme particulière de la preuve indiciale. C'est là une affirmation que nous avons déjà produite, mais qu'il importe de préciser ici, car nombreux sont

(1) On consultera sur toutes ces questions *Le Précis de médecine légale* du Dr Lacassagne, Paris, Masson et Cie, 1906 ; *Les erreurs judiciaires et les médecins experts*, du même auteur ; *Les difficultés de preuve en matière d'homicide*, par Hériot, thèse de droit de 1908. On trouvera *infra*, au chap. XX, la bibliographie de l'expertise considérée plus spécialement du point de vue juridique comme procédé de récolement des preuves.

encore les jurisconsultes et les médecins qui se laissent abuser par cette idée que l'expertise est un mode de preuve en soi, caractéristique de la période moderne de l'administration de la preuve. En réalité l'expertise est tout au plus, car c'est un procédé qui a déjà derrière lui un long passé d'application au procès répressif (1), un moyen technique, qu'on peut dire nouveau à cause de ses modernes perfectionnements, d'administration de la preuve indiciale; il est facile de vérifier ce point de vue par des exemples.

La preuve de la matérialité et de l'époque du délit est tout d'abord essentielle pour les infractions contre les personnes, qui déterminent la mort de la victime. Toutes les fois en effet qu'on se trouve en présence soit d'un cadavre inconnu, soit d'une mort suspecte, se pose la question de savoir s'il s'agit d'une infraction à la loi pénale : la réponse est le plus habituellement fournie par l'examen médico-légal du cadavre, l'autopsie. Les difficultés de preuve résultent ici de trois considérations : 1° le fait examiné est *a priori* susceptible de plusieurs interprétations, la cause de la mort peut être en effet le résultat d'un accident (ou d'une maladie), d'un crime, ou d'un suicide ; 2° le cadavre à autopsier peut être dans un état tel que les recherches soient particulièrement difficiles, les indices utiles ayant disparu ; par exemple l'examen du cadavre d'un noyé est très aléatoire, au point de vue des résultats à en tirer quant à la preuve, si le séjour dans l'eau s'est prolongé un temps assez long ; la putréfaction des cadavres peut aussi rendre l'autopsie difficile, sinon

(1) Lacassagne, *Précis*, pp. 1 à 15.

impossible; 3° enfin cette particularité même, que les circonstances soient ici telles, qu'on puisse interpréter le fait à examiner, la mort, comme l'effet de causes différentes, accident, suicide, crime, rend possible et fréquente la simulation : ou bien en effet un criminel donnera à son crime l'apparence d'un suicide (noyade du corps, mise, dans les mains du cadavre, de l'arme qui a servi à tuer), ou bien au contraire c'est un suicidé qui pour dissimuler son acte, a donné à sa mort toutes les apparences d'un attentat criminel.

La détermination de la cause de la mort, et par conséquent la preuve éventuelle de la matérialité du délit seront amenées par la constatation pour chacune des causes déterminantes habituelles de la mort criminelle (submersion, pendaison, strangulation, mort par les armes à feu, empoisonnement) de certains signes ou indices de crime ou de suicide.

Pour la pendaison par exemple, l'autopsie sera dominée par cette circonstance que la pendaison est essentiellement un procédé de suicide : 45 suicides sur 100 sont opérés par ce moyen ; l'observation courante montre également que l'homicide actif, direct par pendaison est rare ; aussi la pendaison criminelle est généralement accomplie pendant l'agonie ou après la mort, la mort étant le résultat d'un crime accompli par des moyens étrangers ; enfin hypothèse de nature à se confondre avec la précédente et redoutable par là même : la mort peut provenir d'un suicide, dans lequel la pendaison a été précédée ou plus rarement suivie d'une ou plusieurs tentatives de suicide réalisées par d'autres procédés. Il résulte de là, que l'expert, pour déterminer s'il y a eu crime ou suicide,

établira d'abord si l'individu était encore vivant au moment de la pendaison, par des signes médicaux et des circonstances telles que des ecchymoses relevées sur certaines parties du cadavre et qui, parce qu'elles ont pu être produites par des objets voisins du corps (chaises, murs), permettront d'affirmer que le pendu a eu des mouvements désordonnés, qu'il était donc vivant au moment de la mort. Puis, c'est des faits circonstanciels suivants que l'expert tiendra compte pour affirmer qu'il y a suicide ou homicide : choix du lien, rapports entre le lien et le sillon (surtout oblique dans le suicide), choix de la saillie à laquelle le lien a été fixé, lésions du cou (plus superficielles dans le suicide), coïncidence d'autres blessures, circonstances ayant entouré le fait (porte fermée en dedans, annonce antérieure de projet de suicide par le pendu) (1). Les hypothèses les plus délicates sont celles de suicides à procédés multiples : il faudra toute l'habileté de l'expert pour déterminer alors que les lésions constatées sur le corps n'ont pas pour cause une tentative d'assassinat ou un assassinat consommé, mais bien les divers moyens que le suicidé a successivement employés pour amener la mort.

L'expertise médico-légale résout aussi par la preuve circonstancielle, en établissant les conditions exactes de la mort ou des blessures faites, la détermination du degré de responsabilité et par suite, dans certains cas, amène à un changement dans la qualification du fait délictueux. Un homme, par exemple, légèrement atteint par un projectile succombe instantanément ; comment expliquer sa

(1) Lacassagne, *op. cit.*, pp. 542 et suiv.

mort, est-elle vraiment le résultat de la blessure : l'autopsie pourra venir démontrer en se basant sur cette circonstance que les organes du mort présentent certaines lésions, que l'individu était un cardiaque qui est mort par suite de l'émotion qu'il a ressentie. De même encore si à la suite d'un meurtre dans une rixe, un individu soupçonné se défend d'avoir voulu tuer, soutenant qu'il a simplement tiré en l'air, pour effrayer, ce sera à l'autopsie de relever la direction suivie par le projectile à travers les organes, pour démontrer si cette thèse est ou non admissible.

Enfin c'est encore la preuve circonstancielle qui déterminera quelle était l'état de volonté de la victime, toutes les fois que la loi pénale exige pour faire une infraction de certaines atteintes à la personne, un non consentement de la victime : c'est ainsi que dans les attentats à la pudeur, l'expertise relèvera sur le corps de la victime toutes les traces de violence.

Il faut remarquer, dans cette rapide revue qui prétend seulement montrer le rôle de la preuve indiciale, des circonstances de fait relevées et interprétées par l'expertise médico-légale, que la preuve de la matérialité de l'infraction se mêle étroitement aux preuves d'identité et de responsabilité : c'est ainsi que souvent une des questions essentielles à poser par le magistrat instructeur à l'expert, consiste à lui faire rechercher si les blessures n'ont pas été portées par un gaucher : la preuve résultant de la direction, du siège et de l'aspect des blessures, que les blessures proviennent de l'acte d'un gaucher constitue évidemment une indication essentielle sur l'identité du coupable, et un indice de culpabilité sérieux, vis-à-vis

d'un gaucher soupçonné ou arrêté. Quelle est la valeur de la preuve indiciale traduite et interprétée par l'expertise médico-légale, c'est ce qu'il faut déterminer maintenant.

III. — La valeur probante de l'expertise médico-légale dépend de deux séries d'éléments, les uns d'ordre objectif, les autres d'ordre subjectif.

Les premiers sont constitués par l'état actuel de la science médicale selon les hypothèses déterminées. Tandis que certains points semblent acquis, sur d'autres terrains au contraire, les conclusions scientifiques changent. Il y a là un élément essentiel de la valeur de l'expertise, qui, en fin de compte, dépend surtout du médecin expert : toutes les fois en effet que l'expert sera vraiment capable, il prendra soin lui-même de faire remarquer les lacunes scientifiques et la portée des théories admises (1).

La valeur de l'expertise médico-légale dépend surtout d'éléments subjectifs, de la façon de procéder du magistrat d'abord, et surtout de la valeur du médecin lui-même.

Tout d'abord, le médecin n'opère que dans les limites mêmes qui lui sont tracées par les questions du magistrat. Il y a donc pour celui-ci tout un art « d'utiliser l'expert » selon l'expression d'Hans Gross. Les magistrats instructeurs hésitent trop souvent à recourir à une mesure, qui seule permet de donner à la preuve indiciale tout son effet. Ils doivent en tout cas s'efforcer, par les questions posées, de ne laisser dans l'ombre aucun point important,

(1) Sur l'état actuel et les progrès de la médecine légale, voir Lacassagne, Des transformations du Droit pénal, et les progrès de la médecine légale de 1810 à 1912 (*Archives*, 1913, pp. 321 et suiv.).

et de donner à l'expert une assez grande latitude pour ses démonstrations (1).

La valeur de l'expertise médico-légale dépend surtout de l'expert lui-même. Or il se trouve d'une part qu'il n'existe pas de médecins uniquement spécialisés aux fonctions d'experts et de médecins légistes, et que si la loi du 30 novembre 1892 a créé une liste officielle de médecins experts devant les tribunaux, il existe des hypothèses et notamment les cas prévus par les articles 43 et 44 du Code d'instruction criminelle (*flagrant délit et mort violente ou suspecte*), où l'expert peut être pris en dehors de ces listes (2). Enfin si l'on ajoute à ces circonstances, que l'enseignement de la médecine légale est organisé généralement de façon assez rudimentaire, alors pourtant qu'il s'agit là d'une discipline tout à fait particulière, on comprend qu'à côté de spécialistes remarquables de l'expertise médico-légale, dans les grandes villes notamment, on rencontre souvent des médecins-experts insuffisamment préparés à leur tâche.

De plus il faut tenir compte, et cela souvent pour ceux-là mêmes des médecins les plus compétents, des théories personnelles de chacun, qui arrivent parfois à donner aux expertises contradictoires, l'aspect de controverses scientifiques (3).

(1) Voir Gross, *op. cit.*, t. I, pp. 179 et suiv.

(2) Sur tous ces points, voir *infra*, chap. XX.

(3) On a dit fort justement à ce propos : « Nous ne connaissons rien de plus pernicieux pour l'autorité des expertises, que ces audiences, où des médecins qui n'ont ni participé à l'expertise, ni même examiné les pièces, viennent, à la dernière heure, jeter, dans le débat, des doctrines imprévues, comme si ce n'était pas

La gravité de pareils éléments, perturbateurs de la valeur probante de l'expertise, apparaît si l'on remarque qu'en réalité la foi due à l'expertise n'est pas réglée par le principe de la libre conviction, qui laisse les juges appréciateurs souverains des faits et des résultats de l'expertise (1), mais bien en fait par ce principe que presque toujours c'est l'avis de l'expert compétent qui dicte la décision.

Il y a là un phénomène, qui se présentant comme une sorte de survivance du système des preuves légales, doit amener à des réformes essentielles de l'organisation de l'expertise médicale, réformes adaptées au rôle de cette méthode, et s'exerçant dans une triple direction : spécialisation plus accentuée des médecins-experts, organisation de l'expertise contradictoire, organisation d'un arbitrage en cas de divergence entre experts.

En l'état actuel, l'on ne peut que souhaiter que les

« dans le calme du laboratoire que les constatations scientifiques
« devraient être toujours discutées, et non pas *in extremis* devant une
« foule impatiente, au milieu des ardeurs de la lutte, et devant un
« jury trop enclin à se laisser entraîner par des mots sans peser
« la valeur des doctrines exposées. » (Guillot, *Des principes du nouveau Code d'instruction criminelle* [il s'agit d'une étude sur le projet de réforme de 1879], 1884, p. 197.)

(1) Cette idée que l'expertise ne lie pas les magistrats et les jurés n'avait pas à être traduite en un texte dans notre législation répressive, puisqu'elle constitue un corollaire nécessaire du régime des preuves morales ; mais on peut citer des textes anciens ou actuels qui expriment nettement le principe : art. 184 de la Coutume de Paris réformée : « Doit être le rapport apporté en justice pour, en « plaidant ou en jugeant, y avoir tels égards que de raison » ; Code de procédure civile, art. 323 : « Les juges ne sont point astreints à « suivre l'avis des experts si leur conscience s'y oppose. »

experts, pour exercer cette science, ce métier et cet art (1), s'inspirent des principes formulés par le D^r Lacassagne : « 1° Il faut apprendre à douter ; 2° les cas en apparence les plus simples peuvent être les plus compliqués ; 3° regarder avec attention et ce que l'on regarde le bien voir ; 4° éviter les théories hâtives et se méfier des écarts de l'imagination ; 5° ne jamais faire d'hypothèses compliquées ; 6° procéder avec ordre et méthode d'après un plan préalable. Une autopsie mal faite ne se recommence pas (2). »

Quant au juge, il pourra déterminer la confiance qu'il doit à l'expert d'après les règles suivantes : Les lois scientifiques, prises, par l'expert, pour base de ses conclusions doivent être constantes ; ses déductions doivent être conformes aux règles de la logique ; la valeur probante de l'expertise dépend de la concordance ou de la divergence entre l'expertise et les autres modes de preuve et de l'unanimité des experts, et enfin de la forme affirmative, négative ou dubitative, dans laquelle l'expert motive son opinion (3). Encore faut-il remarquer que ces principes d'interprétation sont évidemment difficilement applicables pour les jurés, et qu'il faudrait aux magistrats correctionnels pour en user une éducation professionnelle faisant une certaine place à la médecine légale.

(1) Lacassagne, *op. cit.* : « Il y a trois choses à posséder pour être « médecin légiste : le métier, la science et l'art. Le métier, on l'apprend. Par la patience et le travail, on devient savant. Mais l'art « relève de qualités naturelles, instinctives, et ceux qui les possèdent « ne sont pas nombreux. »

(2) Lacassagne, *op. cit.*, p. 21.

(3) Voir Garraud, *Instruction criminelle*, t. 1, pp. 631 et suiv.

Une question fort discutée qui se pose depuis le développement de la technique policière, est celle qui consiste à déterminer les limites exactes de l'expertise médico-légale. Il y a une série d'opérations (telles par exemple que l'identification par les empreintes) (1), qui paraissent aujourd'hui d'une technique assez simple et assez sûre pour arriver un jour prochain à pouvoir s'exercer par le magistrat instructeur ou ses auxiliaires directs : c'est ainsi que la question se pose notamment avec un caractère très délicat pour les taches : à la suite d'un assassinat, on trouve chez un individu soupçonné, dans une perquisition, des vêtements ou un couteau, sur lesquels on croit relever des taches de sang : il semble que la détermination de la nature de pareilles taches, opération, qui dans l'état scientifique actuel est en somme simple, doive ressortir des services policiers (laboratoires de police, par exemple) pour éviter des pertes de temps, dont dépendrait souvent le bon résultat de l'instruction, sans recourir à l'expertise médico-légale, toujours

(1) C'est ainsi que l'opération de l'identification par les empreintes présente selon nous un caractère objectif, démontré d'ailleurs par la pratique courante : si elle est faite consciencieusement par un technicien, elle a la même valeur qu'il s'agisse d'un expert célèbre ou d'un agent de police attaché à un service d'identification ; au contraire, du moins avec notre organisation actuelle de l'expertise médico-légale, la valeur de celle-ci est toujours conditionnée par des éléments subjectifs. Par ailleurs, dans les questions d'identité, la question de cette délimitation des rôles respectifs du policier et de l'expert se pose constamment, nous l'avons, chemin faisant, signalée pour les cicatrices (*supra*, chap. XI) et c'est précisément d'une confusion entre les deux rôles que résulte l'absence de toute valeur pratique du système d'identification psychologique italien (*supra*, chap. XIII).

assez longue. Il s'agit là d'une question très délicate, qui est évidemment en fonction d'une organisation scientifique de recherche et d'administration de la preuve judiciaire, mieux adaptée que les institutions actuelles aux aspects nouveaux de la preuve pénale.

IV. — Il nous reste à dire quelques mots d'une hypothèse qui ressort à titre égal, de la détermination de l'identité, et de celle de la matérialité de l'infraction. Lorsqu'on trouve un cadavre inconnu, et que la mort semble due à une cause violente, il s'agit non seulement d'établir, s'il y a lieu, la matérialité de l'infraction, mais encore d'identifier la victime.

Pour atteindre ce but on tient compte, le plus possible, des circonstances de fait, particularités physiques du corps, marques particulières, déformations, empreintes digitales, vêtements surtout (1). Mais ces procédés ne sont pas toujours possibles, ils fonctionnent en outre généralement comme des moyens de provocation et de contrôle du témoignage : en fin de compte l'opération de l'identification des cadavres s'opère la plupart du temps par les reconnaissances de témoins ; seulement, et ce point a été déjà signalé, les éléments perturbateurs du témoignage sont ici bien plus accentués qu'au cas de reconnaissance d'une personne vivante ; le corps et la physionomie du mort subissent des métamorphoses profondes, et de plus la position couchée est un obstacle essentiel au bon fonctionnement de la mémoire de reconnaissance.

Aussi l'établissement de l'identité des cadavres, tel

(1) Voir notamment le chapitre VIII.

que cette opération fonctionne aujourd'hui est l'application la plus frappante du contrôle du témoignage par les faits circonstanciels, sur lequel nous reviendrons au chapitre XVII ; il s'agit de placer le témoignage en présence de circonstances telles qu'il présente un maximum de sécurité : on y parvient ici en donnant au cadavre l'aspect d'une personne vivante.

Les opérations faites dans ce but consistent soit dans la *revivification* de l'œil et des lèvres, soit dans divers procédés employés pour rendre le visage moins repoussant : puis le cadavre est photographié dans une position verticale qui se rapproche de la position d'une personne vivante. L'application de la photographie est ici essentielle ; ce sont en effet les clichés photographiques qui, répandus par la voie de la presse éveilleront les souvenirs des témoins, et c'est d'autre part la photographie qui donnera une image du cadavre, durant plus longue le corps soumis à la putréfaction (1).

(1) Voir Bercher, *L'Œuvre de Conan-Doyle et la police scientifique*, pp. 61 et suiv.

CHAPITRE XVII

Les délits contre la propriété. — Leur qualification par la preuve indicielle. — L'expertise en écriture et la fausse monnaie

I. Aspect et rôle de la preuve indicielle dans la démonstration de la matérialité des infractions contre la propriété. — Les divers éléments de la preuve forment un étroit mélange. — II. Rôle essentiel de la preuve indicielle pour certaines infractions : l'expertise en écriture et les affaires de fausse monnaie : différence de la valeur probante de l'expertise dans ces deux opérations. — III. La fausse monnaie. — IV. L'expertise en écriture : la réglementation légale. — Valeur probante de cette expertise.

I. — Lorsqu'il s'agit des infractions aux règles de la loi pénale protégeant la propriété, la preuve de la matérialité de l'infraction s'effectue dans des conditions assez différentes de celles qui marquent le fonctionnement de cette preuve, en ce qui concerne les délits portant atteinte à la personne humaine.

La question qui se pose n'est pas en général ici précisément la qualification du délit : les circonstances qui font du vol un vol qualifié, un crime, apparaissent en général sans difficultés (traces très visibles d'effraction,

serrure forcée, porte enfoncée) (1), ou résultent du témoignage (le vol a été commis la nuit par deux ou plusieurs personnes). Encore peut-il y avoir des doutes, c'est alors notamment la recherche des traces d'effraction, et de l'emploi des fausses clefs, opérée par le magistrat instructeur, dans le transport sur les lieux, et l'établissement de pareilles circonstances par des moyens comme la photographie, qui permettront une qualification exacte de l'infraction (2).

Il faut remarquer qu'en pareille matière l'expérience personnelle du magistrat instructeur est essentielle, et que le recours à l'expertise est beaucoup moins fréquent que pour les infractions portant atteinte à la personne.

En général, la preuve de la matérialité de l'infraction, déterminée dans tous ses caractères et avec toutes les circonstances qui donnent à l'affaire une physionomie propre, se trouve constituer très souvent en même temps une preuve d'identité et de culpabilité. A ce point de vue, le relevé et l'examen des traces d'effraction a une importance particulière; ces traces présentent, en effet, ce double caractère d'être tout à fait différentes selon l'instrument qui les a produites; et, au moins pour certains instruments, caractéristiques, pour un même instrument, de la main qui les a maniées.

Le caractère tout à fait particulier que chaque instru-

(1) Il faut d'ailleurs remarquer que, dans l'article 381 du Code pénal, ce sont précisément des faits circonstanciels que la loi relève pour en faire des présomptions d'une criminalité plus dangereuse, exigeant une répression plus énergique que le vol ordinaire.

(2) Toutes les questions de preuve pratique relatives au vol sont traitées dans le premier volume du *Manuel de police scientifique*, de Reiss.

ment donne aux traces permet, d'une part, l'identification des traces relevées par le moulage et la photographie, avec l'instrument saisi chez l'inculpé.

Quant à la forme caractéristique de la trace, étant donné le même instrument, pour la main qui la manie, elle a notamment été vérifiée pour l'un des outils les plus habituellement employés par les cambrioleurs et forceurs de coffres-forts, le chalumeau à gaz oxhydrique : cet instrument qui se manie en faisant osciller le bec carburant, produit sur le métal des stries en zig-zag, d'une amplitude constante pour une main déterminée.

Cet aspect tout à fait caractéristique des traces d'effraction, permet notamment par des constatations analogues sur le lieu des diverses infractions, de suivre l'activité criminelle d'une bande de cambrioleurs, et de lui attribuer ainsi à coup sûr les vols dont ses membres sont les auteurs.

Des indications utiles sur l'identité de l'effracteur peuvent aussi se tirer de la mesure des traces de presson : il existe un instrument, l'effractomètre, qui permet d'arriver à ce résultat.

Les traces d'effraction peuvent être parfois trompeuses, c'est qu'en effet l'effraction est souvent simulée pour détourner les soupçons ; il faut par conséquent toujours redouter le mensonge réel : généralement c'est un indice même qui le démontrera.

II. — La preuve indiciale joue un rôle essentiel et pour ainsi dire exclusif, dans l'établissement de la matérialité de deux catégories tout à fait particulières d'infractions pénales, celles qui sont englobées sous la dénomination

de fausse monnaie, et celles pour lesquelles la preuve s'administre par le moyen de l'expertise en écriture. L'essentiel dans ces deux hypothèses consiste dans la démonstration de la matérialité du délit : dans les deux cas c'est la preuve indiciale, administrée par l'expertise, qui assure cette preuve, mais tandis que la preuve circonstancielle se présente avec un caractère encore très conjectural dans l'expertise en écritures, elle résout avec une grande précision les difficultés de preuve relatives à la fausse monnaie.

III. — En ce qui concerne les monnaies métalliques, le Code pénal punit aujourd'hui la contrefaçon et l'altération de monnaies d'or, d'argent, de cuivre et de billon, l'émission faite sciemment, de pièces fausses reçues pour bonnes, le fait de colorer les monnaies de cuivre et d'argent, et enfin la contrefaçon ou l'altération, l'émission, l'exposition ou l'introduction en France de monnaies étrangères contrefaites ou altérées (Code pénal, art. 132, 133, 134 et 135). Il résulte des définitions mêmes de ces infractions que la preuve essentielle consistera à établir la matérialité du fait réprimé par la loi pénale, altération, contrefaçon, coloration ; la preuve de la matérialité sera faite au moyen de l'expertise, établie en tenant compte de certaines circonstances, qui joueront souvent aussi en même temps comme preuves d'identité et d'imputabilité (1).

C'est ainsi que dans certains cas une analyse chimique qualitative et quantitative sera faite pour démontrer que

(1) Voir Locard, *Laboratoires de police et instruction criminelle*, ; Niceforo, *op. cit.*, pp. 199 et suiv.

la composition des pièces saisies dans la circulation se rapporte à celle de lingots ou de poussières métalliques trouvées chez l'inculpé. A ce sujet, il y a lieu de noter l'importance de la saisie et de l'examen, dans toutes ces sortes d'affaires, des vêtements de l'inculpé ; les manches sont souvent, en effet, le réceptacle de poussières métalliques. D'autres fois, il faudra par des photographies comparées, démontrer que les pièces saisies en circulation proviennent de moules ou d'un outillage de frappe saisi chez l'inculpé : il faudra ici tenir un compte essentiel des défauts plus ou moins grossiers qui marquent généralement les pièces fausses et qui sont tout à fait caractéristiques.

Les contrefaçons et falsifications de billets de banque ressortent essentiellement, au point de vue de la preuve de l'infraction, de la technique photographique à un double point de vue : d'une part, des agrandissements photographiques très forts, examinés au microscope, permettront de déceler les imperfections du faux ; d'autre part, la comparaison sera faite de ces agrandissements avec les planches saisies chez l'inculpé.

Dans tous les cas, il s'agit d'une technique parfaitement sûre, ressortant de la preuve indiciale administrée par l'expertise. Il y a donc là une catégorie d'infractions, où la preuve circonstancielle fonctionne sous un aspect très favorable.

IV. — L'expertise en écriture, encore que des progrès sérieux aient été obtenus, reste cependant une des opérations les plus conjecturales qui soient du domaine de la preuve indiciale. La mauvaise réputation qu'elle avait déjà, sous le régime des preuves légales, persiste aujour-

d'hui, à la suite d'erreurs retentissantes (1). Néanmoins, des progrès certains ont été faits par l'application de découvertes scientifiques : procédés chimiques, emploi de la photographie, qui ont contribué à rapprocher cette application de la preuve indiciale des méthodes nouvelles employées à assurer la preuve de l'identité. Avant d'examiner la valeur probante qu'on doit accorder actuellement à l'expertise en écriture, il importe de préciser les règles spéciales qu'a posées la législation criminelle relativement à cette opération.

Le Code d'instruction criminelle, sans reproduire les dispositions de l'ordonnance de juillet 1737 sur le faux, qui consacrait un titre à la vérification des écritures, n'a pas voulu repousser l'expertise en écriture : il l'admet au contraire et la régit sous l'un de ses aspects dans un titre entier : articles 448 à 464, qui réglementent l'expertise en matière de pièces *arguées de faux* ; à ce propos, la Cour de cassation a décidé : 1° « que l'expertise est « une mesure ordinaire de l'instruction, qui appartient « au juge tant qu'elle ne lui a pas été expressément retirée par la loi et qui, *si elle doit être accueillie avec quelque défiance*, peut cependant fournir des indications utiles » ; 2° que les règles tracées par le Code de procédure civile (vérification des écritures) ne sont nullement applicables en matière criminelle en vertu du principe que les juges forment librement leur conviction (2).

(1) Jousse traitait la comparaison d'écritures, procédé essentiel de l'expertise en écriture, de preuve « purement conjecturale ». Voir aussi D'Aguesseau, 5^e plaidoyer.

(2) Arrêts de la Cour de Cassation du 29 ventôse an X, et du 20 juin 1846.

Par ces deux arrêts, la Cour de cassation ne fait d'ailleurs qu'appliquer à l'expertise en écriture les règles générales qui dominent la matière des preuves.

Il faut remarquer que la loi, dans les articles ci-dessus cités, a seulement réglementé l'expertise *en matière de pièces arguées de faux*. Le Code, par contre, ne s'est pas occupé plus spécialement de l'expertise en écriture ordinaire. Dans le premier cas (pièce arguée de faux) il s'agit d'une pièce prétendue falsifiée et qui a été fabriquée ou dont il a été fait usage. La démonstration du caractère de la pièce constitue ici la preuve même de la matérialité de l'infraction. Dans le cas d'expertise en écritures ordinaire la situation peut être différente: ou bien, en effet, il s'agit de vérifier si tel document, qui constitue le corps même du délit, doit être attribué à telle personne; démonstration alors analogue à la précédente, résolvant bien la question de la matérialité de l'infraction. C'est l'hypothèse, par exemple, d'une lettre de dénonciation anonyme; une instruction est ouverte pour dénonciation calomnieuse: il s'agit alors de savoir si la lettre émane bien de l'inculpé. Ou bien, au contraire, il s'agit plus simplement de vérifier une pièce à conviction, un indice, au moyen de l'expertise: dans une instruction pour assassinat, le juge d'instruction a saisi une lettre de menaces, il s'agit de savoir si elle émane bien de l'inculpé.

On voit ainsi que l'expertise en écritures fonctionne essentiellement comme preuve indiciale de la matérialité de l'infraction. Il en résulte rationnellement, et étant donné par ailleurs le caractère conjectural de l'opération, que si l'expertise doit être toujours et forcément ordon-

née lorsqu'il s'agit précisément de constater le corps du délit, et de prouver la matérialité de l'infraction, l'expertise, lorsqu'il s'agit simplement d'assurer l'authenticité et l'emploi d'une pièce à conviction, ne doit, au contraire, s'ordonner que s'il y a là un des éléments essentiels de la preuve du fait incriminé : sans cela il vaut mieux, pour la bonne solution du procès pénal, s'attacher à des preuves moins conjecturales.

Il faut examiner en quelques mots les règles posées par le Code d'instruction criminelle pour la constatation, la conservation et la vérification du faux en écriture, car rationnellement ces règles doivent être étendues par analogie à toute expertise en écriture.

En ce qui concerne *le procédé de vérification*, l'expertise procède le plus souvent par comparaison d'écritures et l'on appelle les écrits admis pour cette opération les « pièces de comparaison » : la loi limite ces pièces de comparaison : 1° aux *actes authentiques* (art. 455), 2° aux *écritures privées, si les parties les reconnaissent* (art. 456); et par là, il faut entendre que les parties doivent être tenues de déclarer si elles nient ou si elles reconnaissent l'authenticité de la pièce : d'ailleurs l'article 461 donne au juge la possibilité d'exiger du prévenu qu'il donne sous ses yeux un spécimen de son écriture.

Au point de vue de la saisie et du dépôt des pièces, la loi établit également toute une réglementation (1); mais ces formalités ne sont pas imposées à peine de nullité.

Les règles légales particulières à l'expertise en écri-

(1) Art. 448, 449, 450 452, 454, 455, 457 du Code d'instruction criminelle.

ture étant signalées, quels sont les résultats qu'on peut attendre de l'opération ?

Il existe actuellement une véritable technique de l'expertise en écriture, relevant de la méthode expérimentale tendant à substituer aux « appréciations personnelles » et aux commentaires » d'autrefois « des preuves physiques, visibles et tangibles, que le juge puisse contrôler par lui-même » (1).

Selon les cas, l'expertise peut avoir affaire à l'une de ces trois hypothèses : altération d'un texte, décalque et imitation d'un texte donné, écriture déguisée ou imitée : les progrès auxquels est parvenue la technique de l'expertise, et par conséquent la force probante de l'expertise, varient beaucoup avec ces diverses situations.

1° *Altération d'un texte.* — Il s'agit alors de grattage, de surcharge ou de l'un et l'autre superposés. C'est le cas le plus simple : il existe toute une série de moyens, notamment la photographie, la microphotographie, certains procédés chimiques, l'examen au microscope, de faire apparaître ces altérations ; de plus, la photographie, par des agrandissements, permet de faire passer sous les yeux des juges les résultats mêmes de l'expertise. En résumé, « ici pas d'équation personnelle, une simple « manœuvre de laboratoire destinée à mettre sous les yeux des juges les faits eux-mêmes (2) », aspect objectif de la preuve, certitude de la démonstration.

2° *Décalque ou imitation d'un texte donné.* — Là

(1) Locard, *L'expertise en écriture*, 1912. On trouvera dans cette intéressante brochure, une étude tout à fait condensée d'une technique assez négligée jusqu'ici en France.

(2) Locard, *op. cit.*, p. 6.

encore la technique de l'expertise est arrivée à des résultats précis : les caractères du faux par décalque sont essentiellement, en effet, les reprises et le tremblement, qui sont facilement décelés par la microphotographie ; quant au faux par imitation, il se caractérise surtout par des retouches, révélées par l'examen au microscope. Sur ce point l'expert peut donc dès aujourd'hui « présenter aux « juges des raisons de croire autres que de simples appréciations, et les mettre à même de se prononcer sur des « preuves positives dues à une technique assurée (1) ».

3° *Écriture déguisée ou imitée.* — Ce sont là les deux cas-types de l'expertise en écriture, puisqu'ils comprennent soit l'hypothèse d'un faussaire qui a imité non plus un texte particulier, mais bien la façon d'écrire d'un individu, soit l'hypothèse dans laquelle l'auteur d'une lettre diffamatoire ou d'une dénonciation calomnieuse a déguisé son écriture normale : comme on l'a dit il s'agit ici d'une « identification par l'écriture » ; or, c'est précisément dans ces circonstances que l'expertise reste une preuve bien conjecturale.

Néanmoins, il y a une série de cas où l'on peut arriver à un résultat certain, par un moyen indirect, l'identification de l'écriture se trouvant opérée par suite de l'application d'un des moyens de preuve indiciale de l'identité personnelle : il arrive très souvent, en effet, que le papier recueille les empreintes digitales invisibles, mais qu'on peut faire apparaître, de l'individu qui le touche : aussi trouve-t-on assez souvent sur les documents contestés des empreintes qu'il suffit ensuite d'identifier avec celles de

(1) Locard, *op. cit.*, p. 7.

(2) *Supra*, chap. VII.

l'inculpé, pour avoir par cela même établi la matérialité de l'infraction.

En dehors de cette hypothèse, exceptionnelle d'ailleurs, quelles ressources reste-t-il à l'expert : l'énumération seule des procédés employés nous entraînerait trop loin : certaines méthodes traditionnelles (étude des caractères généraux du graphisme, surtout comparaison formelle des caractères : un tel fait des d et des c de telle façon, retrouve-t-on des c et des d semblables dans le document examiné) présentent un caractère nettement conjectural ; d'autres procédés tiennent compte des éléments mathématiques ; par exemple, on mesure avec un compas, que l'on reporte sur un instrument rigoureusement millimétré la hauteur d'une lettre dépassante choisie (t par exemple) et la longueur du mot qui la contient, et l'on divise l'une par l'autre ; l'opération est répétée sur un grand nombre de mots : une moyenne est établie indiquant le rapport moyen de la hauteur par rapport à la largeur de l'écriture. L'opération faite sur les deux textes comparés, on doit trouver des chiffres correspondant à très peu près ; un pareil procédé offre déjà l'aspect d'une moindre intervention de l'appréciation personnelle. On peut aussi user de la photographie ; de plus l'examen du papier et de l'encre peut fournir de précieuses indications (identité de l'encre et du papier du document examiné, avec ceux saisis chez l'inculpé ; filigrane du papier portant une date postérieure à la mort du prétendu auteur du document).

Néanmoins, tout cela reste encore très conjectural : du moins l'expert doit-il s'attacher à matérialiser le plus possible sa démonstration, par l'emploi de la photographie

notamment ; « il faut que le tribunal et le jury puissent
« se déterminer eux-mêmes sur ce qu'on leur fait voir
« et non sur ce qu'on leur raconte ».

Pour terminer ce rapide examen des résultats qu'on peut attendre dans l'état actuel de la comparaison d'écritures proprement dite, nous citerons la conclusion suivante, du docteur Locard, où l'on remarquera un souci d'établir des gradations dans la force probante de l'expertise, selon les hypothèses, souci analogue, et exprimé dans des termes correspondants, à celui qui se marque dans certaines expertises d'empreintes digitales (1) : « Il
« faut savoir reconnaître que dans la majorité des espè-
« ces on ne peut apporter que des présomptions plus ou
« moins fortes, et que, parfois, il serait criminel de
« répondre positivement et sans restriction dans un sens
« ou dans l'autre. Hors le cas où des empreintes ont pu
« être décelées sur la pièce contestée, la comparaison
« d'écritures ne donne au maximum qu'une *quasi certi-*
« *tude*. Elle peut parfois ne fournir que de *simples indi-*
« *cations*. Mais avec la technique actuelle des labora-
« toires, avec les procédés de mensurations, avec l'ana-
« lyse chimique, avec surtout la microphotographie, elle
« peut donner, dans un grand nombre de cas, de *très*
« *fortes présomptions tendant vers la certitude physique*
« *et non plus vers la certitude morale.* »

Il resterait à montrer aussi le rôle de la preuve indiciale, utilisée par l'expert, lorsqu'il s'agit d'établir la matérialité de l'infraction dans les cas très nombreux, où la loi pénale réprime les falsifications de produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux, ou encore

(1) Sur ce point, *supra*, chap. VII, n° 11.

aux besoins de l'agriculture. Mais il s'agit là d'un domaine immense s'étendant d'ailleurs chaque jour : il suffira de noter comme traits caractéristiques l'importance essentielle en ces matières de la preuve de la matérialité de l'infraction faite par l'expertise, au moyen de la preuve indiciale, et surtout l'organisation des opérations d'expertise, sur des bases contradictoires, en sorte qu'on peut voir dans cette réglementation le premier essai et peut-être l'annonce d'une généralisation de l'expertise contradictoire.

QUATRIÈME PARTIE

Indices de culpabilité

CHAPITRE XVIII

Leur caractère conjectural : Méthode d'interprétation. — Le mensonge réel

I. Les indices de culpabilité proprement dits. — Caractère conjectural et impossibilité de tout dénombrement. — II. Les faits infirmatifs de la probabilité des indices. — III. La falsification de la preuve circonstancielle. — Causes et formes du mensonge réel. — Sa répression par la loi pénale. — Le mensonge réel et les erreurs judiciaires : Celles-ci proviennent d'une constatation défectueuse, plus généralement que d'une mauvaise interprétation des indices. — IV. Principes de l'interprétation de la preuve indiciale. — Preuve du fait circonstanciel. — Rapport de causalité entre le fait circonstanciel et le fait principal. — L'enchaînement et le nombre des indices. — Mise en rapport des indices avec les autres modes de preuve. — Le contrôle du témoignage par les indices. — V. Rôle de la preuve indiciale dans la preuve de la responsabilité.

I. — La preuve circonstancielle lorsqu'elle consiste à tirer de l'existence de telle circonstance, l'affirmation de l'identité d'un individu, ou la détermination exacte de

l'époque ou de la matérialité d'une infraction, est susceptible d'une classification limitative des divers indices employés à atteindre ce but, encore que les progrès journaliers de la technique d'une pareille preuve puissent amener de fréquentes modifications à la classification adoptée ; de plus aujourd'hui, elle revêt dans ces rôles un aspect, objectif et scientifique, qui lui donne une force probante particulière. Au contraire les indices d'imputabilité et de culpabilité proprement dits ne saurait rentrer tous dans les cadres d'une classification : les auteurs, écrivant sous le régime des preuves légales, n'eurent jamais la prétention de tous les dénombrer ; leur aspect et leur force probante varient d'ailleurs avec les transformations constantes de la vie sociale, et les progrès scientifiques : enfin ces indices pas plus qu'à une classification, ne se plient à la rigueur d'une démonstration scientifique, la force probante, au point de vue de la démonstration de la culpabilité, de telle circonstance retenue comme indice, dépendant surtout de la méthode, de l'intelligence et de la conscience du magistrat, administrant cette preuve. L'esprit pénétrant d'analyse des anciens auteurs avait fait de ces indices un examen détaillé : nous avons cité de nombreux exemples dans le chapitre consacré à l'histoire de la preuve circonstancielle (1) ; cette étude ayant en vue surtout les applications nouvelles de la preuve indiciale nous bornerons l'examen des indices de culpabilité aux points suivants : règles méthodiques qui doivent présider à l'application de la preuve circonstancielle ; falsifications que peut subir cette sorte de preuve ; contre-

(1) *Supra*, chap. III.

partie nécessaire des indices de culpabilité, c'est-à-dire circonstances infirmatives de leur probabilité. Il nous faudra signaler aussi par des exemples choisis comme un signe essentiel du caractère toujours conjectural de la preuve indiciale, les atteintes qu'ont fait subir à certains indices traditionnels de culpabilité, soit les progrès scientifiques, soit les conditions de vie nouvelles. Il importe d'ailleurs, pour déterminer exactement le champ actuel des indices de culpabilité proprement dits, de rappeler avant tout autre développement, que la preuve dans le procès répressif est complexe, et que la preuve indiciale, par des procédés scientifiques, de l'identité d'un inculpé ou de la matérialité d'une infraction, constitue parfois, en même temps, une démonstration tout aussi rigoureuse de l'imputabilité (et par suite de la culpabilité) (1).

II. — Les indices de culpabilité ont une contre-partie : ce sont toutes les circonstances qu'on peut interpréter comme une preuve de non-culpabilité, tous les faits *infirmatifs*, de la probabilité des présomptions de culpabilité, selon les termes de Bentham (2). Cet auteur, à propos de chacun des principaux indices de culpabilité qu'il étudie, examine avec une grande sagacité les différents faits qui peuvent infirmer la conclusion à laquelle on pourrait arriver relativement à la culpabilité ; comme il l'indique fort justement en effet : « Puisque les faits infirmatifs
« sont si sujets à être oubliés, un des plus grands servi-
« ces qu'on puisse rendre à l'art judiciaire est de les ras-

(1) *Supra*, chap. VI, XVI et XVII.

(2) Bentham, *op. cit.*, t. I^{er}, liv. V, pp. 313 et suiv.

« sembler sous certains chefs et de les mettre en évidence. » Il montre d'abord que les preuves circonstanciennes auxquelles on réserve plus particulièrement le nom de preuves *réelles* (preuves tirées de l'état des *choses*) (1) sont toutes susceptibles de falsification. Quant aux preuves circonstanciennes, tirées de la conduite des personnes, elles sont contre-balancées par des faits infirmatifs encore plus fréquents ; comme il le dit : « Qu'il y ait eu l'opportunité la plus favorable et le motif le plus puissant pour commettre un certain délit ; ces deux circonstances par elles-mêmes ne fournissent pas la moindre preuve que la personne sur qui elles se réunissent ait commis ce délit : autrement il faudrait, par exemple, fixer l'imputation de parricide sur chaque fils dont le père meurt en laissant une propriété qui descend à ce fils. » En examinant comment on accorde aujourd'hui une force probante moins grande que jadis à certains indices de culpabilité (le trouble, la fuite de l'inculpé), nous verrons que les faits infirmatifs augmentent en nombre et en importance pour beaucoup d'indices avec les changements sociaux et les progrès scientifiques. Il est donc du devoir du magistrat instructeur et du juge de tenir compte chaque fois qu'ils appliqueront la preuve indiciale, des circonstances qui peuvent infirmer la probabilité du fait à démontrer ; le magistrat instructeur notamment « relèvera avec un soin égal toutes les circonstances favorables à l'accusé et la certitude eu égard à la culpabilité même ne saurait d'ailleurs être acquise un instant, tant que le plus léger doute sur la réalité des faits en informa-

(1) *Supra*, chap. I^{er}.

tion n'aurait pas été éclairci (1). » Du reste la preuve circonstancielle, c'est-à-dire la recherche des présomptions de fait est dominée, dans tout le procès pénal, par l'existence d'une présomption de droit, la présomption d'innocence qui ne peut tomber que devant la preuve contraire. Le meilleur remède aux abus possibles d'une interprétation des indices dans le sens exclusif de la démonstration de la culpabilité, consiste dans l'organisation de l'instruction contradictoire qui place la société et l'inculpé sur un plan d'égalité.

III. — L'autre danger des preuves circonstanciellés, c'est la possibilité de leur falsification. Le *mensonge réel* est aussi dangereux, en dépit d'un axiome de la jurisprudence anglaise *circumstances do not lie*, « les circonstances ne mentent pas », que le mensonge oral ou écrit. Les causes de cette falsification des preuves réelles sont en effet très nombreuses : tantôt, et c'est l'hypothèse normale, les preuves réelles ont été falsifiées par le criminel lui-même pour sa justification ; un domestique vole l'argenterie de ses maîtres, donne à ce vol tous les caractères d'un cambriolage, d'un vol par effraction, et il s'efforce, le délit découvert, d'aiguiller les recherches sur un autre domestique récemment congédié et qui connaissait l'existence et l'emplacement des objets volés. Les preuves réelles sont souvent aussi perturbées par un individu innocent, qui, ayant peur de voir tomber sur lui les soupçons, altère l'apparence des choses, de façon à

(1) Mittermaier, *Théorie de la preuve en matière criminelle*, p. 154.

détruire les indices qu'on aurait pu en tirer ; un tiers peut aussi dans une intention calomnieuse tout disposer de façon à faire croire coupable un innocent ; enfin certaines maladies mentales, et certaines tares physiologiques amènent à la fois des falsifications de preuves réelles et des faux témoignages : c'est notamment un des effets fréquents de l'hystérie (1), sous la forme notamment de simulation d'attentats. Cette falsification des preuves réelles est de nature à nuire gravement à la bonne administration de la justice criminelle : c'est une source toujours possible d'erreurs judiciaires, ou tout au moins, dans beaucoup de cas une cause de ralentissement dans la marche du procès répressif. Il importe donc lors même qu'il s'agit d'une falsification de la preuve réelle opérée par un innocent, de réprimer, par une mesure pénale, de pareilles pratiques : les Romains semblent les avoir frappées des peines du *stellionat* (2) : ce terme s'entendait d'une série de délits, dont chacun se trouvait caractérisé par la loi ; or l'un de ces délits est ainsi défini : « *Item si quis imposturam fecerit vel collusionem in necem alterius, stellionatus poterit stipulari* » (3), termes qui semblent bien comprendre la fabrication de preuves réelles dans le but d'arriver à la condamnation capitale d'autrui. Dans notre droit au contraire, rien de pareil à l'infraction

(1) La célèbre affaire La Roncière est l'un des exemples les plus remarquables de l'ingéniosité que peuvent apporter les hystériques dans le mensonge réel aussi bien que dans le mensonge oral. Voir Lailler et Vonoven, *Les erreurs judiciaires et leurs causes*, Paris, 1897, p. 516 et suiv.

(2) Tel est du moins l'avis de Bentham, *op. cit.*, t. I^{er}, pp. 322

(3) D. XLVII, 20.

que certains codes étrangers prévoient et punissent sous le nom de *simulation d'infraction*. Certains actes de cette sorte peuvent rentrer sous la qualification soit d'outrage envers l'autorité, soit encore de faux. Il serait à souhaiter qu'une disposition aussi formelle que l'article 211 du Code pénal italien vienne réprimer la falsification des preuves réelles : sous la rubrique « *de la simulation d'infraction* » cet article 211 dispose en effet ainsi : « Quiconque dénonce à l'autorité judiciaire ou à un fonctionnaire public qui est tenu d'en rendre compte à cette autorité, une infraction qui n'a pas eu lieu, ou bien qui en simule les traces, de manière à rendre possible l'ouverture d'une procédure pénale pour la constater est punie de la réclusion, qui peut être portée à trente mois..... (1). »

Il faut ajouter qu'à la falsification de la preuve réelle se prêtent également les mêmes progrès, qui permettent de recueillir plus facilement les indices : il est bien certain que le télégraphe, les chemins de fer et tous les moyens actuels de communication rapide, s'ils facilitent évidemment la recherche des preuves, permettent aussi cette falsification de la preuve réelle que constitue un faux alibi. Le mensonge réel est donc redoutable et l'on ne saurait trop en tenir compte comme d'un élément perturbateur de la preuve ; mais il importe de faire à ce sujet deux observations.

La première, c'est qu'en général les erreurs judiciaires proviennent plus encore du mensonge oral que du men-

(1) Voir Garraud, *Traité théorique et pratique de Droit pénal*, 2^e édit., 1900, t. IV, pp. 249 et suiv.

songe réel, et la critique, que nous n'avons pas à faire ici, du témoignage démontre que ce mode de preuve est beaucoup plus redoutable encore, que la preuve circonstancielle, lorsqu'on donne à celle-ci une base méthodique et solide (1). La seconde remarque, c'est qu'en réalité les erreurs judiciaires, qui peuvent résulter de la preuve circonstancielle, proviennent non pas tant de l'interprétation, que de la constatation défectueuse des indices (2). Il est d'ailleurs facile d'en juger par certains exemples se rapportant aux questions traitées dans les chapitres précédents: jusqu'à l'application courante de la dactyloscopie, la présence de plusieurs verres laissés par des malfaiteurs dans une maison cambriolée, pouvait rationnellement s'interpréter comme une preuve de l'accomplissement de l'infraction par plusieurs auteurs: à l'heure actuelle, la logique n'interdit pas d'en tirer la même conclusion, mais le juge instructeur qui baserait un pareil raisonnement sur la seule apparence, montrerait une ignorance complète dans l'art de recueillir et de constater les indices: la technique de la recherche des preuves lui impose, en pareille circonstance, l'examen des empreintes que portent sûrement les verres, et dont la variété possible permettra de déterminer à coup sûr s'il y a eu plusieurs buveurs. De même encore il arrivera souvent qu'en

(1) Voir Lailler et Vonoven, *op. cit.*, et Guilhermet, *Comment se font les erreurs judiciaires*.

(2) Voir notamment Lailler et Vonoven, *op. cit.*, chap. III, pp. 97 et suiv. D'ailleurs, il importe de tenir compte aussi et dans une large mesure, des erreurs qui peuvent provenir d'une mauvaise interprétation, particulièrement dans l'expertise médico-légale. (Voir *supra*, chap. XVI.)

matière d'expertise médico-légale, d'autopsie par exemple, l'expert en négligeant de constater, et de tenir compte de certaines circonstances de fait, faussera toutes ses conclusions. C'est ainsi que la pendaison, la submersion et la suffocation, peuvent également se rencontrer pour un suicide et pour un crime ; mais si l'expert se trompe dans ses conclusions, s'il dénomme crime un suicide, c'est la plupart du temps qu'il a oublié de tenir compte de certaines circonstances de fait qui lui ont échappé : par exemple dans un cas de crime par submersion, il n'aura pas tenu compte de traces de lutte et de violence, très faibles peut-être, mais existant néanmoins sur le corps du noyé ; ou bien encore l'expert aura conclu par erreur de ce fait qu'on a trouvé dans les mains d'un cadavre l'arme qui a servi à déterminer la mort, qu'il s'agissait d'un suicide, non d'un crime, en négligeant de constater une circonstance, que l'expérience affirme révélatrice de la simulation, l'aspect et l'état des mains tenant l'arme : il est démontré en effet que les personnes venant de mourir, et à qui l'on met des objets dans les mains, ne retiennent pas ces objets aussi convulsivement que les personnes qui les tenaient déjà au moment de l'agonie. On pourrait ainsi multiplier les exemples démontrant que les erreurs proviennent la plupart du temps d'un oubli initial dans la constatation des indices (1).

IV. — Ceci posé, et avant de préciser par l'étude de quelques exemples choisis d'indices de culpabilité, le

(1) Voir toute une série d'erreurs d'expertises médico-légales, de cette nature dans Lacassagne, *Les erreurs judiciaires et les médecins experts*, pp. 10 et suiv.

caractère conjectural et variable suivant les époques et les conceptions scientifiques de ces sortes de preuves, il faut déterminer à quelles règles de logique, le magistrat instructeur et le juge, qui jouissent évidemment dans notre système de procédure pénale, d'une liberté complète d'appréciation, doivent pourtant se soumettre rationnellement, pour éviter autant que possible les chances d'erreur. Ces règles ont été formulées de façon très heureuse par les auteurs du XVIII^e siècle, dans leurs études de la preuve conjecturale, sous le régime des preuves légales, par Jousse notamment, dans son *Traité de la justice criminelle*, tome I, p. 805 et suiv., *De la manière d'estimer la preuve qui se fait par des indices*. Les observations de ces auteurs sont toutes basées sur cette idée que la preuve circonstancielle étant une preuve de raisonnement, le double principe d'*identité* et de *raison* sur lequel repose la logique formelle doit rester la base de l'appréciation et de l'interprétation des indices.

Le premier principe à poser c'est qu'il ne faut tirer de conclusions que d'un indice établi par des procédés de preuve parfaitement sûrs. Les anciens jurisconsultes suivaient notamment cette règle en exigeant, lorsque l'indice se trouvait établi par le témoignage, la déposition d'au moins deux témoins : aujourd'hui on appliquera au témoignage rapportant telle circonstance de fait susceptible d'être interprétée comme indice, toutes les règles de critique et d'appréciation, qu'on peut tirer des données scientifiques actuelles sur la véracité de ce mode de preuve : la critique ici devra même être particulièrement sévère, car souvent l'indice révélé par le témoin consistera dans telle circonstance (menaces, attitude ou actes

suspects de l'inculpé) susceptible d'appréciation subjective et d'exagération de la part du témoin, beaucoup plus que s'il s'agissait d'une vision directe par lui du fait délic-tueux. Les indices peuvent être fournis aussi par la simple représentation d'objets trouvés, soit sur l'inculpé, soit sur le lieu de l'infraction : il s'agira ici de *pièces à conviction* ; nous avons fait ressortir déjà l'importance d'une bonne constatation de cette sorte d'indices, pour déjouer le mensonge réel : nous verrons que la loi elle-même, et la pratique judiciaire et policière ont également formulé des règles pour arriver aux résultats les plus sûrs.

La valeur de la preuve indiciale dépend essentiellement du rapport de causalité qui doit exister entre le fait circonstanciel et le fait principal, qu'il s'agit d'établir ; or, si un effet ne peut être interprété que par une seule cause, il est facile de deviner la cause par son effet au moyen d'un raisonnement forcément juste ; si au contraire tel fait retenu comme indice, peut s'expliquer comme l'effet de deux ou plusieurs causes différentes, la conclusion qu'on en tirera au point de vue de la preuve, puisque précisément cette conclusion consistera à affirmer que le fait circonstanciel connu a été causé par l'une des causes possibles, mais par celle-là seulement, s'en trouvera beaucoup plus conjecturale et incertaine : c'est ainsi que les anciens auteurs considéraient comme constituant un indice indubitable, suffisant à lui seul pour asseoir une condamnation, la réunion des circonstances suivantes : l'accusé surpris emportant la chose dérobée et sortant du lieu où elle a été prise, ou prenant la fuite vers un autre endroit où il l'a mise, et où elle a été trouvée ; il ne peut y avoir ici en effet en bonne logique qu'une seule expli-

cation de pareils faits : l'accusé est le voleur. Constituait au contraire un indice moins grave, cette circonstance que l'accusé avait été vu sortant de la maison où avait eu lieu un vol, pendant la nuit même où s'était consommée l'infraction : encore que les apparences soient ici très fortes en faveur de la même solution que dans l'hypothèse précédente, il pourrait ne s'agir que d'une simple coïncidence, et le fait circonstanciel a peut-être une toute autre cause que la culpabilité de l'accusé.

La preuve indiciale doit donc être pesée soigneusement dans chaque espèce, et les classifications des indices par ordre décroissant de valeur probante qu'on rencontre dans les auteurs du XVIII^e siècle, peuvent, à ce point de vue, être souvent consultées et appliquées aujourd'hui.

Il faut remarquer que lorsqu'il s'agit de découvrir la vérité au moyen des indices, deux situations très différentes peuvent se présenter. Dans une première série d'hypothèses, tous les indices, se soutenant les uns les autres, concourent au même but, l'affirmation de tel fait comme vrai : Jean a été tué, dans un chemin écarté, d'un coup de feu ; or, un témoin vient déclarer que Pierre et Jean s'étaient souvent querellés ; un autre rapporte avoir vu Pierre acheter peu avant le crime un revolver, et des balles de tel calibre ; une expertise médicale démontre que ce calibre s'adapte précisément à la blessure, à laquelle Jean a succombé ; enfin un dernier témoignage vient affirmer que Pierre a été vu le jour du crime, rôdant aux alentours du lieu où on a trouvé le cadavre. Ici tous les indices s'enchaînent les uns aux autres pour démontrer la culpabilité de Pierre ; ce qui importe au point de vue de la preuve, dans une pareille hypothèse, n'est pas le

nombre des indices, mais précisément leur enchaînement logique. « Là où la chaîne se brise, là où un anneau « échappe, les autres anneaux doivent être écartés » : il suffit par exemple, dans les circonstances indiquées ci-dessus, que l'expertise médicale vienne démontrer que la blessure de Jean n'a pas pu être causée par une balle du calibre du revolver acheté par Pierre : cela seul suffirait à faire tomber toute la construction logique de la prévention.

Dans d'autres cas au contraire, les indices sont indépendants les uns des autres, et chacun d'eux se rattachant à des considérations différentes, a sa valeur probatoire propre : on prouvera la culpabilité d'un cambrioleur à la fois par la dactyloscopie, et par cette circonstance qu'un témoin l'a vu sortir de la maison cambriolée ; la probabilité du fait principal, qu'il faut établir, croît alors, en raison du nombre des indices recueillis.

La conviction du juge va surtout résulter dans le procès pénal, de cette question : les preuves concordent-elles ensemble, notamment la preuve indirecte, les indices, sont-ils d'accord avec la preuve directe, les témoignages, l'aveu de l'inculpé ? Si oui, la réalité du fait principal ne peut guère se contester ; c'est au contraire, au cas de désaccord entre les divers modes de preuve, que le juge répressif aura besoin d'une grande perspicacité pour démêler la vérité. C'est à ce sujet que recommence sans cesse la discussion théorique sur la supériorité respective de la preuve directe et de la preuve indirecte. Débat inutile, nous l'avons déjà indiqué, puisqu'aussi bien chacun des modes de preuve employés comporte sa part d'incertitude. Néanmoins l'opinion doctrinale a jusqu'à une

époque récente, traditionnellement considéré les indices comme des moyens inférieurs de certitude, moins concluants en tout cas que ceux qui résultent de la preuve directe. Abandonnée aujourd'hui cette doctrine reste dans l'esprit d'un grand nombre, et le *misonéisme* qui s'est révélé à l'égard de la preuve indiciale, lorsque pourtant elle s'est présentée dans la solution de certaines questions du procès pénal, avec une véritable rigueur scientifique, provient surtout de cette cause. On peut affirmer aujourd'hui que la preuve indiciale résout plusieurs des questions qui se posent au cours du procès pénal avec une certitude presque complète, et que dans tous les cas les indices, à la double condition que le fait circonstanciel soit absolument établi et que le rapport entre ce fait et le fait principal soit un rapport direct de cause à effet, constituent une preuve parfaitement décisive.

Mais pour la bonne administration de la preuve répressive, il importe, toutes les fois que faire se peut, de combiner la preuve directe et la preuve indirecte. Les conclusions de la science nouvelle du témoignage (1) ont amené précisément, à faire jouer à la preuve circonstancielle le rôle de contrôle et de pierre de touche de la preuve testimoniale : il ne s'agit plus seulement de contrôler la bonne foi du témoin, besogne qu'on a toujours confiée à la preuve circonstancielle : la loi et le juge acceptent les témoignages ou préfèrent tel témoin à tel autre, par suite de l'existence de certaines circonstances : le témoin est

(1) Consulter notamment la conférence de Claparède à l'Assemblée générale de l'Union internationale de Droit pénal à Bruxelles en 1910, *Bulletin de l'Union*, 1910, t. XVII, pp. 496 et suiv.

par exemple un homme parfaitement honorable, il n'avait aucune relation avec l'inculpé ; il s'agit en plus de contrôler l'exactitude des souvenirs et des perceptions du témoin, en objectivant la preuve, c'est-à-dire en plaçant le témoin dans telle circonstance, qui augmente par elle-même la foi due à sa disposition, constituant ainsi un véritable indice de véracité plus grande de ce témoignage. C'est d'une opération de ce genre qu'il s'agit, lorsque, comme nous l'avons indiqué on dispose le cadavre inconnu pour une reconnaissance ; mais la nécessité d'un pareil contrôle est constante : voici un témoin qui prétend pouvoir reconnaître le criminel, qu'il a vu frappant sa victime : il est bien certain que l'on aura une plus grande certitude que l'individu reconnu par lui est vraiment le coupable, s'il l'a désigné dans un groupe assez nombreux ; si, par contre, le juge d'instruction s'est borné à mettre le témoin en présence du seul individu à reconnaître, l'épreuve est beaucoup moins décisive. La présence donc de plusieurs personnages, au milieu desquelles on a placé la personne à identifier, est précisément le fait circonstanciel, l'indice qui permet de conclure à une véracité plus certaine du témoignage.

Une circulaire du garde des sceaux, adressée le 31 janvier 1901, aux procureurs généraux, procureurs de la République et juges d'instruction réglemente, suivant les principes exposés ci-dessus les confrontations et la représentation des pièces à conviction. En voici les principales dispositions : « La confrontation des prévenus avec les
« témoins, la représentation à ces derniers des objets saisis comme pièces à conviction sont des mesures d'une
« importance capitale qu'on ne saurait entourer de trop

« de garanties. Les juges d'instruction procèdent souvent
« en cette matière avec plus de simplicité que de prudence. Ils se bornent à montrer aux témoins le prévenu
« et à leur demander s'ils le reconnaissent. Cette façon
« d'agir peut prêter à de regrettables confusions ; tel
« témoin d'intelligence moyenne, facilement impressionnable, troublé par l'appareil de la justice, peut s'illusionner et de bonne foi, reconnaître sur une ressemblance vague, et par cela seul qu'il le voit détenu ou
« simplement accusé, un homme qu'il n'a jamais vu.
« L'erreur sera d'autant plus dangereuse qu'elle sera plus
« sincère et, une fois commise dans le cabinet du magistrat instructeur, ne fera que s'affirmer à l'audience. Je
« désire que toute confrontation importante soit opérée
« à l'avenir, s'il n'y a pas impossibilité absolue, dans
« les conditions offrant, avec plus de garanties pour la
« défense, un appui plus solide pour la prévention. Tout
« d'abord, le témoin appelé à reconnaître l'inculpé devra,
« avant toute confrontation, être minutieusement interrogé sur le signalement qu'il en peut fournir. Le prévenu lui sera présenté ensuite, mais en même temps que
« d'autres personnes offrant, autant que possible, ne
« serait-ce que par leurs vêtements, quelques traits de
« similitude avec lui. De même toute pièce à conviction
« placée sous les yeux d'un témoin devra être entourée
« d'objets de la même espèce. » Et après des indications
sur les moyens pratiques à employer pour objectiver par ces procédés le témoignage, la circulaire conclut :

« On évitera ainsi les affirmations précipitées et téméraires dont les conséquences peuvent être irréparables
« et, par contre, on assurera à la prévention, lorsque les

« déclarations de reconnaissance d'objets ou de prévenus
« se seront manifestées dans les circonstances que je viens
« d'indiquer, des éléments de preuve d'autant plus sûrs
« que les chances d'erreur auront été plus soigneusement
« écartées (1). »

V. — Enfin dans le procès pénal, c'est encore la preuve indiciale qui vient jouer le rôle suprême, en fonctionnant, au moyen de l'expertise médico-légale, comme preuve de la responsabilité. Si normalement la question de la responsabilité ne se pose pas, la preuve de l'imputabilité, suffisant à elle seule, il se produit nombre de cas où la loi pénale ne punit pas un individu, c'est-à-dire ne le rend pas responsable, à raison d'un fait, qui lui est cependant imputable. La base de la responsabilité est en effet la faute, qui implique chez le criminel la volonté d'accomplir sciemment l'acte incriminé, avec toutes les conséquences qu'il entraîne. La loi déclare notamment qu'« il
« n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état
« de démence au temps de l'action ». Lorsqu'il y aura un doute sur l'état mental de l'inculpé, sur sa responsabilité, comment et par quel mode va-t-on faire la preuve de la responsabilité ou de l'irresponsabilité ? La preuve sera faite ici comme dans la plupart des questions relatives à l'époque où à la matérialité du délit, par le moyen de la preuve circonstancielle recueillie et révélée par l'expertise médico-légale. La preuve de la responsabilité résulte en effet d'un ensemble de faits circonstanciels : constitution physiologique même du sujet à examiner

(1) Le texte de cette circulaire se trouve rapporté dans le *Journal des Parquets*, 1901, 3^e partie, p. 67.

(cerveau insuffisamment développé : crétins, idiots, faibles d'esprit), symptômes extérieurs, manifestant un mauvais fonctionnement du cerveau (manies, phobies, perversion de l'instinct sexuel, hallucinations, etc...), antécédents enfin et dégénérescences (1). Outre les difficultés et les inconvénients ordinaires de l'expertise médico-légale, il existe ici une difficulté provenant de ce que la loi pénale considère en somme comme responsable, l'individu normal au point de vue intellectuel : or la science montre qu'il n'y a pas de commune mesure à laquelle on puisse se référer ; en d'autres termes il n'existe pas de type normal d'une santé intellectuelle parfaite. De là les conclusions de beaucoup d'expertises portant sur la responsabilité, et déclarant en tenant compte de telle circonstance (notamment des antécédents) qu'il n'y a ni responsabilité complète, ni démence, mais demi-responsabilité, responsabilité atténuée.

(1) Voir dans les feuilles d'examen médico-légal du Dr Lacassagne la feuille relative à l'examen médico-légal d'un criminel aliéné. Voici les divers chefs de l'expertise : Antécédents domestiques, personnels (physiques et psychiques), histoire de la maladie, examen du malade (constatations anatomiques, constatations physiologiques).

CHAPITRE XIX

Influence des progrès scientifiques et des conditions actuelles de la vie sociale sur la valeur probante de certains indices de culpabilité.

I. Diminution de la valeur probante de certains indices sous l'influence des changements de conditions de vie, et des progrès scientifiques. — II. Le trouble comme indice de culpabilité. — Les idées traditionnelles et leur survivance : les confrontations avec le cadavre. — La révélation scientifique de l'émotion interne. — III. L'aveu extra-judiciaire : les circonstances infirmatives de l'indice de culpabilité qu'on en tire. — IV. La fuite : la force probante de cet indice autrefois et aujourd'hui.

I. — Dans ce chapitre il nous paraît utile de montrer, par l'étude à titre d'exemple, d'indices, dont l'examen est particulièrement intéressant, comment certaines présomptions de l'homme traditionnellement regardées comme des signes de culpabilité, semblent aujourd'hui, des bases trop fragiles de certitude, pour qu'on les puisse généralement employer, sans danger de fausser la preuve pénale.

Le plus ordinairement cet affaiblissement de valeur probante, provient de la critique scientifique, qu'on a faite de conceptions anciennes dont l'absence de fondement logique a été démontrée. On s'est, par exemple, aperçu, que des manifestations, qui semblaient avoir pour cause

directe le sentiment de sa culpabilité, dans la conscience de l'inculpé, pouvaient s'expliquer de toute autre façon. Nous examinerons à ce point de vue la revision serrée, qui s'est faite des idées anciennes, en ce qui concerne le trouble de l'inculpé et l'aveu extra-judiciaire.

Il est arrivé souvent aussi que certains indices de culpabilité, ordinairement exacts dans les conditions de la vie sociale ancienne, ont perdu beaucoup de leur valeur par suite des transformations complètes de l'existence. C'est ce qui s'est produit notamment pour l'indice tiré de la disparition d'un individu à la suite d'une infraction.

II. — Le trouble manifesté par l'inculpé est traditionnellement considéré comme un indice de culpabilité. Il se traduit par une série de symptômes physiques (rougeur, pâleur, tremblement nerveux, sanglots, bégaiement, etc...). Au cours de l'instruction ou du procès répressif, ces manifestations de trouble se produisent dans diverses circonstances : ou bien l'inculpé est confronté avec des témoins venant affirmer sa culpabilité, ou bien encore, au cours des interrogatoires qu'il subit, il traduit son trouble et son désarroi par ses contradictions et sa confusion ; ou bien enfin ces symptômes de la peur sont déterminées par la mise de l'inculpé en présence, soit des pièces à conviction, soit surtout, du cadavre de la victime lorsqu'il s'agit d'un crime. La conséquence qu'on tire de ces symptômes à savoir la conscience chez l'inculpé de sa culpabilité, sa « *conscience criminative* » repose sur un raisonnement, dont Bentham a fort exactement déterminé les étapes successives : les symptômes visibles de peur impliquent l'existence chez leur auteur d'une vive émo-

tion : cette émotion résulte de l'appréhension des conséquences attachées par la loi à l'infraction commise, appréhension qui naît elle-même de ce que l'inculpé est certain qu'il est précisément l'auteur de l'infraction (1). C'est évidemment la preuve indiciale avec tout son caractère hypothétique et conjectural : aussi bien il importe de savoir, si vraiment les symptômes de la peur ne peuvent s'expliquer que par la conscience de sa culpabilité chez l'inculpé : cette situation constitue-t-elle le fait normal, le *plerumque fit*, ou une simple probabilité souvent en contradiction avec la réalité ? Notre ancien droit considérait bien ces symptômes de la peur comme un indice de culpabilité ; on rangeait en effet au nombre des indices prochains, c'est-à-dire de ces indices dont l'effet ordinaire était de permettre l'application de la question, le *trouble*, la *pâleur*, le *tremblement de la voix* de l'accusé, au moment où il sort du lieu du crime, les *variations* et *contradictions* de ses réponses, un *air pâle et ému*, au cas d'homicide, lorsqu'il sort de la maison, où on a découvert la victime (2). Il y a fort longtemps déjà que l'on a fait subir à cette opinion traditionnelle une critique serrée, dont l'essentiel se trouve déjà dans l'œuvre de Bentham. Si en effet l'existence de symptômes habituellement désignés sous le nom de symptômes de la peur autorise à conclure à l'existence d'une émotion, l'on ne saurait sans péril conclure de l'émotion à la culpabilité. L'état émotionnel peut être en effet simplement le résultat de la honte de se trouver soupçonné à tort ou de la crainte des

(1) Bentham, *op. cit.*, t. I, pp. 365 et 366.

(2) Muyart de Vouglans, *Les lois criminelles*, p. 807.

suites qu'aurait une condamnation résultant d'une erreur judiciaire. D'autre part, il est encore plus faux de passer de l'absence de toute manifestation émotionnelle à l'idée de non-culpabilité; il semblerait plutôt que les criminels professionnels ont une singulière audace à mentir sans sourciller, et sans jamais se faire remarquer par aucune des apparences du trouble (1); l'école italienne n'a pas hésité à indiquer, parmi les symptômes qui caractérisent les homicides-nés, leur insensibilité, dans la circonstance même où les manifestations du trouble semblent presque constantes, c'est-à-dire lors de la confrontation avec le cadavre de la victime (2).

Il est cependant curieux que l'emploi de l'indice de culpabilité tiré de l'existence des symptômes de la peur ait survécu jusqu'à nous et sous sa forme la plus dangereuse peut-être, consistant précisément dans cette confrontation de l'accusé avec le cadavre de sa victime. Cette sorte de confrontation est restée traditionnelle dans certains parquets, et elle présentait ce singulier caractère d'être employée alors même qu'il n'y avait à le faire aucune utilité au point de vue de la preuve de la culpabilité, l'accusé ayant par exemple avoué déjà son crime. Il faut en réalité voir dans cette habitude, un souvenir et comme un prolongement ininterrompu de l'emploi d'une

(1) La critique de l'indice de culpabilité tiré des symptômes apparents de la peur a été faite, avec des exemples intéressants, dans un article de Hans Reichel traduit par Burle dans les *Archives d'anthropologie criminelle* de 1910, pp. 376 et suiv. : Du trouble comme motif de suspicion.

(2) Ferri, *L'omicidio nell' antropologia criminale*, t. 1^{er}, pp. 356 à 359, 649 à 654.

des épreuves les plus caractéristiques, des coutumes germaniques, l'*épreuve du cercueil*, dite encore *épreuve du sang* ou *cruentation des cadavres* (1). Lorsqu'en effet on n'avait pu découvrir l'auteur d'un assassinat on obligeait tous les individus soupçonnés à venir toucher le corps de la victime, exposé sur un cercueil : si le cadavre se trouvait en contact avec le meurtrier, il devait laisser échapper quelques gouttes de sang. C'était évidemment là une procédure propre à vigoureusement frapper des imaginations simples et tout imprégnées de la croyance à une intervention constante de la divinité, et elle ne devait pas manquer de déterminer maintes fois chez le véritable meurtrier un grand trouble et l'aveu de son crime. Cette épreuve semble s'être maintenue après la disparition des autres *ordalies*, et l'on trouve des exemples de son emploi au XVI^e siècle. C'est certainement l'origine de la tradition constante des confrontations avec le cadavre : l'abus de ce procédé détermina, le 1^{er} mars 1901, à la Chambre des députés, une question posée au garde des sceaux par le député Julien Dumas, qui faisait justement observer, à propos d'une affaire où une pareille confrontation avait eu lieu, après des aveux complets de l'accusé, que « dans « toute matière pénale, ce qui n'est pas strictement indis- « pensable est excessif, et qu'il ne faut jamais pousser « les mesures d'instruction au-delà des actes de procé-

(1) On trouvera des détails sur le fonctionnement de cette épreuve adoptée non seulement par les théologiens qui s'appuyaient sur ce texte de l'*Apocalypse* (*Apoc.*, VI, 9) : « *Usquequo Domine non vindicās sanguinem nostram de interfectoribus nostris, qui habitant in terris* », mais admise aussi par des médecins, *apud* Hériot, *Les difficultés de preuve en matière d'homicide*, pp. 18 et 19.

« dure absolument nécessaires pour arriver à découvrir
« la vérité ». Le garde des sceaux, M. Monis, déclara
notamment : « Ce qu'il faut dire, c'est que la recherche
« de la vérité, but unique de l'instruction, est toujours
« pleine de périls et de difficultés. Il est aussi difficile de
« découvrir la vérité dans l'ordre des faits moraux que
« dans l'ordre des faits physiques. Je voudrais que le
« juge d'instruction s'inspirât plus souvent de la réserve,
« de la méthode qui président aux recherches scientifi-
« ques. Il est facile de comprendre que le fait seul de
« transporter une instruction dans un milieu émotionnel,
« violent, quelquefois même, terrorisé par artifice, c'est
• « augmenter les chances d'erreur et faire courir à la vérité
« un suprême danger. Aussi ai-je déjà fait connaître ma
« manière de voir au parquet de Paris, car c'est à Paris
« que d'une façon plus particulière j'ai rencontré ce genre
« d'abus, etc... ».

Ces considérations furent sanctionnées par une circulaire du 6 mars 1901 dans laquelle le garde des sceaux déclare qu'en principe, et sauf le cas de nécessité absolue pour la découverte de la vérité, on ne ferait plus de confrontations de ce genre (1).

Il est donc certain qu'on ne doit accorder qu'une valeur toute relative au point de vue de la démonstration de la culpabilité à toutes les manifestations symptomatiques d'embarras qu'on peut observer dans la personne d'un inculpé. Il est même un point démontré par l'expérience, c'est que l'hésitation dans les réponses est plutôt un indice favorable à l'accusé, et à sa véracité : l'hésitation est en effet ordinairement le résultat d'un travail de

(1) *Revue-pénitentiaire*, 1901, pp. 593 et suiv.

l'esprit pour ne pas s'écarter de la ligne de la vérité : elle exprime la crainte qu'on peut avoir de manquer de mémoire, ou de ne pas trouver l'expression qui réponde exactement à la pensée ; pareille hésitation ne se remarquera jamais chez l'accusé qui forge par avance et de toutes pièces un système imaginaire de défense ; d'ailleurs la psychologie du témoignage a révélé que les témoins les moins sûrs sont précisément ceux dont les affirmations sont les plus tranchantes.

On s'est préoccupé de savoir si malgré l'impassibilité apparente de certains inculpés, on ne pourrait pas arriver par un moyen scientifique à s'apercevoir de leur émotion intérieure. L'école italienne croit qu'il est possible d'y parvenir par l'emploi du sphymographe faisant connaître, par le tracé de la circulation du sang, les émotions internes du prévenu malgré son calme apparent (1) : la méthode en tout cas n'est restée jusqu'ici qu'une méthode de laboratoire. Il faudrait d'ailleurs se demander si l'usage du sphymographe ne dépasserait pas les limites des pouvoirs d'un juge d'instruction, une pareille recherche semble en effet incompatible avec le principe qui veut que le prévenu soit libre de ses déclarations et de ses aveux.

III. — Un second indice traditionnel de culpabilité, qu'on a soumis avec raison à une critique sévère, est l'aveu extra-judiciaire de l'inculpé. On entend par là toute déclaration de culpabilité qui, à la différence de l'aveu judiciaire provoqué et reçu, au cours du procès

(1) Ferri, *Sociologie criminelle*, p. 518. Voir aussi un article intéressant du Dr Pailhas, Le Poule accusateur, *Archives d'anthropologie criminelle*, 1898, pp. 280 et suiv.

répressif, par le magistrat instructeur ou le juge, est recueilli, rapporté généralement par un témoin ; ou encore consigné dans un document écrit, un procès-verbal par exemple. Pour les anciens auteurs, un pareil aveu constituait contre l'inculpé un indice prochain. En réalité la valeur de cet indice paraît aujourd'hui très problématique. Tout d'abord un pareil aveu participe de toutes les causes d'erreur, qui ont été mises en lumière par les théories récentes sur l'*auto-accusation* (1) : l'alcoolisme et l'hystérie ont souvent pour conséquence des manifestations de cette nature ; sans compter d'ailleurs que bien des aveux imaginaires peuvent se rencontrer même chez des individus sains d'esprit, et s'expliquer par toute une série de circonstances (2). Mais ce qui rend la valeur de cet indice tout à fait contestable, c'est qu'il est lui-même établi généralement par le témoignage, et le témoignage s'exerçant dans les conditions les plus défavorables pour la force probante de ce mode de preuve. Il suffit d'une parole imprudente prononcée par légèreté, ou mal comprise et détournée de son véritable sens, pour qu'un innocent trouve contre lui des témoignages, direct ou par ouï-dire, de prétendus aveux, qu'il aurait fait. Les mêmes faits infirmatifs s'appliquent encore avec plus de force, lorsqu'il s'agit de ces indices de culpabilité, que l'on tire soit des menaces qui auraient précédé l'infraction, soit de l'inimitié qui existait entre l'accusé et la victime

(1) Voir dans l'ouvrage déjà cité de Cuaz, *L'aveu en matière pénale*, le chapitre consacré aux auto-accusateurs, pp. 57 et suiv.

(2) Bentham, *op. cit.*, pp. 353 et suiv.

d'un crime (1); c'est à ce propos notamment que la passion publique intervient pour déformer les faits et perturber complètement l'administration de la preuve (2).

IV. — Enfin il est certains indices qui, vrais à une certaine époque, ne le sont plus à une époque postérieure, par suite des changements de la vie sociale et économique. C'est ainsi que les anciens jurisconsultes relevaient comme un indice assez sûr de culpabilité, la disparition subite de tel individu, après qu'une infraction avait été commise. C'était une conclusion parfaitement logique, lorsque les communications difficiles et les conditions mêmes de la vie, faisaient d'un départ soudain un fait absolument anormal et, par suite à bon droit suspect : aujourd'hui au contraire l'habitude et la nécessité des déplacements et des voyages sont telles qu'elles constituent souvent une circonstance infirmative de la probabilité de l'indice tiré de la fuite qui suffit à l'écarter dans beaucoup d'hypothèses.

(1) Gaboriau a tiré un parti remarquable de cette fragilité des indices de l'inimitié entre l'accusé et la victime d'un crime dans le roman qui est, à mon avis, son chef-d'œuvre, *La corde au cou*. Cet ouvrage constitue d'ailleurs une étude tout à fait pénétrante et exacte sans exagération des difficultés et des périls de l'administration de la preuve pénale, et notamment de la preuve circonstancielle.

(2) Lailler et Vonoven, *op. cit.*, pp. 27 et suiv.

CINQUIÈME PARTIE

Constatation et récolement des indices

CHAPITRE XX

Les opérations réglementées

I. Réglementation légale de la constatation et du récolement des indices. — Son double but : faciliter la recherche de ces preuves, assurer le respect de la liberté individuelle, et le respect du principe de la libre défense. — Preuves circonstanciées tirées de la conduite des personnes : liberté du juge, règles de logique qui limitent cette liberté. — II. Le transport sur les lieux, ses aspects, son but et sa technique. — III. Les perquisitions domiciliaires. — IV. La saisie des pièces à conviction. — Règles destinées à garantir l'identité et la sincérité de la preuve indiciale résultant de ces pièces. — V. Caractère des règles légales : elles ne sont pas prescrites, d'après la jurisprudence, à peine de nullité. — Abus de la pratique. — VI. L'expertise en général et l'expertise médico-légale.

I. — Le principe qui domine toute la législation et la procédure pénales modernes et qui veut que le juge se

fasse une conviction en pleine liberté et par le moyen de preuves, non réglementées par la loi, mais laissées à son entière appréciation, n'est entièrement vrai, nous l'avons indiqué déjà, que sous l'un de ses aspects (1). La loi impose, en effet, des règles précises et impératives au juge pour la constatation et le récolement des preuves; c'est qu'aussi bien la nécessité d'une réglementation s'explique pour deux raisons opposées, mais également pressantes : la loi pénale, avant même d'assurer la répression, doit assurer le respect de la liberté individuelle et la libre défense des inculpés ; elle doit aussi s'efforcer de ne pas atteindre par l'exercice de la répression, dans leurs intérêts et dans leur légitime activité des tiers innocents ; mais, d'autre part, la législation répressive doit également mettre à la disposition des organes de répression des procédés de récolement des preuves, sanctionnés par la contrainte sociale, qui permettent au magistrat instructeur de lutter à armes égales avec le criminel : il faut pour cela lui assurer des pouvoirs et des moyens de sanctions. Cette réglementation de la recherche des preuves s'opère de deux façons dans la législation répressive : tantôt certains procédés se trouvent prohibés par la seule application des principes généraux de la procédure pénale, tantôt, au contraire, la loi réglemente en détails certaines opérations, celles précisément dans lesquelles elle donne au magistrat instructeur des pouvoirs spéciaux.

Nous examinerons les règles de la procédure pénale en ce qui concerne la recherche des preuves, au point de vue de la preuve indiciale.

(1) *Supra*, chap. I.

Ces règles sont édictées par le Code d'instruction criminelle, soit à propos des fonctions du procureur de la République, procédant au cas exceptionnel de flagrant délit (C. instr. cr., art. 29 à 54), soit à propos des fonctions du juge d'instruction (art. 61 à 126), et il faut les compléter les unes par les autres.

Les preuves indiciales peuvent être tirées, soit de la conduite des personnes, soit de l'état des choses ou des personnes considérées dans leur état physique et non dans leur activité intellectuelle et morale.

Le juge a, en principe, la plus complète liberté pour rechercher les présomptions de culpabilité qu'il peut tirer de la conduite des personnes : il peut donc se servir soit de l'interrogatoire (trouble et variations de l'inculpé), soit des témoignages révélateurs d'indices, soit de confrontations, soit de tout autre procédé. Mais il faut faire certaines réserves. Tout d'abord, aucun des procédés employés ne doit supprimer ou restreindre les garanties que la loi assure à l'inculpé : nous avons déjà signalé à ce propos (1) que l'emploi éventuel du sphymographe pour reconnaître par le tracé de la circulation du sang les émotions intimes du prévenu, malgré son impassibilité apparente, semble incompatible avec le principe qui veut que le prévenu soit libre de ses déclarations et de ses aveux. Il faut aussi que le juge d'instruction, dans l'emploi des procédés de recherche de cette sorte de preuve, ne se départisse à aucun moment des règles de franchise et de bonne foi, auxquelles l'oblige notre conception actuelle de la procédure répressive : il ne saurait

(1) *Supra*, chap. XIX.

employer de ruses policières ou user de fausses qualités (1).

Enfin, le juge doit, au moins rationnellement, limiter ses opérations à celles seulement qui sont strictement utiles à la manifestation de la vérité : on a indiqué déjà, à ce propos, les singuliers abus qu'avait engendrés l'habitude des confrontations avec le cadavre.

II. — Le plus généralement, surtout toutes les fois qu'il s'agit de cette preuve indiciale à aspect scientifique qui tend à dominer aujourd'hui toutes les questions de preuve pénale, il s'agit de preuves réelles (matérielles comme disent aujourd'hui les experts), résultant ou de l'état de certains objets, ou de l'état physique des personnes. Pour découvrir et réunir ces sortes de preuves, le juge va procéder à toute une série d'opérations dont certaines lui sont facilitées par une réglementation légale ; tantôt le magistrat instructeur va s'efforcer de recueillir lui-même les indices ; et il y arrivera en se transportant lui-même sur les lieux, en pratiquant des perquisitions domiciliaires et des saisies ; tantôt il s'adressera à un expert pour découvrir et interpréter les faits circonstanciels.

Le transport sur les lieux se présente avec des aspects différents suivant qu'il s'opère dans la procédure préa-

(1) Voir Cass., ch. réun. (Conseil supérieur de la magistrature), 31 janvier 1888 (*J. du Palais*, 1889, 1, 609, note de Labbé). Par cette décision, la Cour de Cassation prononçait la censure contre un juge d'instruction qui avait engagé avec un témoin une conversation téléphonique en dissimulant sa qualité, de manière à faire croire au témoin que celui-ci était en communication avec l'inculpé.

table ou dans la procédure définitive, et dans le premier cas, suivant qu'il y a ou non flagrant délit.

Dans la procédure préalable, le transport est surtout utile, en cas de flagrant délit, pour recueillir des traces destinées à disparaître rapidement. Aussi dans ce cas, article 32 du Code d'instruction criminelle, le procureur de la République ou ses auxiliaires doivent-ils se transporter immédiatement sur les lieux, « pour y dresser les « procès-verbaux nécessaires à l'effet de constater le « corps du délit, son état, l'état des lieux, etc... ». Malgré les termes de l'article 32, le transport n'est pas obligatoire (1), dans cette hypothèse : il faut de plus noter qu'en vertu de la règle dérogatoire au droit commun qui permet au juge d'instruction de faire acte d'instruction, en matière de flagrant délit, sans attendre d'être saisi par le procureur de la République, il se produit, pour effectuer le transport sur les lieux, en cas de flagrant délit et dans les cas assimilés, un concours d'attributions entre le procureur de la République, ses auxiliaires et le juge d'instruction.

En dehors du cas de flagrant délit, le transport sur les lieux constitue une opération régulière, mais facultative de l'instruction, qui doit être ordonnée et exécutée par le juge d'instruction, accompagné du procureur de la République et d'un greffier.

L'article 62 du Code d'instruction criminelle ne parle

(1) Il est même à noter que, pour des raisons d'économie, des circulaires de la chancellerie recommandent de ne recourir au transport qu'en cas de nécessité, alors pourtant qu'il s'agit d'une opération essentielle pour le récolement de la preuve indicielle. (Circulaires du 16 août 1842 et 23 février 1887.)

pas, pour le transport sur les lieux, de la présence de l'inculpé ni de celle de la partie civile. Mais, dans tous les cas, à moins que le transport n'ait lieu dans une des hypothèses prévues par l'article 7 de la loi du 8 décembre 1897 (flagrant délit, *nécessité de constater des indices sur le point de disparaître*, état d'un témoin en danger de mort), hypothèses dans lesquelles les prescriptions de la loi de 1897 ne sont pas applicables, l'inculpé ne pourra, au cours du transport sur les lieux, ni être interrogé, ni être confronté, sans l'assistance de son conseil, ou du moins sans que son conseil ait été dûment convoqué, selon les termes de la loi de 1897.

La loi ne parle pas du transport sur les lieux dans la procédure définitive. Mais il faut considérer comme une des conséquences du principe des preuves morales, exprimée en ces termes par un arrêt de la Cour de cassation du 18 mars 1848, que « les tribunaux ont, non seulement « le droit, mais le devoir de prendre toutes les mesures « et d'ordonner toutes les preuves, rapports, experts, « *visites de lieux*, propres à éclairer leur religion et à « assurer la justice de leur décision (1) ». Aussi le transport sur les lieux dans la procédure définitive a toujours été admis, à condition que soient respectés les principes de publicité, d'oralité et de contradiction des débats : le transport doit être ordonné par un jugement rendu en audience publique, de façon à ce que les parties soient mises en demeure d'assister à l'opération ; enfin si le tribunal se transporte tout entier sur les lieux, le constat doit être fait publiquement et contradictoirement en présence de l'accusé ou du prévenu et du ministère public :

(1) D., 1848, 1, 100.

« l'audience est en quelque sorte continuée avec la publicité et la contradiction des débats en dehors de la salle où elle se tient ordinairement (1) ». La question est plus controversée, qui consiste à savoir si le tribunal peut, au lieu de se transporter collectivement sur les lieux, déléguer pour l'opération un seul de ses membres. On est généralement d'accord, en l'absence de dispositions légales analogues à celles qui organisent une pareille procédure devant les juridictions civiles pour admettre les solutions suivantes: un tribunal correctionnel peut ainsi déléguer un de ses membres pour opérer certaines vérifications sur les lieux, sous certaines conditions déterminées par la jurisprudence (l'information doit être faite par l'un des membres du tribunal ayant concouru au jugement; les résultats doivent être communiqués au prévenu et publiquement discutés). Quant aux cours d'assises, la cour peut ordonner toutes les mesures de cette nature sans empiéter sur les pouvoirs du président; néanmoins, celui-ci peut toujours ordonner, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, que la cour, les jurés et les accusés se transporteront sur les lieux (2).

Le transport sur les lieux est une opération essentielle au point de vue de la recherche des preuves: c'est souvent cette opération qui détermine toute l'orientation du procès pénal. Le rôle du magistrat instructeur est ici prépondérant, et l'importance de son rôle se marque par la

(1) Garraud, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 585.

(2) Voir notamment Cass., 24 janvier 1839 (*J. du Palais*, 39, 1, 563); Crim. req., 3 oct., 1872 (*B. cr.*, n° 44) et : Le président d'une Cour d'assises peut-il ordonner le transport de la Cour, des jurés, de l'accusé et de ses conseils sur le lieu du délit? (*Rev. Wolowski*, t. XVIII, p. 215.).

rédaction du procès-verbal, dont Hans Gress a pu justement dire que « jamais un juge d'instruction maladroit « ne fournit un bon procès-verbal d'inspection des lieux « et que c'est par ce procès-verbal qu'un bon juge d'ins-
« truction révèle toute sa valeur ».

Aussi existe-t-il une véritable technique professionnelle du transport sur les lieux, qui a été déterminée et systématisée par des praticiens (1). Les points essentiels consistent en une préparation minutieuse du transport, un examen attentif des lieux, guidé par la vieille formule des juristes « *quis, quid, ubi, quibus auxiliis, cur, quomodo, quando* », terminé par une description très complète, qui ne pourra d'ailleurs remplir cette condition qu'à condition que rien absolument n'ait été dérangé jusqu'au procès-verbal. Il existe d'ailleurs actuellement des moyens tels que la photographie et surtout la photographie métrique, qui permettent de garder un souvenir absolument précis et objectif de l'état des lieux, lors des premières constatations.

Le transport sur les lieux opéré, en suivant les règles de cette technique, amène selon les cas les opérations suivantes, en ce qui concerne la recherche de la preuve circonstancielle : constatation du corps du délit, son état, l'état des lieux (art. 32 Code instr. cr.) ; saisie des armes et de tout ce qui paraîtra avoir servi ou avoir été destiné à commettre le crime ou le délit, de tout ce qui pourra en avoir été le produit (art. 35) ; enfin perquisitions soit chez le prévenu, soit en tout autre lieu, pour découvrir et

(1) Les deux ouvrages essentiels sont ici : *Le Manuel* d'Hans Gress, et *Le Guide pratique des magistrats en transport*, de G. Abadie.

saisir tous les objets nécessaires à la découverte de la vérité, c'est-à-dire les pièces à conviction (art. 86, 87 et 88).

III. — Les perquisitions domiciliaires nécessaires pour aboutir à la saisie des pièces à conviction peuvent être opérées soit au domicile du prévenu, soit, mesure plus grave, au domicile d'un tiers. Il s'agit d'une opération qui se heurte à un principe plusieurs fois proclamé dans les constitutions successives, *l'inviolabilité du domicile* : aussi le droit de perquisition, concédé par la loi soit au juge d'instruction (art. 87 et 88 C. instr. cr.), en cas d'instruction ordinaire, soit au procureur de la République et à ses auxiliaires (art. 36 à 39) au cas de flagrant délit, est-il gardé contre toute application abusive par l'article 184 du Code pénal, qui punit d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 16 à 500 francs, « tout fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire, tout officier de justice ou de police, tout commandant ou agent de la force publique, qui, agissant en sa dite qualité, se sera introduit dans le domicile d'un citoyen (1), contre le gré de celui-ci, hors les cas prévus par la loi et sans les formalités qu'elle a prescrites ».

Notamment lorsqu'il s'agit de perquisitionner au domicile d'un tiers, si le juge d'instruction en principe possède la plus grande liberté, il n'existe pas moins des règles rationnelles qui limitent son droit d'action. Pour légitimer une perquisition, il faut en effet tout d'abord qu'il y

(1) Le domicile d'un *citoyen* est pris dans un sens large et comprend le domicile d'un étranger, d'une femme, d'un mineur émancipé aussi bien que celui d'un électeur majeur.

ait un crime ou un délit constaté, et que le fait soit assez grave pour justifier la perquisition ; il faut de plus qu'il y ait des indices graves de la culpabilité de l'accusé, il faut enfin qu'il y ait de fortes présomptions que la visite domiciliaire amènera la découverte de pièces à conviction : cette dernière règle est formulée en ces termes par l'article 88 : « Le juge d'instruction pourra pareillement « se transporter dans les autres lieux où il *présumerait* « *qu'on aurait caché les objets* dont il est parlé à l'article « précédent. » Les trois principes qui viennent d'être relevés, sont tous une conséquence de cette idée que la perquisition domiciliaire est non une opération de police destinée à la recherche de moyens et de documents propres à *ouvrir* une information, mais une opération judiciaire, destinée à recueillir des charges, à *l'appui d'une information déjà ouverte*, et nécessaire pour trouver de nouvelles preuves. Le projet de loi sur les garanties de la liberté individuelle, voté par le Sénat en 1909 formule tous ces principes en termes précis, dans l'article 88 nouveau.

Sans nous attacher à résoudre les questions relatives aux perquisitions et qui consistent à déterminer à quelle autorité appartient le droit de perquisition, la forme dans laquelle il doit s'exercer, les lieux et le moment où l'opération peut se faire, nous envisagerons le but ordinaire de la visite domiciliaire, en ce qui concerne le récolement de la preuve indiciale, c'est-à-dire la saisie des pièces à conviction.

IV. — Les pièces à conviction comprennent tous les objets qui peuvent servir à la preuve. La loi par les

expressions, armes, papiers, effets et plus généralement objets « utiles à la manifestation de la vérité », indique elle-même qu'il n'y a pas de limite en cette matière : tout en somme est livré à la discrétion du magistrat instructeur, toutefois celui-ci se trouve guidé par deux principes : 1° la recherche et la saisie sont des moyens de conviction, des preuves et non des peines : la saisie ne doit donc strictement s'appliquer qu'aux objets susceptibles de servir d'indices et de preuves ; 2° la recherche et la saisie, doivent s'entendre, selon la formule de l'article 37, applicable au procureur de la République, en cas de flagrant délit, mais qu'il faut généraliser, à tous les objets pouvant servir soit à charge, soit à *décharge*.

La loi a établi diverses règles destinées à garantir la constatation, la conservation, et l'identité des pièces à conviction.

Outre, en effet, la rédaction d'un procès-verbal de constat, relatant les circonstances des opérations effectuées et la description des objets saisis, la loi prescrit que les objets saisis doivent être clos et cachetés ou du moins déposés dans un vase ou sac, sur lequel le magistrat instructeur met une bande de papier scellée de son sceau (1). Enfin les opérations de perquisitions, de saisies, ou de mise sous scellés doivent être faites en présence de l'inculpé s'il a été arrêté, et s'il ne veut ou ne peut y assister en présence d'un fondé de pouvoir qu'il peut nommer. Les objets lui sont présentés à l'effet de les reconnaître et de les parapher s'il y a lieu, et, au cas de refus, il en est fait mention au procès-verbal (2).

(1) C. instr. crim., art. 38 ; décret du 20 mai 1903, art. 129 à 131.

(2) C. instr. crim., art. 38 à 39.

V. — La loi prend donc de grandes précautions pour assurer la sincérité de la preuve indiciale ; malgré cela, la jurisprudence se refuse à admettre la nullité de la procédure, quand ces règles ont été méconnues ; il ne s'agirait aux termes de cette jurisprudence que de formalités accessoires. Sous le couvert d'une jurisprudence aussi contestable, il s'est introduit, dans la pratique judiciaire des saisies de pièces à conviction, des habitudes déplorables et manifestement illégales : les magistrats instructeurs saisissent la totalité des documents qu'ils découvrent, se réservant d'en faire plus tard et seul, un tri en dehors de toute présence du prévenu ; d'autres fois, c'est le ministère public, lui-même, qui se joint au magistrat instructeur, pour dépouiller les pièces et constituer ainsi son dossier en dehors aussi de l'inculpé. Ces pratiques sont particulièrement fréquentes dans les affaires politiques. Le projet de loi sur les garanties de la liberté individuelle, voté par le Sénat en 1909, réglemente le droit de perquisition et surtout il frappe de nullité les opérations effectuées au mépris des règles qu'il pose.

VI. — Le magistrat instructeur a souvent besoin pour recueillir ou interpréter la preuve indiciale de s'adresser à un homme de l'art, à un expert. L'expertise est aujourd'hui une opération normale au cours du procès pénal. Or la loi pénale se borne à quelques indications (art. 43 et 44 C. instr. cr.) sans contenir aucune réglementation générale. L'organisation du fonctionnement de l'expertise a donc été surtout une œuvre jurisprudentielle, complétée par les lois de 1892, et le décret de 1893, sur l'expertise médico-légale, et la loi de 1905, établissant l'exper-

tise contradictoire en matière de fraudes alimentaires. De nombreux textes administratifs (circulaires et décisions de la Chancellerie) complètent le statut de l'expertise (1).

La procédure de l'expertise criminelle peut ainsi se résumer :

A part les experts chimistes, en matière de fraudes alimentaires et les médecins légistes, qui ne peuvent être pris que sur des listes officielles, le choix de l'autorité judiciaire est libre et il n'est pas imposé de conditions spéciales pour être expert.

Les experts sont toujours désignés par les magistrats à l'exclusion de l'inculpé et du plaignant qui ne peuvent récuser les experts commis.

Le nombre des experts est en principe limité à un ou deux, un troisième expert ne doit être appelé qu'en cas de désaccord.

Les experts sont convoqués par simple avertissement et l'ordonnance du juge doit en général être communiquée à la défense.

Hors le cas de flagrant délit, les experts autres que les médecins peuvent refuser leur concours.

Avant toute opération, ils doivent, à peine de nullité, prêter serment devant les magistrats qui les ont nommés. L'accomplissement de cette formalité indispensable doit être régulièrement constatée, et la prestation du serment est renouvelée si l'expert est cité devant le juge d'instruction ou aux débats pour fournir des explications.

(1) La bibliographie de l'expertise est très abondante, surtout pour l'expertise médico-légale. L'étude d'ensemble la plus récente consiste dans *Le traité théorique et pratique des expertises en matière pénale*, par Lacomblez, 1911. Adde, Lacassagne, *Précis de médecine légale*, pp. 84 à 114.

Ni la présence du juge, ni celle des parties n'est exigée au cours des opérations de l'expert.

L'expertise se traduit par un rapport écrit.

Une nouvelle expertise peut être ordonnée, si la première paraît incomplète.

Enfin, conséquence nécessaire du principe de la liberté des preuves, les conclusions de l'expert ne lient pas le juge (1).

En ce qui concerne l'expertise médico-légale il faut surtout noter le point suivant, l'existence d'une liste officielle de médecins experts devant les tribunaux, établie par la loi du 30 novembre 1892 et le décret du 21 novembre 1893, rendu en application de cette loi. La liste est formée chaque année par les cours d'appel, réunies en Chambre du Conseil, et sur les propositions des tribunaux de première instance. Le choix ne peut porter que sur des docteurs en médecine français, ayant au moins cinq ans d'exercice de la profession et demeurant soit dans l'arrondissement du tribunal, soit dans le ressort de la cour d'appel. La condition de cinq ans d'exercice peut-être remplacée aux termes de l'article 1 du décret du 10 avril 1906 par l'obtention soit du diplôme de l'Université de Paris portant la mention : *médecine légale et psychiatrie*, soit d'un diplôme analogue, créé par d'autres Universités.

Ainsi se trouve en principe limité le choix des experts devant les tribunaux ; l'article 3 du décret du 21 novem-

(1) Voir Lacomblez, *op. cit.*, pp. 168 et suiv. Quant à la force probante de l'expertise, nous avons indiqué qu'en fait elle déterminait généralement la conviction du juge. *Supra*, chap. XVI, *Add.*, Lacomblez, *op. cit.*, pp. 114 et suiv.

bre 1893 dispose en effet que « les opérations d'expertise « ne peuvent être confiées à un docteur en médecine qui « n'aurait pas le titre d'expert ». Seulement le procureur de la République ou le juge d'instruction peuvent choisir un expert en dehors de la liste, soit dans les cas prévus par les articles 43 et 44 (flagrant délit, mort violente ou suspecte), soit dans les cas déterminés par les articles 235 et 266 du Code d'instruction criminelle (cas d'évocation par la Chambre d'accusation, pouvoir discrétionnaire du président de la cour d'assise).

Avant la loi de 1892, la jurisprudence décidait que, seuls, les médecins requis en cas de flagrant délit étaient passibles, en cas de refus de leur ministère, des peines édictées par l'article 475, n° 12, du Code pénal. La solution a été généralisée pour tous les cas par l'article 23 de la loi précitée : la peine en cas de refus est une amende de 25 à 100 francs.

Toute l'organisation de l'expertise appelle des modifications ; les réformes proposées sont nombreuses, nous en dirons quelques mots dans la Conclusion.

CHAPITRE XXI

La technique du récolement des indices

I. Technique du récolement des indices : rappel des exemples donnés. — Principes généraux qui gouvernent cette technique. — Application des procédés scientifiques et notamment de la photographie à la constatation des indices recueillis par l'expérience personnelle. — II. La police scientifique ; ce qu'il faut entendre par là : son organe nécessaire, le laboratoire de police. — III. L'utilisation des traces, leur récolement et leur conservation avant l'intervention de l'expert.

I. — L'étude de la constatation et du récolement de la preuve indiciale comporte, à côté de l'indication des règles légales, l'exposé des *procédés pratiques* mis en œuvre pour constater et utiliser cette sorte de preuve. L'essentiel, pour la bonne conduite de l'administration de la preuve circonstancielle, est avant tout la constatation exacte et rapide des indices ; exacte, parce que les erreurs proviennent presque toujours non d'une mauvaise interprétation ; mais d'une constatation initiale erronée ; rapide parce qu'il s'agit souvent de traces qui disparaissent très promptement.

Au cours de cette étude on a pu maintes fois vérifier cette idée que c'est surtout parce que les applications

actuelles de découvertes scientifiques récentes ont permis l'*utilisation* de certains indices négligés ou ignorés (empreintes digitales par exemple), que la preuve indiciale a pris le développement et l'aspect qui aujourd'hui la caractérisent : il ne peut être question de signaler ici tous les procédés employés et tous les instruments inventés pour tirer parti de la preuve indiciale ; chemin faisant, beaucoup ont été signalés : applications de la photographie, de la chimie aux empreintes et à l'expertise en écriture, effractomètre, destiné à mesurer les traces d'effraction, sphymographe destiné à révéler l'émotion interne, ce sont là des procédés variés de récolement pratique de la preuve indiciale. Il ne s'agit ici que de résumer les notions déjà données en déterminant quelles directions générales a suivies l'organisation pratique de la constatation et du récolement de la preuve indiciale.

Tout d'abord, on peut constater que les moyens scientifiques ont été employés pour permettre de conserver la trace des indices, relevés par l'expérience personnelle du magistrat instructeur, en mettant ainsi l'interprétation qu'il est nécessaire de faire de ces indices au moment du jugement, à l'abri de tout oubli, ou de toute déformation subjective : c'est ainsi que la preuve actuelle et la constatation du corps du délit comportent essentiellement, à côté de la description du procès-verbal du magistrat instructeur, l'emploi de la photographie (1), photographie ordinaire, ou surtout photographie métrique, invention de Bertillon, qui rend la perspective, en permettant ainsi

(1) L'ouvrage essentiel sur l'emploi de la photographie, dans le procès pénal, est celui de Reiss, *La photographie judiciaire*.

d'user des photographies comme de véritables plans géométriques.

II. — La deuxième idée générale à noter, c'est que la technique de la constatation et du récolement de la preuve indiciale constitue un des chapitres essentiels de ce que l'on a nommé, avec un peu de prétention, la police scientifique (1) : il faut en réalité entendre par là les applications de la science à la police, c'est, en somme, tout l'ensemble des procédés scientifiques, dont l'emploi, limité au début aux laboratoires des médecins légistes, s'est assez simplifié pour être transporté dans le domaine des besognes quotidiennes de la police. Comme on l'a dit très justement, la police scientifique c'est « l'art policier » profitant des notions prêtées par la science ». L'organe essentiel et nécessaire à un bon fonctionnement de cette technique, c'est le laboratoire de police ; pour l'application de procédés essentiellement scientifiques, il faut des organismes où puissent se faire avec un outillage approprié, et notamment une organisation photographique très complète, toutes les opérations d'identification, d'expertise en écriture, de fausse monnaie, peut-être même certaines opérations (2), telles que l'analyse des taches, considérées comme ressortant jusqu'ici exclusivement de la médecine légale.

(1) Au sujet de la police scientifique, voir à la bibliographie l'indication des manuels et traités de police scientifique. *Adde*, Bercher, L'œuvre de Conan Doyle et la police scientifique au xx^e siècle, et la Leçon inaugurale du cours de police scientifique de Reiss (*Archives*, 1907).

(2) *Supra*, chap. XVI.

III. — Il résulte enfin de ce que les indices, employés aujourd'hui dans le procès pénal, sont essentiellement constitués par des traces et des taches de toute nature, qui sont recueillies par le magistrat instructeur et le policier pour être ensuite examinées et interprétées par l'expert, qu'il faut avant tout assurer la conservation et le récolement des traces. Des circulaires soit de la chancellerie, soit de divers parquets, ont à ce sujet édicté des règles pratiques qui tendent à faire entrer l'emploi des modes nouveaux de preuve dans la pratique judiciaire : c'est ainsi que la circulaire de la Chancellerie du 26 juin 1909 contient une notice relative à la recherche et à l'examen des empreintes digitales en matière criminelle, tendant à organiser pour toute la France le récolement des empreintes et leur transmission à Paris au service de l'identité judiciaire (1). A Lyon, une circulaire de 1910 du secrétaire général pour la police à la Préfecture du Rhône prescrit aux postes de gardiens de la paix et aux commissaires de police, avertis de la découverte d'un crime ou d'un délit, de prévenir avant tout le laboratoire de police par téléphone, et en même temps d'empêcher jusqu'à l'arrivée des agents du laboratoire que rien ne soit manié ou dérangé sur les lieux. A l'étranger il existe de nombreux documents de cette sorte, on peut citer, par exemple, la circulaire du ministre de la justice d'Italie aux procureurs généraux relative à la constatation des

(1) On en trouvera le texte dans Lacomblez, *Traité des expertises*, pp. 309 et suiv. Voir aussi à ce sujet, Locard, *Laboratoire de police et instruction criminelle*.

crimes (24 juillet 1910) (1). Nous donnons, comme exemple de ces sortes de documents, une circulaire récente du 20 mai 1913, adressée par le juge d'instruction de Vienne (Isère), aux officiers de police judiciaire et commandants des brigades de gendarmerie de l'arrondissement : « Les
« empreintes digitales spécialement, dit le préambule de
« ce texte, présentent une importance exceptionnelle.
« Dans certains cas, elles peuvent à elles seules consti-
« tuer la preuve certaine de la culpabilité du prévenu con-
« tre lequel il n'existe que de simples présomptions. Elles
« permettent aussi d'identifier un malfaiteur et de pré-
« ciser le rôle exact qu'il a joué dans la perpétration d'un
« crime. Toutes les fois qu'à l'occasion d'un crime vous
« constaterez l'existence de traces de nature à éclaircir
« l'instruction, vous voudrez bien aviser télégraphique-
« ment soit le parquet, soit le juge d'instruction pour que
« le directeur du Laboratoire de police de Lyon puisse, le
« cas échéant, se transporter sur les lieux et procéder à
« toutes constatations utiles. »

Viennent ensuite des instructions concernant la protection des traces dans les affaires criminelles. En voici les dispositions :

« Dans tous les cas de crime tels que : assassinat, meurtre, vol avec effraction, vol avec fausses clefs, etc., il est d'une importance capitale de conserver toutes les traces, taches ou empreintes laissées par les malfaiteurs. »

(1) Cette circulaire, très précise et complète, et qui assure le récolement de la preuve indiciale, par référence au laboratoire de police scientifique de Rome (à la direction générale de la Sûreté publique) se trouve rapportée dans les *Archives*, 1911, pp. 446 et suiv.

« Si le crime a été commis dans un lieu clos, il faudrait interdire absolument l'accès avant l'arrivée du Parquet et de l'expert. Les portes seront fermées à clefs et en tout cas gardées par un planton. On devra éviter de piétiner et de laisser piétiner près de la porte ou de la fenêtre par laquelle le malfaiteur aura pénétré. »

« Si le crime a été commis en plein champ, on tâchera de défendre l'accès des lieux sur un rayon d'au moins cinquante mètres. »

« *Traces de pas.* — Les traces de pas seront soigneusement protégées soit contre le piétinement, soit contre la pluie. Dans ce but, elles seront recouvertes avec une caisse renversée ou avec un grand pot à fleurs. S'il y en a un grand nombre, on protégera les plus nettes. »

« Les traces de pas dans la neige seront également recouvertes d'une caisse renversée, cette caisse sera aussi recouverte d'une quantité abondante de neige. »

« *Empreintes digitales.* — La meilleure preuve que la justice puisse avoir de l'identité d'un criminel est fournie par la découverte des empreintes digitales sur le lieu du crime. Ces empreintes sont des traces que laisse le contact du doigt sur toutes les surfaces lisses. Elles peuvent être invisibles pour ceux qui n'ont pas l'habitude de les rechercher. On s'abstiendra donc absolument de manier et de déranger aucun des objets qui ont été déplacés ou touchés par le malfaiteur. Les empreintes digitales se trouvent surtout sur les vitres, les verres, les bouteilles, les papiers, les bois vernis ou polis, l'argenterie, les vases, les coffres et cassettes en métal poli. On fera spécialement attention aux vitres brisées par le malfaiteur, aux verres,

bouteilles et assiettes dont il se sera servi, s'il a bu et mangé. »

« S'il est absolument nécessaire de toucher un objet qui porte des empreintes digitales on aura soin de le prendre avec une extrême précaution en évitant de toucher les surfaces planes. Ainsi une bouteille sera prise en mettant un doigt dans le goulot et un doigt sous le fond, un verre, en posant un doigt sur le bord et en glissant un autre doigt dessous, un fragment de verre brisé en le saisissant seulement par les bords tranchants, etc... »

« Dans tous les cas on notera avec soin les noms, profession et adresse de toutes les personnes (y compris les agents de la force publique) qui auront pu toucher les objets porteurs d'empreintes. Les empreintes qui seraient vues sur des objets non transportables, tels que : armoire à glace, grand miroir, panneau de boiserie, seront protégées à l'aide d'une feuille de gros papier collée par ses quatre coins et à bonne distance de l'empreinte avec de la colle forte. Si la surface est exposée à la pluie, le papier sera remplacé par de la toile cirée. »

« *Taches de sang.* — On aura grand soin de conserver tous les objets présentant des taches de sang. Si les taches sont sur le sol ou les murs on devra les protéger comme il a été dit plus haut pour les empreintes digitales, jusqu'à l'arrivée de l'expert. »

« En aucun cas on ne devra déranger le cadavre. »

« Il convient de se défier des étoffes rouges et sombres qui peuvent porter des traces sanglantes invisibles et très particulièrement des velours noirs. Enfin, on ne devra pas oublier qu'il est possible de retrouver du sang sur des linges, même parfaitement lavés depuis le crime. »

« *Taches de sperme.* — Dans les affaires de mœurs : viol, attentat sur des enfants ou attentat avec violences, on prendra garde de ne pas laisser disparaître les linges qui ont pu être souillés soit de sperme, soit de liquide d'écoulement provenant des organes génitaux. Il ne faut pas oublier que les taches de sperme disparaissent si l'on froisse le linge ; il faudra donc manier ces sortes de traces avec ménagement. »

« *Empoisonnements.* — Dans les affaires de ce genre il faut empêcher que les victimes ou leur entourage ne jettent, soit les restes des aliments ou boissons qu'ils viennent de prendre, soit les déjections (vomissements et matières fécales) qui se trouvent encore dans des cuvettes ou dans des vases. »

« *Fausse monnaie.* — Il convient de ne pas manier les moules et les outils ayant servi aux faux-monnayeurs, car on peut y relever des empreintes digitales. D'autre part, on prendra garde que les vêtements portés par les fabricants de fausse monnaie peuvent recéler des poussières métalliques, dont l'analyse a la plus grande importance pour la preuve du crime : ces vêtements devront donc être saisis, mais maniés avec soin. »

« *Papiers.* — Lorsqu'au cours d'une perquisition ou d'une enquête, ou à l'occasion d'une arrestation, on découvrira des papiers que les individus soupçonnés auront brûlés, il faudra conserver avec soin les débris en arrêtant le tirage dans la cheminée ou dans le tuyau du poêle, si possible, et en empêchant que nul ne touche à ces débris. En effet, il est possible à un expert de retirer une à une les feuilles carbonisées et de les lire. »

« Lorsqu'on trouvera au cours d'une perquisition ou en fouillant un individu des lettres ou notes écrites en langage chiffré, on ne devra jamais les détruire, mais les garder à la disposition du Parquet. »

« *Traces d'effraction.* — Les traces laissées par les pressions, pinces-monseigneur, ciseaux, mèches américaines, chalumeaux et autres instruments doivent être protégées jusqu'à l'arrivée de l'expert ou du Parquet. En l'absence d'un expert, on pourra mouler ces traces avec de la cire à modeler. »

Il résulte des explications contenues dans ce chapitre, et de la rédaction même de la circulaire donnée comme exemple qu'une bonne technique du récolement de la preuve indiciale est liée et à l'existence d'organismes tels que les laboratoires de police, et à l'organisation d'un enseignement technique donné soit aux magistrats, soit aux agents inférieurs de la police judiciaire: ce sont là certaines des réformes nécessaires que font apparaître les progrès et les aspects nouveaux de la preuve indiciale, et qu'il nous restera à examiner comme conclusion de cette étude.

CONCLUSION

Les réformes pratiquement réalisables qui résultent du caractère actuel et de l'extension de la preuve indiciale.

I. Justification de l'importance accordée aux questions d'identité. — Les réformes réalisables immédiatement et résultant de l'aspect nouveau de la preuve indiciale. — II. L'organisation de l'identification. — III. L'éducation professionnelle de la magistrature répressive, et l'organisation d'une police scientifique ; les laboratoires de police. — IV. Les réformes de l'expertise et en particulier de l'expertise médico-légale.

I. — Avant d'examiner, au terme de cette sommaire revue des rôles divers que joue, actuellement, dans le procès pénal, la preuve indiciale, quelles conclusions tirer du développement considérable qu'a pris ce mode de preuve, et de l'aspect scientifique et objectif qu'il revêt, il importe de justifier ce qui pourrait sembler un manque de proportions, dans l'établissement du plan de cette étude : s'il nous a semblé nécessaire d'insister tout particulièrement sur les applications de la preuve indiciale à la résolution des diverses questions d'identité, c'est, d'une part, qu'en ce qui concerne la preuve de la matérialité des infractions, la preuve indiciale ressortait d'un domaine, celui de la médecine légale, pour lequel il ne peut s'agir que de

s'incliner devant l'opinion des spécialistes, et c'est que, d'autre part, les questions d'identification semblent bien constituer aujourd'hui parmi les questions du procès pénal, qui comportent l'application constante de la preuve indiciale, celles où le caractère objectif et certain de ce mode de preuve est le plus accentué.

On a signalé que le développement de la preuve indiciale et de l'expertise avait amené certains esprits à prévoir une véritable révolution dans les procédés d'administration de la preuve pénale, concomitante à un changement complet de l'organisation de la procédure pénale : en réalité les progrès de la preuve scientifique ne sont pas tels qu'il puisse sembler urgent d'abandonner notamment le système des preuves morales (1) ; le plus gros inconvénient résultera toujours du fonctionnement du jury inapte par définition à comprendre et à facilement admettre les formes nouvelles de preuve : mais c'est là un mal nécessaire ; on peut au contraire envisager comme conséquence du développement de la preuve indiciale une série de réformes, réalisables, sans un bouleversement complet des institutions actuelles, et cela dans trois directions essentielles, l'achèvement de l'organisation légale de l'identification, l'éducation professionnelle de la magistrature répressive et l'organisation d'une police scientifique, et enfin la réforme de l'expertise.

II. — La première réforme qui semble s'imposer, c'est une organisation plus complète de l'identification des récidivistes basée sur les principes suivants : adoption comme base du catalogue d'identification des récidivistes

(1) Voir *supra*, chap. II.

de la dactyloscopie; maintien de l'organisation centralisée, mais avec des classifications dactyloscopiques, dans les grands centres provinciaux, qui permettent le fonctionnement de la dactyloscopie appliquée à la recherche des coupables (1); généralisation de l'identification indiciale (par la dactyloscopie) appliquée aux catégories sociales dangereuses; rattachement plus étroit de l'identification à l'organisation du casier judiciaire; généralisation du DKV, appliqué à la surveillance des individus suspects; enfin, si possible, extension de l'identification indiciale à tous les problèmes d'identité, en dehors même du domaine pénal (signalements, passeports, livrets militaires, pièces d'identité).

III. — La deuxième réforme que nécessitent les méthodes nouvelles de la preuve indiciale, c'est une spécialisation de la magistrature criminelle, ou du moins l'organisation d'une instruction technique de la magistrature, en même temps que l'organisation d'un personnel de policiers instruits aux méthodes nouvelles et pourvus des laboratoires nécessaires à l'application de ces méthodes (2).

L'éducation professionnelle des futurs magistrats et l'organisation d'une police scientifique, quoique bien différentes, se sont jusqu'ici très étroitement mêlées. Il reste beaucoup à faire dans cette direction.

En France, notamment, le bilan est assez vite établi :

(1) En référence avec l'organisation de laboratoires de police.

(2) Voir à ce sujet un article tout à fait complet, résumant une enquête de l'Union internationale de Droit pénal sur l'enseignement des sciences pénales, *apud Bulletin de l'Union*, 1913, XX^e vol., pp. 338 et suiv. (*Die Ausbildung in den Hilfswissenschaften des Strafrechts*).

il existe dans certaines Universités, et en dehors bien entendu de l'enseignement spécial donné aux futurs médecins légistes, dans les Facultés de médecine, un enseignement donné aux étudiants en droit : notamment à Lyon, le D^r Lacassagne fait chaque année un cours de médecine légale. Un enseignement analogue existe aussi depuis assez longtemps à l'Ecole pratique de droit de Bordeaux (1).

Au point de vue de l'enseignement de la police scientifique, s'adressant soit aux jeunes magistrats, soit aux policiers, on peut signaler les leçons faites aux agents de la sûreté et aux agents de police dans les services d'identification de Paris et Lyon, les visites de ces services opérées chaque année à Paris, par les jeunes magistrats, et enfin le cours libre de technique policière du D^r Locard, directeur du Laboratoire de police de Lyon, à la Faculté de droit de cette ville.

Certains pays ont, au contraire, poussé très loin l'organisation de l'enseignement policier : ainsi l'Italie, avec la *Scuola di Polizia* d'Ottolenghi, avec ce caractère particulier de baser essentiellement son enseignement sur les théories lombrosiennes, et l'identification psychologique ; l'Espagne, avec l'enseignement très poussé de l'*Escuela de Criminologia*, et mieux encore l'Argentine, qui a complété son système d'organisation légale de l'identification par l'organisation à Rio-de-Janeiro d'une école de police dont voici les principaux enseignements :

1^o COURS DE CRIMINALISTIQUE. — I. *Criminologie* : fac-

(1) Voir à ce sujet le discours d'ouverture prononcé à l'inauguration des cours pratiques de Droit criminel, par Plédy, avocat général à Bordeaux, 1902.

teurs de la criminalité ; fous criminels, criminels-nés, criminels d'habitude, criminels d'occasion, crime passionnel ; la récidive, criminalité infantile ; vagabondage ; prostitution ; moyens préventifs et moyens répressifs. —

II. *Psychologie criminelle* : stigmates de la criminalité ; anomalies psychiques ; le crime à deux ; associations de malfaiteurs ; les foules criminelles ; crime politique. —

III. *Histoire naturelle de malfaiteurs* : les classes dangereuses ; technique du vol ; la fraude ; les faussaires ; criminalité ancillaire ; proxénètes ; prostitution masculine ; mendiants professionnels ; vagabonds ; criminels en liberté et en prison ; moyens secrets de communication ; tatouages ; la « mala vita ». — IV. *Technique policière* : les laboratoires de police ; traces et empreintes révélatrices de l'identité ; empreintes digitales et palmaires visibles et invisibles ; empreintes de pieds nus ou chaussés ; traces de dents ou d'ongles ; taches de sang, de sperme ; traces des animaux et des véhicules ; découverte, protection et étude des taches et traces ; armes, instruments usités pour le vol ; matériel de fabrication de la fausse-monnaie ; l'identité par les vêtements ; expertises de faux ; faux en gravure, procédé de révélation des écritures secrètes ; la cryptographie en technique policière, le langage chiffré ; expertise des documents écrits à la machine ; reconstitution de documents carbonisés. — V. *Enquête criminelle* : Moyens d'établir l'identité d'un individu et de déterminer la part qu'il a prise à un délit ; topographie ; levée de corps ; causes de la mort ; recherche de l'identité de la victime ; mobile du crime ; témoignages ; identité du coupable ; perquisitions ; interrogations ; confrontations ;

induction et déduction comme méthode d'enquête criminelle.

2° COURS DE PHOTOGRAPHIE JUDICIAIRE. — Photographie signalétique; photographie du cadavre; photographie des documents, des taches, des empreintes, des tatouages; révélation des empreintes digitales; agrandissements; photographie métrique.

3° COURS DE DROIT PÉNAL, DE PROCÉDURE CRIMINELLE ET DE POLICE ADMINISTRATIVE. — Le droit de punir; la tentative; complicité; responsabilité criminelle; circonstances aggravantes et atténuantes; des peines; crimes politiques; crimes personne et propriété; contraventions; police judiciaire; règlements policiers.

4° COURS D'IDENTIFICATION. — Identification des récidivistes; des cadavres; dactyloscopie; recherche des empreintes sur le lieu du crime; les pores; portrait parlé; vocabulaire international; code télégraphique.

5° COURS ÉLÉMENTAIRE DE MÉDECINE LÉGALE. — Aliénation, dégénérescence; stigmates, simulation; responsabilité et capacité; examen physique et mental d'un individu; affaires de mœurs; blessures, coups, taches de sang; asphyxie, homicide, suicide, accidents; direction de projectiles; identité, âge, taille, dents, marques professionnelles; psychologie du témoignage.

A cet enseignement purement théorique s'ajoutent des exercices pratiques exécutés dans des laboratoires où l'on étudie le maniement des appareils photographiques, l'analyse des empreintes digitales visibles et invisibles, des traces de pas, des taches, l'expertise de faux, etc.

Au point de vue de l'enseignement à donner aux futurs magistrats et aux directeurs de laboratoires de police, on

peut prendre pour type l'enseignement donné par Reiss, à l'Université de Lausanne, pour l'obtention du « diplôme d'études de police scientifique ». Ce diplôme ne peut être obtenu qu'après une scolarité de six semestres. Les matières enseignées sont les suivantes : 1° Droit pénal ; 2° procédure pénale ; 3° anatomie (avec exercices pratiques) ; 4° médecine légale ; 5° chimie minérale et chimie organique (avec travaux de coloration) ; 6° toxicologie ; 7° physique expérimentale (avec travaux de coloration) ; 8° police scientifique (avec travaux pratiques) ; 9° photographie théorique et pratique. L'examen comprend sept interrogations orales (droit pénal et procédure pénale, anatomie, médecine légale, chimie, physique, police scientifique) et trois épreuves pratiques (analyse qualitative ayant rapport à la police, deux expertises, une inspection sur les lieux avec photographie). Pour l'ensemble des épreuves pratiques, les candidats disposent de six semaines.

On voit que le diplôme de Lausanne s'adresse à une autre clientèle que les programmes de Rio-de-Janeiro : les matières sont plus difficiles, les épreuves plus sévères ; l'enseignement de Lausanne prépare d'une façon parfaite des experts policiers. D'ailleurs c'est à Lausanne que se sont formés les directeurs de plus d'un laboratoire européen : les gouvernements russe, roumain, luxembourgeois, entre autres, ont envoyé leurs futurs chefs des services d'identité prendre à Lausanne les leçons et les exemples nécessaires (1).

(1) On peut reprocher à l'enseignement de Reiss de vouloir être trop complet et d'être assez long. Son but est de former des experts

La France est loin encore des résultats obtenus à l'étranger : il semble qu'on pourrait organiser l'instruction professionnelle de la magistrature répressive comme un enseignement universitaire sanctionné et par un diplôme et par des épreuves se référant aux matières enseignées, dans l'examen professionnel de la magistrature. Néanmoins, l'idéal serait encore une organisation centralisée, et j'emprunte à un article du Dr Locard, à paraître dans le numéro de juin des *Archives*, et dont il a eu l'obligeance de me communiquer le manuscrit, la conclusion suivante :

« L'idéal serait évidemment qu'il existât une Ecole de
« police. Deux enseignements bien distincts y seraient
« donnés ; l'un pour les futurs magistrats criminalistes,
« l'autre pour les agents. Le cours supérieur, dont on
« pourrait prendre le modèle dans le programme de Reiss
« à Lausanne, comprendrait le droit pénal spécial (étude
« des crimes et délits considérés en particulier, chose que
« l'on n'étudie pas à l'Université), la science péniten-
« tiaire, des éléments de médecine légale (responsabilité
« et capacité, les fous criminels, notions sur les levées de
« corps et les autopsies, sur la grossesse, l'avortement et
« l'infanticide), des éléments de chimie légale (fraudes
« alimentaires, toxicologie), certaines parties du droit
« administratif (parquets, police), la technique policière
« (identification des récidivistes, des criminels, des cada-
« vres ; traces et empreintes ; taches ; faux en écriture,
« fausse monnaie ; cryptographie ; étude des lieux du

pouvant réaliser toutes les hypothèses d'expertise, sauf celles qui ressortent essentiellement de la médecine légale ; or, c'est évidemment inutile pour de futurs magistrats.

« crime), l'anthropologie criminelle (histoire naturelle du
« malfaiteur ; les dégénérés ; le tatouage ; stigmates phy-
« siques, etc.). Les futurs experts pourraient prendre des
« diplômes spéciaux, après avoir suivi les cours et les
« travaux pratiques qui les intéressent : et ce serait une
« occasion d'instituer enfin un enseignement de la tech-
« nique graphologique, si lamentablement improvisée de
« nos jours par des incompetents qui apprennent leur
« métier au hasard des expertises qui leur sont confiées.

« Le cours inférieur, destiné aux agents de police, com-
« prendrait seulement des notions sur les opérations à
« pratiquer sur les lieux (perquisition, protection des
« traces, recherche et transport des pièces portant des
« empreintes), la technique des diverses sortes de vols et
« d'escroquerie, l'identification des récidivistes, et surtout
« le signalement scientifique (portrait parlé, marques par-
« ticulières, photographie signalétique). Ce second pro-
« gramme devrait être aussi simple que possible : les
« idées générales. les discussions d'école en doivent être
« bannies ; il ne faut ici que peu de notions, mais préci-
« ses, apprises par cœur et démontrées par des travaux
« pratiques. »

Quant aux laboratoires de police, organes nécessaires
au fonctionnement d'une police scientifique et à l'appli-
cation des procédés nouveaux de preuve pénale, il sem-
ble qu'on devrait prendre pour base de leur organisation
l'établissement d'un laboratoire par parquet général, sauf
à dédoubler dans certains cas les laboratoires dans cer-
tains ressorts trop considérables (1) : c'est sur un principe

(1) L'organisation des laboratoires est aussi liée à l'étatisation de la police. Voir Hériot, *op. cit.*, pp. 92 et suiv. A l'étranger, les labo-

analogue que fonctionnent les laboratoires de police en Allemagne, et depuis peu, en Russie, où le gouvernement a envoyé les futurs chefs de laboratoire à Lausanne suivre l'enseignement de Reiss, et où l'organisation est complétée par l'existence d'un laboratoire central. Des organisations plus ou moins centralisées existent en Belgique, Italie, Espagne et dans toute l'Amérique du Sud. En face de cela, nous n'avons, en France, en outre du service annexé aux services d'identification de Paris, qu'un seul laboratoire, celui de Lyon : l'exemple des services rendus par ce seul laboratoire montre l'intérêt qu'il y aurait à généraliser une pareille organisation.

IV. — Enfin, dernière réforme nécessaire, celle de l'expertise et surtout de l'expertise médico-légale. Il est absolument certain que, de plus en plus, le rapport de l'expert aura cet effet de fonctionner comme une véritable preuve légale, entraînant normalement la conviction du juge : il est certain aussi que ce procédé d'administration de la preuve, caractéristique de notre époque, ne peut que voir son champ d'application augmenter encore. Or, l'expertise n'a, à vrai dire, aucun statut juridique, à l'heure actuelle (1). Les réformes (2) devraient, à notre sens, porter dans trois directions, qui sont précisément celles pour lesquelles la proposition de loi de M. Cruppi du 8 décembre 1898, adoptée après modification et extension à toutes les expertises, par la Chambre, le

ratoires de police sont souvent œuvre municipale et l'exposition internationale urbaine de Lyon en 1914 comprendra une section de *police des villes et laboratoires de police*.

(1) *Supra*, chap. XX.

(2) Consulter Lacomblez, *op. cit.* ; Garraud, *op. cit.*, t. I^{er}, pp. 656 et suiv., et Lacassagne, *Les erreurs judiciaires et les médecins experts*.

30 juin 1899, s'est prononcée : 1° *Création d'une liste annuelle d'experts*, dans des conditions analogues à celles qui fonctionnent pour l'établissement de la liste des médecins experts : il faudrait à ce point de vue tenir un compte essentiel, dans l'établissement de la liste, des connaissances scientifiques, et par exemple comprendre, comme membres de droit de la liste annuelle, des experts munis de diplômes scientifiques : ici encore la direction est indiquée par le décret de 1893 qui prescrit que les cinq ans d'exercice exigés des médecins experts peuvent être remplacés par le diplôme de *médecine légale et psychiatrie* (1) ; 2° *fonctionnement contradictoire de l'expertise*, assuré par le système de la *dualité* et de l'*égalité* des experts ; c'est le système qui a été organisé, et qui fonctionne assez facilement, depuis la loi du 1^{er} août 1905, pour les expertises en matière de fraude alimentaire ; 3° enfin la notion même de l'expertise contradictoire implique la nécessité d'un organisme qui vienne départager les opinions opposées : il faut donc prévoir *l'organisation d'un arbitrage*, en cas de désaccord des experts ; il est vrai qu'on pourrait, et cela paraît essentiellement conforme au principe de la preuve morale, laisser le juge répressif seul maître de régler la situation, après les exposés divergents des experts : en réalité, il vaut mieux, par suite de l'incompétence certaine des jurés,

(1) A ce sujet on pourrait adopter la distinction proposée par le Dr Lacassagne (*Les erreurs judiciaires et les médecins experts*) : En cas de flagrant délit, maintien des dispositions actuelles permettant de recourir à tous les médecins ; dans tous les cas, au contraire, où il s'agirait d'expertises longues et compliquées, recours à des médecins experts tout à fait spécialisés et rétribués, en tant que médecins légistes, par l'Etat.

et même de tous les juges répressifs, adopter cet arbitrage scientifique, sans se dissimuler qu'en fait c'est un retour certain au système des preuves légales. Pratiquement on peut se demander s'il faudrait confier cette mission d'arbitrage à un superarbitre unique ou à une commission (comme cela existe en Allemagne): le projet voté par la Chambre a adopté le second point de vue (1).

La réorganisation de l'expertise, pour être complète, devrait encore s'occuper des rapports du magistrat instructeur et de l'expert (assistance aux opérations) et, pour l'expertise médico-légale, de la fixation d'un cadre général, dans lequel devrait se mouvoir l'expert de façon à réduire au minimum le danger d'appréciations purement subjectives: il serait facile d'arriver à ce résultat en obligeant le médecin, notamment en cas d'autopsie, et pour tout rapport sur une question se rattachant à la preuve pénale, à suivre une méthode indiquée par un règlement fixant la teneur des divers modèles d'expertises médico-légales, pour chacune des espèces à prévoir (2).

L'organisation, enfin, devrait se compléter par l'établissement de laboratoires de médecine légale, analogues par exemple à celui qui existe déjà à la Faculté de Lyon.

(1) Voir à ce sujet, Lacassagne, *op. cit.*, p. 18. On trouvera également, pp. 18 et suiv., des indications sur les législations étrangères.

(2) On a déjà signalé, à ce sujet, que le D^r Lacassagne a publié au Laboratoire de médecine légale de Lyon, des feuilles d'examen médico-légal qui constituent une remarquable application de la réforme indiquée au texte, réforme que le D^r Lacassagne indique comme essentielle dans la brochure citée *supra*.

Vu :

Le Président de la Thèse,

Lyon, le 2 juin 1913,

Em. COHENDY.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

Lyon, le 2 juin 1913,

L. JOSSERAND.

Le Recteur de l'Académie,

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 3 juin 1913,

JOUBIN.

BIBLIOGRAPHIE⁽¹⁾

I. — Textes et ouvrages doctrinaux du droit romain et de l'ancien droit

Code de Justinien, liv. IV, t. XIX, *De probationibus*.

Digeste, l. XXII, t. III, *De probationibus et præsumptionibus*;
t. V, *De testibus*.

MENOCIUS. — *De præsumptionibus, conjecturis, signis et indiciis*.

Code criminel de l'Empereur Charles V (1532) ou *Caroline*,
de l'article XVIII à l'article XLV.

JOUSSE. — *Traité de la justice criminelle*, t. I, pp. 750 à 813,
De la preuve par arguments ou indirecte, ou conjecturale.

(1) Cette bibliographie, outre les textes et ouvrages de l'ancien droit, et les revues consultées, ne contient que l'indication des ouvrages traitant de la preuve par indices à titre général, souvent en même temps, que des autres modes de preuve pénale. Elle s'applique par suite surtout à l'Introduction et à la première Partie. Les indications bibliographiques relatives aux autres questions traitées sont données en note. On trouvera d'ailleurs une source abondante de renseignements dans la bibliographie, des ouvrages publiés à Lyon sous la direction de M. Lacassagne, indiquée en note de l'article : Des transformations du Droit pénal et les progrès de la médecine légale de 1810 à 1912 (Dr Lacassagne, *Archives d'anthropologie criminelle*, tome XXVIII, 15 mai 1913, pp. 349 et suiv.) Ajoute la table analytique des matières et la table par noms d'auteurs des vingt-cinq premières années (1886 à 1910), dans les mêmes *Archives*, 1910, t. XXV, pp. 903 et suiv.

MUYART DE VOUGLANS. — *Institutes au droit criminel*, pp. 345 à 354.

MUYART DE VOUGLANS. — *Les lois criminelles*, livre III, t. VII, pp. 803 et suiv.

POULLAIN DU PARC. — *Principes de Droit français*, t. XI.

SERPILLON. — *Code criminel*, t. II, pp. 164 à 171.

II. — Recueils de droit législatifs et administratifs. — Revue et périodiques

Code d'instruction criminelle annoté (Dalloz).

Code pénitentiaire.

Bulletin du Ministère de la Justice.

Bulletin du Ministère de l'Intérieur.

Archives d'anthropologie criminelle et de médecine légale, publiées sous la direction du D^r LACASSAGNE.

Archiv. für Kriminal-Anthropologie und Kriminalistik, directeur : HANS GROSS.

Archivio di psichiatria, neuropatologia, antropologia criminale e medicina legale, directeurs : LOMBROSO, CARRARA, etc.

Bulletin de l'Union internationale de Droit pénal.

Journal des Parquets.

La Scuola positiva nella giurisprudenza penale, directeur : E. FERRI.

Les lois nouvelles.

Revue pénitentiaire, bulletin de la Société des Prisons.

Rivista di Polizia giudiziaria scientifica, directeur : NICEFORO.

Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft.

III. — Ouvrages traitant de la preuve par indices en général

BENTHAM. — *Traité des preuves judiciaires*, ouvrage extrait des manuscrits de Bentham, par E. DUMONT, 2 vol., 2^e éd., 1830, t. I^{er}, liv. I et V ; t. II, liv. VI.

BONNIER. — *Traité théorique et pratique des preuves en Droit*

- civil et en Droit criminel, 5^e édit., revue par Fernand Larmande, 1887.
- ESMEIN. — *Histoire de la Procédure criminelle en France, et spécialement de la procédure inquisitoire depuis le XIII^e siècle jusqu'à nos jours*, 1882, I^{re} partie, pp. 43 à 66; II^e partie, pp. 260 à 285; III^e partie, pp. 539 à 547.
- FAUSTIN-HÉLIE. — *Etude sur la preuve en matière criminelle (Revue critique de législation et de jurisprudence, 1858, pp. 396 et suiv.)*.
- FAUSTIN-HÉLIE. — *Traité de l'instruction criminelle*, t. 4, II^e édit., 1866, n^{os} 1758 à 1780, et le tome I^{er} consacré entièrement à l'histoire de la procédure criminelle.
- FERRI. — *La sociologie criminelle*, traduit par Léon Terrier, II^e édit. française, 1905, chap. III, n^{os} 76 à 80.
- GABRIEL. — *Essai sur la nature des preuves*, revu par Solon, 1845.
- GARRAUD. — *Précis de Droit criminel*, XI^e édit., 1912, n^{os} 357 à 362, 380 à 386.
- GARRAUD. — *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale*, t. I^{er} (1907), n^{os} 227 à 230, 247 à 266, 274 à 296, 310 à 317, 317 à 372; t. II (1909), n^{os} 479 à 500; t. III (1912), n^{os} 890 à 924.
- GISBERT. — *Des moyens de preuve devant les juridictions répressives*, thèse, Paris, 1893.
- GROSS. — *Manuel pratique d'instruction judiciaire*, traduction française de Bourcart et Wintzweiller, 2 vol., 1899.
- LACASSAGNE. — *Les erreurs judiciaires et les médecins experts*, 1896.
- LACASSAGNE. — *Précis de médecine légale*, 1906.
- LACASSAGNE. — *Des transformations du Droit pénal et les progrès de la médecine légale de 1810 à 1912 (Archives d'anthropologie criminelle, t. XXVIII, pp. 321 et suiv.)*.
- DAILLER et VONOVEN. — *Les erreurs judiciaires et leurs causes*, 1897.
- LEVI. — *La Société et l'ordre juridique*, 1911, chap. III, Présomptions et fictions juridiques,

- LOCARD. — *Laboratoires de police et instruction criminelle*, 1913.
- LOCARD. — Comment fonctionne un laboratoire de police (*Æsculape*, revue mensuelle, nov. 1912.).
- MITTERMAIER. — *De la preuve en matière criminelle*, traduit de l'allemand sur la III^e édit., par Alexandre, 1848.
- MITTERMAIER. — *Traité de la procédure criminelle en Angleterre, en Ecosse et dans l'Amérique du Nord*, traduction de Chauffard, 1868, pp. 367 à 390.
- NICEFORO. — *La police et l'enquête judiciaire scientifiques*, 1907.
- PRINS. — *La défense sociale et les transformations du Droit pénal*, 1910.
- REISS. — *Manuel de police scientifique (technique) I, Vols et homicides*, 1911.
- SABATINI. — *Teoria delle prove nel Diritto giudiziario penale*, t. I^{er}, 1909, *Il sistema delle prove nella storia e nella legislazione penale comparata* ; t. II, 1911, *Delle presunzioni e delle prove in generale*.
- SPEYER. — Les règles de la preuve en droit pénal anglais (*Revue de Droit international et de législation comparée*, 1898, p. 478).
- TARDE. — *La philosophie pénale*, 1890, pp. 418 à 450.
- TOMELLINI. — *Manuale de Polizia giudiziaria*, Milan, 1912.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Indices et présomptions légales en droit pénal	1
PREMIERE PARTIE. — Définition, importance, histoire et admissibilité de la preuve par indices	23
CHAPITRE PREMIER. — La preuve par indices. Définition et terminologie	23
CHAPITRE II. — Evolution des idées sur la hiérarchie des preuves et l'importance de la preuve par indices	35
CHAPITRE III. — Histoire de la preuve par indices	49
CHAPITRE IV. — Admissibilité de la preuve par indices devant les juridictions répressives	81
CHAPITRE V. — Classification des indices	95
DEUXIEME PARTIE. — La preuve circonstancielle de l'identité	107
CHAPITRE VI. — L'identité dans le procès criminel et la preuve circonstancielle	107
<i>Première section.</i> — Découverte et identification du coupable au moyen de la preuve indiciale	121
CHAPITRE VII. — Les traces laissées par les malfaiteurs. -- Les empreintes digitales	121
CHAPITRE VIII. — Traces de pas et autres traces. — Les taches.	167
<i>Deuxième section.</i> — Identification des criminels arrêtés et notamment des récidivistes par la preuve indiciale	173

	Pages
CHAPITRE IX. — Les divers procédés employés pour l'identification. — Caractères qu'ils doivent présenter	173
CHAPITRE X. — Les mensurations anthropométriques	181
CHAPITRE XI. — Les marques particulières.	191
CHAPITRE XII. — La dactyloscopie	205
CHAPITRE XIII. — La photographie signalétique et le portrait parlé. — Autres méthodes	217
CHAPITRE XIV. — Organisation des services d'identification ..	233
<i>Troisième section.</i> — La recherche et la filature des criminels en liberté	249
CHAPITRE XV. — La photographie signalétique et le portrait parlé	249
 TROISIEME PARTIE. — La preuve indiciale dans les questions relatives à l'époque et à la matérialité de l'infraction.	255
CHAPITRE XVI. — Les délits contre les personnes. — Rôle essentiel et caractère de l'expertise médico-légale	255
CHAPITRE XVII. — Les délits contre la propriété. — Leur qualification par la preuve indiciale. — L'expertise en écriture et la fausse monnaie	271
 QUATRIEME PARTIE. — Indices de culpabilité	285
CHAPITRE XVIII. — Leur caractère conjectural : Méthode d'interprétation. — Le mensonge réel	285
CHAPITRE XIX. — Influence des progrès scientifiques et des conditions actuelles de la vie sociale sur la valeur probante de certains indices de culpabilité	303
 CINQUIEME PARTIE. — Constataction et récolement des indices	313
CHAPITRE XX. — Les opérations réglementées	313
CHAPITRE XXI. — La technique du récolement des indices	329
 CONCLUSION. — Les réformes pratiquement réalisables qui résultent du caractère actuel et de l'extension de la preuve indiciale	339

